

52  
11

ADRESSE  
AUX  
ÉTATS GÉNÉRAUX,  
AUX ÉTATS PARTICULIERS  
ET  
ASSEMBLÉES PROVINCIALES  
ET MUNICIPALES DU ROYAUME,  
CONTENANT

*DES recherches & observations sur l'origine de  
l'impôt, sa division en personnel & réel, les  
différentes formes de sa répartition depuis Saint-  
Louis jusqu'à nos jours, l'origine des abus qui,  
sous le nom de privilèges, ont introduit l'iné-  
galité, & enfin le seul moyen propre à corriger  
tous les inconvéniens, à alléger le peuple, & à  
augmenter les revenus de l'Etat.*

Par M. D\*\*\*\*, ci-devant Garde du Corps du Roi, K

Prix 5 liv., & 5 liv. 10 s. franc de port, par la poste,  
dans tout le Royaume.

---

A D U B L I N,

*Et se trouve à Paris,*

Chez MARADAN, Libraire, rue des Noyers,  
n°. 33.

1789. 11



1835

THE BRITISH MUSEUM



THE BRITISH MUSEUM

---

## ERRATA.

- P**AGE 8 , avant dernière ligne *lui* , lisez *lui*.  
Page 47 , ligne 9 , *negotio feudatium* , lisez *negotio  
financiarum feudatium*.  
Page 53 , note 2<sup>e</sup> , ajoutez édition de Nîmes.  
Page 76 , ligne 17 , quand il leur souvient jurer , lisez  
quand il leur convient jurer.  
Page 80 , ligne 19 , article 14 , lisez article XIV.  
Page 83 , ligne 3 , chacun au , lisez chacun an.  
Page 97 , ligne 1<sup>ere</sup> , le compoix , lisez compoix ou  
cadastre.  
Page 148 , ligne 17 , il se trouve un reste de , lisez il  
se trouve en reste de.  
Page 155 , ligne 2 , & les aumônes , lisez & des au-  
mônes.  
Page 166 , ligne 12 , 26 millions 100 mille livres ,  
lisez 26 millions 500 mille livres.  
Page 176 , ligne 8 , a été dans les suites , lisez a été  
dans la suite.  
Page 177 , dernière ligne , le privilégié , lisez les  
privilégiés.  
Page 180 , §. XII (1) , lisez §. XI.  
Page 202 , ligne 25 , si on ne les cherche ailleurs , lisez  
si on les cherche ailleurs.  
Page 259 , ligne 6 1550 , lisez 1530.  
Page 279 , ligne 2 , cette égalité ne peut être établie  
& maintenue que par une nullité de forme , lisez

---

(1) Le Lecteur est prié de rectifier quelques paragraphes qui  
se trouvent faux, ou de recourir à la table.

Si cette égalité ne peut être établie & maintenue que  
par une égalité de forme.

Page 291, ligne 18, qu'on avoit, *lisez* qu'on n'avoit.

Page 294, ligne 22, relativement à leur valeur reçue,  
*lisez* relativement à leur valeur réelle.

Page 300, ligne 2, dans celle-ci, *lisez* dans ce siècle-ci.

Même page, ligne 10, qui, *lisez* que.

Page 319, ligne 10, toutes les propriétés, *lisez* toutes  
ces propriétés.

Page 362, ligne 7, dans, *lisez* d'après.

N°. 1. Cadastre de communauté, addition au chapitre  
1<sup>er</sup>, article 1<sup>er</sup>, revenus du Clergé séculier,  
2000 livres, *lisez* 1200 liv.



# A D R E S S E

A U X

ÉTATS GÉNÉRAUX,

AUX ÉTATS PARTICULIERS,

E T

ASSEMBLÉES PROVINCIALES

ET MUNICIPALES DU ROYAUME.

---

Q U O I Q U'É L O I G N É par état de l'Adminif-  
tration des affaires publiques, j'ai cru devoir  
chercher à connoître fur quels principes elle  
eft fondée, d'après lesquels elle eft dirigée,  
& par fuite, fi les effets & les avantages qui  
réfultent des formes établies dans cette même  
Adminiftration, font tels que la Nation a lieu  
de les attendre.

A



Au moment où la Nation paroissoit jouir au dedans & au dehors d'une tranquillité peu commune, le Roi a appelé auprès de lui les Notables de son Royaume, pour les consulter sur les moyens de soulager son peuple, & de libérer les dettes de l'Etat. Il paroissoit au plus grand nombre bien difficile de parvenir à ces deux objets réunis. Quant au premier, il falloit économiser sur des dépenses qu'on avoit, depuis tant d'années, jugées nécessaires; pour le second, augmenter des impôts que ceux mêmes qui payent le moins croient portés à leur comble. Des amis de l'humanité, & ce n'est pas le plus grand nombre, pensoient qu'en changeant & simplifiant la forme & la perception de l'impôt en général, on pourroit alléger de cinquante millions la partie de la Nation trop chargée; qu'en augmentant l'impôt sur la partie la plus favorisée, il seroit possible de parvenir à la plus juste égalité dans la répartition de l'impôt nécessaire à l'Etat, & se procurer en même temps les fonds suffisans aux besoins du moment.

Ceux qui ne connoissent point l'Histoire, attendoient des merveilles de cette Assemblée. La plupart de ceux qui la connoissent, pensoient que les hommes étoient changés.

Chacun avoit fait son plan de réforme, d'économie, &c. ; & croyoit de bonne foi que l'Assemblée l'adopteroit unanimement. Egalement trompés les uns & les autres dans leur attente, un cri général s'est élevé ; on a cru que l'Etat qui, peu de temps avant, étoit riche & florissant, avoit subitement été ruiné & bouleversé.

Le premier mouvement de surprise sur un événement aussi extraordinaire que peu attendu, étant un peu calmé, j'ai cherché à en connoître la cause ; pour cet effet, je me suis adressé à ceux qui vouloient en paroître les mieux instruits, je les ai tous trouvés d'accord dans le fait, mais bien opposés sur les causes. Les uns les trouvent dans l'agiotage, les emprunts, &c. ; d'autres sur ce qu'on change la forme & la perception de l'impôt ; un grand nombre en ce qu'on demande au commerce une petite partie de ce que l'Etat lui avance depuis plusieurs années ; le reste les trouve dans la suppression de certains prétendus privilèges onéreux à la Nation en général, & même en particulier à une grande partie de ceux qui les réclament.

L'amour-propre, des intérêts particuliers, des préventions déplacées, un respect aveugle pour les formes établies, n'ont-ils pas une

grande influence sur l'avis & l'opinion du plus grand nombre ? Pour résoudre ce problème, il faudroit connoître intimement tous ces individus qui peuvent y être intéressés ; ce qui n'est guère possible , attendu que la plupart d'entre eux pensent de bonne foi que l'intérêt particulier , qui les fait agir , est inséparable du bien public.

L'Histoire de l'homme , dans tous les temps & dans tous les lieux , est , à peu de chose près , la même. Si , en comparant la forme actuelle de la répartition de l'impôt , à celle des temps reculés , elle se trouve différente , c'est qu'elle aura éprouvé des changemens ; si ces changemens ont tourné à l'avantage de certains corps , de certains individus , au détriment du bien public , on est porté à croire que ces corps , que ces individus ont un intérêt particulier à laisser subsister cette forme , & que les autres se laissent entraîner sans réflexion au torrent d'une opinion qu'ils croient publique.

La preuve de ces faits ne pouvant être tirée que de l'Histoire , j'ai parcouru celle de la Province de Languedoc où je suis né : en la lisant avec attention je me suis convaincu que les alarmes sur le bien de l'Etat étoient occasionnées par l'inégalité de la ré-

partition de l'impôt. J'ai vu qu'elles ne pouvoient être dissipées qu'en rapprochant cette répartition de la forme qu'elle avoit dans des temps reculés; temps heureux pour la province, & que la plupart de mes contemporains mettent cependant au nombre des siècles de l'ignorance. L'Historien que j'ai suivi de préférence est un Religieux Bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur; il indique & rapporte avec soin les preuves des faits qu'il avance (1). Ceux de mes Lecteurs qui voudront s'éclairer ou me contredire, trouveront cet Ouvrage dans toutes les bibliothèques.]

Avant d'établir l'origine des abus qui se sont introduits dans la répartition de l'impôt, je vais remonter à son origine & à sa division en réel & personnel.

• §. I<sup>er</sup>.

*Origine de l'impôt.*

UNE multitude d'individus de l'espèce humaine, circonscrits dans une certaine par-

---

(1) Edition de Paris, 1742, en 5 vol. in-fol.



tie de la surface du globe, dirigés par les mêmes préjugés ou coutumes, forment une société désignée sous le nom de *Nation*; cette société, formée, dans le principe, par les liens du sang, s'est soutenue par la nécessité de se défendre des attaques du dehors, & s'est ensuite donné des lois pour assurer sa tranquillité au dedans.

Le premier objet de cette société étant d'assurer l'existence physique de chacun de ses membres, dès qu'ils en retirent un avantage égal, il est de droit commun qu'ils y contribuent dans la même proportion. De là l'obligation d'employer, de sacrifier même cette existence physique pour le bien général de la société; c'est une contribution à laquelle tous les hommes sont assujettis par leur naissance, & à laquelle ils ne peuvent se soustraire sans contrevenir à la loi naturelle.

L'ambition & l'amour propre s'emparèrent bientôt d'une partie des membres de cette société naissante: soit qu'ils fussent les plus forts, ou que les autres les reconnussent pour tels, ils se crurent destinés à les défendre au dedans & au dehors, & s'exemptèrent par-là d'une contribution relative aux besoins de la société, à laquelle les plus

foibles se soumirent. De là l'origine de la taille personnelle.

Le second objet de la société étant d'assurer à chacun la propriété des biens dont ils jouissent, ou qu'ils peuvent acquérir par leur travail, leur industrie, ou qui proviennent des dons qui leur sont faits en particulier ; il est également de droit commun que les différens individus contribuent aux besoins de la société, en proportion des avantages qu'elle leur procure, c'est-à-dire, en proportion du revenu de leurs biens. De là la taille réelle, à laquelle tous les biens meubles ou immeubles doivent être assujettis.

Sans cette division de l'impôt, en taille personnelle & en taille réelle, comment pourroit-on concilier les édits, déclarations, & ordonnances des mêmes Rois, qui déclarent le Clergé, les Nobles, les Magistrats, & autres privilégiés exempts des tailles, avec les lois qui établissent que tous les biens ruraux sont assujettis à la taille *par qui qu'ils soient jouis ou possédés* ? Et comment concilier encore les exemples où l'on voit l'impôt en général divisé sous différentes dénominations, & chacun des Ordres de l'Etat contribuer inégalement à ses différentes parties ?

La confusion de cette division naturelle, & l'équivoque d'une même dénomination *Taille*, portant sur deux objets bien différens dans leur principe, sont la première cause de l'inégalité de la répartition de l'impôt. Les privilégiés ont considéré toutes les contributions dont la société avoit besoin, comme tailles personnelles; les Commerçans & les Capitalistes les ont considérés comme tailles réelles; les uns & les autres ont acquis de la prépondérance dans l'administration des affaires publiques, & tout le poids est tombé sur le Cultivateur. Qu'on juge, d'après cela, si les uns & les autres n'ont pas un intérêt particulier à maintenir cette répartition dans l'état où elle se trouve.

Le Gouvernement féodal ayant bouleversé la Nation, détruit & anéanti la forme primitive de son administration, les premiers temps de la Monarchie ne nous sont pas assez connus pour y chercher les traces de cette division naturelle entre la contribution personnelle & réelle; mais on les retrouve à l'époque de la destruction de ce Gouvernement féodal, & dans ce temps heureux où la Nation, renaissant de ses cendres, put être entendue de son père, de son Roi, lui exposer elle-même ses besoins, & jouir de

L'avantage de le voir vivre au milieu d'elle.

La province du Languedoc ne fut entièrement réunie à la Couronne qu'en 1271 (1). On voit que le 30 novembre 1273, le Roi Philippe le Hardi adressa à ses Commissaires, dans le Toulousain, la solution de plusieurs difficultés qu'ils lui avoient proposées ; entre autres choses il dit : « Que les » Clercs mariés ne contribuoient pas aux » tailles en France avec les Laïques ; mais » qu'ils étoient seulement assujettis aux charges réelles ; & qu'ainsi les Consuls de Toulouse pouvoient discontinuer de les faire contribuer à la taille, à moins qu'elle ne fût réelle (2) ».

On voit encore, par des lettres données à Paris le lundi avant l'Ascension de l'année 1294, que le Roi défendit au Sénéchal de Carcassonne de permettre qu'on imposât à la taille personnelle les Clercs qui vivoient *cléricalement* (3).

Dans le mois de mai 1302, le Roi adressa une ordonnance aux trois Sénéchaux de la

---

(1) Tome 4, page 10.

(2) Tome 4, page 15.

(3) Tome 4, page 80.



province, portant que les Cleres non mariés ne seroient pas tenus de contribuer aux tailles personnelles, pour raison de leurs meubles (1).

Le 7 Janvier 1307, le Roi décida que les Sergens de la garnison de Roquemaure sur le Rhône, quoiqu'exempts, par rapport à leurs personnes, contribueroient cependant aux tailles avec les autres habitans, à raison des biens qu'ils possédoient à la ville & à la campagne ; *parce que, ajouta-t-il, les tailles sont imposées plutôt à raison des biens qu'à raison des personnes* (2).

Cette distinction du subside ou impôt est encore établie par une déclaration de Philippe le Bel, en date du 11 mars 1304, où il dit :  
 « Que tous les subsides personnels & réels,  
 » accordés volontairement ces jours passés  
 » par les Nobles & les Communes de la  
 » Sénéchaussée de Carcassonne, &c. (3). »

#### §. I I.

##### *Taille personnelle.*

#### L'OBLIGATION de défendre la société au

(1) Tome 4, page 112.

(2) Tome 4, page 113.

(3) Tome 4, page 124.

dehors, de la diriger & d'en assurer la tranquillité au dedans; ces premiers devoirs, auxquels tous les hommes sont assujettis en naissant, & dont une incapacité absolue peut seule les dégager, ont été remplis avec zèle par tous les ordres de la société, dès les premiers temps.

Le Roi Philippe le Bel ayant fait avertir, vers la fin de 1293, la Noblesse & les Communes de se tenir prêtes à marcher à son service, les Sénéchaux & Viguiers notifièrent cet ordre à tous les Barons, Prélats, &c., & dans tous les lieux de leur ressort. Les Prélats & Barons ayant prétendu que c'étoit à eux à faire ces citations dans leurs terres, en portèrent des plaintes au Connétable de Nesle, qui ordonna aux Sénéchaux de les révoquer, pour ne pas préjudicier à leurs droits (1).

Les Sénéchaux & Viguiers rassemblèrent les Députés des Communes de leur ressort, à l'effet de *convenir touchant l'immunité de la subvention pour l'armée du Roi*. Le Connétable de Nesle établit une contribution qui fut répartie par feu : on voit que cette impo-

---

(1) Tome 4, page 79.

sion devoit tenir lieu de service militaire ou chevauchées, & qu'elle étoit par conséquent taille personnelle. C'est à cette occasion que le Roi défendit qu'on imposât à la taille personnelle, avec les Communes, les Clercs qui vivoient *cléricalement* (1).

Mais le Clergé ne fut pas pour cela exempt de ce subside, puisque le Roi assembla, pour le même objet, le Clergé de chaque province ecclésiastique; & que les exempts & non exempts de la province de Narbonne, s'assemblèrent séparément à Béziers le 28 octobre de la même année 1294 (2).

Le mardi après la Pentecôte de l'année 1295, le Roi adressa au Sénéchal de Beaucaire, l'ordre suivant: « Nous vous man-  
» dons que tous ceux de votre Sénéschallie,  
» Gentilhomme ou autres, soient gents d'é-  
» glise ou autres, à qui nous n'envoyons  
» nos espéciaux lettres, & ceux des bonnes  
» villes aussi, faciés venir à nous en armes  
» & à chevaux à Reims, as trois semaines  
» de la prochaine Nativité, Saint Jehan Bap-  
» tiste, efforcement sans défaut, quar la  
» besoigne le requiert », &c. Les troupes de la Sénéchaussée de Carcassonne servirent cette année-là en Gascogne (3).

---

(1) T. 4, p. 80. (2) T. 4, p. 81. (3) T. 4, p. 84.

## §. III.

*Taille réelle , relative à la Société en général.*

L'obligation de contribuer pour la quote part aux besoins pécunieux de la société , relativement aux avantages que cette société procure à chacun de ses membres , c'est-à-dire , aux biens dont cette société assure & garantit la propriété & l'usage ; cette seconde obligation , qui de droit commun est une suite naturelle du contrat social , & sans laquelle il ne sauroit subsister , n'a pas été remplie avec le même zèle dans tous les temps dont j'ai parcouru l'Histoire ; l'intérêt particulier , qui s'y opposoit , en est la vraie & unique cause : du moment que l'ambition & l'amour-propre eurent érigé en honorifique la distinction de ne pas y contribuer (qui jusques-là n'étoit qu'utile) , aucun des individus dont la société étoit composée ne fit tous ses efforts pour y atteindre , ce qui a nécessité , de temps à autre , la publication de plusieurs lois , que je suivrai dans leur exécution , après les avoir rapportées aussi succinctement qu'il me sera possible.



La plus ancienne que je connoisse sur cet objet est portée par des lettres patentes du Roi Charles VI, données à Paris le 24 octobre 1383; les considérations qui l'ont déterminée sont trop précieuses pour ne pas la rapporter en entier.

« Charles, par la grace de Dieu Roi de  
 » France, à tous ceulx qui ces présentes  
 » Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que  
 » après qu'il est venu à notre connoissance,  
 » par la grief complainte de plusieurs gens  
 » d'église, nobles & bonnes villes de notre  
 » pays de Languedoc, que la Comtesse de  
 » Valentinois, le sire de Tournon, & au-  
 » cuns autres Barons & Nobles de notre-  
 » dit pays de Languedoc, à la suggestion  
 » de aucuns leurs hommes & justiciables,  
 » sous umbre de plusieurs allégations fri-  
 » voles, & mesmement de se qu'ils se dient  
 » avoir privilège de nos prédécesseurs Rois  
 » de France, que les hommes taillables d'i-  
 » ceulx pays sont exempts & quittes de payer  
 » aucunes charges ou subventions quelcon-  
 » ques, ont appelé à nous ou à notre Court  
 » de Parlement, ou ailleurs, affin queles dittes  
 » aydes ne soient mises sus, & qu'elles n'aient  
 » cours en leurs terres, & d'enl'x acquitter  
 » & exempter des dittes aydes, ou au moins

» de délayer le payement d'icelles : Nous,  
 » considérans que les dites aydes n'ont pas  
 » tant seulement esté octroyées pour la garde  
 » & deffence de ceulx qui ne sont taillables,  
 » maisaussi qui sont taillables, & de tous autres  
 » de quelconques état ou condition qu'ils  
 » soient, demorans & habitans en notre  
 » Royaume : Considérans aussi que les dites  
 » aydes ne sont par manière de fouage, mais  
 » par manière d'imposition & de gabelle, à  
 » quoi toute manière de gens qui achettent  
 » ou vendent, sont tenus, sans que ceulx  
 » de notre seme & lignage ou autres en soient  
 » exceptés, & ainsi que du temps qu'ils se  
 » disent avoir les dis privilèges, n'estoient  
 » mu les guerres ainsi comme elles sont,  
 » & que dure chose seroit que ceulx qui  
 » sont frans, fussent de pire condition que  
 » les autres; avons, par délibération de notre  
 » Conseil, ordenné & déclaré, ordonnons  
 » & déclarons par les présentes, que par  
 » vertu d'appellation quelconque, aucune  
 » personne taillable ou non taillable, ou  
 » autres de quelconques état ou condition  
 » qu'elle soit, ne soit quitte ou exempté  
 » des dites aydes; mais que icelles aydes  
 » soient mises sus, & ayent cours en & par  
 » toutes les cités, villes fermées ou non fer-

» mées, & terre de notre dit pays, & soient  
 » levées & exhigées des dis appellans, tout  
 » ainsi comme s'ils n'eussent pas appelé;  
 » & néanmoins que ce subs ombre des dites  
 » appellations, ou de privilège quelconque,  
 » aucune des dites personnes se parforce  
 » d'empêcher le cours d'icelles aydes, ou  
 » est trouvé contredifant & retardant de payer  
 » ce à quoi elle aura été imposée, ou que  
 » elle devra pour les dites aydes, elle soit  
 » contrainte à faire à nous pour ce amande  
 » convenable. Si donnons en mandement  
 » par ces mêmes lettres, en commetant, se  
 » mestier est, à nos amés & féaulx les géné-  
 » raulx Conseillers sur le fait des dites aydes,  
 » & à tous les Justiciers & Officiers ou à  
 » leurs Lieutenans, & à chacun d'eulx si  
 » comme à lui appartiendra, que nostre pré-  
 » sente ordennence & déclaration ils tiennent  
 » & gardent, facent tenir & garder, sans en-  
 » freindre, & la facent publier, se mestier  
 » est, afin que nul ne se puisse excuser  
 » de ignorance, par voye de cri ou autre-  
 » ment, par-tout où bon leur semblera, &  
 » contraignent & facent contraindre les deb-  
 » teurs à payer lesdites aydes & amandes,  
 » s'aucunes en y a, par prise, vendue &  
 » explectation de leurs biens, & détention  
 de

» de leurs corps & autrement en la manière  
 » qu'il est accoustumé de faire pour nos  
 » propres debtes ; nonobstant quelconques  
 » privilèges , oppositions , appellations ja  
 » faites ou à faire , & rescript empêtré sur  
 » icelles , & inhibitions ou deffences faites  
 » ou à faire par vertu des dits rescrits , ou  
 » quelconques autres lettres empêtrées ou à  
 » empêtrer au contraire ; & affin que toute  
 » personne ait moins d'espérance de soi  
 » exempter d'icelles aydes , soubz umbre de  
 » ce que dit est , nous deffendons à notre  
 » amé & féal Chancelier de France , qu'il  
 » ne scelle aucunes leure ou lettres contraire  
 » ou contraires à ce que dessus est dit. Et  
 » à nos amés & féaulx les gens qui tien-  
 » dront notre Parlement, &c. (1) »

Le quatrième octobre 1456, le Roi or-  
 donna que les gens d'église qui avoient acquis  
 des biens ruraux qui n'étoient pas nobles ,  
 payeroient les tailles suivant le papier de l'esti-  
 me & l'alivrement des lieux où les biens  
 étoient situés. (2).

(1) Ordonnances des Rois de France par M. Secousse,  
 tome 7 , page 28.

(2) Tome 5 , page 10.



Le 13 octobre 1495, le Roi Charles VIII, par des lettres données à Lyon à la demande des gens des trois Etats, déclara que tous héritages ruraux, tenus & possédés par quelques personnes que ce fussent, seroient cotisés à la taille & payeroient leur part de subsides & impositions, ainsi qu'il avoit été fait de temps immémorial (1); pareille loi avoit été portée au mois de mars 1483. (*Voyez* Cazeneuve, Chartres de Languedoc, page 105.)

Le Roi Louis XII confirma toutes ces lois par des lettres datées de Lyon le 9 octobre 1501 (2).

On voit encore, en 1523, les Etats demander au Roi d'obliger les Présidens & autres Officiers du Parlement de Toulouse, de contribuer aux tailles pour leurs biens ruraux d'ancienne contribution (3).

Par des lettres du 18 juin 1535, le Roi François I<sup>er</sup>. déclara, à la demande des gens des Etats du Languedoc, que tous les héritages ruraux de la province devoient con-

(1) Tome 5, page 87.

(2) Tome 5, page 95.

(3) Tome 5, page 112.



tribuer aux tailles, à Postroi, & aux impositions, en quelques lieux & quelques mains qu'ils fussent, soit gens d'église, Nobles, Présidents, & Conseillers des Cours de Parlement, soit Généraux des Aides & gens des Comptes, soit Docteurs, Régens & Universités de Toulouse & de Montpellier, soit Ecoliers des mêmes villes, & autres qui se prétendent privilégiés; il y est dit expressément, « que de temps immémorial, & dont » il n'étoit mémoire du commencement ni » du contraire, les deniers des tailles, aydes, » & subsides, & autres impositions, avoient » accoutumé être assis, coulés, & imposés, » en Languedoc, sur les héritages ruraux » d'icelui, au sol la livre, en quelques mains » qu'ils fussent (1).

Les Députés des Etats de Languedoc auprès du Roi obtinrent un Edlt, en date du 30 avril 1546, suivant lequel ce Prince, confirmant celui du 18 juin 1545, ordonne, « que tous les biens ruraux de Languedoc, » en quelques mains qu'ils fussent escheux » & puissent eschoir & tomber à l'avenir;

---

(1) Tome 5, page 140.

» fussent gens d'Eglise, Nobles, Présidents,  
 » & Conseillers des Cours Souveraines, Offi-  
 » ciers du Roy, Docteurs, Régents des Uni-  
 » versités, &c., seront contribuables aux  
 » tailles, & autres subsides, sans  
 » pouvoir s'en exempter par aucun privilège,  
 » & ce au sol la livre (1).

D'après les lois ci-dessus rapportées, nul  
 doute que tous les biens *ruraux* doivent être  
 imposés à la taille; il ne pourroit s'en élever  
 que dans le cas où on ne seroit pas d'accord  
 sur la signification du mot *rural*; il paroît  
 que dans l'usage présent, bien des personnes  
 le confondent avec la dénomination *roturier*;  
 je pense au contraire qu'il faut entendre par-  
 là les immeubles qui ne sont pas fiefs, & que  
 bien *rural* étoit ce qu'on désigne aujourd'hui  
 sous la dénomination de bien-fonds, ou biens  
 à la campagne. *Furetiere* l'entendoit ainsi, &  
*Richalet* fait dériver l'adjectif *rural*, de *rustica*  
*bpna*.

Il est inutile d'épiloguer sur les mots, dès  
 que, dans le fait, ce prétendu privilège de  
 nobilité est illusoire, & qu'il ne peut abou-

---

(1) Tome 5, page 157.

tir qu'à une vaine distinction qui consiste à être coulé à part. Si ces biens, prétendus privilégiés, ont été assujettis aux tailles avant de passer dans les mains de ceux qui les possèdent actuellement, ils ne peuvent en avoir été affranchis. S'ils n'y ont pas été assujettis, je vais prouver avec facilité, par l'Histoire, qu'ils doivent, sous une autre dénomination, contribuer, relativement à leur produit, à tous les besoins pécuniaires de la société, dont ils font partie, & qu'ils n'en ont été affranchis que par l'intérêt personnel & particulier de ceux qui possèdent ces biens.

En 1303, le Roi assembla à Paris les Prélats & les Barons, & établit, de leur avis, un subside dans tout le Royaume, du cinquième des revenus, & du vingtième de la valeur des meubles, &c. Il en établit un autre sur les Nobles qui voudroient s'exempter du service personnel, & obtint une décime du Clergé; le Roi changea ensuite ce subside en une aide, & ordonna que tous les Ecclésiastiques & les Nobles qui avoient cinq cents livres tournois de rente, entretiendroient à leurs dépens un Gendarme pendant trois mois, & les non Nobles, six sergens

à pied pour chaque centaine de feux (1).

Cette contribution étoit une taille réelle , puisqu'elle fut répartie relativement au revenu. Les privilégiés furent même plus chargés en proportion que les non Nobles , puisque les premiers furent taxés à un Gendarme pour cinq cents livres tournois de revenu , & les derniers à six Sergens à pied par centaine de feux , le feu étant de dix livres tournois de rente , & en sus ; la centaine se portoit à plus de 1000 liv. (2) ; les Gendarmes étoient évalués à quatre piétons (3) & souvent à huit piétons (4).

Au mois de février 1304 , le Roi ayant demandé un subside , le Clergé & la Noblesse de la province lui accordèrent le cinquième de leurs revenus. Les Evêques & les Ecclesiastiques de la province de Narbonne s'assemblèrent à Beziers pour la répartition de cette imposition (5).

(1) Tome 4 , page 118.

(2) Tome 4 , page 113.

(3) Tome 4 , page 361.

(4) Tome 4 , page 324. Preuves , tome 4 , page 333.

(5) Tome 4 , page 124.



Les Commissaires du Roi convoquèrent les Nobles *terriers*, Barons, & autres Nobles de la sénéchaussée de Carcassonne, traitèrent avec eux, & s'en tintent à leur serment pour l'estimation des revenus de leurs biens, dont le détail s'est conservé (1).

Le même jour lundi, après l'octave de Pâques 1304, les Commissaires rassemblèrent les Consuls de toutes les communautés de la sénéchaussée de Carcassonne, & firent avec eux des abonnemens pour ce subside (2).

Ce subside étoit encore une taille réelle, puisque le Roi convoqua la Noblesse de la province, & chacun avec un certain nombre de Gendarmes & de gens à pied, pour être à Arras quinze jours après la Saint Jean-Baptiste de la même année (3).

En 1325, le Roi donna pouvoir à ses Commissaires de traiter avec les Ecclesiastiques de la sénéchaussée de Carcassonne qui lui devoit le service (4).

Les Commissaires du Roi rassemblèrent les

(1) Tome 4, page 124. Preuves, tome 4, page 133.

(2) Tome 4, page 124.

(3) Tome 4, page 126.

(4) Tome 4, page 200.

milices de la province en 1337, & levèrent en même temps un subside pour les frais de l'expédition. Les Nobles qui ne se rendirent pas à l'armée, furent obligés de payer le cinquième de leur revenu (1).

Au mois de juillet de la même année, les Commissaires du Roi rassemblèrent le Clergé séculier & régulier de la sénéchaussée de Carcassonne, pour lui demander une décime pour cette année & la suivante. Quelques Prélats, entre autres l'abbé de Saint-Polycarpe, s'y refusèrent, sous prétexte qu'ils n'avoient pas permission du Pape de l'accorder; sur quoi les Commissaires les citèrent devant le Roi, conformément à leurs instructions (2).

Le 17 février 1346, les Etats de Languedoc étant assemblés à Toulouse, ceux du Tiers-Etat consentirent à la levée d'un fouage de dix sous, & il fut convenu de se rassembler à la fin du mois de mai, à l'effet de prendre des expédiens pour faire cesser la gabelle sur le sel, & les quatre deniers pour livre sur toutes les denrées qui étoient ven-

---

(1) Tome 4, page 211.

(2) Tome 4, page 223.

dues , qui étoient extrêmement onéreux au peuple (1).

Les mêmes Etats assemblés de nouveau , il fut résolu par les communes que chaque sénéchaussée entretiendrait un certain nombre de Gendarmes , ou donneroit un équivalent , & que , moyennant ce , la gabelle sur le sel & les quatre deniers pour livres sur la vente des denrées , &c. , seroient supprimés (2).

Le même jour , dernier mai , le duc de Normandie traita avec le Clergé , qui offrit de fournir un aide pour l'entretien d'un certain nombre de Gendarmes , outre la décime qu'il payoit. Le Clergé fut ajourné au mois de juillet , pour régler de quelle manière cet aide seroit levé sur les Ecclesiastiques. Il paroît que chaque diocèse traita en particulier ; celui d'Alby donna onze cents livres (3), ce qui reviendrait aujourd'hui à environ vingt-deux mille livres.

Quant à la Noblesse & à ceux qui possédoient des fiefs , le service personnel qu'ils

( 1 ) Tome 4 , page 259.

( 2 ) Tome 4 , page 260.

( 3 ) Tome 4 , page 261.

rendoient alors dans l'armée , non seulement leur tim lieu de subside , mais de plus le duc de Normandie leur accorda des gratifications pour les aider à soutenir leur dépense (1).

Le 26 mars 1356 , les Etats assemblés à Toulouse , les communes , après avoir délibéré , consentirent à la levée de six deniers par livre sur toutes les marchandises & denrées qui seroient vendues dans le pays ; de plus , à la levée d'un mouton d'or par feu , à condition que tous les Officiers du Roi , les Comtes , Vicomtes , Barons , & autres Seigneurs y seroient assujettis , & que cette levée seroit faite par les Receveurs que chaque communauté nommeroit (2).

Dans une seconde assemblée tenue le 21 octobre de la même année , après que le Tiers-Etat eut délibéré , il fut arrêté ; 1°. qu'on entretiendrait pendant un an cinq mille Gendarmes , à quinze écus d'or par mois , & cinq mille Sergens à cheval , à sept écus & demi d'or par mois , ce qui revient à un million sept cent quatre-vingt-douze mille six cent trente-neuf livres dix-sept sous par mois , &

---

( 1 ) Tome 4 , page 261.

( 2 ) Tome 4 , page 285.



par conséquent vingt-un millions cinq cent vingt-un mille six cent soixante-dix-huit livres quatre sous pour l'année, en évaluant les écus d'or au cours actuel de la monnoie ; 2°. on convint que tous les habitans nobles, ou autres, même les sujets ou vassaux des Prélats & Barons payeroient pendant ce temps-là, savoir, chaque chef de famille, trois petits deniers tournois par semaine; imposition qu'on appela ensuite *capage* ou *capitation*, & que les Nobles qui n'avoient pas accoutumé de payer des subsides pour la guerre, payeroient le double de ce *capage*. A l'article 8 de ces arrêts, il est dit : *En cas que le Clergé paye un subside d'une autre espèce que celui qui vient d'être établi par les Nobles & les communes*, les deniers qui en proviendroient, seroient remis entre les mains des mêmes Trésoriers (1).

On voit plus bas que les gens d'église n'avoient encore consenti à aucune finance, sous prétexte qu'ils n'avoient pas licence du Pape.

Les communes accordèrent au mois de février 1358 la levée d'un autre *capage* fixe,

---

(1) Tome 4, page 189.

à peu de chose près, comme le précédent; chaque chef de famille trois deniers par semaine, & outre cela deux deniers pour chaque centaine de livres qu'ils possédoient en meubles, & un denier pour chaque centaine de livres en immeubles (1).

Au mois de juillet 1358, les Etats se rassemblèrent à Montpellier pour la rançon du Roi Jean, mais il ne s'y trouva que les communes des sénéchaussées de Toulouse & de Beaucaire: les premières offrirent 50,000 deniers d'or au mouton (629,728 liv. 18 s. 10 den.); les seconds 70,000 florins d'or au mouton (878,817 liv. 16 s. 8 d.). Celle de Carcassonne, assemblée à Beziers, accorda un mouton d'or par feu, à la place de 90,000 deniers d'or au mouton qu'elle avoit ci-devant offerts, & qui revenoient à 1,130,939 l. 3 s. 8 d. Outre cela l'assemblée ordonna la levée de deux deniers par livre sur toutes les denrées & marchandises qui seroient vendues, ce qui devoit être employé à la garde du pays (2).

On ne voit pas dans l'Histoire quelle portion de ces subsides étoit supportée par

---

(1) Tome 4, page 294.

(2) Tome 4, page 296.

le Clergé ; il n'en avoit offert aucune en particulier ; il n'avoit pas concouru avec les communes à l'établir ; malgré cela ses biens y étoit assujettis , puisque la même année & après cette époque , on voit le Comte de Poitiers , du consentement de son frère , Régent du Royaume , accorder des lettres de remission à Pierre , Evêque de Castres , & à cinquante-six Ecclésiastiques de son diocèse , qui , s'étant élevés à main armée contre les Collecteurs des subfides ( l'un d'eux avoit eu le bras gauche coupé ) , avoient refusé d'y contribuer , & avoient excommunié les Officiers du Roi. Le Comte les condamna à six cents livres d'amende ( 6400 liv. ) ; déclara que tous leurs biens qui avoient été saisis par le Sénéchal de Carcassonne , demeureroient confisqués ; leur laissa les autres ; leur remit le bannissement de neuf années auquel ils avoient été condamnés ; ordonna que l'excommunication seroit levée par l'Archevêque de Bourges & le Chancelier , & que la levée du subside établi sur les biens ecclésiastiques seroit paisiblement continuée : *exactio subsidii super bonis ecclesiasticis constituti , quietè & pacificè continuabitur* (1).

---

(1) Tome 4 , livre 31 , n°. 82 , page 197. Preuves , page 29.

Les communes de la province payèrent en tout un million quatre cent cinquante-un mille moutons d'or, qui reviennent à vingt-trois millions cent-vingt-un mille cent-vingt-six liv. dix-neuf sous dix deniers neuf treizièmes, sans compter une double décime que donna le Clergé, & un dixième des revenus que donna la Noblesse (1).

Les communes, assemblées à Toulouse au mois d'août 1371, accordèrent trois francs d'or par feu; les Nobles contribuèrent avec les non Nobles au paiement de ce subside; plusieurs ayant voulu s'en exempter en appelèrent au Parlement de Paris; mais cette Cour rendit un arrêt le 19 octobre pour les y contraindre (2).

En 1377, la province étant épuisée par les ravages des brigands & les subsides précédens, les communes assemblées ayant représenté au Duc d'Anjou sa triste situation, il se contenta d'établir un impôt sur le vin, la farine, & les autres denrées; il exempta de cette imposition les Nobles qui s'étoient mis en armes pour la guerre. Les Nobles & les

---

(1) Tome 4, page 307.

(2) Tome 4, page 349.



Prélats de la Sénéchaussée de Beaucaire furent taxés à l'ordinaire, suivant le nombre de Soldats que chacun devoit fournir; savoir, vingt francs (263 liv.) par cheval de bataille, dix francs par rouffin, & cinq francs par piéton (1).

En 1465 il fut établi une imposition sur la Noblesse de la province pour l'entretien d'un certain nombre de lances; les Nobles assemblés nommèrent des Commissaires pour faire la répartition de ce subside, qui étoit une taille réelle, puisque le Roi convoqua en même temps le ban & arrière-ban (1).

#### §. I V.

#### *Taille réelle relative aux frais des municipalités.*

Jusques ici je n'ai considéré l'impôt que comme une contribution que tous les individus qui forment la société doivent à l'Etat en général; j'ai démontré qu'il n'en étoit aucun qui pût s'y refuser; j'ai prouvé qu'ils y ont tous été assujettis, & que lorsque quel-

---

(1) Tome 4, page 362.

(1) Tome 5, page 31.

qu'un des prétendus privilégiés a voulu s'y soustraire, il y a été contraint; mais cela ne suffit pas encore.

Indépendamment de cette contribution aux besoins de la société en général, il en est d'autres qu'on peut, eu égard à celle-là, appeler *locales*; & soit que les divisions en aient été établies par le Gouvernement, par un effet du hasard, ou d'autres causes qui ne nous sont pas connues, il existe des sociétés particulières subordonnées à la société générale, & les sociétés sous-divisées depuis celle de l'Etat à la municipale, ont des besoins particuliers qui nécessitent des dépenses; tous les individus dont les biens sont circonscrits dans l'étendue de ces sociétés particulières, profitent des avantages qui en résultent; ils doivent par conséquent y contribuer en proportion de ces mêmes avantages: ce principe est également confirmé par des lois & par l'usage.

Dans un Parlement tenu à Toulouse en 1288, il fut ordonné au Sénéchal de Carcassonne de rendre justice aux Consuls de cette ville, qui demandoient que les Clercs tonsurés fussent tenus de contribuer « aux dons » & dépenses qu'ils avoient faites pour le » Roi & pour la Reine, lorsqu'ils avoient » passé

» passé en dernier lieu à Carcastonne (1) ».

Dans un autre Parlement tenu à Toulouse au mois de décembre 1289, il fut ordonné que les Ecclésiastiques de la ville de Beziers contribueroient aux réparations des murs de cette ville, conformément à l'ordre du Roi (2).

Les gens tenant le Parlement de Toulouse le lendemain de la Saint-Luc 1291, ordonnèrent au Sénéchal de Beaucaire de saisir le temporel de l'Evêque de Nîmes, supposé que ce Prélat ne voulût pas révoquer l'excommunication qu'il avoit lancée contre les Consuls de cette ville, parce qu'ils avoient compris les Clercs dans l'imposition d'un subside qui les regardoit aussi bien que les laïques (3).

Les Consuls de Montpellier ayant compris, en 1291, le Clergé dans l'imposition de la taille & autres subsides communs, l'Official, de Maguelonne, assisté de plusieurs Chanoines, jeta, le 19 juillet 1291, une sentence d'interdit sur toute la ville de Montpellier, où on cessa, pendant sept mois, la célébration des offices divins, sans que l'Evêque de Maguelonne, prié par le Sénéchal de Beaucaire,

(1) Tome 4, page 61.

(2) Tome 4, page 63.

(3) Tome 4<sup>er</sup>, livre 2<sup>o</sup>, n<sup>o</sup> 30, page 71, T (1)

voulût le lever, ce qui obligea cet Officier à saisir le revenu de l'Evêché; enfin l'Archevêque de Narbonne leva lui-même cet interdit (1).

Le Roi Philippe le Bel avoit établi, en faveur des manufactures des draps de la sénéchaussée de Carcassonne, la défense de sortir des bêtes à laine, laines, drogues de teinture, & autres objets; pour cela il avoit établi une gabelle de douze deniers sur chaque double pièce de drap qui se fabriquoit dans la sénéchaussée, & autres étoffes à proportion. Une grande partie des communautés de cette sénéchaussée la trouvant onéreuse, en demandoit la suppression, & offroit pour cela 150,000 livres, ce qui revient aujourd'hui à 3,185,312 livres 10 s. Quelques autres communautés offroient 40,000 livres pour la laisser subsister; Philippe de Valois accepta l'offre des premiers, sur le rapport des Commissaires qui avoient trouvé cette gabelle onéreuse au peuple qui s'en plaignoit, & il nomma, en 1332, des Commissaires qui répartirent cette somme sur tous les ordres de la sénéchaussée (2).

---

(1) Tome 4, livre 28, n<sup>o</sup>. 30, page 76.

(2) Tome 4, page, 112



Le 16 novembre 1358, le Régent ordonna par des lettres scellées de son grand sceau, que les Ecclésiastiques de Béziers contribueroient aux fortifications de la ville (1).

L'année d'après, il s'éleva une grande dispute à Beziers entre le Clergé qui prétendait être exempt d'y contribuer, & les habitans : ceux-ci firent condamner les autres, par un Commissaire du Roi, à 75,000 florins, & saisir leurs biens; en sorte que les Chanoines de la Cathédrale & autres Ecclésiastiques furent obligés de se retirer, & qu'il n'en resta aucun pour célébrer l'office divin. Le Clergé porta cette affaire au Pape, qui excommunia les Consuls & les habitans de Beziers; ils transigèrent enfin le 2 juin 1359, & les arbitres condamnèrent le Clergé de Beziers à faire aux habitans une rente annuelle de cent setiers de blé & autant d'orge, & de leur payer une fois 3,600 florins d'or (43,231 liv. 4 s. (2)

Une assemblée des Etats du Languedoc, tenue à Rodez en 1386, traita avec les Anglois pour l'évacuation de certaines places qu'ils tenoient, dont ils incommodoient beau-

---

(1) Tome 4, page 298.

(2) Tome 4, page 300.

coup les habitans ; on leur donna pour cela 250,000 livres ( 3,138,276 liv. 7 s. ) : la répartition de cette somme fut faite sur tous les Ordres, & la quote-part d'un chacun est énoncée dans le traité (1).

Les Députés des Etats de la province à la Cour obtinrent du Roi l'abolition des Offices de Conseillers enquêteurs & contrôleurs, moyennant une certaine somme dont l'Eglise supporta sa part (2).

Les Etats de la province, assemblés le 11 décembre 1562, après avoir accordé les mêmes sommes que l'année précédente, résolurent de plus d'imposer 300,000 ; savoir, 100,000 sur le Clergé, 100,000 sur le Tiers-Etat, 100,000 sur les biens confisqués sur les rebelles, & que le tout seroit employé à soumettre ces mêmes rebelles, & que les Nobles qui possédoient des fiefs, s'armeroient, à peine de saisie de leur fief (3).

#### §. V.

*Confusion de la taille impériale avec la taille comtale.*

J'ai ci-dessus avancé que la première cause

---

(1) Tome 4, livre 33, n°. 32, page 390.

(2) Tome 5, livre 37, n°. 10, page 118.

(3) Tome 5, livre 38, n°. 104, page 245.

de l'inégalité dans la répartition de l'impôt dérivait de l'équivoque de la dénomination *Taille*, appliquée à la contribution personnelle, tout comme à celle qui étoit réelle ; il en est encore une autre qui n'y a pas moins contribué.

Lorsque l'ambition & l'intérêt particulier, sous le nom de gouvernement féodal, changea en fiefs héréditaires & en pleine propriété, des bénéfices qui avoient ci-devant été donnés à vie, en récompense des services rendus ; lorsque ces nouveaux Seigneurs, se mettant au lieu & place du Roi, élevèrent un mur de séparation entre lui & son peuple, & que, se regardant les maîtres de tous les biens vacants, ils les distribuoient sous certains cens ou redevances ; lorsqu'enfin ils acquirent, par la force ou par la crainte, des droits sur ceux qui en étoient ci-devant vrais propriétaires, ils imposèrent sur leurs sujets ou vassaux différentes contributions qu'ils étendirent & multiplièrent à l'envi l'un de l'autre, d'où a résulté leur différence.

Le premier soin des usurpateurs est de se liguier contre ceux qu'ils ont dépouillés, au risque même de sacrifier une partie de leur usurpation pour se conserver le reste. C'est d'après cela que les premiers Seigneurs con-

sentirent des baux à fief ; les uns à titre de nobles & les autres roturiers. Les premiers n'assujétissoient qu'à la foi & hommage , & à un service personnel avec une certaine suite , & pendant un temps limité , lorsque des motifs réels ou chimériques portoient le Seigneur à faire la guerre à ses concitoyens ; mais le vassal n'y étoit plus tenu , s'il abandonnoit son fief , l'hommager exceptoit même de cette obligation le Roi , ses parens , ses alliés ou amis ; cette obligation étoit par conséquent bien différente de celle de défendre la société dans laquelle on est né.

Le bail à fief roturier assujétissoit l'emphytéote à un cens ou redevance pécuniaire ou en nature , exprimée dans le bail ; mais cette contribution tournoit au profit & avantage du seul Seigneur ; c'étoit pour lui une propriété ; & , soit qu'il fût riche ou pauvre , elle étoit toujours là même.

Dans certains baux à fief de cette nature , le vassal étoit encore assujéti à une redevance sous le nom de *Taille* ; dans les uns elle étoit à volonté du Seigneur , dans d'autres elle étoit seulement aux quatre cas , qui sont : 1°. quand le Seigneur étoit fait Chevalier ; 2°. quand il passoit la mer ; 3°. lorsqu'il marioit quelqu'une de ses filles ou de ses sœurs ; 4°. lorsqu'il



qu'il étoit obligé de payer son rachat après avoir été fait prisonnier : toutes ces contributions tournoient encore au profit & avantage du seul Seigneur, elles étoient par conséquent bien différentes de celles qui sont indispensablement nécessaires, & sans lesquelles la société n'existeroit pas; de celles qui procurent des avantages particuliers à certaines parties de la société en général.

Ce gouvernement féodal, si contraire à la constitution primitive de l'Etat, fut enfin détruit par la sagesse de nos Rois, & le penchant naturel de la Nation à se réunir sous leur puissance législative; des négociations, des traités à prix d'argent, quelquefois même des confiscations firent enfin disparaître ceux qu'on qualifioit du titre de grands vassaux de la Couronne, dont le domaine & l'utile fut réuni à celui du Roi ou de la Couronne, ce qui est synonyme.

Ces fiefs avoient été sous-divisés à l'infini; on ne pouvoit les réunir tous sans ruiner & anéantir une partie essentielle de la Nation, celle qui, se dévouant particulièrement à la profession des armes, étoit la plus propre à défendre la société au dehors; d'ailleurs le plus grand nombre des Nobles avoient ci-devant possédé leur fief en alleu, & n'étoient

devenus feudataires que par la force, ou par la crainte; soit que ce fussent ces motifs, ou qu'on crût qu'une possession de plus de deux siècles eût légitimé leurs droits, les arrière-fiefs subsistèrent tels qu'ils étoient, c'est-à-dire, relevant noblement du Roi, comme ayant succédé aux Ducs, Comtes, Marquis, &c. Mais il ne s'ensuivroit pas de là qu'ils ne fussent tenus envers la société & l'Etat, dont le Roi est le père & le souverain chef, qu'à ce à quoi ils étoient tenus envers les Ducs, Comtes, &c.

Cette distinction n'est pas nouvelle. Caze-neuve, qui écrivoit, au commencement du dernier siècle, sous les yeux & par ordre des Etats de la province, dit, livre premier, chap. 7, n°. 5: « Nos Rois ont dans leurs » Etats deux sortes de dominations, l'une » royale & l'autre féodale; à l'égard de la » première, nous leur devons les tailles, » aydes, impôts, & enfin nos biens & nos » vies, toutes les fois que la nécessité le » requiert; à l'égard de la féodale, le service » du ban & arrière-ban, les cens, &c.

Les redevances auxquelles le peuple étoit assujéti par le bail à fief, étoient forcées; les Receveurs du domaine les exigeoient dans la même forme qu'elles avoient été exigées

par les Seigneurs : lorsqu'elles ne suffisoient pas à tous les besoins de la Nation qui en avoit la vraie propriété , le Roi , seul juge de la nécessité des dépenses à faire , en demandoit le montant à ses peuples ; ceux-ci , assemblés par son ordre , délibéroient sur la manière de les départir , de les lever ; mais ce n'étoit jamais que sous l'autorité du Roi que cela étoit fait ; c'étoit lui qui en fixoit la somme , après avoir écouté les représentations qu'on avoit à lui faire , & qui veilloit ensuite à ce qu'elle fût répartie avec justice & égalité.

Les communes, qui avoient conservé le souvenir de la manière dont les redevances féodales avoient été établies , ne négligeoient pas dans leurs délibérations , leurs soumissions , & leurs doléances , d'insérer les clauses & les réservations qu'elles croyoient nécessaires , pour que ces contributions ne pussent point à l'avenir être regardées comme un cens féodal.

Le Clergé & les Nobles , qui , depuis longtemps n'avoient rien payé , & qui se proposoient de secouer cette obligation , du moment qu'ils le pourroient , négligeoient encore moins ces précautions ; de là ce formulaire , continué jusqu'à nos jours , d'oïrois , dons

gratuits, contributions ou subsides volontaires, conditions , que cela ne portera aucune atteinte aux privilèges , libertés , &c. Il seroit ridicule de les attribuer à un autre motif, & de vouloir croire que cela regardât des contributions nécessaires , & même indispensables pour parer à des besoins de première nécessité , d'où dépendoit l'existence de la société, tels que la subsistance des armées, les fortifications des places frontières , & autres de pareille nature.

Il seroit trop long & même inutile de citer toutes les preuves qu'on en trouve fréquemment dans l'Histoire , celles qui suivent suffiront.

Une ordonnance de Louis Hutin , du mois de janvier 1315, article 15, exempté les Nobles de tous subsides, excepté ceux qu'on avoit accoutumé de percevoir, & les cas dans lesquels de droit commun personne ne devroit être exempt : *Item concedimus eis de speciali gratiâ, quod subditi dictorum nobilium per gentes vel officiales nostros de cætero non compellantur ad solvendum nos aliquod subsidium, nisi illi à quibus ab antiquo levare & exigi consuevit, vel nisi in casu in quo de jure communi nullus haberetur immunis, vel ab illis qui sponne nobis ali-*



*quid dare vellent , quâcumque occasione cessante (1).*

Jean de Trie, Sénéchal de Toulouse, ayant fait construire la nouvelle Bastide ou ville de Trie, dans la judicature de Rivière & la sénéchaussée de Toulouse, donna des usages & des coutumes à cette nouvelle ville, le 28 janvier 1324, que le Roi confirma ensuite; il y est marqué entre autres, *que le Roi ne leveroit aucune taille, ni aucun subside sur les habitans de Trie, s'ils n'y consentoient volontairement, & qu'ils ne seroient tenus de contribuer QU'AUX SUBSIDES GÉNÉRAUX (2).*

On n'a jamais vu que lorsque les Rois ont établi un subside pour les besoins de l'Etat, les sujets se soient crus fondés en titre pour se dispenser de le payer, pas même celui pour la rançon du Roi Jean; mais lorsque Philippe de Valois imposa sur le Royaume une taille au commencement de l'année 1333, pour le mariage de Marie sa fille, & la chevalerie de Jean, Duc de Normandie, son fils, & qu'il commit le Sénéchal & le Receveur

---

(1) Tome 4, preuves, page 149.

(2) Tome 4, page 508.

des domaines de Carcassonne pour en faire la levée dans cette sénéchaussée , avec pouvoir de convoquer les communautés pour y consentir , on voit que quelques-unes y consentirent , & que la plupart s'y refusèrent ; il existe encore des mémoires présentés à Gui de Vele , Sénéchal de Carcassonne , où elles s'appuyoient sur les lois romaines , la coutume , &c. ; & ajoutoient enfin , que si quelques Barons levoient un pareil subside sur leurs sujets pour le mariage de leurs filles & la chevalerie de leurs fils , ils étoient fondés en coutume , en raison , ou en convention , ce qui ne l'étoit pas à l'égard du Roi ; & qu'étant libres parce qu'ils étoient François , & se gouvernant par le droit écrit , ils ne devoient pas être assujettis à cette imposition : les peuples de la vicomté de Lautrec , comme étant anciennement assujettis à un pareil impôt sous leurs Vicomtes , y consentirent.

Le Roi , sur les représentations des communautés , qui se prétendoient exemptes , après en avoir délibéré avec les Prélats , Barons , & autres de son Conseil , ordonna , par son arrêt du 2 décembre 1334 , que les habitans des villes qui étoient de son domaine immédiat , payeroient ce subside en entier ; que ceux des villes qui n'étoient qu'en partie de son

domaine immédiat, n'en payeroient qu'une portion; & que tout les autres, qui n'étoient ses sujets que par rapport à la juridiction, mais qui n'étoient pas de son domaine immédiat, n'en payeroient rien (1).

Ces distinctions de taillables ou non taillables, de ceux qui l'étoient à volonté, ou seulement aux quatre cas, ont introduit la confusion & occasionné une très-grande inégalité dans la répartition de l'impôt: les communes de la province vouloient qu'il portât sur tous; les Seigneurs avoient un intérêt particulier à en affranchir leurs vassaux (2); le Clergé & les plus puissans ou les plus accrédités des Barons vouloient qu'ils fussent tous exempts; quelques-uns se retranchoient à ceux qui l'étoient aux quatre cas, ou même à volonté; leurs droits & leurs prétentions là-dessus étoient appréciées d'après leur crédit ou leur puissance: il en existe des preuves bien sensibles, notamment à l'époque du subside pour la rançon du Roi Jean. Les vassaux du Comte de Foix, tant de la Comté de ce nom que de celle de Castres, & des autres terres qu'il avoit éparées dans la sénéchaussée de Car-

---

(1) Tome 4, page 213.

(2) Tome 4, page 261.

caillon, n'y contribuèrent pas, parce qu'il ne se trouva aucun Colporteur qui osât entreprendre de les y contraindre (1).

Les vassaux du Marquis de Mirepoix n'y contribuèrent pas, sous le prétexte que des compagnies de Gendarmes avoient séjourné chez eux; on peut, indépendamment de cela, présumer que le Marquis leur Seigneur étant le principal Receveur de cet énorme subside, il n'étoit aucun des contribuables qui osât lui déplaire (2).

De plus, quelques biens-fonds avoient échappé à la rapacité des Seigneurs, & ne devoient rien à aucun d'eux. On les désignoit sous le nom d'*alleux*, auquel on ajouta la dénomination *franc*. Si on doit en croire M. Furgole, dans son Traité du franc-alleu, n°. 85, on a confondu en France le franc-alleu noble avec celui qui étoit roturier, jusques en l'année 1510, époque à laquelle on introduisit cette distinction en réformant la Coutume de Paris; & depuis on a assujetti les *alleux* à la taille.

---

( 1 ) Tome 4 livre 31, n°. 101, page 306. Preuves, page 164.

( 2 ) Tome 4, livre 31, n°. 101, page 307. Preuves, page 164.



Cette confusion avoit pu être favorisée par une ordonnance de Philippe de Valois, en date du 25 septembre 1328, qui confirmoit une autre ordonnance du 27 mai 1314, portant défenses de lever aucune imposition sur les terres *allodiales & amorties* (1); mais ces ordonnances, adressées *receptoribus vel ejus locum tenenti, ac intendentibus pro nobis negotio feudalium*, ne concernent que les redevances féodales, qui, comme je l'ai déjà démontré, sont bien différentes des contributions que chacun des individus doit à la société dont il fait partie.

La distinction dont parle M. Furgole ne fut pas universellement admise, puisque Caze-neuve, qui écrivoit sur le franc-alleu environ cent-trente ans après cette époque, croit qu'il peut y avoir des biens ensemble nobles & allodiaux; il pense même qu'il peut exister des fiefs nobles tenus en franc-alleu; il en rapporte plusieurs exemples, notamment sur ceux qui sont tenus par l'Eglise: voilà encore une autre cause de l'inégalité de la répartition de l'impôt nécessaire à l'Etat. On ne peut la

---

(1) Ordonnance des Rois, par M. Secousse, tom. 1  
page 22.

rejeter, par cela seul que les compoix ou tarifs généraux du royaume, des provinces, des diocèses, ont été arrêtés dans le temps où on confondoit encore l'alleu avec la nobilité des fonds.

Il est généralement convenu aujourd'hui qu'un franc-alleu noble ne peut exister en France, parce que celui qui le posséderoit, n'étant pas justiciable du Roi, seroit souverain; par la même raison, il me paroît qu'il ne peut y avoir aucun bien-meuble ou immeuble qui puisse être exempt de contribuer pour sa quote-part aux besoins de la société, ce seroit une scission du contrat primitif, ce seroit (si je puis me servir de ce terme) une souveraineté foncière.

Ce n'est pas que le Roi ne puisse affranchir certains biens de toute contribution; *mais il faut*, d'après Cazeneuve, liv. 2, chap. 13, n°. 8, page 260, *que pour les posséder nobles, on fasse voir comment ils ont été anoblis*; cette distinction doit être placée au rang de celles qui sont plutôt honorifiques qu'utiles, & par conséquent personnelles, ou tout au plus qui s'étendent aux héritiers du sang; mais elles ne peuvent jamais être acquises à prix d'argent, comme les biens prétendus exempts d'y contribuer. Le droit commun assujettit tous  
les

les biens à la contribution ; une multitude de lois positives le confirment : la présomption ne sauroit être en faveur de l'exemption , puisqu'il faudroit qu'elle fût prouvée , & que les preuves en fussent de beaucoup postérieures à l'époque où on confondoit encore les alleux avec la nobilité des fonds.

Après avoir fait connoître l'origine de la contribution , désignée sous le nom d'*Impôt* , établi sa division en personnelle & réelle , j'ai rassemblé & suivi , dans leur exécution , les lois qui l'établissent ; j'ai enfin recherché avec soin quelles causes avoient introduit la confusion , & par conséquent l'inégalité dans la répartition. Il reste à voir dans quelles formes elle a été successivement répartie , & comment elle l'est actuellement. Je comparerai les avantages & les désavantages des changemens qu'elle a éprouvés : je chercherai quelle seroit la manière de lever cet impôt la plus favorable au bien public.

#### §. V I.

##### *Ancienne répartition de l'impôt.*

Dans les premiers temps de la renaissance de la Monarchie , les revenus du domaine

étoient spécialement destinés à l'entretien des maisons du Roi & de la Reine. On voit qu'en 1332 le revenu du domaine dans la province de Languedoc, & qui n'étoit pas à beaucoup près aussi considérable qu'il le devint dans les suites, rapportoit, déduction faite de toutes les dépenses & frais de recouvrement, cinq mille cinq cents livres par mois (1), & par conséquent soixante-six mille livres par année. Le marc d'or n'étant pour lors qu'à trente-neuf livres, soixante-six mille livres reviennent aujourd'hui à un million quatre cent deux mille cinq cent trente-une livres six sous onze deniers trente trente-neuviemes.

Jusques-ici j'ai calculé les évaluations des anciennes monnoies, d'après la valeur de l'or, rapportée dans les tables de M. le Blanc, & j'ai suivi de préférence le tarif de l'or, comme ayant moins varié que celui de l'argent, dont la valeur a doublé & quelquefois diminué de moitié dans la même année, tandis que la valeur de l'or a augmenté dans une progression graduelle & mieux suivie. Mais il me paroît que cela ne suffit pas,

---

(1) Tome 4, page 190.



lorsqu'il s'agit d'évaluer des révenüs féodaux, dont la plus grande partie étoit en nature, comme on le voit dans les reconnoissances & dénombremens de ces temps reculés, & dont une partie n'a été réduite en argent que dans les renouvellemens des terriers postérieurs à cette époque. D'après cela, le prix commun du blé doit être la base d'un pareil calcul.

On voit par l'Histoire, qu'avant 1340 le blé à Narbonne ne s'étoit pas élevé au dessus de sept sous le setier (1). Soixante-six mille livres étoient par conséquent le produit de cent quatre-vingt-huit mille cinq cent soixante-onze trois septiemes de setier de blé, qui dans le temps présent, évalués à douze livres le setier, produiroient deux millions deux cent soixante-deux mille huit cent cinquante-sept livres deux sous dix deniers deux septiemes.

A cette époque, l'artillerie, la marine, l'entretien des troupes en temps de paix, leur solde même en temps de guerre, la construction & entretien des places frontieres, les frais des colonies étoient des objets de dépense pour la société & l'état, inconnus en France.

---

(1) Tome 4, page 232.

Malgré cela , lorsque les revenus du domaine ne suffisoient pas , le Roi demandoit un subside qui étoit quelquefois établi sous différentes dénominations , mais toujours réparti relativement aux revenus ou facultés des contribuables. Les différens Ordres de l'Etat y contribuoient quelquefois séparément les uns des autres ; mais cette distinction étoit plutôt honorifique qu'utile , puisqu'on voit plusieurs fois les privilégiés demander de concourir avec les communes , pour s'exempter de contribuer dans leur Ordre (1).

Ce subside étoit réparti dans les communes par feu ; on désignoit par-là un particulier qui avoit au moins dix livres tournois de rente (2) , & c'est ce qui servoit à fixer la quote-part de chaque communauté , qui divisoit ensuite cet impôt sur les différens particuliers non privilégiés qui la composoient , eu égard à leur revenu , & ce au sou la livre , soit qu'il se trouvât au dessus ou au dessous de dix livres de rente ; mais on n'y comprenoit pas ceux qui n'avoient qu'au dessous de cinquante sous de revenu : le marc d'or n'étant pour lors qu'à vingt livres tournois , le

---

(1) Tome 4 , page 221. page 513.

(2) Tome 4 , page 513.

feu équivaloit à quatre cent quatorze livres six sous d'aujourd'hui ; & ceux qui ne jouissoient pas de cent trois livres onze sous six deniers de revenu , n'y étoient pas compris , comme étant pauvres (1).

Le subside qui étoit réparti sur chaque privilégié , étoit le dixieme & souvent même le cinquieme de son revenu ; ce qui pour lors , sur le Clergé , étoit désigné sous le nom de double décime. On a même vu des circonstances où il étoit extraordinairement imposé , quoiqu'il payât quatre décimes (2).

En 1304 , la quote-part du Clergé & des Nobles fut le cinquieme du revenu ; les communes ne donnerent que cent vingt livres par centaine de feux ; les Commissaires du Roi , pour la répartition de ce subside , convinrent de s'en tenir au serment des *Nobles terriers* , Barons , & autres Nobles , pour l'estimation de leurs revenus , & qu'à l'égard des communes , on s'en tiendrait au serment des Consuls sur le nombre des feux de chaque communauté (3).

---

(1) *Idem.*

(2) Tome 5 , page 205. Hist. Eccl.... Continuateur de Fleuri , tom. 21 , page 499.

(3) Tome 4 , page 124.

A l'époque de ce subside, la communauté de Carcassonne contenoit douze cent soixante-treize feux taillables, sans y compter huit cent quarante-trois feux de pauvres, ET CEUX QUI LE PAYOIENT A PART ; savoir, les Nobles, quarante-trois Notaires, neuf Médecins, douze Lombards, trente Juifs, quarante Sergens, quinze Avocats, neuf Prêtres, & deux cent cinquante autres Clercs (1).

Il résulte de là deux faits certains ; le premier, que personne n'étoit exempt de la contribution ; le second, que les privilégiés étoient bien plus chargés que les communes, Il s'ensuivit qu'ils voulurent être cotisés avec les communes, tout comme le Clergé a voulu ensuite en être séparé, c'est-à-dire, pour payer moins.

Depuis cette époque jusques en 1345, il paroît que le subside continua à être réparti par feu sur les communes, & que les privilégiés payèrent le dixieme ou même le cinquieme de leurs revenus. C'est dans cet intervalle que fut établie la gabelle sur le sel, & une imposition de quatre deniers par livre sur toutes les denrées & marchandises qui seroient

---

(1) Tome 4, page 124.



vendues ; ce que les privilégiés payoient comme les autres.

Au mois de mai 1346 , la gabelle & les quatre deniers par livre furent supprimés & convertis en un entretien de troupes par les communes. On continua néanmoins une imposition par feu ; & le Clergé , payant toujours les décimes , fut chargé de l'entretien d'un nombre considérable de troupes , dont les frais furent évalués sous le nom d'aide (1).

Cet arrangement ne fut pas de longue durée , puisque le Roi Jean ayant assemblé les Etats Généraux du Royaume au mois de mars 1351 , les Députés de vingt-deux municipalités de la sénéchaussée de Carcassonne , qui y assistèrent , convinrent de donner cinquante mille livres , ce qui revient à six cent quatre-vingt-dix mille six cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix-sept sous , pour tout impôt. Lorsqu'il fallut répartir cette somme sur les communautés qui composoient la sénéchaussée , il s'éleva des différends entre elles. Celles qui dépendoient de la comté de Castres , prétendoient ne devoir payer que par taxe , & non par feu , c'est-à-dire , à forfait & tout comme elles.

---

(1) Tome 4 , livre 31 , n°. 19 , page 260.

avoient payé quand il y avoit eu des impositions par feu dans la sénéchaussée. Elles y furent maintenues (1).

Jusques-là il n'y avoit eu aucune réclamation sur les inégalités de la répartition par feu ; il y a apparence que la négligence de certaines communautés, & l'intérêt particulier que les autres y avoient, engagea insensiblement à s'en tenir aux anciennes évaluations ; d'où il résulta des inégalités dans la répartition, qui nécessitèrent les recherches qu'on appela réparations des feux.

Cinq années après, c'est-à-dire, le 4 avril 1356, la forme de lever l'impôt fut encore changée ; les Etats, assemblés à Toulouse accordèrent la levée, pendant un an, de six deniers par livre sur toutes les denrées & marchandises qui seroient vendues, & de plus un agneau d'or par feu ; l'agneau d'or, au cours actuel, est de 15 liv. 15 s. 7 den. cinq treizièmes ; à condition que les Nobles & tous autres privilégiés, sans en excepter aucun, y seroient assujettis, & que la levée en seroit faite par les Receveurs que les communautés nommeroient (2).

---

(1) Tome 4, livre 31, n°. 41, page 273.

(2) Tome 4, livre 31, n°. 61, page 285. Preuves, page 235 & suiv.

C'est à cette époque que les privilégiés cessèrent de payer à part, & qu'ils commencèrent tous de contribuer avec les communes relativement à leurs biens; jusques-là ce n'avoit été que quelques particuliers qui avoient demandé de contribuer avec les communes pour ne pas contribuer dans leur ordre. Au mois d'octobre de la même année, les Etats, assemblés à Toulouse, adoptèrent diverses manières de répartir l'impôt; mais personne n'en étoit exempt, & tout étoit versé dans la même caisse (1); & c'est à la même époque qu'on y assujettissoit les biens des Ecclésiastiques, indépendamment de leur consentement.

L'inégalité de la répartition par feu, en suivant le même tarif, nécessita derechef qu'il fût réparé: on voit qu'il l'étoit en grande partie dans la province en 1368; dans cette réparation du tarif on comprit sans-doute les Nobles avec les communes, puisqu'on voit, postérieurement à cette époque, les seules communes assemblées accorder des subsides de deux & même trois francs d'or par feu; & les Nobles, qui vouloient s'en exempter,

---

(1) Tome 4, livre 31, n°. 67, page 289.

être forcés de contribuer (1), tandis qu'auparavant ils ne contribuoient avec les communes que lorsqu'ils le demandoient, pour s'exempter de contribuer dans leur ordre.

De là jusques à 1389 l'impôt fut réparti par feu; la valeur des monnoies éprouva peu de changement. Le revenu désigné sous le nom de *feu* étoit environ de 130 liv.; le prix ordinaire du blé étoit de 10 sous le setier, mesure de Narbonne; l'impôt varia de cinq jusques au dessus de sept francs d'or par feu (le franc valoit 13 liv. 3 s. du cours actuel); il fut établi en outre une gabelle de vingt-un francs d'or par muid de sel, douze deniers par livre sur toutes les marchandises qui seroient vendues, & le huitième sur le vin; cet impôt portoit le nom d'*ayde*, & s'affiermoit par diocèses (2).

Les Juifs n'étoient pas compris avec les communes, & leur taille ordinaire étoit, dans les trois sénéchaussées de la province, pendant la durée de l'intervalle ci-dessus, dix mille francs d'or, 131,500 liv. (3).

(1) Tome 4, livre 32, n°. 66, page 349.

(2) Tome 4, livre 33, n°. 17, page 384.

(3) Tome 4, livre 33, n°. 31, page 390.



Depuis plus de cent ans le Clergé avoit toujours payé, tantôt à part, d'autres fois avec les communes, sa quote-part des contributions dont la société avoit besoin, tant pour la défense au dehors que pour les utilités locales. Les Ecclesiastiques contribuoient à la taille pour leurs biens-fonds; ils payoient le dixième ou même le cinquième pour leurs fruits; ils étoient assujettis à la gabelle & à l'ayde pour les denrées & marchandises qu'ils vendoient ou achetoient, & payoient enfin vingt francs d'or par cheval de bataille, &c., à raison de leurs fiefs; quelques particuliers avoient tenté, durant cet intervalle, de recourir aux excommunications, aux interdits, & même à la voie des armes, pour s'y soustraire; ils avoient quelquefois vainement allégué qu'ils n'avoient pas permission du Pape d'y contribuer; mais ils n'avoient point encore fait aucune démarche en corps; la circonstance d'un voyage que le Roi Charles VI fit en Languedoc, leur parut sans doute favorable, puisque le Clergé de la province de Narbonne s'étant assemblé à Saint-Thibéry le 26 juillet 1389, il y fut déclaré & résolu que la province de Narbonne ne feroit aucun présent en corps, mais que le Clergé des villes où le Roi passeroit, lui

feroit des dons volontaires en denrées & en provisions ; on résolut aussi de députer au Pape à Avignon , pour le supplier de ne plus mettre d'impositions sur le Clergé de la province, & l'engager de recommander leurs intérêts au Roi lors de son passage à Avignon (1).

En 1395, le Roi établit un subside ou taille pour le mariage de sa fille ; les Nobles d'ancienne extraction , ou qui pour lors servoient l'Etat , & les Ecclésiastiques en furent exempts (2) ; cette taille étoit celle que les Barons levoient dans le même cas , & celle qu'avoit levée Philippe de Valois en 1333. Cette exemption ne peut par conséquent pas faire un titre en faveur du Clergé.

En 1405, le Roi ayant imposé un subside dans tout le Royaume pour soutenir la guerre contre les Anglois , la quote-part du Languedoc fut de cent mille livres , un million deux cent dix-huit mille cinq cent vingt-neuf livres huit sous deux deniers. La répartition de cette somme ne se fit pas dans la province suivant le nombre de feux , conformément à l'ancien

---

(1) Tome 4 , livre 33 , n<sup>os</sup>. 32 & 37 , page 293.

(2) Tome 4 , livre 33 , n<sup>o</sup>. 60 , page 408.

usage ; ce qui engagea les Capitouls de Toulouse d'en porter des plaintes au Roi au nom de tout le pays. Ce Prince écouta favorablement leurs représentations, & ordonna que, s'il levoit dans la suite quelque autre subside dans la province, il seroit réparti suivant le nombre de feux (1).

En 1423, les Etats de Languedoc étant assemblés, les communes accordèrent une aide de deux cent mille livres ; ce qui revient à un million neuf cent soixante-douze mille huit cent cinquante-sept livres trois sous neuf deniers, payables en quatre termes. Le Clergé donna de son côté un équivalent à un dixieme, payable en trois termes (1).

La dénomination & la forme de répartir l'impôt furent continuées ainsi jusques à l'année 1443, que les États, assemblés dans le mois de mai, abolirent, du consentement du Roi, les aides, c'est-à-dire, l'imposition sur les denrées & marchandises, qui étoit pour lors le huitieme du vin, le vingtieme des marchandises, & l'imposition foraine de six deniers par livre, & établirent, à la place, pendant trois ans, sur la province, la levée d'un

---

(1) Tome 4, livre 33, n°. 74, page 421.

(2) Tome 4, livre 34, n°. 27, page 460.

certain droit sur la viande & le poisson, pour tenir lieu d'*équivalent*, jusques à concurrence de 83,000 livres, 790,503 livres 8 s. 8 den., qu'elle s'engagea de donner au Roi, à la place des aides. De plus, la province prêta au Roi 40,000 livres pour payer ses troupes, & dont elle devoit se rembourser sur la première taille ou aide. Les Etats se rassemblèrent au mois d'octobre de la même année, & accordèrent au Roi une aide de 120,000 livres de plus, à la Reine, au Dauphin, & autres, en tout, 25,200 livres (1).

L'*équivalent* & les aides, sous le nom de taille, continuèrent d'être perçus en Languedoc sous la même forme, jusques à l'année 1463, que les Etats assemblés à Montpellier consentirent au changement proposé par les Commissaires du Roi, en une imposition sur les denrées & marchandises. La ferme en fut donnée pour deux ans, & se porta à la somme de 186,000 livres, 1,141,196 livres par an. Moyennant cette levée, les tailles, tous les autres subsides furent supprimés en Languedoc, excepté la gabelle sur le sel (2).

---

(1) Tome 4, livre 34, n°. 91, page 561.

(2) Tome 5, livre 35, n°. 46, page 29.



Ce changement ne fut pas de longue durée, puisque les Etats assemblés au mois d'avril 1464, trouvant que cette levée étoit sujette à des inconvéniens, demandèrent aux Commissaires du Roi de la faire cesser, & il fut conclu d'imposer, suivant la manière ci-devant usitée, 186,000 livres; savoir, 115,000 livres pour l'aide ou la taille, & le reste pour l'équivalent qui fut rétabli (1).

La guerre du prétendu bien public s'étant élevée en 1465, le Roi établit une imposition sur la Noblesse. Celle de la sénéchaussée de Carcassonne, s'étant assemblée, nomma les Seigneurs de Leran, de la Redorte, & de Roquetaillade, pour faire la répartition & la levée de ce subside; & le Roi convoqua en même temps le ban & arrière-ban de la province (2).

L'aide ou taille & l'équivalent furent, à peu de chose près, portés aux mêmes sommes jusques à l'année 1481; mais on y avoit ajouté depuis 1464 une somme sous la dénomination de crue, qui, ayant commencé par 37000 livres, après plusieurs variations, fut por-

(1) Tome 5, livre 35, n°. 47, page 30.

(2) Tome 5, livre 35, n°. 47, page 30.

tée cette année-là à 346,000 livres, 2,429,636 livres 10 deniers (1).

On avoit derechef négligé la répartition dans la province, par feux ; les Commissaires du Roi aux Etats en faisoient le département sur les diocèses. On ne voit pas quels étoient les moyens qu'ils employoient pour le faire avec égalité. Ceux qui étoient aux Etats de l'année 1481, déclarèrent à l'Assemblée qu'ils recevroient avec eux deux personnes de chaque sénéchaussée, élus par les Etats, pour être présens à voir faire le département des impositions par diocèses, & ils se conformèrent à ce règlement par provision, jusques à ce que la recherche générale, à laquelle on travailloit, fût terminée. Jusques-là, la quote-part de chaque diocèse étoit adressée par les Commissaires, pour être déparée, par l'Assemblée du diocèse, sur tous les habitans, le fort portant le foible, sans avoir égard à aucune exemption ni privilège, & sans cependant y préjudicier pour l'avenir (2).

En 1482, les Etats demandèrent, dans le second article de leurs doléances, « qu'afin

---

(2) Tome 5, livre 35, n°. 86, page 58.

(1) Tome 5, livre 35, n°. 86, page 58.

» qu'égalité, au département dudit aide &  
 » crue, soit gardée; nous demandons que la  
 » réparation encommencée soit parachevée  
 » & accomplie, & que cependant le dépar-  
 » tement des dits aide & crue soit faite par  
 » nombre de feux, eu égard au nombre qui  
 » se trouve par la recherche faite dernière-  
 » ment l'an 1464, veu même qu'il y a  
 » dix-huit diocèses consentans, & qu'il n'y a  
 » que quatre diocèses contredisans; savoir,  
 » le Ruy, Viviers, Mende, & Alby; & veut  
 » aussi que, par tout le demourant de ce  
 » Royaume, le département des tailles se fait  
 » par nombre de feux, & que, par les ordon-  
 » nances royales du Roi Jean de l'an 1364,  
 » de Charles V de l'an 1376, & de Charles VI  
 » de l'an 1411, il feut ordonné que le dépar-  
 » tement des tailles se ferbit au pays de Lan-  
 » guedoc par nombre de feux, & non au-  
 » trement (1) ».

### §. VII.

*Sur l'égalité de la répartition dans tout le  
 Royaume.*

L'affertion des Etats de Languedoc, que

---

(1) Tome 5, page 59.

*par tout le demourant de ce Royaume, le département des tailles se fait par nombre de feux ; & leurs réclamations à être rétablis dans cette forme de répartition, comme ayant été usitée dans tous les temps ; donne lieu de croire qu'il a été des temps auxquels la répartition de l'impôt étoit uniformément pratiquée dans tout le Royaume, & que cette forme générale étoit celle qui, jusques à cette époque, avoit été la plus suivie en Languedoc ; mais en même temps cette assertion & les conséquences qui en sont les suites, présentent des paradoxes bien étranges. En effet, pourquoi, en introduisant des changemens dans tout le Royaume, n'a-t-on pas admis la même forme dans toutes les provinces qui le composent ? pourquoi certaines provinces ont-elles conservé la taille réelle, tandis que la taille est devenue personnelle dans les autres ? Par quels motifs a-t-on vu dans les premières affranchir certains biens de la contribution, & dans les dernières exempter certaines personnes ? Ce qui surprend le plus, c'est que tous ces changemens ne remontant pas à plus de trois siècles, le souvenir en soit effacé de la mémoire des hommes.*

Mon but étant de parvenir à la plus grande égalité dans la répartition de l'impôt, ce n'est



pas sans découragement que j'ai osé introduire une forme unique & générale. Je connois trop l'attachement aux anciennes habitudes, pour ne pas savoir à quoi je m'engage en en introduisant de nouvelles; car *tel est l'empire de l'exemple, tel est l'attrait de l'imitation, qu'on aime mieux se traîner servilement dans les sentiers où d'autres ont passé, que de s'élever avec la raison, & suivre hardiment la route qu'elle indique* (1). Mais j'ai trop à cœur le bien de ma patrie.

Ces considérations nécessitoient, à l'égard des différentes provinces du royaume, les mêmes recherches que j'avois faites sur la province de Languedoc; & sans des raisons, dont il est inutile de fatiguer le lecteur, je n'aurois pas hésité à parcourir tout le royaume pour y faire des recherches que je crois utiles à mes concitoyens; & dans l'impuissance de mieux faire, j'ai parcouru toutes les Histoires générales des provinces, tous les recueils ou compilations des ordonnances de nos Rois, & autres traités que j'ai pu me procurer. Si la moisson n'a pas été abondante,

---

(1) Voyez l'Administration des Finances, tome 1, page 201.

C'est parce que tous les Historiens n'ont pas suivi le plan de dom Vaissète ; mais le peu que j'ai trouvé , suffit pour prouver que l'assertion des Etats de Languedoc, en 1482, est vraie.

La plus ancienne loi que j'ai trouvée sur cet objet , est une ordonnance de Saint-Louis , dont la date n'est pas assurée , mais que les Commentateurs , même contemporains , placent en 1269. On me dira peut-être qu'elle ne porte que sur les provinces qui étoient pour lors immédiatement soumises à l'autorité du Roi ; que le Dauphiné , la Provence, le Languedoc , la Guienne , &c. , n'y étoient pas comprises : cette objection seroit frivole, puisque, quoique les Ducs , Comtes, &c. , grands vassaux de la Couronne, eussent empiété de beaucoup sur les droits régaliens, leurs sujets ou vassaux n'avoient pas cessé d'être François. D'après cela seul , l'ordre à établir ou à maintenir dans tout ce qui intéressoit le bien public, & la société en général appartenoit toujours au Roi ; & on ne sauroit disconvenir que l'égalité dans la répartition de l'impôt doit être rangée dans cette classe.

De plus , les tailles , dont il est question dans cette ordonnance , *s'imposoient quelquefois pour le Roi dans les villes , mais le plus*

*souvent pour les affaires des villes mêmes (1).*

Les Ducs, Comtes, &c., n'ayant sur leurs vassaux que les droits énoncés par leurs titres, ne pouvoient avoir aucune autorité sur les tailles qui ne les concernoient pas ; & dans celles qui les concernoient, ils ne pouvoient s'écarter de la forme prescrite par le Roi, Seigneur suzerain, tout autant qu'elle ne diminueoit pas leurs droits. L'exemple suivant prouve évidemment que c'étoit là une loi du royaume, & on doit en dire autant de toutes les ordonnances sur pareille matière, dont les dispositions ne désignent pas expressément sur quelle province elle porte : je copie.

« En 1369, le comte d'Armagnac, le sire d'Albret, & un grand nombre d'autres Seigneurs de villes & d'habitans de la Guienne, mécontents des violences exercées par le prince de Galles, à qui Edouard III, Roy d'Angleterre, son père, avoit cédé ce duché, & accablés des impôts qu'il levoit sur eux, en portèrent des plaintes à Charles V, comme au Seigneur suzerain de la Guienne, & interjetèrent un appel en forme au Parlement de Paris.

---

(1) Voyez M. Secouffe, notes sur cette ordonnance, tome 1<sup>er</sup>. page 291.

» Ce ne feut qu'après une mûre & longue  
 » délibération ; que Charles V se déterminâ  
 » à recevoir cet appel dont il prévoyoit les  
 » suites. Cet appel donna lieu en effet à une  
 » guerre qui s'alluma entre la France & l'An-  
 » gleterre , & qui dura près de cent ans. Ce  
 » sage Prince, qui sentoît toutes les conséquen-  
 » ces du parti qu'il avoit pris , voulut avoir  
 » sur cette affaire importante l'avis des trois  
 » Ordres de son royaume; & il convoqua, pour  
 » prendre une dernière résolution , les Etats  
 » Généraux, ou du moins un Conseil extraor-  
 » dinaire, composé des trois Ordres , &c.

» Le Roi & le Chancelier dirent à ceux  
 » qui composoient l'assemblée , de penser à  
 » cette affaire importante, & de se retrouver  
 » le vendredi de grand matin dans la même  
 » Chambre, pour en dire leur avis.

» Le lendemain jeudi , &c. . . le Chancelier  
 » & Guillaume de Dormans répétèrent en-  
 » core les raisons qui avoient déterminé le  
 » Roi à recevoir cet appel, &c. . . toute  
 » l'assemblée répondit d'un commun accord,  
 » que le Roi avoit suivi les règles de la  
 » justice , & qu'il n'avoit pu rejeter l'appel;  
 » & que si le Roi d'Angleterre en prenoit  
 » occasion de lui déclarer la guerre , elle  
 » seroit injuste.



» Le vendredi matin , 11 mai , tous ceux  
 » qui avoient assisté à la première séance , se  
 » rendirent dans la Chambre du Parlement , &  
 » d'un consentement unanime on y approuva  
 » ce qui avoit été dit dans l'assemblée qui  
 » s'étoit tenue la veille (1) ».

Cette première ordonnance de Saint Louis est en latin & en françois dans le recueil des ordonnances des Rois de France , par M. Secousse (2) ; il annonce le premier texte comme étant tiré du Spicilege de Dom Luc d'Achéry , tome 12 , page 168 , & le second du registre Saint-Just , de la Chambre des Comptes , feuillet 4 verso ; la différence qui se trouve entre les deux textes m'a engagé à chercher le premier dans Dom Luc d'Achéry , & cette ordonnance est plus rapprochée du françois dans l'édition en trois volumes *in-fol.* , tome 3 , page 663 , comme on va le voir ; j'ai ajouté au texte de M. Secousse , & en caractères romains , les mots qui se trouvent de plus dans Dom Luc d'Achéry.

---

(1) Recueil des Ordonnances par M. Secousse , t. 6 , Préface , page 1<sup>re</sup> & suiv.

(2) Tome 1<sup>er</sup> , page 191.

## ORDONNANCE DE SAINT-LOUIS

**E**LEGANTUR per consilium Sacerdotum parochialium, & aliorum virorum, religiosorum, necnon & Burgensium, & aliorum proborum virorum de communi ipsorum, à quadraginta vel triginta bonos viros & fideles, vel plures aut pauciores, secundum quantitatem ipsarum villarum; & illi qui sic electi fuerint, jurabunt super Sancta, quod ipsi de ipsis, vel de aliis probis earum villarum, eligent usque ad duodecim de villis qui meliores erunt, ad illum talliam assidendam; & illi duodecim nominati jurabunt super Sancta, quod benè & fideliter assidebunt dictam talliam, nec parcent alicui, nec aliquem gravabunt odio vel amore, pretio vel umore, seu quocumque alio modo & assidebunt, dictam talliam ad libram aequaliter; & valor immobilium appretiabitur ad medietatem mobilium in assisia prædictæ talliæ. Eligentur etiam simul modo, cum prædictis duodecim, alii quatuor boni viri, & scribantur nomina eorum, secreta tamen ita quod electio eorum non publicetur aliquibus, sed sub secreto habeatur, quousque illi duodecim assiderint

ORDONNANCE DE SAINT-LOUIS.

SOIENT élus trente hommes ou quarante, ou plus ou moins, bons & loyaux, par les conseils des Prêtres de leurs paroisses, & des autres hommes de Religion, & ensement des Bourgeois & des autres preudhommes, selon la cantité & la grandeur des villes; & ceux qui seront en tele manière élus, jureront sur les Saints Evangiles, que icheux d'entreus meismes, ou d'autres preudhommes d'ichelles villes meismes, esliront désiques à douze hommes d'icheux qui seront les meilleurs à ichelle taillie asséer, & les autres douze hommes nommés jureront sur les Saints Evangiles, que bien & diligement ils asserront ladite taillie, ne n'épargneront nul, ne ils n'agraveront nul par haïne, ou par amour, ou par prière, ou par ciente, ou en quelconque autre manière que ce soit; & asserront ladiite taillie à leur volonté la livre, égaument; & la moitié des choses meubles sera aproisie à la moitié des choses non meubles; en l'assise devant ladiite taillie, & ensement o les douze hommes dessus nommés, seront eslus quatre hommes, & soient

sicut prædictum est, talliam prædictam, quo  
facto, antiquam publicetur tallia, vel ape-  
riatur scriptura super talliam prædictam  
(tallia prædicta); illi quatuor sic electi ju-  
ramento ab illis (ipsis); præstita de illis  
duodecim fideliter talliandis, sub forma  
prædicta, assidebunt talliam competentem.

---



escripts les noms segréement, & soit fet si segréement que leur élection ne soit peuplée a ame qui vive; ains soit gardée comme chose segréée de si a tant que icheux douze hommes aient la taillie assise, si, comme avons dit, par dessus laquelle chose feto devant que la taillie soit peuplée par escripture & fête, les quatre hommes qui sont essus des douze pour la taillie faire loiaument, n'en doivent mot dire de si a tant que les douze hommes leur aient fet fere serment pardevant la justice, que ils, par leur serment, bien & loiaument asseront la taillie dessus dite, en la fourme & en la manière que les devans dis douze hommes Pauront ordené & fet selon l'ordenance que nous avons dit pardevant.

---

Dans une note sur cette ordonnance M. Secouffe dit que ce qu'écrivit Beaumanoir sur les coutumes du Beauvoisis, servira à la faire entendre. Il est prouvé par cet ancien Auteur que cette forme de répartition étoit suivie dans les villes des Seigneurs, tout comme dans celles de communes, & par conséquent que cette ordonnance portoit sur tout le royaume; on voit encore par les livres des estimés, conservés dans les archives du Capitole de Toulouse, que cette même forme y étoit suivie deux cens ans après, quoique Toulouse eût des Comtes particuliers à l'époque où elle fut rendue.

« Bien se gardent chîl qui sont taillie  
 » selonc che que ils ont de müebles, ou de  
 » hiretages, quand il leur souvient jurer leur  
 » vaillant, que ils dient vérité; car si ils  
 » juroient meins que ils n'ont & ils estoient  
 » atains, ils perdroient tout le seurplus,  
 » liquel seurplus seroit au Seigneur par qui  
 » la taillie seroit faite, fors tant que l'en met-  
 » troit en le taille selonc ce que il jura a le  
 » livre, che est à entendre se il devoit payer  
 » de cent dix livres, & l'en trouvoit cent  
 » livres par de seur son serement, dix livres  
 » courroient en le taille, & les quatre-vingt-  
 » dix livres seroient acquis au Seigneur;

» mais se le vile faisoit le taille sans le Sei-  
 » gneur, le leurplus qui est trouvé de chaus  
 » qui se parjurent, est acquis à le vile &  
 » non pas au Seigneur, che entendons nous  
 » des villes qui ont pooir de che fere par les  
 » poins de leurs privilèges.

» Tuit chil qui sont es viles de quemune,  
 » manans & abitans, si ne sont pas tenus  
 » à estre ailleurs taillies, ainchois en sont  
 » aucunes personnes exceptées, si comme  
 » chil qui ne sont pas de leur quemune,  
 » ou genixhommes, liquels ne s'entremetent  
 » de marcheander, ainchois se chevissent de  
 » leur hiretage que ils tiennent en franc fief  
 » de Seigneur; ou Clercs, qui ne marcheand-  
 » dent pas, ainchois se chevissent des francs  
 » fiefs que ils ont de leur patremoine, ou des  
 » benefices que ils ont en sainte eglise; ou  
 » chil qui sont au service du Roi; car li  
 » service, en tant comme ils sont, les fran-  
 » chit à ce que ils ne paient ne toute ne  
 » taille. Et ne pourquant, si aucune des per-  
 » sonnes dessus dites, a hiretages vilains  
 » dedens le banlieue de le vile de quemune,  
 » & mouvans de le dite vile, & que la jus-  
 » tice en soit en le vile, tiex hiretages ne  
 » sont pas quites de le taille de le vile,

» quelque personne qui les tiegne (1) ».

On retrouve les mêmes preuves, tant dans les Assemblées des Etats généraux, que particuliers ; toutes ces Assemblées sont postérieures à S. Louis , puisque , d'après Pasquier (2), les Assemblées générales ne remontent que vers l'an 1300 , sous Philippe le Bel, petit-fils de S. Louis , & il en attribue l'invention à *Enguerand de Marigni*. La plus ancienne Assemblée générale est de 1303 (3) ; & cette Assemblée n'étoit même composée que des Prélats & des Barons , de l'avis desquels Philippe le Bel établit le subside ; & on voit que le Connétable de Nesle avoit déjà assemblé en 1293 les Députés du pays de Languedoc , pour le même objet (4).

Dans une Assemblée des Etats Généraux, tenue à Paris le 6 février 1357, il fut ordonné que les gens d'église payeroient un demi-dixieme de leur revenu pendant un an, & que

(1) Beaumanoir , Coutumes de Beauvoisis , chap. 50, page 169.

(2) Recherches sur la France , livre 9 , chap. 37, page 985.

(3) Hist. tom 4 , page 118.

(4) Tome 4 , page 79.



ceux qui n'avoient pas payé de subsides l'année passée, payeroient aussi un demi-dixième pour cette année, & que dans les villes fermées, soixante-cinq feux entretiendroient un homme d'armes, ou payeroient dix sous parisis pour sa solde, & que dans le plat pays cent feux fourniroient un homme d'armes (1).

Dans le mois de décembre de la même année, le Dauphin accorda des lettres de grâce & pardon aux habitans de Saint-Lo, qui s'étoient révoltés, & avoient refusé de payer aux Commissaires à ce députés, *le subside de cent feux, un homme d'armes pièce oïroyé...* par les gens d'église, Nobles, & habitans des bonnes villes du Royaume.

Avant que de passer aux Etats particuliers, il faut observer que tout ce que j'ai déjà dit sur le Languedoc concerne toutes les provinces qui dans ces temps reculés étoient comprises sous cette dénomination; ce qui renfermoit la Guienne, le Querci, le Rouergue, une partie du Limousin, le Forez, le Lyonnois, & le Beaujolois. Le reste du Royaume étoit désigné sous le nom de Lan-

---

(1) Ordonnances par Secousse, tome 3, Préface, page 71 & suivantes.

guedoil. Dans cette dernière partie du Royaume, les Assemblées n'ont pas été aussi fréquentes ; il paroît même que le Tiers-Etat y prenoit moins de part ; mais ils résulte toujours de ces Assemblées que personne n'étoit exempt de la contribution, & que ceux qui à cette époque payoient le plus, sont aujourd'hui ceux qui payent le moins. On ne peut pas présumer qu'ils soient subitement parvenus à ce point. Ils commencèrent sans doute par invoquer le droit commun, qui veut que chacun paye sa quote-part, relativement aux avantages qu'il retire de la société ; ce droit commun n'a pas été abrogé ; & ne peut-on pas aujourd'hui le réclamer contre eux ?

Une ordonnance rendue à Compiègne le 14 mai 1358, en conséquence d'une Assemblée des trois Etats du Royaume de France de la Languedoil, porte, article 14 (1).

« Item, comme les dites personnes d'église, exempts, hospitaliers, & autres, de quelque condition qu'ils soient, les Nobles, Dux, Comtes, Barons, Bannez, & autres Nobles, pour euls, pour

---

(1) Ordonnances des Rois, par M. Secousse, tom. 3, page 212 & suiv.

» leurs gens , hommes & femmes , de corps ,  
 » & pour leurs subjez , les genz des bonnes  
 » villes & du plat pays dudit Royaume en  
 » ladite Languedoil , nous aient amiable-  
 » ment & gracieusement octroyé & accordé à  
 » ladite Assemblée de Compiègne , faite le  
 » 4<sup>e</sup>. jour du présent mois de mai , pour le  
 » fait des guerres soutenir ; c'est assavoir  
 » les genz de sainte église , exemps , & non  
 » exemps , hospitaliers , & autres de quelque  
 » état , condition , ou religion qu'ils soient ,  
 » au plein & entier dixieme de touz leurs  
 » benefices taxés ; & quant aux benefices  
 » non taxés , les ordinaires y pourveront  
 » de subside convenable , & par leur main  
 » le feront lever , excepté toutes vbyes , les  
 » diz hospitaliers , qui payeront disieme en-  
 » tier de toutes les possession & revenus ;  
 » ja soit qu'elles ne soient mie taxées ; les  
 » Nobles de toutes leurs terres , possessions ,  
 » justices , seigneturies , héritages & revenus  
 » quelconques , douze deniers pour la  
 » livre de rente. Rabatu , quant audiz Nobles  
 » seulement , ce que leurs hommes & fem-  
 » mes , taillables à volenté , leur pour-  
 » roient valoir à pris de terre , pour cause  
 » de leurs tailles , & les gages des officiers  
 » à leurs terres garder ; desquelles rentes &

» revenus les dis Nobles seront creuz par  
 » leurs loyautés ; & se ils ne le veulent dire,  
 » elles seront prisées justement par ceuls qui  
 » seront députés au pays sur ledit subside ou  
 » ayde ; les gens des bonnes villes & citez  
 » fermées & non fermées, & villes marchan-  
 » des, autres villes où il y a marchié, chas-  
 » tiaux clos, villes, bastides, là où les habi-  
 » tans sont riches, oultre le commun plat  
 » pays, de soixante & dix feux, un homme  
 » d'armes de demi escu par jour ».

## A R T. X V.

« Item les dittes genz d'église, & les  
 » Nobles de & sur leurs hommes hostes, &  
 » justiciables de leurs bonnes villes, de  
 » soixante & dix feux, un homme d'armes  
 » de demi escu par jour comme dit est :  
 » & des genz de leur plat pays, c'est assa-  
 » voir, des franchises personnes & de leurs  
 » serfs ou condicionnez, puisque ils soient  
 » ébonnez ou qu'ils ne soient taillables haut  
 » & bas à volenté chascun an, & autres  
 » genz habitanz au dit plat pays, de quel-  
 » conque état ou condition que ils soient,  
 » de cent feux un homme d'armes de demi  
 » escu par jour ; & de leurs serfs demourans



» en plât pays qui envers eus sont astringz  
 » de tele servitude, comme taillables chas-  
 » qu'un au haut & bas à volonté, & qui  
 » telz seront trouvez loiaument & senz  
 » fraude, de deux cenz feux, un homme  
 » d'armes de demi escu par jour, en tele  
 » manière que le fort portera le foible, c'est  
 » assavoir que toutes manières de genz contres-  
 » marégliers, lais, monoyers, & autres de  
 » quelconque condition ou état que ils soient,  
 » en quelconque lieu que ils demeurent, &  
 » quelconques juridictions ou dit royaume  
 » en la ditte Languedoil, payeront la ditte  
 » ayde en la manière que dessus est dit,  
 » non contrestant privilèges, coustumes,  
 » usages, droits, saisines quelconques &  
 » pour quelconque cause que ce soit ».

#### A R T. X V I.

« Item touz pupilles, femmes veuves, &  
 » autres qui ne tiennent feux, douze deniers  
 » par livre de toutes les rentes & revenus  
 » que ils tiennent & ont : & sur touz ser-  
 » viteurs gaignanz salaires & non tenant feu,  
 » douze deniers pour livre de leurs loyers  
 » ou salaires ; excepté seulement dudit sub-

» fides, personnes purement mandianz & non  
 » autres, &c. »

# ART. XVII.

« Item que certaines personnes, c'est  
 » assavoir un de chascun état seront esleuz  
 » par les dittes genz d'église, nobles, &  
 » bonnes villes, & commis de par nous  
 » pour le fait des dittes aydes, ordener &  
 » mettre sus & gouverner, ès lieux où ils  
 » seront Commis & Resceveurs, qui resce-  
 » vront les deniers de ladite ayde, &c.

» Et pour ce que les autres aydes du  
 » temps passé ont été cueillies à très-grans  
 » frais & autres grans dépens, si que elles  
 » en sont grandement appeticés, & ont  
 » valeu pou ou neant, par les grans &  
 » excessis gages & salaires des esleuz, par-  
 » ticuliers Resceveurs, Sergenz, Généraulx  
 » à Paris & autrement, nous ordenons que  
 » chascun des esleuz aura pour ses gages  
 » ou salaires cinquante livres tournois pour  
 » l'année (551 liv. 19 s. 9 d.); & les Res-  
 » ceveurs au deffous de la dite somme, selonc  
 » que les diz esleuz verront être bon par le  
 » conseil des bonnes genz du pays ».

## A R T. X X V I I.

« Item, que les esleuz facent l'inquisition  
 » & compte du nombre de feux & bonnes  
 » villes & citez, appellés les Maires des  
 » dittes villes ou les atournez, là où il aura  
 » Maires ou atournez, ou les plus souffitantes  
 » personnes d'icelles, là où il n'aura Maire  
 » & Eschevins, & pour le conseil d'iceulx ».

Passant ensuite aux Assemblées des différentes provinces de la Languedoil, on voit des lettres du Roi Jean, en date du mois de juillet 1355, dont la teneur s'ensuit :

« Jehan, par la grace de Dieu, &c. . . .  
 » Nos bien aimés les Prélats & autres gens  
 » d'église, les Barons, & les Nobles,  
 » Communes & autres gens des villes de  
 » tous les pays & contrées d'Anjou & du  
 » Maine, & des anciens ressorts & appartenances  
 » autres, nous ayant octroyé & accordé gracieusement *deux fois six deniers*  
 » *tournois pour chaque feu*, à cueillir &  
 » lever par trois mois continuelement entiers  
 » & accomplis (1). »

---

(1) Ordonnances de Séconffé, tome 3, page 212 & suivantes.

On trouve encore d'autres lettres-patentes par lesquelles le Roi ordonne de quelle manière sera levée l'aide qui lui a été accordée dans l'Anjou & dans le Maine.

# ART. V.

« Item, l'en saura par les diz Evêques  
» d'Angers, du Mans, & par l'Evêque de  
» Chartres, pour tant comme l'eveschié de  
» Chartres s'étend en la comté de Vendosme  
» & ailleurs es parties & appartenances dessus  
» dites, & par toutes les autres manières  
» & voies que l'en pourra bonnement,  
» quantes parroisses il a en leurs diocèses,  
» & quans feux il a en checune des dites  
» parroisses, si que la ditte ayde puisse être  
» levée à notre profit & au profit du dit  
» pays (1). »

## *Etats d'Auvergne en 1356.*

« Il sera mis sur pied quatre cents glaives,  
» &c..... pour entretenir ces troupes &  
» pour subvenir aux autres dépenses neces-

---

(1) Ordonnances des Rois par Secousse, tome 3, page 682.

» faire , il sera levé un subside sur les trois  
» Ordres :

» Les Prélats , Abbés , Prieurs , Chapitres ,  
» Hospitaliers , Curés , & autres gens d'é-  
» glise , de quelque état & condition qu'ils  
» soient , nulle personne exceptée , payeront  
» la moitié d'un dixième & demi des reve-  
» nus de leurs bénéfices , & de leurs biens  
» de patrimoine.

» Les Ducs , Comtes , Barons , Chevaliers ,  
» & autres Nobles , de quelque état & condi-  
» tion qu'ils soient , payeront aussi la moitié  
» d'un dixième & demi de leur revenu.

» Par rapport aux communautés deux cents  
» feux payeront quinze escus par an pour  
» l'entretien d'un homme d'armes pendant un  
» mois.

» On choisira des Députés des trois Etats  
» qui seront chargés de faire l'estimation des  
» biens des gens d'église & des Nobles ,  
» & qui fixeront le subside que doit payer  
» chaque personne dans la paroisse où il fait  
» sa résidence , eu égard aux biens qu'il  
» a dans les autres paroisses de l'Au-  
» vergne (1). »

---

(1) Ordonnances des Rois par Seconffe , tome 3 ,  
Préface , page 57 & suiv.



*Etats de Champagne en 1358.*

Le dimanche 29 avril 1358, les Etats de la Champagne, assemblés à Vertus, il fut convenu que dans les bonnes villes on fourniroit un homme d'armes par soixante & dix feux; & que dans le plat pays les personnes franches en fourniroient un par cent feux, & que les personnes *serves de mortes mains & de forts mariages*, un par deux cents feux; que les gens d'église payeront le dixième de leurs revenus, & les Nobles cinq livres pour cent livres de revenus en terre; que les bourgeois payeroient comme les Nobles, par rapport aux fiefs qu'ils posséderaient, & qu'ils payeroient encore avec les bourgeois (1).

*Etats du Dauphiné.*

L'Histoire générale du Dauphiné, par M. le marquis de Valbonais, nous apprend qu'avant la réunion de cette province, on distinguoit « la taille comtale de la taille » impériale; la première, toujours égale,

---

(2) Ordonnances des Rois par Secousse, tome 3, Préface, page 79.

» étoit fixe & déterminée ; la seconde , ou  
 » subside , étoit répartie par feux ; & elle  
 » n'avoit rien d'odieux ni de servile comme  
 » la précédente ; elle se levoit sur tous les  
 » vassaux , de quelque condition qu'ils fus-  
 » sent (1) ».

On voit dans une délibération des Etats du Dauphiné de l'an 1367 , divers réglemens pour l'imposition & la levée du subside qui étoit réparti par feu ; les feux riches étoient plus chargés que les pauvres ; la division étoit faite par gros d'argent ; on ne pouvoit en mettre que neuf sur les plus chargés , & même moins si le nombre des feux le permettoit , pourvu que la somme de trente mille florins fût remplie (2).

En 1461 , le Commissaire chargé de la réparation des feux ordonna aux Consuls & Magistrats de Vienne *de lui envoyer les rôles de leurs tailles négociales & particulières , pour apprendre le nombre de leurs feux* (3).

L'article 16 de l'ordonnance de 1358 ,

(1) Histoire du Dauphiné , tome 1<sup>er</sup> , Discours 4 , page 70.

(2) Recueil des Ordonnances par M. Secousse , tom. 9 , page 84 & suiv.

(3) Histoire générale du Dauphiné par Chorier , livre 4 , page 223.

d'après les Etats de la Languedoil, ci-dessus rapportée, a donné lieu de croire à M. Secousse que la forme de répartir l'impôt dans la Languedoil étoit différente de celle qui étoit suivie en Languedoc; il me paroît que cet article ne doit être considéré que comme une faveur accordée aux veuves, pupilles, & ceux qui, ne tenant pas feu, sont de cela seul regardés comme peu aisés. Cette faveur consistoit en ce qu'ils ne payoient que douze deniers par livre de leur revenu, tandis que les autres payoient leur quote-part relativement à ce même revenu, à quelque proportion qu'elle pût être portée. La seule différence que j'y trouve, c'est qu'en Languedoc on ne cotisoit pas dans les premiers temps ceux qui avoient moins de cinquante sous de revenu; dans les derniers, ceux dont les biens ne s'élevoient pas à la valeur de dix livres (1), tandis qu'en Languedoil on n'exceptoit de la contribution que ceux qui étoient *purement mendiants*.

En effet, il résulte de l'ordonnance de Saint-Louis, des Ecriis de Beaumanoir, des

---

(1) Voyez l'extrait du livre des estimés ci-après.

papiers des estimes de la ville de Toulouse, des rôles des tailles négociales & particulières du Dauphiné, que tous les individus contribuoient, relativement à leur revenu, à acquitter la quote-part des besoins pécuniaires de la société en général, qui étoient imposés sur la communauté dont ils faisoient partie, & qu'ils contribuoient encore aux besoins de cette société particulière dans la même proportion.

La différence ne pourroit donc consister que dans la forme de la répartition du royaume sur les provinces, & de celle-ci sur les districts ou municipalités dont elles sont composées. Cette forme avoit, dans tout le royaume, la même dénomination, *par feux*; la différence se réduit par-là à celle de la quote-part du revenu qui étoit sous-entendu par le mot *feu*. En Languedoc, c'étoient dix livres de rente; M. Secousse ne dit pas, & je n'ai trouvé nulle à quelle somme étoit fixé le *feu* en Languedoc; mais, quelle qu'elle fût, il falloit nécessairement qu'elle fût déterminée, sans quoi elle n'auroit pu servir pour faire, entre les différentes provinces, la répartition des sommes imposées sur tout le royaume, notamment après l'Assemblée des Etats Généraux à Tours, en 1484, où cette



répartition occasionna de grands débats entre les Députés & différentes provinces (1).

C'est la dernière époque où il soit fait mention de cette forme de répartir l'impôt dans le royaume sur les provinces, sénéchaussées, diocèses, & municipalités. Cette forme, usitée pendant plus de deux siècles, étoit très-défectueuse, en ce qu'elle nécessitoit des recherches qu'il auroit fallu renouveler tous les ans, pour savoir exactement quel nombre de particuliers, jouissant de dix livres en sus de revenu, étoit renfermé dans chaque municipalité; & quand bien même une pareille recherche auroit été praticable, il résulteroit de cette forme des abus inévitables, en ce que le nombre des feux d'une communauté pouvoit augmenter ou diminuer, sans que la totalité des revenus éprouvât des changemens.

Ces recherches ou réparations des feux ne pouvoient pas être faites aussi souvent qu'il auroit été nécessaire, parce qu'elles nécessitoient l'ordre ou permission du Roi, ou du Gouverneur de la province, & qu'en outre des frais des commissaires, il falloit payer un franc d'or par feu réparé; cette contribution,



indépendante du subside , étoit destinée par le Roi aux dépenses de ses bâtimens , comme on le voit lors de sa construction du château de Vincennes (1) ; quand le Gouverneur de la province donnoit la susdite permission , elle tournoit à son profit.

Le feu étant fixé à dix livres de revenu , jusqu'à quelque somme qu'il s'élevât , il en résulta que les municipalités composées par de riches particuliers n'étoient cotisées que pour un petit nombre de feux , & que celles où les mêmes biens étoient divisés plus également , étoient cotisées pour un plus grand nombre , quoique le revenu des susdites communautés fût le même ; il en résulta encore que dans les communautés où les biens étoient divisés avec assez d'égalité sur un grand nombre d'individus , le feu , c'est-à-dire dix livres de revenu , étant dans les premiers temps 414 livres 6 sous de nos jours , une infinité de circonstances ou d'événemens pouvoit facilement réduire un grand nombre de taillables au-dessous de ce revenu. La communauté faisoit ces circonstances pour sollici-

---

(1) Tome 4 , page 357. Ordonnances des Rois par M. Secousse , tome 5 , page 505. ;

ter une réparation, d'où il s'ensuivoit une inégalité prodigieuse. En 1385, la viguerie d'Albi fut réduite à cent quarante feux ; six ans auparavant elle en avoit sept cent vingt-trois (1) ; le subside étoit pour lors sept francs & un quart d'or par feu.

Cette forme de répartition par feu n'étoit usitée que pour répartir l'impôt sur les provinces , sénéchaussées , diocèses ou vigueries & municipalités ; lorsque la quote-part de chaque communauté étoit fixée , cette communauté en faisoit la répartition sur les individus qui la composoient, au sou la livre , relativement au revenu de chacun d'eux ; pour cela chaque communauté avoit un cahier des *papiers d'estime* , qui étoit renouvelé tous les cinq ans , & qui de plus étoit corrigé toutes les fois que , de notoriété publique, quelqu'un des particuliers de cette communauté augmentoit ou diminueoit ses revenus.

En 1490 , le royaume étoit partagé en quatre Généralités ; savoir , de Languedoil de Languedoc , d'OutreSeine , & de Normandie ; la seconde & la dernière de ces Généralités s'étant plaintes qu'elles étoient surchar-

---

(1) Tome 4 , page 390.

gées, eu égard aux autres, le Roi ordonna qu'il seroit fait une recherche générale dans le royaume par trente-six personnages, parmi lesquels quatre Greffiers « qui seront pris, » esleus, & choisis; sçavoir, en chaque « généralité huit personnages & un greffier, » lesquels seront partagés en quatre bandes « en chaque généralité », & il ordonna de convoquer les Etats de la province à Montpellier, pour faire cette élection (1). On imposa en Languedoc 14,350 liv. (91,447 liv. 3 s. 10 deniers) pour le salaire des Députés de cette Généralité.

Le Gouvernement s'étoit sans doute aperçu, lorsqu'il ordonna une nouvelle recherche, des inconvéniens & des abus qui résultoient de cette forme de répartir l'impôt par feu. Les provinces & les diocèses qui étoient accoutumés à cette forme, la réclamoient comme ayant été suivie de tous les temps & dans tout le royaume, & ne pensoient pas qu'on pût en suivre une autre; tout comme le plus grand nombre pense aujourd'hui, en Languedoc, que la répartition ne peut être faite sans un compoix ou cadastre,

---

(1) Tome 5, page 89.

& qu'on ne peut faire un compoix que d'après un arpentement & une estimation de la qualité du sol, tandis que ces deux formes sont aussi défectueuses l'une que l'autre.

Jusques à cette époque, c'est-à-dire, en 1491, ce qui comprend plus de deux siècles, la répartition avoit été faite par feu sur les provinces & diocèses de tout le Royaume, excepté depuis 1481, où l'on voit les Commissaires du Roi répartir l'impôt sur les diocèses de la province, & enjoindre aux départeurs des diocèses de le répartir sur les habitans, sans exemption ni privilège, le fort portant le foible, c'est-à-dire, arbitrairement (1), à quoi l'on s'étoit sans doute décidé d'après les considérations ci-dessus, ou autres.

Toutes les ordonnances des Rois concernant la répartition de l'impôt sur les individus qui forment les municipalités des villes & de la campagne, prescrivent qu'elle doit être faite d'après les *papiers des estimés* des lieux où les biens sont situés. Les instructions que le Roi fit dresser à Tours le 16 décembre 1491, pour les Commissaires qui devoient

---

(1) Tome 5. Preuves, page 51.



rédiger le compoix général du Royaume, leur enjoignent d'examiner tous les *papiers* faits depuis seize ans ; & quoique partagés en quatre bandes , il veut qu'ils travaillent uniformément (1). D'après cela , on ne peut révoquer en doute qu'à cette époque il n'existât des *papiers des estimés* dans toutes les villes & municipalités du Royaume , & que c'est d'après ces mêmes papiers que fut rédigé le compoix ou tarif général.

Il résulte encore de tout ce que dessus , que jusques à cette époque , & soit que l'impôt fût établi sur le revenu des fonds , ou sur les consommations des denrées ou marchandises , la forme de le répartir & de le percevoir étoit la même dans tout le Royaume , & que toutes les fois qu'il étoit rétabli sur le revenu des fonds , on suivoit la répartition par feu sur les provinces , sénéchaussées , diocèses , ou vigueries & municipalités , & que les répartitions sur les particuliers étoient faites pour lors au sou la livre sur les papiers des estimés , & ce dans tout le Royaume.

Postérieurement à cette époque , il n'est plus fait mention de répartition par feu sur les provinces & municipalités ; cette première

---

(1) Tome 5 , livre 36 , n<sup>o</sup> 24 , page 80.



forme fut par conséquent changée lors de cette recherche ; mais la forme de la répartition sur les particuliers resta la même , puisque toutes les ordonnances postérieures à 1491 veulent que l'impôt soit réparti au sou la livre , & sur l'allivrement des biens , d'après les livres des estimés.

J'ai trouvé dans les archives du Capitole de Toulouse un cahier des papiers des estimés de l'an 1458 , où l'on voit que la répartition étoit faite à cette époque dans la forme prescrite par S. Louis 200 années auparavant , indiquée par Baumanoir , & telle enfin que je l'avois désirée.

Tout ce que je pourrois dire sur la forme de ces estimés , ne rendroit que très-imparfaitement le préambule qui prescrit aux estimateurs les règles qu'ils doivent suivre dans leur opération , & qui énonce les personnes & la nature des biens qui y sont assujettis. C'est ce qui m'a déterminé de joindre à mes observations un collationné de ce préambule , & que j'ai traduit pour ceux qui n'entendroient point le texte original , en ajoutant seulement que , s'il étoit quelques biens qui n'y fussent pas compris , l'omission en seroit convertie par l'expression *tots los cabals* , qui y est plusieurs fois répétée.

Les instructions qui précèdent ce cahier

des estimés, après avoir énoncé les personnes & les différentes qualités des biens qui y sont assujettis, fixent ensuite en quelle proportion les biens de différente nature doivent supporter la répartition de l'impôt. On y voit que les biens de toutes personnes, sans aucune distinction, étoient assujettis, & que les biens meubles ou immeubles, denrées ou marchandises, dont le produit étoit le plus assuré, ou qui étoit exposé à moins de frais & de risques, étoient bien plus chargés que les autres, puisqu'ils l'étoient dans la proportion suivante : le capital d'un revenu de 300 livres en rentes seigneuriales ou foncières, étoit porté sur l'allivrement des estimés à 7 livres 10 sous ; le même en marchandises, à 7 livres 5 sous, & en biens-fonds, six livres, & qu'en outre on déduisoit du montant des biens-fonds la valeur des rentes seigneuriales ou foncières auxquelles il étoit assujetti.

Il suffit de jeter un coup-d'œil sur ces instructions, pour juger qu'une grande partie de l'impôt étoit supportée par les commerçans, les capitalistes, & les propriétaires des rentes foncières qui en supportent si peu aujourd'hui ; mais, pour en être pleinement convaincu, il ne faut que faire attention qu'à cette épo-

que le Cap de Bonne - Espérance n'étant pas encore découvert , tout le commerce de l'Inde & de l'Afrique étoit fait par la Méditerranée ; que les mûriers étoient inconnus en France , & que la Provence n'étant pas encore réunie à la Couronne , les ports du Languedoc étoient les seuls par où pouvoient entrer en France toutes les marchandises qu'on tiroit de ces pays lointains , & que , d'après cela , la province étoit l'entrepôt des soieries , or , argent , pierres précieuses , épiceries , drogues médicinales & de teinture , & autres objets nécessaires à la consommation du Royaume & utiles au commerce qu'il faisoit au dehors , & que tout cela étoit allivré sur les papiers des estimes , d'après lesquels , les Commissaires avoient rédigé le compoix ou tarif général du Royaume.

Le Roi Louis XI , par des lettres patentes données à Tours au mois de mars 1483 , prononça la confiscation des épiceries & autres marchandises du Levant , & généralement de tout ce qui provenoit des pays qui bordent la Méditerranée , & qui entreroit en France ailleurs que par les ports du Languedoc. Voyez Caseneuve , chartes du Languedoc , page 71.

Il faut encore observer que les manufactures & les fabriques étoient très - considérables

dans la province , puisque la seule sénéchaussée de Carcassonne fabriquoit plus de trois cent mille pièces de drap chaque année ; sans quoi , elle n'auroit pas donné 150,000 livres pour racheter une gabelle de douze deniers sur chaque double pièce de drap. Les fonds & les matières de ces fabriques étoient encore allivrés sur les mêmes papiers de l'estime.

Il suit évidemment des observations ci-dessus , que la province de Languedoc a supporté une surcharge considérable , du moment que la découverte du Cap de Bonne-Espérance & celle de l'Amérique ont ouvert de nouvelles routes au commerce qui lui étoit particulier , & que la surcharge a été aggravée , en ce que les biens ecclésiastiques & les rentes seigneuriales & foncières ont cessé d'être assujettis à la contribution.

Après cette recherche , qui servit à fixer le compoix ou tarif général , les quote-parts des impositions établies sur le Royaume , concernant les provinces , furent fixées & déterminées , notamment sur la province de Languedoc. Jusques-là elles avoient successivement varié ; & ces variations avoient eu lieu toutes les fois qu'on avoit fait des réparations générales des feux. J'ai déjà dit

que la viguerie d'Albi , composée de sept cent vingt-trois feux , avoit été , dans six ans , réduite à cent quarante. On avoit vu encore la province de Languedoc , qui en 1350 contenoit cent mille feux , être réduite , trente ans après , à trente mille feux (1). Ces excessives variations furent sans doute la première cause qui détermina à abandonner cette forme de répartition.

On a vu ci-dessus que le nombre des feux pouvoit varier , sans que la totalité des revenus de la municipalité éprouvât des changemens. La totalité des revenus d'une province est encore bien moins sujette à en éprouver , parce que son étendue rend moins sensibles les accidens particuliers & les circonstances locales , qui peuvent influer considérablement sur une communauté , & même sur un district composé de plusieurs paroisses.

Le résultat de l'examen que les Commissaires chargés de la rédaction du compoix général firent en 1491 des papiers des estimés de toutes les municipalités des différentes provinces du Royaume , fut sans doute que la somme totale des revenus de chaque pro-

---

(1) Tome 4 , livre 32 , n°. 95 , page 368 & suiv.



vinee avoit peu varié pendant tout le temps qui s'étoit écoulé depuis la rédaction des premiers papiers des estimes qu'il avoit vérifiés , quoique , dans le même intervalle , le nombre des feux eût augmenté ou diminué ; & , d'après cela , ils furent induits à croire qu'il étoit possible d'arrêter un tarif permanent pour les provinces , en abandonnant la forme de répartir par feu. En effet , depuis cette époque , il n'est plus fait mention de cette forme de répartition ; & le Roi , ayant rappelé auprès de lui les Commissaires , après qu'ils eurent vaqué un an entier à leur commission , & ayant fait examiner leur travail , jugea que ceux de Languedoc étoient plus chargés que ceux des autres trois généralités , & les diminua de 20,000 livres sur l'aide ordinaire , jusques à ce qu'il en eût été autrement ordonné (1).

Le compoix ou tarif général du Royaume étant ainsi arrêté d'après les papiers des estimes des différentes municipalités du Royaume , l'impôt auroit été réparti avec égalité , si on avoit suivi cette forme tracée depuis deux siècles ; les papiers des estimes devant être

---

(1) Tome 5 , page 118.

renouvelés tous les cinq ans dans les municipalités, il auroit suffi de comparer de temps à autre, dans les sénéchaussées, bailliages, ou diocèses, les augmentations ou diminutions dans la somme totale des municipalités, comparer ensuite dans les provinces les sommes totales des sénéchaussées, bailliages, ou diocèses, & dans le Royaume, celles des provinces. Tout cela pouvoit se faire sans frais, sans envoyer des Commissaires, sans arpentement, sans estimation générale; il ne falloit pour cela qu'obliger les municipalités de remettre leurs papiers d'estime au diocèse, celui-ci à la province, & enfin les provinces au conseil que le Roi auroit formé pour cet objet.

Bien loin de suivre une forme aussi simple & où on n'étoit parvenu qu'après avoir éprouvé pendant deux siècles combien étoit défectueuse la répartition par feux, on prit l'inverse. On avoit arrêté en 1491 le compoix général du Royaume, ou le tarif de la répartition sur les provinces, d'après les papiers des estimés des municipalités, & on avoit cru pouvoir faire par ce moyen un tarif permanent du Royaume sur les provinces. Quelques provinces crurent à leur tour pouvoir, par ce même moyen ou autres, en ar-

réter un également permanent sur les sénéchaussées ou diocèses dont elles étoient composées ; & c'est en effet peu après cette époque que datent les tables ou tarifs de répartition , qui sont encore aujourd'hui en usage ; mais il n'en fut pas de même dans les sénéchaussées , bailliages , ou diocèses , sur les municipalités qui les composent.

On a déjà vu qu'en 1481 la forme de répartir l'impôt par feu étoit abandonnée , même dans les provinces où elle avoit été le plus suivie , & que les Commissaires du Roi adressoient aux Elus , Maires , ou Consuls des différens districts ou municipalités , le mandement de leur quote-part , avec injonction de le répartir sur tous les contribuables de leur district , le sort portant le foible , sans exemption ni privilège , & cependant sans y préjudicier (1).

La plupart des provinces adoptèrent cette forme de répartition sur les différens districts , où on négligea en même temps , pour les répartitions particulières , la forme prescrite par l'ordonnance de S. Louis , & les usages rapportés par Baumanoir , & dans lesquelles on

---

(1) Tomé 5 , Preuves , page 51.

*Cessa de rédiger des papiers des estimés on des rolles de tailles négociales & particulières.*

On crut encore devoir taxer arbitrairement les différens individus, relativement aux facultés que l'opinion publique leur attribuoit, sans entrer dans le détail de leurs biens. Cette forme conduisit insensiblement à regarder toutes les contributions dont la société avoit besoin, comme tailles personnelles, dont étoient exempts tous les individus qui défendoient la société au dehors, ou qui la dirigeoient au dedans. Ces derniers ne manquèrent pas, à cette époque, de réclamer les privilèges de leur état, & leurs réclamations paroissoient d'autant mieux fondées, que les mandemens qui les avoient assujettis à payer, réservoient en même temps pour l'avenir ces prétendus privilèges. Ce sont les provinces où la taille est aujourd'hui personnelle.

Dans d'autres provinces, on adopta une forme bien différente; on commença par arrêter des tables de répartition, pour fixer la quote-part de chaque diocèse; & on crut pouvoir le faire d'une manière fixe & invariable. On avoit jusques-là arrêté les tarifs généraux d'après les particuliers, & on se hâta de faire les tarifs particuliers d'après les généraux. On avoit cru pouvoir faire,

dans le Royaume & dans les provinces , des tarifs permanens ; on voulut en faire autant dans les diocèses & les communautés , ce qui n'étoit pas possible en suivant la forme des papiers des estimés , parce que les biens désignés sous la dénomination de *tous les cabals* étoient trop sujets à changer de main. Pour y parvenir , on cessa d'estimer les fonds relativement à leur revenu , pour les estimer relativement à la qualité de leur sol , sans faire attention que ces deux méthodes sont également sujettes à des variations successives , & que les abus qui résultent de la première , ne sont que momentanés , tandis que ceux qui résultent de la seconde , sont permanens , à moins qu'on ne les corrige à grands frais.

Il paroît plus difficile d'assigner avec précision par quels moyens les prétendus privilèges d'exemption ont pu s'introduire dans ces dernières provinces. Tous les biens ayant été ci-devant estimés relativement à leur revenu , ils pouvoient également être estimés d'après leur qualité. Mais si l'on fait attention qu'avant cette époque , les tailles avoient été considérées comme accidentelles ; qu'elles prirent pour lors une assiette fixe & déterminée ; qu'on confondoit les redevances féodales avec les contributions nécessaires à la



Société; qu'on ne distinguoit pas l'alleu de la nobilité des fonds, & qu'à l'époque où les compoix des diocèses & communautés prirent la forme qu'ils ont aujourd'hui, dans les provinces où la taille est réelle, la Nation étoit plongée dans des guerres civiles; que les temps de troubles sont toujours favorables à l'introduction des abus: d'après ces considérations, on peut croire que l'intérêt particulier engagea certains individus à profner des circonstances, pour s'affranchir des contributions.

On a dit (1): « La taille, dans la haute  
 » Guienne & dans quelques autres parties  
 » méridionales de France, n'est point,  
 » comme dans le reste du Royaume, rela-  
 » tive à l'état des personnes; elle est unique-  
 » ment établie sur les revenus fonciers; &  
 » ces revenus sont distingués en biens nobles,  
 » qui sont exempts de l'impôt, & en biens  
 » ruraux ou roturiers, qui se trouvent seuls  
 » assujettis. Cette forme, qui a mis entre les  
 » biens-fonds la même différence qui existe  
 » ailleurs entre les personnes, a sans doute

---

(1) Administration des Finances, tome 1, chap. 1.  
 page 166 & suiv.

» différens avantages. Les distinctions d'état  
 » ne sont plus rappelées à tous les instans,  
 » & l'on peut régler la taille d'une manière  
 » fixe & invariable, puisque les biens dési-  
 » gnés roturiers ne peuvent plus jouir d'au-  
 » cune franchise, quelle que soit la condi-  
 » tion des personnes qui en deviennent  
 » propriétaires.

» Cependant cette réunion de toutes les  
 » contributions taillables sur une seule na-  
 » ture de biens, n'est pas moins vicieuse,  
 » puisque c'est placer le fardeau d'une ma-  
 » nière absolument inégale, & déranger l'é-  
 » quilibre des forces. Une pareille disposi-  
 » tion seroit sur-tout impraticable aujour-  
 » d'hui, puisque les fonds de terre appartenans  
 » à la Noblesse & au Clergé sont beaucoup  
 » plus considérables qu'à l'époque reculée  
 » où la distinction des biens nobles & des  
 » biens ruraux fut établie. Quelle seroit  
 » donc la perfection aux yeux de la simple  
 » raison ? Ce seroit de donner de la fixité à  
 » l'impôt des contribuables, sans recourir  
 » à cet affranchissement d'une partie des re-  
 » venus territoriaux ».

J'avoue que je ne comprends pas ce pas-  
 sage ; on y suppose qu'il a été un temps où  
 on a établi une distinction entre des biens

qui furent déclarés nobles , & d'autres ruraux : par conséquent cette distinction n'a pas existé de tous les temps ; on trouve même cette distinction préférable à celle qu'on a établie ailleurs entre les personnes ; mais on croit en même temps que *la perfection , aux yeux de la simple raison , seroit de donner de la fixité à l'impôt des contribuables , sans recourir à cet affranchissement d'une partie des revenus territoriaux.* Il suit de là que cette fixité n'a pu être établie sans ces distinctions ; je crois au contraire que l'impôt auroit pu être fixé sans ces moyens extraordinaires , & je crois voir des abus là où on a cru voir une nécessité.

De plus, on renvoie à des temps reculés ces distinctions ; elles me paroissent si opposées au droit commun , qu'on ne peut , ce me semble , supposer un pareil fait , sans en connoître quelques preuves : la possession , le laps du temps peuvent à la vérité prouver l'ancienneté de l'abus , mais ne sauroit légitimer un pareil privilège ; dans le vrai , dès qu'il est prouvé qu'avant & pendant le quinzième siècle , les biens , de quelque nature qu'ils fussent , & par qui qu'ils fussent possédés , étoient assujettis à la contribution , ils ne pourroient en avoir été affranchis que

par le consentement général de la société, consentement que la société pourroit retirer toutes les fois qu'elle le trouveroit préjudiciable à ses intérêts ; & tout ce que les individus privilégiés pourroient demander, seroit le remboursement de leur finance, supposé qu'ils eussent acquis leur privilège à titre onéreux ; & c'est à eux à en rapporter les preuves.

Ces distinctions n'existoient pas encore à la fin du quinzième siècle , on les trouve dans le suivant ; d'après cela , je crois pouvoir en assigner l'origine dans cet intervalle de trouble & de calamité pour la Nation ; du moins cette assertion est-elle vraie à l'égard des privilèges du Clergé, comme on le verra en suivant la répartition de l'impôt dans les seizième & dix-septième siècles.

J'ai déjà dit qu'après la rédaction du compoix général du royaume en 1491, les différentes provinces du royaume n'avoient pas adopté la même forme de répartition ; & il est essentiel de ne pas perdre de vue que celles où la taille a été dans les suites considérée comme personnelle, suivirent celle qui étoit en usage dans tout le royaume en 1481, qu'elles la suivent encore ; & que celles où la taille a été regardée comme réelle,

arrêterent des tables de répartition sur les différens diocèses ; ces différentes formes ne furent pas adoptées précipitamment , puisque ce ne fut que quarante ans après avoir entièrement abandonné la répartition par feu , que la province de Languedoc arrêta les tables dont on se sert encore aujourd'hui , dans la forme suivante :

« Extrait du registre des délibérations des  
» Etats Généraux de Languedoc , assem-  
» blés par mandement du Roi en la ville  
» de Montpellier , au mois de décembre  
» 1530 (1).

» Les gens des Etats , après qu'ils ont vu  
» les tables , quotes , & sommes que ung  
» chascun diocèse du pays de Languedoc  
» doit porter , des sommes qu'il convient im-  
» poser sur le dit pays , faites par le Gref-  
» fier des dits Etats , *Bertrandi* , & icelles  
» fait voir , corriger , & amander par les  
» Capitols de Tholose , Consuls de Montpel-  
» lier , Carcassonne , Nismes , Beziers , Nar-  
» bonne , le Puy ; & par Pierre Potier , sieur  
» de la Terrasse , assistant pour Rieux &

---

(1) Lois municipales de la province de Languedoc ,  
tome 5 , page 807.



» Comenge, à ce commis & députés par  
 » les dits Etats, qui ont vaqué par certains  
 » jours à la vérification d'icelles ; & afin  
 » que certainement pour l'advenir on-puisse  
 » sçavoir & entendre la quote-part & por-  
 » tion que chascun des dits diocèses doit  
 » porter, & en ce égalité soit gardée ; ont  
 » conclud & ordonné que tous & chascuns  
 » les départements des sommes qu'il con-  
 » viendra imposer sur le dit pays, se fassent  
 » & départiront dorenavant sur les dites  
 » tables, & en suivant le contenu en  
 » icelles, sauf toujours erreur de calcul ; &  
 » en sera baillé & expédié ung extrait à  
 » chascun des dits diocèses par le Greffier  
 » des dits Etats ; desquelles tables la teneur  
 » s'ensuit :

Toulouse, ville, pour 100 mille	3543	l.	11	l.	4	d.
Toulouse, diocèse, pour 100 mille	6139		11		3	
Lavaur ; <i>idem</i> . . . . .	4552		4		10	
Rieux . . . . .	810		13		1	
Comenge . . . . .	184		16		7	
Montalban . . . . .	1562		16		8	
Saint-Papour . . . . .	2332				9	
Carcassonne . . . . .	4097		7		10	
Aleht . . . . .	1514		15		4	
Limoux . . . . .	1776		13		9	
Mirepoix . . . . .	1692		15		2	
Albi, . . . . .	7389		3		11	

Castres . . . . .	4330	12	9
Saint-Pons . . . . .	2791	13	11
Narbonne . . . . .	6285	19	10
Beziers . . . . .	6322	4	9
Agde . . . . .	1873	13	8
Lodeve . . . . .	2796	15	14
Maguelonne . . . . .	5636	17	9
Nîmes . . . . .	4656		4
Alais . . . . .	2561		9
Uzès . . . . .	6312	9	5
Viviers . . . . .	8347	8	11
Le Puy . . . . .	6158	9	6
Mende . . . . .	5335	2	2

On ne voit pas quels furent les moyens dont se servit ce Greffier des Etats, *Bertrandi*, pour faire ces *tables*; on voit seulement que les Commissaires nommés par les Etats ont vaqué, *par certains jours*, à la *vérification d'icelles*; cela exclut toute idée de voyage pour parcourir la province, d'arpentement, & d'estimation de la qualité du sol. Eh! de quels moyens se sont-ils donc servis? On ne peut en présumer d'autres que ceux qui avoient été prescrits par le Roi pour la rédaction du compoix général du royaume. Ils examinèrent à Montpellier tous les papiers des estimés des différentes municipalités de la province, avec d'autant plus de fondement, que depuis qu'on avoit négligé les

réparations des feux & l'usage de réparer ainsi l'impôt, tous les édits, déclarations, & ordonnances des Rois, rendues depuis plus de cent ans sur le fait de la répartition, ordonnent qu'elle soit faite suivant *le papier de l'estime, ou l'allivrement des lieux où les biens sont situés*; les instructions sur la rédaction du compoix général du royaume portent que les Commissaires devoient examiner tous ces papiers. Rien n'indique que les Commissaires, pour les *tables* ou compoix de la province, aient suivi d'autres moyens; c'étoient là les plus simples. Tous les biens étant évalués à leur juste valeur d'après leur produit, pour tirer un compoix général de la province, des papiers des estimés, il ne falloit que prendre la somme totale des biens de chaque communauté, les assujettir à un même allivrement dans la province, & qui fut en même temps proportionnel à leur différente nature.

Le compoix ou tarif général du royaume ayant été arrêté en 1491, & les tables de répartition de la province de Languedoc ayant de même été arrêtées en 1530, d'après les papiers des estimés des différentes municipalités, il suffira, pour juger de leur exactitude dans le temps où ils le furent, de voir

les instructions qui précèdent le livre des estimés de la ville de Toulouse en 1458; on se convaincra en même temps combien ils sont défectueux depuis qu'on a introduit dans les diocèses & les municipalités la forme actuelle, & combien il y a de personnes qui ont un intérêt particulier à la laisser subsister.

Peu après que la province eut arrêté ses tables de répartition sur les diocèses; ceux-ci firent des recherches pour répartir sur les municipalités la quote-part que la province avoit assignée sur eux. Ce fut dans l'intervalle de 1530 à 1570 que les différens diocèses des provinces où la taille est regardée comme réelle, arrêterent les compoix, connus sous le nom de recherches; les difficultés de faire un compoix permanent, comme on avoit cru pouvoir le faire dans le royaume & les provinces, les forcèrent d'abandonner les moyens dont on s'étoit servi pour les premiers. En effet, on ne pouvoit pas présumer que les biens meubles, désignés sous la domination de *tous les sabals*, existassent toujours suivant la même proportion dans les différentes municipalités de la province, & qu'ils fussent constamment possédés par les mêmes individus; d'après cela, en abandonnant les papiers des

estimes , on crut devoir allivrer & cotiser les biens-fonds d'après l'étendue & la qualité de leur sol : quant aux meubles , marchandises , & généralement tous les avoirs (*tots los cabals*) , on fixa dans chaque diocèse & dans différentes municipalités , la quote-part que les biens de cette nature devoient supporter des sommes imposées pour les *deniers du Roi & communs des villes & diocèses* ; & cette partie de l'impôt devoit être répartie , le fort portant le foible , sur les possesseurs des biens de cette nature.

Cet impôt étoit désigné sous le nom de *cabage* , d'où dérivait ensuite *capaige & industrie*. On voit par une ordonnance du Roi Henri II , de l'ann. 1551 , que le tiers des impositions sur la ville & gardiage de Toulouse devoit être porté sur les facultés mobilières , marchandises , gains , industries , &c. (1).

Le total des sommes imposées sur la ville & gardiage de Toulouse , année 1787 , se porte à la somme de 296,937 l. 3 s. 6 deniers ; le tiers , qui devoit être porté sur l'industrie , seroit 98,979 liv. 1 s. 2 deniers , il n'est que

---

(1) Tome 5 , livre 37 , n°. 45 , page 140.



28,026 liv. 17 s. 8 deniers ; la taille sur les immeubles est par conséquent surchargée de 70,950 liv. 3 sous 3 den.

Dans le cahier des doléances des Etats de la province de cette même année 1551 , « il y est ordonné que le syndic de la » province interviendrait dans les pro- » cès qu'avoient quelques diocèses pour » cause de la cotisation & impositions des » deniers du Roi & communs des villes & » diocèses , faits sur les habitans pour leur » capaigne & industrie , afin que la coutume » ancienne & observée , de cotiser & im- » poser pour ledit capaigne , fût observée & » gardée (1) ».

Il résulte de ce que dessus , que lorsqu'on abandonna , tant en Languedoc qu'en Lan- guedoc , la forme de répartir l'impôt , d'après les *papiers des estimés* , ou les livres des tail- les *négoçiales & particulières* , les biens meu- bles ne furent pas exceptés de la contribu- tion ; mais leur quote-part , suivant la forme nouvellement adoptée , ne peut être fixée & déterminée que d'après les papiers d'estime précédens , rédigés dans la forme de ceux

---

(1) Tome 5 , livre 37 , n° 45 , page 140.

de Toulouse en 1458. On ne fit pas attention que les biens de cette nature peuvent passer aussi facilement d'une municipalité & d'un diocèse à l'autre, qu'ils passent des mains d'un individu à l'autre. Les municipalités & les diocèses où cela est arrivé en font la triste expérience depuis plus de deux siècles.

Tous les diocèses qui composent les provinces où la taille est regardée comme réelle, ne suivirent pas la même forme dans la rédaction de leur livre de recherches ; mais, en général, ces recherches furent précédées d'un arpentement & d'une estimation des biens-fonds de chaque communauté, relativement à la qualité de leur sol. Tous les diocèses ne les divisèrent pas dans le même nombre de classes ; quelques-uns en ont admis quatre, savoir, bon, moyen, foible, & *herm*, c'est-à-dire, inculte, sans distinguer les différens objets de culture ou de production dont ces terres étoient susceptibles. Les maisons furent allivrées à un taux fixe par canne carrée de leur sol ; il y en eut où elles le furent excessivement, au point que dans quelques villages l'allivrement des maisons égale celui des terres.

J'ai dit ci-dessus que la rédaction du livre des recherches de chaque diocèse fut précé-

dée d'un arpentement & estimation de qualité du sol de chaque communauté ; l'arpentement fut fait en mesurant , la chaîne à la main , la distance de l'une des bornes à l'autre , & après les avoir toutes parcourues , on calcula , d'après leurs distances respectives & la valeur des angles qu'elles formoient entre elles , quelle étoit l'étendue du sol de cette communauté , dont on déduisit la contenance des maisons arpentées en particulier & celle des chemins publics ; après quoi , les abonateurs ou estimateurs du diocèse divisèrent le restant en bon , moyen , foible , & *herm* , tout comme bon leur sembla , sans faire arpenter séparément ces différentes qualités , & sans distinguer les différentes cultures auxquelles ces terres étoient ou pouvoient être destinées.

La quote-part de l'impôt sur chacune des communautés qui composent le diocèse , étant fixe & déterminée , il restoit , en suivant ce plan , à répartir l'impôt sur les différens individus qui composent les communautés ; les biens étant sujets à changer de main , on crut pouvoir faire un compoix permanent , en cotisant les biens relativement à la qualité de leur sol , & ce toujours sans faire attention que la qualité du sol peut varier à l'infini , d'après

des causes morales ou physiques , sans que le sol change de main. Les changemens de main qu'éprouvent les-biens fonds, ne nécessiteroient jamais la refaction du compoix , parce que les départeurs des tailles peuvent suivre l'allivrement des fonds , en quelques mains qu'ils soient ; mais les fréquens changemens de qualité du sol , vivement ressentis par les propriétaires qui en jouissent , font apercevoir que les compoix rédigés avec le plus de soin , devroient être corrigés du moment qu'ils sont arrêtés.

Toutes les communautés des provinces où la taille est considérée comme réelle, n'adoptèrent pas les divisions des terres dans les mêmes nombres des classes qui avoient été fixées par les diocèses , & elles ajoutèrent, de plus , des distinctions établies d'après les différens genres de culture auxquels les terres étoient destinées au moment de la rédaction de leur compoix , & elles varient même là-dessus toutes les fois qu'il est renouvelé. En général, elles forment de quatre à neuf classes pour les champs , & de moindre nombre pour les terres qui sont en vigne , pré , & olive. Dans les campagnes, toutes les maisons sont assujetties au même tarif, par canne carrée de leur sol ; dans les villes, on dis-

tingue les différens quartiers ou moulons ; mais les maisons y sont toujours allivées relativement à l'étendue de leur sol , & non à leur valeur réelle.

Jusques à la rédaction de ces compoix particuliers , tous les biens , de quelque nature qu'ils fussent & par qui qu'ils fussent possédés , avoient été assujettis à la contribution ; ceux qui appartiennent au Clergé ont cessé de l'être ; une petite partie des biens-fonds possédés par d'autres individus , ont été considérés comme nobles ; les biens meubles , marchandises , & autres qui étoient désignés sous la dénomination *tats los cabals* , n'ont plus été compris dans la contribution , ou du moins , s'ils l'ont été , c'est dans une proportion bien inférieure à celle dans laquelle ils auroient dû l'être. Avant d'en venir à la forme actuelle de la répartition , je crois devoir rechercher les moyens qui ont occasionné ces changemens , en commençant par ceux qui concernent le Clergé.

## S. V I I I.

### *Origine des prétendus privilèges du Clergé.*

A entendre le Clergé, le Roi ne devoit



pas permettre à l'avenir & à l'imitation « des  
 » Rois de très-heureuse mémoire, les prédé-  
 » cesseurs, S. Charlemagne, Louis le Dé-  
 » bonnaire, Philippe-Auguste, S. Louis,  
 » Philippe de Valois, Charles V, & Char-  
 » les VII, qui ont été vrais protecteurs des  
 » droits & libertés de l'église, qu'il soit do-  
 » rénavant pris & levé aucune chose, tant sur  
 » les meubles & fruits des Ecclésiastiques de  
 » son royaume, que sur les immeubles, terres  
 » & héritages à eux donnés ou délaissés, ou  
 » par eux acquis ou accrus, comme étant  
 » de foi inaliénables & hors de tout com-  
 » merce des hommes, censez & réputez le  
 » vrai domaine de Jesus-Christ & de son  
 » église (1) ».

D'après cela, on pourroit croire, en sui-  
 vant le Clergé, que tous ces Rois d'heu-  
 reuse mémoire avoient établi qu'il ne devoit  
 contribuer en rien aux besoins de la société.  
 Cette assertion m'a paru si contraire à ce que  
 j'avois précédemment vu sur cet objet, que  
 j'ai cru devoir ne pas m'y tenir, & mes re-  
 cherches là-dessus étoient d'autant plus lon-  
 gues & pénibles, que le Clergé avoit cru

---

(1) Mémoires du Clergé, tome 13, page 993.

pourvoir se dispenser de citer & rapporter le texte & les dates des privilèges qu'il réclamoit. Je n'ai épargné aucun soin pour les trouver ; & après avoir parcouru tout ce que j'ai pu me procurer là-dessus, il en a résulté le contraire.

En commençant par les dates les plus reculées, & sous le règne de S. Charlemagne, j'ai trouvé (1) que nos Rois accordoient très-souvent à l'église des lettres de garde ou de protection qui étoient nommées *emunitates* dans la moyenne & basse latinité.

On trouve dans les preuves des histoires des anciens monastères plusieurs de ces titres, où l'on voit que ces *emunitates*, dont on a fait dériver immunités, ne consistoient que dans l'exemption de la juridiction séculière, & de quelques impôts & amendes ; car, pour ce qui regarde les cens, il est ordonné par les capitulaires que les gens d'église payeroient comme les séculiers ; & ces lettres, *emunitates*, qu'on trouve en grand nombre dans le spicilège de Dom Luc d'Achery, & dont plusieurs sont rapportées par M. Secousse,

---

(1) Ordonnances des Rois, par M. Secousse, Préface, tom. 2, page 9, articles 63. & 64.

énoncent toujours les clauses, *quantum ad nos spectat &c...* *salva tamen jure cujuslibet alterius* (1).

Passant ensuite à Philippe Auguste, je n'ai trouvé de lui que des lettres patentes de l'an 1200, par lesquelles il exempta l'évêque de Paris du service personnel; mais cette exemption n'étoit que pour lui seul. *Philippus, Dei gratia, &c. quod nos carissimum, consanguineum & fidelem nostrum Odonem, Episcopum Parisiensem, intentu dilectionis quam specialiter habemus ad ipsum, &c.... in personâ suâ tantum, quandiu vixerit, ab omni exercitu & equitatione absolvimus penitus & quitamus, &c.... salvo nobis debito militum, quos idem Episcopus tenetur mittere in servitium nostrum* (2).

Antoine Fontanon, célèbre Jurisconsulte & laborieux Ecrivain du seizième siècle, a recueilli avec soin tous les privilèges & anciennes libertés de l'église gallicane, ensemble les autres immunités & exemptions.

---

(1) Ordonnances des Rois par M. Secousse, tome 1<sup>er</sup>. page 638.

(2) Traité du franc-alleu, par Galand, page 349 & suiv.

Commencant par S. Louis en 1228, il finit sous Charles VI en 1418. Il a composé de cela seul le vingt-neuvième titre du quatrième volume de son recueil (édition de Paris en 1585). Je l'ai parcouru en entier, sans y rien trouver qui pût exempter les Ecclésiastiques de contribuer, relativement à leur revenu, aux besoins pécuniaires de la société.

Il paroît (1) que le Clergé s'étaye beaucoup sur les ordonnances de S. Louis, & qu'il invoque sur-tout à l'appui de ses prétendus privilèges, les *enseignemens*, comme *par testament*, &c., qu'adressa S. Louis, peu avant sa mort, à son *hoir principal*. Ces enseignemens, rapportés par le Sire de Joinville, sont, à ce qu'il me paroît, bien éloignés d'établir de pareils privilèges; car tout ce qui pourroit favoriser des prétentions aussi opposées au droit commun, se réduit à ce qui suit (2):

« Maintien les bonnes coutumes de ton  
» Royaume; & abbaisse & corrige les mauvaises; — ne ne boute pas sus trop grans

---

(1) Voyez toutes les Harangues, Remontrances, &c.

(2) Vie de Saint-Louis, édition de du Cange. Paris, 1668, page 126.

» tailles ne subcides à ton peuple, si ce n'est  
 » par trop grant nécessité, pour ton royaume  
 » défendre... Ayme & honnoure toutes gens  
 » d'église & de religion, & garde bien qu'on  
 » ne leur tollisse leurs reveueuz, dons & au-  
 » mosnes que tes anxiens & devanciers leur  
 » ont lestez & donnez ».

Pour que cela pût favoriser les prétentions du Clergé, il faudroit qu'il fût prouvé d'ailleurs que l'égalité dans la répartition d'une contribution utile & même nécessaire à tous les ordres de l'état, & en particulier à chacun des individus de la société, fût une mauvaise coutume. Jusques-là, je croirai que si ces enseignemens avoient été toujours suivis, l'inégalité ne se seroit jamais introduite.

Quant à ce qu'on ne leur tollisse leurs reveueuz, &c., cela ne regarde que la propriété & l'usage des biens que les Rois avoient ci devant donnés à l'église, & non l'exemption de contribuer aux besoins de la société, à raison de ces mêmes biens; & c'est d'après la lettre & l'esprit de ces enseignemens, qu'on trouve dans des lettres patentes de Philippe, fils & successeur de S. Louis, de peu de mois après son avènement à la couronne, & contenant un accord avec l'Abbé de Saint-Germain des Prés, les réservations suivantes



*Nihil nobis juris & proprietatis retento, excepto gueto, talliâ, exercitu, cavalcata, & banno* (1).

Le même S. Louis, dans ses établissemens, a dit (2) : « Si aucuns avoit donné » à aucune religion ou à aucune abaye, une » piece de terre, li Sire à qui fie ce seroit, » ne le soufferoit pas par droit, se il ne le » voloit, ains pourroit bien prendre en sa » main. Mes cil à qui l'aumosne aura été » donnée, si doit venir au Seigneur, & li » doit dire en tele maniere : Sire, ce nous » a esté donné en aumosne, se il vous plect, » nous le tenions, & se il vous plect, nous » l'osterons de notre main dedans terme avant, si leur doit li Sire esgarder qu'ils la » doivent oster dedans l'an & li jour, de leur » main, & se ils ne l'ostioient, li Sire la » porroit prendre, comme en son demaine, » & si ne l'en respondroit ja par droit ».

Pour bien entendre ce chapitre, il faut observer que le Roi seul pouvoit donner à l'église, sans préjudicier au droit d'autrui ;

(1) Traité du franc-alleu par Galland, page 248.

(2) Etablissmens de Saint-Louis, recueil de Secousse, tome 1<sup>er</sup>. chap. 125, page 213. Etablissmens de Saint-Louis, édition de du Cange, chap. 123.

parce que les fonds qu'il possédoit ne relevoient de personne; tandis que les biens donnés à l'église par des particuliers relevoient de différens Seigneurs, de degré en degré, & se trouvoient toujours relever du Roi, Seigneur suzerain de tout son royaume.

Les biens donnés à l'église étant hors du commerce, les seigneurs se trouvoient privés des droits qui leur appartenoient lors des mutations; d'après cela, on ne pouvoit donner à l'Eglise sans leur consentement; tous les seigneurs médiats entre le premier possesseur du fief & le Souverain, éprouvant une diminution dans la valeur de leur fief, leur consentement étoit nécessaire; tout ce que fit Saint Louis en faveur du Clergé fut de restreindre ce consentement général à trois des Seigneurs médiats, quand ils se trouvoient en plus grand nombre; mais celui du Roi étoit toujours nécessaire (1).

Ce consentement, énoncé dans des lettres d'amortissement, ne portoit que sur les droits féodaux, & non sur l'affranchissement de contribuer pour leur quote-part aux besoins

---

(1) Voyez M. Secousse dans ses notes sur les établissemens de Saint-Louis, tome 1<sup>er</sup>.

de la société, & aux dépenses qui procurent à ces mêmes biens un accroissement dans leur valeur, telle que les frais de construction & entretien des digues, chaussées, ponts, chemins, & canaux. Un amortissement de Philippe le Bel, petit-fils de Saint Louis, de l'an 1294, après avoir énoncé différentes propriétés données à l'église, porte: *Prædicta omnia, & singula teneat, possideat perpetuo pacifice, absque coactione vendendi, vel extra manum suam ponendi, salvo in aliis jure nostro, & quolibet alieno* (1).

Le même Roi Philippe, remettant le droit de régale à l'évêché d'Auxerre, ajoute: *salvo servitio nostro, equitationis, exercitus, & submonitionis, sicut Episcopi Altißioderenses nobis fecerunt* (2).

En suivant la chronologie des Rois, vrais protecteurs des droits & libertés de l'Eglise, je n'ai rien trouvé de Charles V, si ce n'est qu'étant Régent du royaume pendant la prison du Roi Jean son père, il accorda à Pierre, Evêque de Castres, les lettres de rémission ci-dessus rapportées, où il est dit: *Exadiao*

---

(1) Traité du Franc-Alléu par Galand, page 225.

(2) *Idem*, page 247.

*subsidii super bonis ecclesiasticis constituti;  
quies & pacificè continuabitur (1).*

Charles VI avoit donné, le 24 octobre 1383, les lettres patentes ci-dessus rapportées page 14 où l'on voit que personne n'étoit excepté; & de Charles VII je n'ai trouvé que l'ordonnance du 4 octobre 1456, par laquelle il ordonna que les gens d'église payeroient les tailles suivant le papier de l'estime, ou d'allivrement des lieux où les biens étoient situés (2).

En parcourant ces différens regnes, j'ai fait une remarque qu'il peut être à propos de mettre sous les yeux des lecteurs; c'est qu'ils sont tous dans le nombre de ceux que les siècles suivans ont regardés comme ceux de la justice & de l'équité, & le Clergé ne pouvoit certainement mieux choisir; il a sans doute de bonnes raisons pour se dispenser de rapporter les textes & les dates de ces magnifiques privilèges; ceux qui n'ont pas voulu se donner la peine de les chercher, l'en ont cru de bonne foi; parmi un grand nombre, c'eût été une impiété que d'en dou-

(1) Tome 4, livre 31, n°. 82, page 197. Preuves, page 19.

(2) Tome 4, livre 34, n°. 30, page 201.

mais d'après cela il n'est pas étonnant que ces privilèges aient été regardés comme réels, sur-tout dès que cette prévention étoit étayée par une infinité d'autres circonstances.

D'où viennent donc les privilèges dont jouit actuellement le Clergé ? il me paroît que dans le droit il suffiroit, pour les faire regarder comme abusifs, de prouver qu'ils n'existoient point aux époques que le Clergé invoque à l'appui de ses prétentions ; mais si cela ne suffit pas, on en trouvera des preuves convaincantes en parcourant l'Histoire : on y verra encore que ces prétendus privilèges ont pris leur origine dans des temps de trouble & de calamité, que tout vrai François voudroit pouvoir effacer, au prix de son sang, des monumens historiques de sa patrie.

Le 15 décembre 1560, le Roi Charles IX, à peine âgé de dix ans, avoit succédé au Roi François II son frère ; Catherine de Médicis sa mère ayant l'administration du royaume, l'Etat divisé par les factions désignées sous le nom de Bourbon (*Protestans*), & des Guises (*Catholiques*), il se trouva un déficit dans les finances ; la Reine, voulant y parer par les moyens les moins onéreux au peuple, convoqua, au nom du Roi, une



assemblée des Notables, & ordonna à chaque province de nommer un député de chacun des Ordres de l'assemblée, pour se rendre à Melun, & y délibérer sur les secours dont l'Etat avoit besoin, & les moyens de les lui procurer.

Les Etats de Languedoc, assemblés le 20 mars 1561, à l'effet de députer un de chaque Ordre pour se rendre à Melun, & y délibérer sur les secours dont l'Etat avoit besoin, & les moyens de les lui procurer; le Tiers-Etat demanda que chacun des ordres délibérât à part (1).

Le 22, chacun des Ordres ayant délibéré en particulier, l'avis du Clergé fut d'offrir au Roi, par son député, d'acquitter en pur don le domaine de la province, qui étoit engagé, suivant les conventions qui seroient réglées; la Noblesse & les Communes proposèrent au Roi, pour acquitter les dettes de l'Etat, de faire vendre une partie des biens ecclésiastiques sous certaines réserves, ou d'imposer un vingtième sur tous les fruits du Clergé, & de prendre une partie des cloches (2). La Noblesse & le Tiers-Etat

---

(1) Tome 5, livre 38, n°. 49, page 198.

(2) *Idem.*

proposèrent ces deux expédiens, afin que le Roi prît celui qui seroit le plus convenable au soulagement du peuple (1).

Cette assemblée des Notables, ou Etats Généraux du Royaume, qui avoit été mandée à Melun, mais qui s'assembla à Pontoise, & qui fut peu après transférée à Saint-Germain-en-Laye, ne fut pas d'accord touchant le moyen de remédier aux finances; les Députés de la Noblesse & du Tiers-Etat opinèrent vivement, conformément à leurs instructions, à ôter au Clergé une partie de ses biens, & s'en servir pour les besoins de l'Etat; le Clergé, voulant éviter l'aliénation de ses domaines, convint de donner neuf millions six cent mille livres dans six ans, c'est-à-dire, un million six cent mille livres tous les ans; & les Députés du Clergé signèrent une procuration le 14 octobre 1561, pour passer une convention avec le Roi, ou les gens de son Conseil, à ce sujet (2).

Le Clergé ne fut pas le seul Ordre de l'Etat qui contribua à acquitter & remplir ce déficit, puisque les Etats de la province de Langue-

---

(1) *Idem.*

(2) Tome 5, n°. 59, page 205.

doc, assemblés le 22 novembre de la même année, après avoir accordé les sommes pour la taille, la crue, l'aide, & l'octroi, accordèrent un subside extraordinaire pour acquitter les dettes de l'Etat, conformément à la délibération des Députés aux Etats Généraux assemblés à Pontoise (1).

En exécution de la procuration ci-dessus énoncée, les Députés du Clergé, assemblés pour lors à Poissy, à raison du colloque, y souscrivirent la convention qui, depuis, est connue sous le nom de contrat de Poissy.

On a vu ci-dessus que le Clergé avoit offert de contribuer à la libération des dettes de l'Etat, *suivant les conventions qui seroient réglées*. Ces conventions, qui servirent de base au contrat de Poissy, sont contenues dans un cahier d'articles présenté au Roi, dont les réponses sont arrêtées dans son Conseil privé, à Saint-Germain en Laye, le 19 octobre 1561. Le tout est rapporté par Antoine Fontanon (2), & on le trouve encore dans les Mémoires du Clergé (3), dans la forme suivante :

---

(1) Tome 5, livre 38, n°. 69, page 209.

(2) Tome 4, titre 24, page 1242 de l'édition de Paris, 1585.

(3) Tome 13, page 959 & suiv.

## A R T. I V.

« Supplient aussi que les réparations, hor-  
» mis les nécessaires, & les aumônes, hor-  
» mis celles qui sont de fondation & charge  
» ordinaire, soient remises à la conscience  
» des dites personnes ecclésiastiques, sans  
» les contraindre, par saisie ou autrement, à  
» bailler aux Maires, Eschevins & Consuls  
» de ville, ne autres gens laïcs, pour em-  
» ployer ausdites aumônes le tiers, le  
» quart, ou autre quotité ou quantité de  
» leur revenu, ainsi que par plusieurs sen-  
» tences des Juges, sièges présidiaux, & ar-  
» rêts d'aucunes cours de Parlement, a été  
» fait, & dont il plaira à Sa Majesté casser  
» les jugemens & arrêts, & en faire expédier  
» les lettres sur ce nécessaires, en forme d'édit;  
» autrement il seroit impossible que les dits  
» du Clergé pussent aucunement satisfaire à  
» ladite subvention, lesquels néanmoins ne  
» laisseront d'en acquitter leurs consciences,  
» chacun à son regard, autant que leur puis-  
» sance le pourra porter; de quoi supplient  
» Sa dite Majesté se vouloir fier en eux, &  
» en charger leurs dites consciences.

## R É P O N S E.

» Les gens d'église ne seront tenus durant  
 » six ans faire autres réparations que les né-  
 » cessaires , pour entretenir leurs églises ,  
 » maisons , & autres édifices , clos & cou-  
 » verts ; à quoi tiendront l'œil les Procu-  
 » reurs du Roi , ès lieux plus voisins desdits  
 » bénéfices , pour procéder par voie de droit  
 » contre ceux qui seront négligens ; & quant  
 » aux aumônes , ne pourront être contraints  
 » par voie de justice , si ce n'est pour celles  
 » qui sont de fondation , & pour la police  
 » des villes , en laquelle généralement con-  
 » tribuent & indifféremment les Ecclésiasti-  
 » ques & les Laïques ; & quant aux volon-  
 » taires , le Roi les remet en leur devoir &  
 » conscience.

## A R T. X V.

» Supplient aussi Sa dite Majesté promettre &  
 » assurer en foi & parole de Roi , que durant  
 » le temps du rachat du dit domaine , & cy  
 » après à perpétuité , Sa dite Majesté ne  
 » prendra décime , ne mettra aucun subside  
 » ordinaire ou extraordinaire , ou emprunts  
 » particuliers sur la dite église & personnes



» ecclésiastiques, & ne seront contribuables  
 » ni compris à aucunes impositions faites ou  
 » à faire sur le blé, vin, ou autres denrées  
 » quelconques, ne pareillement à la taille,  
 » soit à cause du domaine de la dite église ou  
 » de leurs patrimoines, acquêts, ou autres  
 » biens; autrement seroit leur ôter le moyen  
 » de fournir à la dite subvention; aussi les  
 » bannir de leurs biens & maisons; aussi les  
 » frustrer de bonne partie de leur revenu,  
 » étant contraints de bailler à ferme; NE  
 » SOIENT PAREILLEMENT SUJETS AU RACHAT  
 » QUI SE POURROIT FAIRE CY-APRÈS DES  
 » DITES IMPOSITIONS PAR LES AUTRES DEUX  
 » ÉTATS, & sans qu'ils soient sujets à aucuns  
 » bans, arrière-bans, logement de gens  
 » d'armes & de guerre, amortissement de  
 » francs-fiefs, & nouveaux acquêts, em-  
 » prunts des villes, villages ou bourgades,  
 » & fortifications des dites villes, nonob-  
 » tant quelconques édits, commissions ou  
 » mandemens expédiés ou qu'on pourroit  
 » expédier au contraire; encore qu'ils por-  
 » tassent qu'exempts & non exempts, privi-  
 » légiez ou non privilégiés, y deussent être  
 » compris, ains laissera Sa dite Majesté la  
 » dite église pour jamais libre & franche,  
 » ainsi qu'elle lui fit promettre par la bouche

» du Roi de Navarre & de Monsieur le Chan-  
 » celier, aux Etats tenus à Orléans ; lesquels  
 » auront souvenance de le faire ratifier par  
 » Sa dite Majesté, lorsqu'elle sera en âge,  
 » comme ils assurèrent lors les dits du  
 » Clergé.

# R É P O N S E.

» Durant le temps que les gens d'église  
 » contribueront à la subvention par eux ac-  
 » cordée pour le rachat du domaine, aides  
 » & gabelles, ne seront imposées aucunes  
 » autres décimes ou emprunts particuliers.

# A R T. X X I. I.

» Et parce que par l'article de l'édit na-  
 » guères publié, faisant mention de résidence  
 » de bénéficiers, est porté, que ceux qui  
 » tiennent plusieurs bénéfices par dispense,  
 » en résidant à l'un d'iceux, seront excusés  
 » de la résidence des autres, il semble que  
 » Sa Majesté veuille adstreindre les Cha-  
 » noines des églises cathédrales & collégiales  
 » de laisser leurs prébendes, qu'ils ne tien-  
 » nent par dispense, pour résider sur leurs  
 » cures ; plaîse à Sa dite Majesté déclarer  
 » son intention estre que lesdits Chanoines

» résidants & desservans leurs dites prében-  
 » des, soient, nonobstant ce qui est porté  
 » au dit édit, excusés de la résidence de leurs  
 » dites cures, en commettant, pour les des-  
 » servir, personnages-suffisans & capables, &  
 » qui soient tels approuvés par les évêques  
 » diocésains.

#### R É P O N S E.

» Ordonne, au surplus, le dit Seigneur  
 » que, en faisant par les Chanoines prében-  
 » dez résidence en leurs prébendes & pour-  
 » voyans de Viccaires suffisans rescœur & ap-  
 » prouvez par les Evêques diocésains des  
 » dites cures, ceux qui sont de présent  
 » pourvez des dites prébendes & cures,  
 » desservans actuellement en leurs prébendes,  
 » seront excusés de la résidence de leurs cures;  
 » sans toutefois le tirer à conséquence pour  
 » ceux qui seront pourvus à l'advenir ».

En 1561, à l'époque des articles ci-dessus,  
 il étoit en outre imposé quatre décimes sur  
 les fruits des bénéfices (1); les Ecclésiastiques  
 payoient, de plus, les tailles pour les biens-

---

(1) Histoire Ecclésiastique de Fleuri, édition de  
 Nîmes, 1789, tome 21, livre 157, n°. 31, page 499.

fonds qu'ils possédoient, & tous les impôts sur les denrées, marchandises, &c., comme les autres citoyens. Ils contribuoient encore pour leur quote-part aux frais de police & à ceux des fortifications des villes. Ils étoient obligés, par des sentences des juges présidiaux & divers arrêts des cours de Parlement, de remettre aux Maires, Echevins ou Consuls des différentes municipalités où étoient situés leurs bénéfices, *le tiers, quart ou autre quotité ou quantité de leur revenu*, pour être employé en aumône.

Dans ces temps de trouble & de nécessité, la Nation en corps avoit cru que, malgré ces contributions, le Clergé devoit encore contribuer de ses biens-fonds aux besoins de la société. D'après cela, il fut ordonné que ces biens-fonds seroient vendus. Le Clergé, voulant parer à cette vente, offrit de payer extraordinairement neuf millions six cent mille livres dans six ans, c'est-à-dire, un million six cent mille livres tous les ans; & les autres Ordres s'obligèrent en même temps à une contribution également extraordinaire, comme on le voit dans la délibération des Etats de Languedoc, ci-dessus rapportée, page 134; & ces derniers Ordres payerent leur quote-part, tandis que le Clergé chercha, à l'abri

de cette contribution extraordinaire, à se libérer de celles qu'il avoit jusques-là payées, & qu'il parvint même à ne pas réellement payer celle-là, puisque jusqu'à aujourd'hui il n'en a payé que les intérêts.

Il est à propos d'observer que jusques-là le Clergé de tout le royaume n'avoit pas été assemblé en corps à raison des contributions ou subsides; les assemblées du Clergé, qui depuis cette époque se sont régulièrement succédées, ont pris leur origine de l'assemblée de Poissy; les délibérations, *actes*, & mémoires du Clergé, rédigés en 13 vol. *in-fol.*, ne remontent pas au dessus; & on n'auroit pas même inséré le contrat de Poissy & les articles de Saint-Germain-en-Laye, si le Rédacteur ne les eût trouvés dans le Recueil d'Antoine Fontanon.

En suivant ce plan, le Clergé présenta cette contribution comme un amortissement ou une extinction des contributions qu'il payoit ci-devant; il n'eut garde de dire, comme il l'a fait depuis cette époque, qu'il n'étoit point tenu de contribuer aux besoins de la Société; que les dons volontaires qu'il faisoit étoient purement *charitatifs*, &c. Il demanda seulement, dans l'article 15, ci-dessus rapporté, après avoir énoncé dans les précédens & dans



celui-là même tous les impôts présens ou à venir auxquels ils étoient sujets, de ne pouvoir être évincé dans cet affranchissement. Les termes dont il se sert sont remarquables : NE SOIENT PAREILLEMENT SUJETS AU RACHAT QUI SE POURROIT FAIRE CY-APRÈS DES DITES IMPOSITIONS PAR LES AUTRES DEUX ETATS.

Il résulte de cela seul, que le Clergé se croyoit bien & légitimement obligé de contribuer aux impôts énoncés dans ces articles, dont il demandoit d'être affranchi à l'avenir ; & ce toujours à raison de cette contribution extraordinaire qu'il offroit au Roi, comme devant à jamais lui tenir lieu de toute contribution établie ou à établir.

Pour réduire à leur juste valeur les prétentions du Clergé, il faut observer, 1°. si ces prétentions sont relatives aux vues qui déterminèrent l'Assemblée des Notables en 1561 ; 2°. si les sommes offertes par le Clergé peuvent, par leur capital, représenter des intérêts équivalens à la quote-part des contributions que les Ecclésiastiques payoient à cette époque.

Quant au premier objet, il est bien assuré que les autres Ordres de l'Etat n'entendoient pas que, moyennant cette contribution, le

Clergé fut exempt à l'avenir des contributions qu'il avoit accoutumé de payer; il n'en est rien dit dans les délibérations qui y ont rapport, & on voit qu'un an après, les Etats du Languedoc ayant destiné 300,000 liv. pour être employées à soumettre des rebelles, la quote-part du Clergé fut 100,000 liv. que cet Ordre paya sans aucune réclamation (1).

A l'époque de 1561, on voit, par l'Histoire Ecclésiastique de M. de Fleury (2), que le Clergé payoit quatre décimes, & que cette autre contribution extraordinaire fut établie indépendamment de ces quatre décimes. On voit également dans l'Histoire, que par le mot *décimes*, on n'entendoit pas dans ce temps-là, comme aujourd'hui, une quote-part de contribution vague & indéterminée; mais bien un dixième effectif; que le vingtième étoit dit *demi-décime*, & qu'on désignoit le cinquième par la dénomination *double décime*, &c.

En parcourant le Recueil d'Antoine Fontanon, édition de Paris, 1585, on voit que les

---

(1) Tome 5., livre 38, n°. 104, page 245.

(2) Tome 21 livre 157, n°. 31, page 499 de l'édition de Nîmes en 1780, in-8°.

Sénéchaux faisoient très-souvent de nouvelles évaluations des revenus des bénéfices de leur ressort; & que c'étoit d'après ces évaluations que les Ecclesiastiques payoient leurs décimes; & en outre le tiers, quart, ou autre quotité ou quantité de leurs revenus, en aumônes.

Les Etats Généraux, ou Assemblée des Notables à Pontoise, délibérant sur les moyens de remplir le vuide des finances, proposèrent au Roi de faire vendre une partie des biens ecclesiastiques sous certaines réserves, ou d'imposer un vingtième sur tous les fruits du Clergé; il répugne au sens commun de croire que, pour une si modique contribution, ces Notables eussent entendu & consenti que le Clergé contribuant pour lors de quatre dixièmes de ses revenus aux besoins de la société en général, contribuant pour sa quote-part aux frais de police, donnant encore le tiers ou le quart de ces revenus en aumônes, fût libéré à perpétuité de ces contributions, moyennant une somme qui n'égalait pas, à beaucoup près, ce qu'il payoit tous les ans; outre cela, on avoit ordonné que les Ecclesiastiques vendroient partie de leurs biens-fonds pour fournir à cette modique contribution; on leur permit encore, par des lettres patentes du mois de mai 1562, de

vendre & engager les joyaux, vaisseaux, meubles précieux, & constituer rente sur leurs immeubles, pour fournir promptement la somme de 300,000 liv. (1).

Ces prétentions à un affranchissement perpétuel ne pourroient avoir quelque fondement apparent, qu'autant que cette contribution pourroit représenter le capital des sommes que le Clergé payoit annuellement avant cette époque pour sa quote-part des contributions nécessaires à la Société. Pour faire disparaître l'obscurité que les changemens de valeur dans les monnoies pourroient occasionner, je crois qu'il est à propos de les réduire au cours actuel.

En 1561, le Clergé s'obligea de payer neuf millions six cent mille livres dans six ans; c'est-à-dire, un million six cent mille livres tous les ans; d'après les tables de M. le Blanc, que j'ai suivies dans les observations & calculs précédens, ces sommes se portent pour les six années à 42,998,918 l. 18 s. 6 d., dont l'intérêt seroit, en le calculant au denier vingt, 2,149,945 liv. 18 s. 9 d.; & cependant le Clergé ne paye réellement que 480,000 l., produit des neuf millions six cent mille livres; plus des deux tiers des intérêts

---

(1) Recueil de Fontanon, tome 4, page 1150.



que paye le Clergé sont au denier vingt-cinq, ce qui en allège le poids, & l'époque de cette contribution extraordinaire est la première des dettes du Clergé, comme on le verra ci-après.

A cette même époque, la quote-part des impositions sur le Languedoc, sans compter celles qui avoient pour objet la libération des dettes de l'Etat, & celles qui étoient nécessaires pour les frais & dépenses de la province & la solde de la Gendarmerie, étoient 370,000 livres (1) (1,6,7,500 liv.): cette province étant considérée comme un treizième du royaume, l'impôt ordinaire devoit s'élever à 21,547,500 liv.

Il est généralement reconnu que les revenus du Clergé sont, dans quelques provinces du royaume, d'un à trois ou à deux, eu égard aux particuliers propriétaires; dans certaines parties, d'un à cinq ou à quatre, mais probablement dans d'autres ils ne sont que d'un à six & à sept: pour ne pas suivre toutes ces distinctions, je crois pouvoir faire un calcul qui me paroît bien simple.

Le Clergé jouit & prélève le dixième de tous les revenus fonciers du royaume, même

---

(1) Tome 3, page 209.



sur les droits seigneuriaux qui ne se perçoivent en nature qu'après la dixme ; les frais de culture & d'exploitation sont en général évalués à la moitié du produit des fonds ; le Clergé n'étant assujéti à aucuns frais, à aucunes avances il se trouve réellement jouir du cinquième de tous les revenus fonciers ; & pour qu'il eût payé à cette époque relativement à ces revenus , il auroit dû payer pour sa quote-part des seules contributions ordinaires, 4,309,500 livres , & d'après cela il se seroit trouvé en reste à cette époque , pour ces mêmes contributions, de la somme de 2,159,554 liv. 1 s. 3 deniers , en supposant que les intérêts eussent augmenté en proportion de la valeur de l'argent ; mais ne payant que 480,000 livres , il se trouve un reste de 3,828,500 livres ; d'où il résulte que cette contribution extraordinaire ne peut être considérée comme un affranchissement des contributions que le Clergé avoit jusques-là payées.

On dira peut-être qu'il est des fruits qui ne sont pas assujétis à la dixme ; j'en conviens ; mais en même temps on ne peut disconvenir que le Clergé possède des biens-fonds considérables qui ne sont point assujétis à la contribution , & sans craindre d'exagérer , je crois pouvoir assurer que le revenu

de ces biens équivalant ou même surpassant le produit des dixmes des fruits qui n'y sont pas assujettis.

Du moment que le Clergé eut commencé de payer en corps les quote-parts des contributions nécessaires aux besoins de l'Etat, & que les Assemblées, pour cet effet, eurent pris la forme qu'elles ont conservée, chaque nouvelle contribution a été précédée de quelque demande de sa part. Ces demandes, considérées ainsi à part les unes des autres, paroissent peu de chose; réunies, elles forment des objets considérables. En 1562, le Clergé commença par obtenir la permission de constituer des rentes sur les immeubles des Ecclésiastiques (1). En 1563, il obtint un délai d'un an pour pouvoir retirer & racheter toutes les seigneuries, terres & autres immeubles quelconques vendus en vertu de l'édit d'aliénation (2). Ce délai n'ayant pas suffi, le Clergé obtint encore en 1564 une prolongation du terme à eux fixé pour ce rachat (3).

Tous ces délais ne suffisoient pas au

---

(1) Fontanon, tome 4, page 1250.

(2) *Idem*, tome 4, page 1266.

(3) *Idem*, tome 4, page 1277.

Clergé, parce que ce rachat ne pouvant être fait qu'avec de l'argent comptant, & que les Ecclésiastiques n'ayant que l'usufruit de leurs biens, ils ne vouloient pas, chacun en particulier, avancer des capitaux pour leurs successeurs. D'après cela, le Clergé demanda & obtint en 1566 une nouvelle prolongation de délai pour faire le rachat de leurs terres, & en outre qu'il fût donné pouvoir « aux Députés d'iceux, établis à Paris, » de trouver & prendre argent à rente, par » le moyen des Prévost des Marchands & » Eschevins d'icelle ville, pour parfaire le » dit rachapt (1) ». Et ces rentes sont les plus anciennes de celles constituées sur le Clergé.

La même année 1566, le Clergé obtint des lettres patentes contenant inhibitions & défenses de procéder dorénavant à aucune recherche, information ou inquisition du revenu annuel des gens du Clergé du Royaume (2).

Après ces deux lois, les biens & revenus du Clergé cessant d'être connus, il devenoit difficile d'assigner, sur les biens de chacun

---

(1) *Idem*, tome 4, page 1278.

(2) Fontanon, tome 4, page 1253.

des bénéficiers en particulier, la quote-part des contributions qu'il devoit supporter ; & le Clergé payant en corps & ayant la permission d'emprunter , il se trouvoit ne payer réellement que l'intérêt de ces contributions ; ce qui tournoit à son avantage , puisque ces mêmes intérêts ne représentoient pas , à beaucoup près , la somme des contributions qu'il auroit dû payer , & dont il avoit en vue d'être exempté à l'avenir.

En 1568, on exigea une autre contribution du Clergé , qui , de son côté , demanda de nouveaux privilèges. En conséquence , par des lettres patentes de cette année , il fut permis aux Ecclésiastiques de vendre l'argenterie de leurs églises , faire des baux à longues années ou en emphytéose , ou vendre à faculté de rachat (1).

Dans ces temps de troubles & de guerres civiles qui agitèrent la fin du seizième siècle , le Gouvernement crut que cette forme de contribution sur le Clergé étoit la plus analogue au bien de l'Etat. Les ressources momentanées , qui depuis ont été connues sous la dénomination d'opérations des finances ,

---

(1) Fontanon , tome 4 , page 1155.

étoient encore ignorées ; & dans des momens d'un besoin pressant, le Gouvernement, suivant en cela le vœu de tous les Ordres de l'Etat, demandoit au Clergé une contribution extraordinaire. Celui-ci, toujours attentif & près de ses intérêts, opposoit la difficulté de pouvoir fournir de suite les sommes demandées ; il lui falloit, pour les surmonter, une permission de vendre, d'engager, d'emprunter à terme, en rente constituée, ensuite d'emprunter aux mêmes conditions, pour racheter ce qu'il avoit vendu ; & peu soigneux d'acquitter ses engagements envers les prêteurs & les acquéreurs, cette négligence, présentée comme le résultat d'une impossibilité absolue, lui servoit encore de prétexte pour fournir moins ou se procurer de plus grands avantages.

L'année d'après, il se trouvoit avoir été levé & perçu sur le Clergé depuis l'époque du contrat de Poissy, c'est-à-dire, dans les dix-sept années qui s'étoient écoulées, 62,441,257 livres 6 sous 3 deniers. De plus, les biens de l'église étoient, à cette époque, dévastés par les guerres civiles & de religion. Ces considérations ou autres firent ajouter aux exemptions dont il jouissoit déjà, celles énoncées dans des lettres patentes du 20 mars



1577 : Et iceux exempte & exemptons de guet, garde des portes, sentineles, rondes, contributions des magasins, munitions, fournitures, estapes, logis des gens d'armes, & autres contributions pour le fait des guerres, & généralement toutes les immunités portées, &c. (1). Il faut observer que ces lettres se réfèrent à d'autres, & que, les parcourant toutes en remontant jusques au contrat de Poissi, on voit que ces exemptions ne devoient avoir lieu que pendant le temps que le Clergé payeroit la subvention, qui y est énoncée.

Depuis le règne de S. Louis en 1269, jusques en 1561, c'est-à-dire, pendant le cours de près de trois siècles, je n'ai trouvé nulle part que les contributions de l'Ordre ecclésiastique pour sa quote-part des besoins de la société, fussent des dons gratuits & purement *charitatifs*. De 1561 à 1577, cet Ordre fut assujetti, d'après le vœu de la Nation, à des contributions extraordinaires ; mais, de tous les temps, habile à profiter des circonstances, il sut faire servir ces modiques contributions, dont jusqu'à aujourd'hui il n'a payé

---

(1) Fontanon, tome 4, page 1336.

que les intérêts à quatre ou cinq pour cent, à l'affranchissement des contributions ordinaires, bien plus considérables. Pour être assuré de la vérité de ce fait, il ne faut que parcourir les textes ci-dessus rapportés, & comparer les intérêts que paye actuellement le Clergé, avec ce à quoi se porteroit sa quote-part des contributions actuellement établies sur les revenus des fonds.

C'est en vain que le Clergé veut établir aujourd'hui qu'il n'est pas tenu de contribuer aux besoins de la société en proportion des avantages que cette société lui procure. Il est prouvé qu'il y a contribué dans cette proportion jusques en 1561; & quand bien même on n'en trouveroit pas les preuves dans l'Histoire, celles qui résultent des articles de Saint-Germain en Laye en 1561, & de toutes les lettres patentes qui y sont relatives, jusques en 1577, suffisent pour prouver cette obligation.

En effet, lorsqu'à cette époque on lui demanda une contribution extraordinaire, il ne dit pas qu'il ne pouvoit y être assujetti, il ne réclama pas les privilèges qu'il prétend tenir des anciens Rois, *vrais protecteurs de l'église*; mais bien qu'il lui étoit impossible d'y satisfaire, à moins qu'il ne fût dispensé,

suivant l'article 4, *des réparations, hormis les nécessaires, & les aumônes, hormis celles qui sont de fondation.* La réponse à cet article l'assujettit toujours aux frais de police des villes (1).

Dans l'article 15, le Clergé demande de *n'être compris à aucunes impositions faites ou à faire, &c.* La réponse à cet article porte, *que durant le temps que les gens d'église contribueront, &c., ne seront imposés à aucunes autres décimes ou emprunts particuliers.* Mais ce n'est pas là un affranchissement des impositions générales & qui pût porter à perpétuité sur les contributions nécessaires à la société, & bien moins un affranchissement des contributions aux frais de police, c'est-à-dire, aux frais communs des provinces, sénéchaussées, diocèses & municipalités, qui étoient inconnus à cette époque, & qui sont aujourd'hui devenus très-considérables, à raison de la construction & entretien des canaux, chemins, ponts & chaussées, dont le Clergé profite, comme les autres Ordres de la société.

---

(1) Fontanon, tome 4, titre 24, page 1241. Mémoires du Clergé, tome 13, page 959.

Il résulte de ces dernières observations, qu'à l'époque où le Clergé commença de contribuer en corps, & indépendamment des autres Ordres de la société, il ne paya pas dans la proportion à laquelle il auroit dû être assujéti. Il reste à voir dans quelle proportion il paye aujourd'hui.

D'après mes observations, je crois qu'on pourroit évaluer les revenus dont jouit le Clergé au cinquième des revenus fonciers de la société. M. Necker croit (1) qu'il n'est qu'un cinquième trois quarts. Pour éviter des calculs, je ne le considérerai que comme un sixième ; & , d'après cela , le Clergé devroit payer le sixième des contributions établies sur les fonds. Il reste à voir à combien se porte la somme de ces contributions, & si le Clergé en paye sa quote-part.

Commencant par les vingtièmes (2), on doit considérer comme impôt territorial portant sur les revenus fonciers, 54 millions, quoiqu'ils s'élèvent à 55 millions 500 mille livres. La taille, qui est 91 millions, ne peut être considérée établie sur les revenus fonciers

---

(1) Tome 2, chap. 9, page, 211.

(2) Administration des Finances, tome 2, chap. 6, page 104 & suiv.

que pour 81 millions ; & la capitation , qui s'élève à 42 millions , ne doit être rangée dans cette classe que pour 22 millions. Toutes ces sommes reviennent à celle de 157 millions , dont le sixième seroit 26 millions 500 mille livres.

Suivant le Traité de l'Administration des Finances (1),  
 » le total des impositions , à la charge du Clergé de  
 » France , est environ . . . . . 10,050,000 L.

» Le Clergé ne dispose cependant  
 » que de neuf millions huit cent mille  
 » livres , puisque deux cent cinquante  
 » mille livres , provenans des oblats ,  
 » sont payés à l'Hôtel Royal des In-  
 » valides.

» Le Roi , de plus , a pris l'enga-  
 » gement de faire remettre à la caisse du  
 » Clergé , pendant un certain nombre  
 » d'années , deux millions cinq cent  
 » mille livres , ci . . . . . 2,500,000

» Ces deux articles se montent à  
 » 12 millions 300 mille livres , & c'est  
 » la somme employée par le Clergé  
 » de France à l'acquit des diverses dé-  
 » penses publiques dont il est chargé ,  
 » ci . . . . . 12,300,000

» Voici l'énumération succincte de ces  
 » dépenses.

---

(1) Tome 1 , chap. 2 , page 214 & suiv.



» Cinq millions 800 mille liv. ; l'in-	
» térêt de 134 millions formant le capi-	
» tal de la dette générale du Clergé	
» au commencement de 1784, ci . . .	5,800,000
» Quatre cent mille livres, les arré-	
» rages d'anciennes rentes sur les Hôtels	
» de Ville de Paris & de Toulouse dont	
» le Clergé fait les fonds entre les mains	
» des Payeurs particulieres, ci . . .	400,000
» Cent mille livres, rente consen-	
» tie par le Clergé en faveur de l'Or-	
» dre de Saint-Lazare, ci . . . . .	100,000
» Sept cent mille liv., les intérêts des	
» dettes contractées anciennement par	
» différens diocèses, ci . . . . .	700,000
» Quatre millions cent mille livres,	
» les remboursemens sur la dette de	
» 134 millions, ci . . . . .	4,100,000
» Quatre cent mille livres, les	
» frais d'assemblée, les appointemens	
» des agens & des autres Officiers du	
» Clergé & le traitement du Receveur	
» général, ci . . . . .	400,000
» Cent mille livres, les pensions	
» aux Nouveaux Convertis & les grati-	
» tifications aux Ecrivains religieux, ci .	100,000
» Cent cinquante mille livres, les	
» secours accordés à des Prêtres vieux	
» & infirmes, & diverses dépenses des	
» séminaires, ci . . . . .	150,000

- » Cinq cent cinquante mille livres,
- » les frais de remboursement des déci-
- » mes & quelques autres frais d'admi-
- » nistration dans les diocèses, ci . . . 550,000

---

Total . . . 12,300,000 L

Dans ces 12,300,000 livres des dépenses du Clergé, je ne vois rien qui tourne à l'avantage de l'Etat, & qui contribue aux dépenses qu'il est obligé de faire ; j'y vois au contraire une charge pour la société dans les deux millions cinq cent mille livres que le Roi s'est obligé de faire remettre tous les ans à la caisse générale du Clergé, sur-tout dès qu'il n'est pas dit pourquoi & comment cela a été ainsi convenu.

Les seuls articles de ces dépenses qui pourroient être regardés comme contributions utiles à l'Etat, seroient les intérêts & remboursement des dettes contractées pour la société ; mais il faudroit pour cela que ces sommes réunies s'élevassent & se fussent élevées dans tous les temps à la quote-part des contributions que le Clergé doit & auroit dû supporter relativement à ses revenus.

Si on fait les mêmes observations, en remontant d'époque en époque jusques en 1561,

on verra que ces contributions prétendues extraordinaires n'ont jamais représenté la quote-part des contributions ordinaires auxquelles le Clergé auroit dû être assujetti ; d'où il résulte que ces intérêts & remboursement partiel du capital ne peuvent être considérés comme une contribution utile à la société , mais bien particulière au Clergé , & à l'abri de laquelle il ne peut se dispenser de contribuer envers la société , relativement aux avantages que cette même société lui procure. En effet , si les Ecclésiastiques avoient continué de contribuer comme avant 1561 , ils auroient toujours payé leur quote - part , & le Clergé en corps ne devoit actuellement rien : à cette époque , on leur demanda une contribution extraordinaire ; ils l'accordèrent, en demandant quelques exemptions , dont ils obtinrent la plus grande partie ; ce qui , pas à pas , les a mis à même de se dispenser des contributions ordinaires , bien plus considérables, qu'ils avoient jusques-là payées.

Cette assertion peut paroître extraordinaire ; mais , pour prouver qu'elle est vraie , & sans rechercher des exemples dans des temps reculés , celui de l'affranchissement de la capitation , dans ce siècle-ci , suffira.

Suivant

Suivant le *Traité des Finances* (1), le Clergé a payé, de 1695 jusques en 1698, & de 1701 jusques en 1710, quatre millions de capitation. A cette dernière époque, il s'en racheta, moyennant vingt-quatre millions, que le Clergé emprunta, & qu'il n'a pas encore payées (2), dont l'intérêt, à 5 pour 100, revient à 1,200,000 livres; moyennant quoi, le Clergé a gagné sur ce seul article 2,800,000 livres tous les ans.

Il paroît difficile d'assigner avec précision quels sont les motifs qui ont pu déterminer de pareils arrangemens. Suivant le *Traité des Finances* (3), « c'est le mélange des dons » gratuits, des emprunts, des rembourse-  
 » mens, des réductions d'intérêt, & des se-  
 » cours donnés par le Roi pour faciliter ces  
 » opérations, qui a toujours rendu très-confus  
 » pour l'administration, le jugement qu'elle  
 » devoit porter sur les offres du Clergé; &  
 » souvent, il faut en convenir, elle a été  
 » plus reconnoissante qu'il n'étoit nécessaire;  
 » mais les Ministres des Finances, jaloux de

(1) Tome 1, chap. 9, page 223.

(2) Tome 2, chap. 9, page 223.

(3) Tome 1, chap. 9, page 226.

« passer auprès de leur maître pour adroits  
 » en négociation, ont souvent exalté ce qu'ils  
 » avoient obtenu; & le Clergé, plus posé-  
 » ment habile, les a laissés jouir tranquille-  
 » ment de cette petite gloriole ».

Il seroit bien singulier que le Clergé voulût aujourd'hui faire considérer cet arrangement dans les finances comme ayant été utile à la société en général, & prétendre ne pouvoir être assujetti de nouveau à la capitation, sans qu'on lui remboursât ces 24,000,000. Tout ce qu'il pourroit demander, seroit qu'on les lui tint en compte, si on vouloit exiger de lui les arrérages des sommes qu'il auroit dû payer pour sa quote-part. En 1710, le Clergé, payant annuellement quatre millions de capitation, sur profiter des circonstances & des nécessités pécuniaires de la société; il en offrit vingt-quatre, ce qui n'étoit qu'une avance de six années. Les besoins du moment ou autres considérations firent accepter cette offre. Si l'Etat avoit emprunté pareille somme, & qu'il en eût assuré & établi le remboursement sur la capitation du Clergé, le capital de cet emprunt auroit été acquitté dans six années, en y ajoutant les intérêts, les frais des négociations, les, &c.; & portant le tout au plus haut prix, douze années



auroient certainement suffi; & depuis 1722 jusques en 1787, 65 années, à quatre millions, auroient procuré à la société une contribution de deux cent soixante millions, que rien ne représente, de la part du Clergé, pour le seul article de la capitation.

Si l'on recherchoit avec attention l'origine de toutes les dettes du Clergé, on seroit convaincu qu'il n'en existeroit aucune, s'il avoit payé tous les ans, depuis 1561, la moitié de ce à quoi se seroit portée sa quote-part des contributions nécessaires à la société; mais de ce que cet Ordre, cherchant à faire corps à part, à payer en corps les contributions auxquelles les différens individus dont il est composé étoient tenus envers la société, de ce que cet Ordre, *plus posément habile*, a adopté un mauvais régime, doit-il s'ensuivre que les autres Ordres de la société en soient les victimes, & qu'ils supportent ce à quoi il seroit tenu? Voilà ce qui ne me paroît pas raisonnable.

Si un riche particulier de la société, dans les vues de ne rien diminuer dans ses dépenses, de ne rien retrancher des prodigalités du luxe dans lequel il lui a plu de vivre, empruntoit, tous les ans, le montant de sa quote-part des contributions nécessaires à

cette même société , & que se trouvant dans peu d'années assujetti à des intérêts qui égaleroient la somme de sa quote-part de ces contributions , il prétendit , d'après cela , en être exempt à l'avenir , cette prétention seroit à coup sûr regardée comme ridicule , & on ne manqueroit pas de lui dire : Vendez une partie de votre bien pour payer vos dettes ; vos acquéreurs contribueront , en proportion du revenu de ces mêmes biens , aux besoins d'une société qui ne peut être assujettie à supporter les suites de votre inconduite. Le Clergé est bien éloigné de cette hypothèse , puisqu'il n'a jamais payé depuis 1561 , tant en capital qu'en intérêts , la moitié de ce qu'il auroit payé , si à cette époque il n'avoit pas commencé de faire corps à part.

Il résulte de l'état des impositions sur le Clergé , dont nous venons de parler , & de celui de l'emploi des sommes qui en proviennent , que , des dix millions cinquante mille livres imposés sur le Clergé , & des deux millions cinq cent mille livres que le Roi fait remettre tous les ans dans la caisse de ce même Clergé , il n'en est aucune partie qui puisse représenter à la société la quote-part des contributions nécessaires pour procurer à cette société les avantages dont cet

Ordre jouit, ainsi que les autres dont elle est composée, & que ces sommes sont en entier employées à l'acquit de diverses dépenses particulières au Clergé. Malgré cela, dans le relevé des revenus de l'Etat (1), il est énoncé trois millions quatre cent mille livres, qu'on dit être versées dans le trésor royal, provenant du don gratuit du Clergé ; mais cette somme n'étant point imposée sur le Clergé, & ne pouvant être prélevée sur les intérêts ou rentes qu'il paye, ni sur les pensions, gages, gratifications, frais de recouvrement de décimes, &c. ; elle ne peut l'être que sur les sommes destinées au remboursement du capital de ses dettes ; & , d'après cela, le Clergé ne fait des dons gratuits, qu'autant que le Gouvernement le dispense de payer ses dettes, & cette dispense perpétue en même temps le spécieux prétexte de ne pouvoir être assujetti à des contributions ordinaires très-considérables, tout le temps que cet Ordre sera dans le cas de payer des intérêts à raison des modiques contributions prétendues extraordinaires.

---

(1) Encyclopédie par ordre des matières, Finance, Art, Revenu.

D'après les observations ci-dessus, cette somme de trois millions quatre cent mille livres paroît être la seule qui pourroit être considérée comme contribution utile à la société ; mais cette même somme se trouve réduite à peu par les deux millions cinq cent mille livres que le Roi fait verser annuellement dans la caisse générale du Clergé ; ce qui réduit cette première somme à celle de neuf cent mille livres pour toute contribution utile, & ce qui se trouve bien éloigné des 26 millions 100 mille livres, qui sont le sixième des contributions établies sur les revenus fonciers du royaume.

On ne sauroit regarder comme contributions utiles à la société, les intérêts & les remboursemens que le Clergé acquitte ; & dans le vrai, s'il ne devoit rien, il payeroit toujours assez ; mais si, de droit commun, cet Ordre doit contribuer aux besoins de la société, relativement aux avantages qu'elle lui procure, comme je crois l'avoir démontré ; s'il y a contribué dans cette proportion jusqu'à l'année 1561, comme il est prouvé par l'Histoire, on ne sauroit regarder comme contributions utiles de modiques intérêts qui ne représentent qu'une petite partie des contributions que cet Ordre doit à la société,



intérêts qui depuis long-temps n'existeroient plus, si le Clergé n'avoit pas adopté un mauvais régime dont les suites doivent retomber sur lui seul.

De courtes observations sur la forme de répartition adoptée & suivie par le Clergé, sur les individus dont il est composé, me paroissent devoir être une suite de celles sur la quote-part des contributions que le Clergé en corps acquitte envers la société.

#### §. IX.

#### *Forme actuelle de répartition sur le Clergé.*

En suivant toujours le même *Traité des Finances* (1), on voit que « le Clergé de » France ne distribue point ses impositions » en raison exakte du revenu respectif des » bénéfices, & sans acception d'aucune autre » circonstance. Il a sagement profité des » moyens que lui donne une administration » d'une étendue limitée, pour adopter une » forme de répartition où les principes d'é- » quité semblent encore mieux observés.

---

(1) Tome 2, chap. 9, page 215 & suiv.



» C'est donc dans une vue digne d'éloges,  
 » que l'Assemblée générale du Clergé de  
 » France a partagé les contribuables en huit  
 » classes, & qu'elle a ensuite fixé des règles  
 » de proportion différentes pour les bénéfices  
 » compris dans chacune de ces divisions.  
 » La première est composée des offices  
 » claustraux & des bénéfices simples, tels  
 » que les abbayes & les prieurés séculiers  
 » ou réguliers, qui n'exigent pas résidence.  
 » La seconde classe est composée de la  
 » partie des archevêchés, évêchés, abbayes,  
 » cures, canonicats, menfes conventuelles,  
 » prébendes, &c., les plus considérables en  
 » revenu, & qui obligent en même temps à  
 » la résidence.  
 » Toutes les autres classes ne diffèrent de  
 » la seconde que par la moindre importance  
 » graduelle du revenu des bénéfices qui y  
 » sont compris, & les plus modiques sont  
 » rangés dans la huitième & dernière classe.  
 » Les bénéfices de la première classe sont  
 » taxés à raison du quart de leur revenu  
 » imposable; les bénéfices de la seconde  
 » classe, à raison d'un sixième, & ainsi de  
 » suite, en dégradant jusqu'à la dernière,  
 » qui n'est imposée qu'à raison d'un vingt-  
 » quatrième.

» Cette classe est principalement composée  
 » des Curés à portion congrue, &c. »

» Ce Traité ne suivant pas au delà la division  
 de ces classes, je fais d'ailleurs que la troi-  
 sième, qui est taxée au septième, est composée  
 des archevêchés qui ont moins de trente-six  
 mille livres de revenu, des évêchés qui en  
 ont moins de dix-huit mille, des cures entre  
 quinze & dix-huit cents livres, des canoni-  
 cats ou prébendes au dessous de douze cents  
 livres.

» La quatrième classe est taxée le neuvième;  
 la cinquième, dans laquelle commencent à  
 entrer les cures à portion congrue, l'est au  
 dixième; & les trois dernières le sont au  
 douzième, seizième, & vingt-quatrième.

» Cette forme est trop éloignée de l'égalité,  
 qui de droit commun doit être la base de  
 toute répartition.

» Premièrement elle est en contradiction avec  
 ce principe du droit commun, qui veut que  
 chacun contribue relativement aux avantages  
 qu'il retire ou doit retirer de la société à  
 qui cette contribution est nécessaire; & si  
 quelque chose pouvoit faire admettre une pa-  
 reille inégalité, elle devroit être établie d'après  
 les revenus des Bénéficiers, & non d'après la  
 dénomination sous laquelle les bénéfices ont

été érigés. On voit sous la même dénomination des bénéfices de tout revenu, dont les titulaires n'ont que l'usufruit, & même un usufruit qu'on peut considérer comme précaire, attendu les différens changemens occasionnés par des permutations, par des démissions combinées avec les Collateurs; ce qui tantôt réunit plusieurs bénéfices sur la même tête, tantôt les divise. Si dans ces circonstances un Ecclésiastique ayant accaparé cent mille livres de rente en bénéfices, de quelle classe qu'ils fussent, étoit taxé à cinquante mille, il n'y auroit pas grand mal; il lui resteroit encore de quoi vivre, & même des moyens suffisans pour pratiquer de bonnes œuvres; dans le cas contraire, la somme de cent livres, à laquelle sera portée la quote-part du pauvre Ecclésiastique, sera prise sur son strict nécessaire, & il est en France une infinité de bénéfices au dessous de quatre cents livres de revenu, qui sont dans le cas d'être taxés le quart.

De plus, cette forme spécieuse présente des difficultés dont la solution ne me paroît pas aisée. Quand l'Assemblée du Clergé a partagé ses contribuables en huit classes, & qu'elle a ensuite fixé des règles de proportion différentes pour les bénéfices compris dans cha-

une de ces divisions (1); elle connoissoit sans doute le revenu de chacune de ces classes; & pour pouvoir les assujettir au quart, sixième, septième, &c. de leurs revenus, il falloit qu'elle connût en même temps à combien se portoit la somme totale de ses dépenses, qui, d'après le Traité sur l'administration des finances, est fixée à 10,050,000 liv.

Les revenus du Clergé de France se portent à cent dix millions (2), d'où il résulte que ses contributions sont à peu de chose près un onzième de ses revenus; il faudroit par conséquent que les revenus des bénéfices taxés au dessus du onzième, fussent en proportion avec le revenu de ceux au dessous de ce même onzième.

La première classe étant composée des offices claustraux & des bénéfices simples, tels que les abbayes & les prieurs séculiers ou réguliers, qui n'exigent pas résidence; la seconde de la partie des archevêchés, évêchés, abbayes, cures, canonicats, menses conventuelles, prébendes, &c. .... les plus

---

(1) Tome 2, chap. 9, page 115.

(2) Tome 2, chap. 9, page 119.



considérables en revenu, & qui obligent en même temps à la résidence.

La troisième, des archevêchés qui ont moins de trente-six mille livres de revenu, des évêchés qui ont moins de dix-huit mille livres, des cures entre quinze & dix-huit cents livres, & des canonicats ou prébendes au dessous de douze cents livres; je ne vois pas qu'il reste beaucoup de bénéfices pour les classes restantes, sur-tout si l'on fait attention qu'il y a des cures à la congrue rangées dans la cinquième classe, c'est-à-dire cotisées le dixième; d'où il résulte évidemment que les revenus des bénéfices taxés moins du onzième, ne sont point en proportion avec ceux des bénéfices qui sont taxés au dessus de ce même onzième.

Je crois que sans s'éloigner du vrai on pourroit considérer comme égaux en revenu les bénéfices de la première & seconde classes; ceux de la première étant taxés le quart, ceux de la seconde le sixième, les deux classes réunies se trouveroient devoir être cotisées le cinquième de leur revenu.

En admettant (ce que je ne crois pas) que le Clergé de France ne jouisse que de cent dix millions de revenu; en admettant (ce que je crois encore moins) que les revenus des deux



premières classes ne soient que la moitié de cette même totalité, il en résulteroit que le cinquième de ces bénéfices excéderoit de neuf cent cinquante mille livres les sommes imposées sur le Clergé, & que les classes restantes n'auroient rien à payer.

Quand bien même on prétendrait que le revenu des deux premières classes ne s'élève pas à la moitié de la totalité de ceux du Clergé, on ne sauroit tout au moins disconvenir que les revenus des trois premières classes n'excèdent de beaucoup cette même moitié; & en les réduisant à la moitié, & en considérant ces trois premières qui sont cotisées le quart, sixième, & septième, comme ne contribuant, réunies ensemble, que le sixième, il s'ensuivroit que des 10,050,000 l. imposées sur le Clergé, il ne resteroit que 883,334 liv. pour être départies sur les cinq classes restantes, parmi lesquelles il en est deux qui payent plus du onzième: d'après cela, si on commence la répartition par les premières classes, il n'est pas possible que les dernières soient cotisées relativement au tarif.

Si au contraire on commence la répartition par les classes inférieures, d'après le tarif, il n'est pas possible qu'on puisse assujettir à ce

même tarif tous les individus des premières classes; & si certains Bénéficiers de ces premières classes payent exactement le quart, fixième, ou septième, il faut de nécessité qu'il y en ait d'autres qui ne les payent pas; d'où il résulte évidemment que cette forme est défectueuse.

#### §. X.

#### *Origine de la prétendue nobilité réelle ou personnelle.*

On a vu ci-dessus, page 37 & suiv. les distinctions & les différences qui étoient entre les baux à fiefs nobles & les roturiers, & on a vu en même temps qu'il n'en étoit aucuns qui fussent exempts de la contribution; cette exemption étoit prohibée par les lois, & notamment par l'ordonnance de Charles VI, du 24 octobre 1383, ci-dessus rapportée, page 14; il est prouvé par l'Histoire qu'ils y ont été tous assujettis. Beaumanoir & les autres jurisconsultes de ces temps reculés n'en exceptoient aucuns. Desfontaines, dans ses Conseils à un ami (1), qu'on doit regarder

---

(1) Recueil des Ordonnances par M. Seconffe, t. 1<sup>er</sup>, notes sur la page 186. Conseils à un ami, par M. Desfon-

comme un précieux recueil de jurisprudence nationale , dans les numéros 6 & 7 du chapitre 3 , détruit par de bonnes raisons ces prétendus privilèges ; le livre des estimés de la ville de Toulouse , prouve qu'en 1458 aucun bien de quelque nature qu'il fût , aucun individu de tous les ordres de la société n'en étoit excepté : j'ai parcouru avec soin tous les recueils des ordonnances postérieures , sans en trouver qui établissent cette exemption ; il est de fait qu'elle existe , il faut par conséquent en chercher ailleurs l'origine.

Si on fait attention qu'au commencement du seizième siècle on confondoit les redevances féodales avec les contributions nécessaires à la société ; que c'est dans ce siècle que commencèrent les troubles & les guerres civiles qui ont si long-temps agité la Nation Françoise ; qu'à cette même époque les Nobles qui possédoient des fiefs , furent , pour la seconde fois , depuis la renaissance de la Monarchie , dispensés de contribuer , à condition qu'ils s'armeroient pour soumettre les rebelles ; ces troubles ayant existé jusqu'à

---

taines , à la suite de la vie de Saint-Louis , par le sire de Joinville , dans le même volume in-fol. de l'édition de M. Ducange.

l'édit de Nantes, c'est-à-dire pendant environ quarante années, les Nobles se sont maintenus depuis dans un affranchissement qui devoit n'être que momentané (1). S'il est prouvé par l'Histoire qu'à cette même époque les compoix ou tables de répartition des contributions nécessaires à la société, tant dans les provinces où la taille a été dans les suites considérée comme réelle, que dans celles où elle l'a été comme personnelle, furent arrêtées; on ne sauroit la chercher ailleurs: mais les mêmes causes n'existant pas, ces biens, ces individus ne doivent-ils pas être cotisés comme ils l'étoient avant cette même époque?

Dans le fait, lorsque les possesseurs des biens prétendus nobles réclament cette nobilité dans les provinces de taille réelle, lorsque dans celles où elle est considérée comme personnelle, certains individus invoquent les privilèges dont ils prétendent jouir par leur naissance, par leur état; ils ne rapportent d'autres preuves, à l'appui de leurs prétentions, qu'une longue possession qui ne sauroit légitimer un pareil abus, dès qu'il est

---

(1) Tome 5, livre 38, n°. 104, page 245.



prouvé qu'ils y ont été précédemment assujettis ; & si on examinait attentivement à quoi aboutissent ces privilèges, on seroit convaincu qu'ils sont onéreux à ceux qui les réclament, tant dans les provinces à taille réelle, que dans celles où elle est personnelle.

Dans les premières, les biens nobles sont assujettis dans le moment présent à deux vingtièmes, à quatre sous pour livre du premier, & à des droits de levures qui sont fixés à quatorze deniers par livre du total : en additionnant toutes ces contributions, on voit qu'un revenu de 5000 livres doit se trouver cotiser 582 livres 1 s. 8 deniers, à quoi il faut ajouter la quote-part des frais des municipalités, auxquels, de droit commun, ces biens doivent contribuer.

Dans les provinces de taille personnelle, les Nobles, & ceux qui jouissent des privilèges de la Noblesse, ne sont point assujettis à la taille ; mais ce n'est que pour une partie de leurs biens qu'ils sont eux-mêmes exploiter, & dont ils payent les vingtièmes ; quant au surplus de leurs domaines, leurs fermiers ou agents sont cotisés à une taille d'exploitation, qui, dans le fait, est supportée par le propriétaire privilégié, ce qui réduit le privilégié à contribuer plus que le



dixième des revenus de leurs biens nobles.

Dans les provinces de taille réelle , on admet , comme preuve de la nobilité des fonds , les baux à fief à titre de Nobles , ou des hommages & dénombremens dans lesquels cette qualité est énoncée ; mais tout cela ne se rapporte qu'à l'exemption des redevances féodales , comme je l'ai déjà démontré , & non à celles des contributions nécessaires à la société , & sans lesquelles elle ne sauroit exister.

Dans celles où la taille est personnelle , des lettres de noblesse ou une longue possession de cet état , suffisent ; mais les Nobles sont toujours assujettis aux vingtièmes & à la capitation , à raison d'une partie de leurs biens , & indirectement à la taille pour les autres. Dans les unes & les autres de ces provinces , la plus grande partie des biens possédés par la Noblesse payent directement ou indirectement la taille & les vingtièmes pour les autres ; d'où il résulte qu'elle gagneroit d'un côté ce qu'elle perdrait de l'autre , en supposant ( ce que je ne crois pas ) que toutes les contributions établies sur tous les biens-meubles ou immeubles , si aucun n'étoit excepté , fussent portées au dessus du dixième des revenus de ces mêmes biens. L'observation suivante me

paroît démontrer avec évidence qu'elle ne peut y être portée.

Il résulte des précédentes observations que diverses circonstances , & le laps de temps , depuis l'époque de la répartition des contributions sur les différentes provinces du royaume , ont occasionné une surcharge considérable sur celle de Languedoc ; il n'en est aucune où les frais particuliers à la province & aux municipalités soient aussi considérables. Mais les recherches nécessaires pour constater avec précision la proportion qui existe entre les revenus de tous les biens contribuables & la totalité de ces mêmes contributions , ne pouvant être faite par un particulier tel que moi , je m'arrêterai à une qui me paroît bien simple.

Il est en Languedoc des communautés dont la totalité des contributions , désignées sous les noms de taille , dans laquelle sont compris les frais des municipalités , vingtièmes , industrie , capitation , est double du produit des dixmes ecclésiastiques ; & il en est en même temps dans lesquelles ces mêmes contributions ne s'élèvent pas à la moitié de ces mêmes dixmes ; & si on ajoutoit aux contributions envers la société une quote-part exacte des biens-meubles & immeubles qui

ne payent pas la dixme, j'ose croire & assurer que les contributions ne s'éleveroient pas au dixième des revenus de tous ces biens. Les vrais intérêts de la Noblesse seroient par conséquent de se joindre aux communes pour la suppression de tous les prétendus privilèges, & le rétablissement d'une parfaite égalité dans la répartition des contributions.

## §. X I I.

### *Cause de l'affranchissement des rentes & biens-meubles.*

Les rentes foncières ou constituées, qui étoient anciennement cotisées à la taille, ont cessé en général de l'être en Languedoc. Je ne connois aucune communauté où elles le soient.

Je n'ai pu trouver quels étoient les moyens dont s'étoient servis ceux qui en jouissoient, pour les exempter de la contribution. Ces biens étoient autrefois & sont encore aujourd'hui regardés comme immeubles ; ils n'étoient pas anciennement rangés dans la classe de ceux qui étoient désignés sous la dénomination *tots los cabals* (tous les avoirs), qui ne portoit que sur les biens considérés comme meubles. Un arrêt de la Cour des Aides, du

14 août 1771 (1), établit que les rentes perpétuelles doivent être allivrées dans le compoix terrier, & celles à faculté de rachat, dans le compoix cabaliste. Ces mêmes rentes perpétuelles étoient anciennement cotisées un quart en sus des biens-fonds; & cette distinction paroîtra équitable, si on fait attention que les biens de cette nature n'exigent aucuns frais, aucunes avances, & que le produit en est toujours assuré. Ils ont cessé d'être assujettis à la taille; à défaut de preuves pour constater les causes & les motifs qui ont occasionné ces changemens, je crois pouvoir hasarder des conjectures.

Dans les papiers des estimés du quinzième siècle, en estimant les biens-fonds relativement à leur revenu; on déduisoit le montant des rentes établies sur ces biens, qui n'étoient cotisés que sur l'excédent de la rente; en substituant à cette forme naturelle de répartition, celle de cotiser les biens-fonds re-

---

(1) Recueil des Edits, Déclarations, Arrêts, & Ordonnances pour l'année 1771. pour la province de Languedoc; Arrêt de la Cour des Aides de Montpellier du 14 août 1771, portant règlement pour la comté d'Anduze.



lativement à la qualité de leur sol , cette déduction ne pouvoit plus être faite , parce qu'après avoir estimé les fonds relativement à la qualité de leur sol , il auroit fallu encore en estimer le revenu. Les particuliers qui y étoient intéressés , opposèrent sans doute que si on couisoit dans le même compoix terrier les biens-fonds , relativement à la qualité de leur sol , & les rentes établies sur ces mêmes fonds , relativement à leur produit , le même objet se trouveroit assujetti à une double contribution ; mais on ne fit pas attention que le bail à locaterie perpétuelle doit être regardé comme un contrat de vente dans lequel le vendeur n'aliène qu'une partie de sa propriété , en retour de laquelle l'acquéreur , qui n'avoit aucun droit sur ces fonds , s'oblige d'acquitter toutes les contributions établies ou à établir sur ces mêmes fonds ; & c'est là une condition expresse de tous les contrats à locaterie perpétuelle.

Mais la rente réservée par le vendeur est une partie de propriété non aliénée ; elle est toujours la même , à quelques sommes que soient portées les contributions établies dans les suites sur les biens par lui vendus ; & cette propriété ne peut être affranchie des contributions nécessaires à la société qui l'a-



sure & la garantir. C'est sans doute d'après ces principes, que la Cour des Aides de Montpellier, par son arrêt de règlement du 14 août 1771, ci-dessus cité, ordonna que les rentes perpétuelles seroient allivrées sur le compoix terrier, & qu'il n'y est pas dit que cet allivrement seroit soustrait de celui des biens-fonds sur lesquels ces rentes sont établies.

Cet arrêt de règlement, qui en cite plusieurs autres, paroît devoir fixer, en Languedoc, la jurisprudence sur cette matière. Malgré cela, il y est peu suivi. Cette négligence est moins extraordinaire dans les communautés dont le compoix terrier est fait depuis long-temps ; mais elle l'est beaucoup dans celles où il est fait depuis 1771, & que la Cour des Aides a autorisés, sans que les rentes foncières & perpétuelles y fussent comprises ; & il l'est encore plus de voir qu'une municipalité aussi éclairée que celle de la ville de Toulouse ait arrêté, l'année dernière, la table du compoix à la faction duquel on travaille actuellement, sans y comprendre ces mêmes rentes. Il résulte de ces faits qu'il existe en Languedoc deux jurisprudences, l'une de droit, & l'autre de fait, non seulement à l'égard du compoix terrier, mais en-

cote à l'égard du cabaliste, comme je le dirai ci-après.

Jusqu'au seizième siècle, les *facultés mobilières, marchandises, gains, & industries*, étoient cotisés à la taille dans les papiers des *estimes*, ou dans les rôles & livres des *tailles négociales & particulières*. Quand on adopta dans certaines provinces la forme de répartition sur des cadastres ou compoix, dans lesquels les biens-fonds sont allivrés relativement à la qualité de leur sol, il fallut de nécessité un second compoix pour les biens qui étoient désignés sous la dénomination *los cabals*; d'où est venu le compoix cabaliste, qui, dans les municipalités de ces provinces, doit être fait tous les ans.

Il paroît, d'après l'ordonnance d'Henri II, ci-dessus citée, page 117, & le cahier des doléances des Etats de Languedoc de cette même année, que la quote-part des *deniers du Roi & communs des villes & diocèses*, qui devoit être portée sur le compoix cabaliste, étoit en proportion fixe & déterminée des sommes imposées sur chaque ville ou diocèse; du moins cela étoit-il ainsi quant à la ville de Toulouse.

Les biens de cette nature étant dans le cas de passer d'une ville & d'un diocèse à l'autre

aussi souvent qu'ils changent de main, il dut en résulter, dans certaines municipalités, une surcharge quant à ces mêmes biens, qui réduisit ceux qui en étoient les propriétaires à l'impossibilité d'acquitter leur quote-part des contributions, surcharge qui ne pouvoit pas être corrigée depuis que les biens-fonds n'étoient allivrés que relativement à la qualité de leur sol, & non à leur valeur ou revenu; & les tables de répartition sur les provinces, les diocèses & les municipalités, étant arrêtées, il fallut de nécessité que les biens-fonds supportassent ce que les biens-meubles ne pouvoient plus acquitter.

Les troubles & les guerres civiles qui agitérent la Nation pendant la plus grande partie du seizième siècle, ayant anéanti le commerce, & détruit en entier, dans plusieurs municipalités, les biens qui, avant ces époques, étoient cotisés, dans les papiers des estimes, sous la dénomination *cabals*, qui auroient dû l'être dans le *compoix cabaliste*, les mêmes biens ne pouvoient plus y être compris ni cotisés; & lorsque le calme ou diverses circonstances ramenèrent ces biens dans les mêmes municipalités, le non usage, les intérêts particuliers de ceux qui dirigeoient ces municipalités, & les exemples pris des muni-

cipalités voisines, où ils n'étoient pas cotisés, s'opposèrent à ce qu'ils y fussent assujettis. Malgré cela, le compoix cabaliste exista toujours; &, à défaut d'autres objets, on y comprit les bestiaux de *labourage & propre usage*, qui en étoient exceptés dans le quinzième siècle.

Indépendamment des causes particulières à certains biens, à certains individus, qui les ont affranchis en tout ou en partie des quote-parts des contributions que ces mêmes biens ou individus doivent à la société, il en est dans les provinces de taille réelle, qui sont communes à tous en général; & ce sont les changemens qui ont été introduits dans les formes des administrations de ces provinces, notamment en Languedoc.

J'ai avancé ci-dessus, page 8, que la première cause de l'inégalité dans la répartition étoit l'équivoque de la dénomination *taille*, appliquée à la contribution personnelle comme à celle qui étoit réelle, quoique bien différentes dans leurs principes. J'ai dit encore que les privilégiés avoient considéré toutes les contributions comme tailles personnelles dont ils étoient exempts; les Commerçans & les Capitalistes, comme tailles réelles, qui devoient être portées sur les biens fonds;



& que les uns & les autres ayant acquis la prépondérance dans l'administration des affaires publiques, avoient cru de bonne foi que le tout devoit retomber sur le Cultivateur; il reste à voir quels sont ces changemens, & s'ils ont été de nature à procurer aux privilégiés & au Commerce une prépondérance qui ait occasionné cette inégalité.

### §. XIII.

*Affranchissement de certains biens, occasionné par le changement des formes dans l'Administration.*

Je n'ai trouvé dans l'Histoire aucune époque d'assemblée des Etats Généraux avant le quatorzième siècle; Pasquier, qui, à ce que je crois, la connoissoit aussi bien que tout autre, a écrit, dans ses Recherches sur la France(1): *Sur l'avenement de tous ces grands Docteurs d'Italie, dont j'ai déjà parlé, qui fut vers l'an 1300, la France fut du tout disposée à nouveautés sous notre Roi Philippe le Bel. La première Assemblée des trois Etats, pour secourir d'argent son Prince, sans murmure*

---

(1) Tome 1<sup>er</sup>, livre 9, chap. 37, page 285.



*& mécontentement de ses sujets. (Invention d'Enguerrand de Marigny.)*

Ce même Pasquier a encore écrit (1), que Philippe le Bel fut le premier qui rassembla les Etats Généraux ou particuliers.

Le Rédacteur des lois municipales & économiques de la province de Languedoc croit ces assemblées bien plus anciennes (2); mais il me paroît que toutes les époques qu'il rapporte, & qui sont antérieures à la domination de nos Rois sur la province, sont étrangères à ces mêmes Assemblées ou Etats; & que l'ordonnance de Saint Louis, du mois de juillet 1254 (3), les procès verbaux des Assemblées de la sénéchaussée de Carcassonne, du 15 août 1269 (4), du 17 des kalendes de septembre 1271, du 3 des nones de janvier 1274, n'ont aucun rapport avec les Assemblées tant des Etats Généraux, que particuliers, qui furent formés par Philippe le Bel, d'après l'invention d'Enguerrand de Marigny, invention dont la société lui témoigna sa reconnaissance par des acclama-

---

(1) Tome 1<sup>er</sup>, livre 2, chap. 7, page 87.

(2) Tome 1<sup>er</sup>, page 316 & suiv.

(3) Tome 1<sup>er</sup>, page 324 & suiv.

(4) Idem, page 326 & suiv.

tions publiques, en le voyant pendre sous le règne suivant.

Ces premières Assemblées, ordonnées par Saint Louis, & dont il devoit recueillir les avis, n'étoient qu'un Conseil que le Sénéchal devoit assembler avant que de statuer sur la liberté ou la défense de l'exportation des grains ou autres denrées; l'ordonnance de Saint Louis y est expresse, il y est dit: *Si tamen causa urgens institerit, propter quam videatur interdictum hujusmodi faciendum, congreget Senescallus concilium non suspectum, in quo sint aliqui de Prelatis, Baronibus, militibus & hominibus bonarum villarum; cura quorum consilio dictum faciat interdictum: & semel factum, absque consilio consimili non dissolvat.*

Les lettres de convocation que les Sénéchaux adressoient à ceux qu'ils jugeoient à propos d'appeler & d'admettre à ce conseil, les procès verbaux de ces mêmes Assemblées, les ordonnances des Sénéchaux qui en étoient les suites, qui sont ci-dessus citées, énoncent les mêmes motifs que l'ordonnance de Saint Louis; on ne voit pas qu'il y soit fait mention de répartition des contributions, & qu'on y agitât d'autres objets que ceux qui avoient rapport à l'exportation des denrées; d'après

cela , il me paroît que les **Assemblées** ordonnées par Saint Louis étoient bien différentes , quant à la forme & à l'objet , de celles qui furent formées par Philippe le Bel un demi-siècle après.

De plus , dans les premières , les **Sénéchaux** appeloient qui bon leur sembloit ; dans les secondes , ceux qui devoient y assister étoient élus & choisis par leurs concitoyens , comme on le voit dans les **Assemblées** faites par les **Commisaires** du Roi dans le Languedoc , en 1294 , dans lesquelles les **Députés** de chacun des **Ordres** de la société furent séparément assemblés (1) ; & dans celles des quatorzième & quinzième siècles , & tout autant qu'elles conservèrent leur première forme & régime.

Ce même rédacteur des **Lois municipales** de Languedoc a encore écrit (2) : « On peut » rapporter l'origine des **Etats** de Languedoc » au régime municipal que **César** , & après » lui **Auguste** , favorisèrent & perfectionnèrent dans les **Gaules** & dans les autres provinces de l'Empire Romain ».

---

(1) Voyez ci-dessus , page 11.

(2) Tome 1<sup>er</sup> , page 316.

Il dit ailleurs (1), que l'époque de l'établissement des municipalités diocésaines pouvoit être fixé à la fin du quatorzième siècle ; cela me paroît contradictoire ; & si les Etats provinciaux doivent être composés des Députés des villes & des différens districts ou diocèses de la province , il faut de nécessité que les municipalités particulières soient formées avant celles de la province.

Il est prouvé ci-dessus que les assemblées ordonnées par Saint-Louis étoient bien différentes , quant à la forme & à leur objet , de celles qui le furent par Philippe le Bel ; il reste à voir si ces dernières assemblées ont conservé jusques à nos jours leur première forme , leur régime particulier , & si les changemens introduits dans cette même forme & régime ont été de nature à procurer aux privilégiés & aux possesseurs des biens-meubles une prépondérance dans l'administration , qui les a induits à croire de bonne foi qu'ils n'étoient pas tenus de contribuer à certaines parties des dépenses utiles à la société en général.

Lorsque Philippe le Bel forma , après l'an-

---

(1) Discours servant de Préface au 4<sup>e</sup>. tome.



née 1300 ; ces assemblées générales pour la répartition & la levée des subides , il n'y étoit question que des contributions nécessaires à l'Etat en général ; & on voit avant cette époque que les prétendus privilégiés étoient assujettis à payer leur quote-part des frais des municipalités particulières (1). Ces municipalités existoient par conséquent avant cette époque.

En 1303 , le Roi assembla à Paris les Prélats & les Barons de son royaume , & établit , de leur avis , un subside , dans tout le royaume , du cinquième des revenus , & du vingtième de la valeur des meubles ; les immeubles n'étoient par conséquent cotisés que le cinquième des meubles ; mais c'étoit un Conseil choisi par le Roi , & non une assemblée d'Etats Généraux , puisque le Tiers-Etat n'y fut point appelé (2).

L'année d'après , les Commissaires du Roi assemblèrent séparément le Clergé , la Noblesse , & les Communes des différentes sénéchaussées des provinces , & chacun de

---

(1) Tome 4 , livre 28 , n<sup>os</sup>. 7 , 10 , & 30 , pages 69 , 71 & 77.

(2) Voyez ci-dessus , page 21.



ces Ordres traita en particulier sur la quote-part du subside qu'il devoit payer (1).

Jusques en 1385, on voit que les communes délibéroient en particulier sur leur quote-part des contributions nécessaires à l'Etat, & que le Clergé & la Noblesse délibéroient sur celles qui leur étoient séparément imposées (2); mais à cette dernière époque, s'agissant d'un intérêt particulier à la province, & qui intéressoit tous les Ordres, les Etats, assemblés à Rodez, délibérèrent en corps, & tous les individus des différens Ordres supportèrent leur quote-part des 250,000 liv. (3,138,276 liv. 7 sous), qui, d'après cette délibération, furent imposées sur la province (3).

De 1385 à 1440, on voit encore le Tiers-Etat délibérer en particulier sur les contributions nécessaires à l'Etat (4).

(1) Tome 4, livre 28, n°. 87, page 124. Preuves, page 133.

(2) Tome 4, pages 259, 260, 261, 285, 289, 296, 349, 368, & suiv. p. 324, 327, 351, 362, 364, 365, 367, 368.

(3) Tome 4, livre 33, n°. 32, page 390. Voyez ci-dessus, page 35.

(4) Tome 4, pages 401, 460 & suiv.

Jusques au règne de Charles VII, le subside avoit été imposé par feu : le Clergé, la Noblesse, les Officiers du Roi, les Notaires, &c., étoient taxés à part, lorsqu'ils ne contribuoient pas avec les communes ; mais ils contribuoient à toutes les dépenses qui intéressoient le bien public, parce que, comme disoit Philippe le Bel dans ses lettres du 7 janvier 1307, *les tailles sont imposées plutôt à raison des biens, qu'à raison des personnes* (1).

Lorsque dans ces premiers temps les communes étoient assemblées séparément des autres Ordres, les députations étoient faites par vigueries & judicatures royales, qui étoient obligées, chacune en particulier, de défrayer leurs Députés (2). Ces vigueries & judicatures royales formoient par conséquent autant de municipalités qui étoient composées de municipalités particulières ou communautés de leur ressort.

Le Tiers-Etat contribuant lui seul plus que les deux autres Ordres ensemble, il étoit de droit commun que le nombre de ses Représ-

---

(1) Tome 4, livre 34, n°. 106, page 513.

(2) Tome 4, livre 32, n°. 29 & 42 pages 327 & 336.

sentans dans les assemblées générales fût dans la même proportion ; & c'est sans doute d'après cela que vingt-deux municipalités de la seule sénéchaussée de Carcassonne envoyèrent des Deputés aux Etats Généraux du royaume, qui furent convoqués à Paris par le Roi Jean le 15 mars 1351 (1).

Il résulte des faits ci-dessus rapportés, que lorsque Philippe le Bel établit & forma les assemblées des Etats généraux & particuliers, il avoit en vue de donner une forme démocratique à cette partie de l'administration, que les différens Ordres de la société ont, pendant près de deux siècles, délibéré en particulier sur les objets qui leur étoient propres, & qu'ils n'ont délibéré en corps que lorsque les objets proposés étoient de nature à intéresser la société en général ; & dans ces derniers cas, tous les Ordres contribuoient pour leur quote-part aux dépenses qui étoient jugées nécessaires.

Il résulte encore des faits ci-dessus rapportés, que plusieurs individus des Ordres qui étoient cotisés séparément des

---

(1) Tome 4, livre 31, n°. 41, page 173.

communes, avoient demandé & obtenu d'y être joints. Il est prouvé, par le procès verbal du livre des estimes de la ville de Toulouse, ci-joint, qu'à cette époque les contributions nécessaires étoient également, & dans la même forme, réparties sur tous. Dès-lors tous les Ordres devoient délibérer ensemble sur la répartition des contributions; & dans le fait, on ne voit pas dans l'Histoire qu'ils aient été séparés depuis 1435, excepté l'époque extraordinaire de 1561; mais le nombre des voix dans les différens Ordres devoit être toujours en proportion des quote-parts que chaque Ordre devoit supporter.

Jusques-là, les Députés des différens Ordres avoient assisté aux Etats à leurs frais; & quand ils étoient défrayés, c'étoit séparément par leur Ordre. En 1445, le Roi donna sur l'odroï mille livres à répartir entre plusieurs Prélats & Seigneurs. De ce nombre furent l'Evêque de Viviers & le Seigneur de Barre; ce dernier eut trente livres pour sa part (1).

En 1451, le Roi accorda deux mille livres sur l'aide aux Prélats & Nobles qui avoient

---

(1) Tome 5, livre 35, n°. 6, page 6.

*tenu la main à l'octroi.* Sur quoi, il assigna trois cents livres à l'Evêque de Viviers (1). Mais ces gratifications n'étoient point aux dépens de la province, & ce n'est, pour la première fois, que dans l'Assemblée des Etats, en 1455, qu'outre les autres impositions d'usage, il fut imposé trois mille livres pour les épices de ceux qui y avoient assisté (2).

Depuis cette dernière époque jusques en 1478, les épices pour les Commissaires du Roi & certains des assistans, ne s'étoient pas élevées jusques à 5000 livres. Cette année, elles furent à 5500 livres; en 1480, elles furent portées à 6376 livres. L'Evêque d'Albi, quoiqu'absent, eut 600 livres. Parmi les Nobles, la distribution ne fut pas égale; les uns eurent 43 livres; les autres 24 livres (3). En 1481, les épices furent 2000 livres, & l'année suivante, 2595 livres (4).

Ces épices ou frais des Etats varièrent successivement tous les ans jusques en 1540, où ils furent portés à 28,846 livres; mais les

(1) Tome 5, livre 35, n°. 19, page 14.

(2) Tome 5, livre 35, n°. 30, page 19.

(3) Tome 5, livre 35, n°. 82, page 56 & suiv.

(4) Tome 5, livre 35, n°. 86, page 58.



Députés des Etats ayant obtenu des lettres du Roi, en date du 18 juin, pour conserver aux Etats la liberté de faire des dons ou salaires aux Commissaires du Roi qui y présidoient, sans pouvoir y être contraints (1); les frais des Etats ne furent, l'année suivante, que 1373 livres; sur quoi il fut donné 200 livres au Vicaire de l'Archevêque de Narbonne, qui y avoit présidé, & 25 livres aux Consuls de Montpellier, pour les collations données pendant les Etats, & avoir préparé le lieu où ils avoient été tenus (2); & il fut statué en 1542 qu'on n'accorderoit à l'avenir que cent livres de gratification au Grand-Vicaire qui présideroit.

En 1544, les Etats assemblés au mois de juin, ayant fait des octrois considérables, ne firent aucune gratification aux Commissaires pour leurs voyages & taxations, & les frais ne furent que 362 livres (3). Sur quoi, après avoir prélevé les 100 livres destinées depuis deux ans au Président, il ne restoit que 262 livres pour tous les autres frais.

---

(1) Tome 5, livre 37, n°. 56, page 149.

(2) Tome 5, livre 37, n°. 57, page 150.

(3) Tome 5, livre 37, n°. 65 & 66, page 154.

Les États s'étant rassemblés le 26 novembre de la même année 1544, ils offrirent au Gouverneur de la province, en reconnoissance du bien qu'il lui avoit procuré, une gratification de trois mille écus, pourvu qu'il obtînt du Roi la permission de la recevoir (1).

D'après les faits ci-dessus, la plus grande partie des frais des États, ou épices, étoit destinée & employée en *dons ou salaires* aux Commissaires du Roi; & ce qui en étoit distribué aux Membres des États, ne pouvoit l'être dans les vues de les défrayer de leurs dépenses à raison de l'Assemblée, puisque les absens étoient quelquefois compris dans cette distribution, & qu'elle n'étoit point égale parmi les Députés du même Ordre qui y avoient assisté. Ce ne pouvoit être que des gratifications par lesquelles la province témoignoît sa reconnoissance à ceux qu'elle croyoit l'avoir méritée; mais ces modiques gratifications étoient réparties, d'après les papiers des estimés, sur tous les biens meubles & immeubles de la province, par qui qu'ils fussent jouis ou possédés. Actuellement ces épices ou frais, devenus immenses

---

(1) Tome 5, livre 37, n°. 67, page 156.

( depuis que les Députés de tous les Ordres sont libéralement défrayés ), étant rejetés sur les tailles, ne sont plus répartis que sur les immeubles roturiers, dans lesquels ne sont plus comprises les rentes perpétuelles.

Jusques bien avant dans le seizième siècle, je n'ai pas trouvé dans l'Histoire, ni dans le recueil des lois municipales de la province, que la grande municipalité de Languedoc eût imposé d'autres sommes que la quote-part des contributions nécessaires à l'Etat, & les modiques frais ou épices ci-dessus. La dépense de ceux de l'Assemblée dans les auberges, qui étoit payée par ceux qu'ils représentoient, étoit taxée; elle étoit en 1527 huit sous par jour, homme & cheval (1); en 1531, dix sous par jour pour un homme à cheval, & quatre sous pour un homme à pied (2). La taxe étoit encore la même en 1543 (3). Elle fut portée en 1563 à neuf sous la couchée, sept sous la dinée à cheval, & trois sous par repas pour un homme à pied (4). Ce ne fut

( 1 ) Tome 5, livre 37, n°. 16, page 122.

( 2 ) Tome 5, livre 37, n°. 32, page 132.

( 3 ) Tome 5, livre 37, n°. 67, page 156.

( 4 ) Tome 5, livre 39, n°. 12, page 259.

que le 3 mai 1567, que le Roi permit aux Etats d'imposer, tous les ans, dix mille livres pour les frais communs de la province (1).

A cette dernière époque, & depuis le contrat de Poissy, le Clergé étoit imposé séparément des communes. On voit, dans un mémoire adressé au Roi par le Gouverneur de la province, que les Ecclésiastiques, étant privés des revenus de leurs bénéfices par les Religionnaires, se trouvoient par-là dans l'impossibilité de payer les décimes & autres charges (2). On avoit abandonné, dans les municipalités particulières, la forme de répartition d'après les papiers des estimés. Dans ces mêmes temps de troubles & de guerres civiles, les fiefs, qui étoient tenus noblement, avoient cessé d'être assujettis aux contributions, parce qu'on confondoit le service personnel auquel les possesseurs de ces biens étoient tenus envers leur Seigneur suzerain, avec celui auquel ils étoient tenus comme membres de la société. Les biens meubles, tous

---

(1) Tome 5, livre 39, n°. 29, page 275. Preuves, tome 5, n°. 107, page 204.

(2) Tome 5, livre 39, n°. 14, page 260.

*los cabals*, qui auroient dû être allivrés sur le compoix cabaliste , étoient alternativement pillés par les deux partis, ce qui obligeoit ceux qui en étoient les propriétaires à les enfouir. Il n'existoit plus de commerce dans la province. D'après toutes ces considérations , il n'est pas étonnant que cette modique somme de dix mille livres fût répartie sur les biens-fonds roturiers.

Ces mêmes *frais communs*, si modiques dans les premiers temps , sont devenus immenses depuis qu'on y a compris les constructions & entretiens des canaux , chemins , ponts & chaussées , embellissemens des villes , & autres objets qui en sont les suites. Tous les Ordres de la société , tous les biens , de quelque nature qu'ils soient , jouissent des avantages qui en résultent ; malgré cela , tous ces frais sont encore répartis sur les seuls immeubles roturiers , les rentes perpétuelles toujours exceptées.

Les considérations ci-dessus n'existant plus , on ne sauroit leur attribuer jusques à aujourd'hui les motifs de ces affranchissemens ; & , si on ne les cherche ailleurs , on ne peut les trouver que dans les changemens introduits dans l'administration de la province , qui ont procuré au Clergé & aux possesseurs des biens-



meubles la prépondérance dans les délibérations des Etats.

Dans les premiers temps , les différens Ordres de la société étant séparément cotisés, chacun d'eux délibéroit en particulier , & ils ne délibéroient ensemble que lorsque tous les Ordres avoient un intérêt commun à l'objet qui étoit la matière de la délibération. Cette forme démocratique , établie par Philippe le Bel , fut continuée jusqu'à ce que tous les Ordres & tous les biens furent cotisés dans les mêmes livres de répartition, tant pour les contributions nécessaires à la société en général , que pour les frais des municipalités. Dès - lors tous les Ordres devoient délibérer en corps ; & il parut indifférent dans quel Ordre que fussent choisis les Députés , puisque tous les intérêts étoient devenus communs. Cette première forme avoit été successivement confirmée par une chartre de Louis Hutin , du premier avril 1315 , des lettres patentes de Philippe le Long , du 7 avril 1316 , de Charles VIII , du 12 mai 1488 , de François Premier , du 1<sup>er</sup> février 1514 , & de Henri II , le 29 mai 1549 (1).

---

(1) Lois municipales de Languedoc , tome 1<sup>er</sup> . p. 254 & suiv.

Les plus anciens réglemens que j'ai trouvés sur la forme actuelle des Etats, sont du commencement du seizième siècle (1), par lesquels on exclut de l'Assemblée les Abbés réguliers & les Députés des Chapitres, quant au Clergé ; où on n'admet qu'un Baron pour la Noblesse de chaque diocèse ; & , pour le Tiers Etat, deux Députés des villes & un diocésain, que certaines communautés devoient nommer à leur tour. A cette époque, tous les Ordres & tous les biens contribuoient encore à toutes les dépenses.

Lorsqu'après 1562, le Clergé, toujours *posément habile*, trouva le moyen d'être cotisé à part, & cessa de contribuer aux frais des municipalités, il auroit dû être exclu des délibérations, comme n'y ayant plus intérêt. Bien loin de là ; ce fut l'époque où il acquit la prépondérance, comme l'exemple suivant le prouve.

On a vu ci-dessus, page 132 & suiv. que le Roi, voulant avoir l'avis de ses sujets sur les moyens à prendre pour acquitter les dettes de l'Etat, avoit convoqué une Assemblée des Notables, & ordonné aux Etats de Languedoc d'y dé-

---

(1) *Idem*, tome 1<sup>er</sup>. page 316 & suiv.

puter un individu de chaque Ordre; que les trois Ordres ayant délibéré à part sur le choix du Député & sur les instructions dont il devoit être chargé, l'avis de la Noblesse & des Communes fut de faire vendre une partie des biens du Clergé; & que leurs Députés ayant vivement soutenu cet avis, conformément à leurs instructions, cette vente avoit été ordonnée en 1561.

Long-temps avant cette époque, les Evêques n'étant pas plus exacts à assister aux Etats qu'à résider dans leurs diocèses, ces mêmes Etats, croyant qu'il étoit de leur dignité d'y voir des Evêques, & n'y en voyant aucun, supplièrent le Roi, en 1555, d'obliger au moins deux ou trois des vingt-deux Evêques qui formoient le Clergé, d'assister aux Etats, à peine de 500 liv. d'amende (1).

En 1561, les Evêques n'étant pas plus exacts malgré les ordres du Roi & les délibérations de l'Assemblée, les Procureurs du Roi des Sénéchaussées de la province firent saisir tous les revenus de leurs évêchés (2).

L'année suivante, plusieurs Evêques qui n'y

(1) Tome 5, livre 38, n°. 28, page 180.

(2) Tome 5, livre 38, n°. 61, page 209.

avoient pas assisté, furent condamnés à de grosses amendes, & ces mêmes Etats imposèrent 100,000 liv. sur le Clergé, pour être employées à soumettre les rebelles de la province (1).

Ces amendes réitérées, & les saisies de tous les fruits décidèrent enfin les Evêques à résider dans la province; ils assistèrent en personnes, ou par leurs Députés, aux Etats de 1563; l'Historien remarque que de cent ans on n'avoit vu une si belle assemblée; on peut s'apercevoir en même temps qu'ils y avoient acquis la prépondérance, puisqu'on y résolut de prier le Roi de révoquer, par rapport au Languedoc, l'édit pour la vente des biens temporels de l'Eglise (2), pour laquelle les deux derniers Ordres avoient si vivement opiné deux ans auparavant & depuis lors le Clergé n'a plus contribué à aucunes dépenses concernant les municipalités de la province, quoiqu'il n'ait pas cessé d'opiner sur ces mêmes dépenses ou frais communs, qui lui sont absolument étrangers,

---

(1) Tome 5, livre 38, n°. 104, page 245. Voyez ci-dessus.

(2) Tome 5, livre 39, n°. 12, page 259.

& sur lesquels il n'auroit pas dû délibérer, d'après les anciens usages établis par Philippe le Bel & confirmés par ses successeurs.

Les changemens introduits dans la forme & le régime des Assemblées de la province sous le nom d'*Etats*, bien loin d'être favorables à la Noblesse, lui ont enlevé une prépondérance que cet Ordre mériterait à tous égards; notamment en ce que presque tous les biens-fonds possédés par la Noblesse payent la taille, & contribuent pour leur quote-part aux frais des municipalités; d'après cela ses vrais intérêts sont les mêmes que ceux des communes, & ce n'est qu'à ce seul titre que ses Représentans peuvent & doivent être admis aux délibérations; quant à leur assistance à raison des fiefs nobles, les objections contre le Clergé, prises du défaut d'intérêt, devroient également les en exclure.

Dans les premiers temps, la Noblesse des sénéchaussées ou différens districts, assemblée en corps par les Commissaires du Roi, délibéroit sur les contributions qui lui étoient particulières; & quoique dans les suites tous les biens nobles ou roturiers fussent allivrés avec ceux du Tiers-Etat dans les livres des estimés avant 1465, elle n'avoit pas encore des Représentans nés, puisqu'à cette dernière



époque la Noblesse de la sénéchaussée de Carcassonne nomma & choisit dans son Ordre des Députés, pour faire la répartition d'un subside extraordinaire que le Roi avoit imposé sur elle (1).

Les différens Ordres de la société n'étant plus imposés séparément les uns des autres, & la répartition des contributions étant faite dans une Assemblée générale de la province, la Noblesse, comme les autres Ordres, n'y prit part que par Députés; mais la saine raison dicta (à ce qu'il me paroît) que tout au moins, pour la première fois, ces Députés furent élus par ceux qui y avoient intérêt & qu'ils devoient représenter.

Actuellement les Députés de la Noblesse aux Etats de Languedoc sont les possesseurs de certaines baronnies dans le même nombre des diocèses de la province. Il a été des temps où il y avoit une baronnie dans chaque diocèse; aujourd'hui le titre de Baronnie des Etats étant dans le Commerce, & pouvant se vendre séparément du fief auquel on l'avoit vu attaché, change aussi souvent de diocèse qu'il change de main; pouvant encore être assis sur tous

---

(1) Voyez ci-dessus, page 63.

les fiefs nobles de la province, il pourroit arriver que tous les titres de baronnie seroient assis dans la même sénéchaussée, & même dans un seul diocèse, qui, formant autant de municipalités dans la province, ont souvent des intérêts particuliers opposés au bien commun; dès-lors la Noblesse du reste de la province n'auroit pas de Représentans aux Etats.

Il y a aujourd'hui en Languedoc sept diocèses qui n'ont point de baronnie; quand bien même une représentation directe ne seroit point nécessaire aux Etats, il reste que la Noblesse de ces diocèses n'a point de Représentant à l'assiette ou assemblée du diocèse.

Ce droit de représentation de la Noblesse aux Etats de Languedoc, est actuellement considéré comme un droit utile, qui peut être compris dans le décret des biens (1) acquis & revendus par des individus qui ne pourroient pas en jouir eux-mêmes; & dans le cas de vacance, ou à défaut de représentation, être occupés par un individu (au choix du Président) (2) qui pût n'y avoir

(1) Lois municipales de Languedoc, tome 1<sup>er</sup>, page 352.

(2) Idem, pages 589, 592, art. 1<sup>er</sup>, 594, art. 9.

aucun intérêt, & ne pas connoître les intérêts de ceux qu'il représente.

N'ayant rien trouvé sur les causes & l'origine des changemens aussi opposés à la première forme de cette représentation de la Noblesse aux Etats, il me paroît bien difficile d'en assigner. Seroit-ce que la Noblesse d'un diocèse ou district a dans des temps reculés déferé cette représentation à un Baron dont le zèle & les talens avoient acquis tous les suffrages, & que même, en reconnoissance des services qu'il avoit rendus, ou qu'on attendoit des héritiers de son sang, on l'auroit transmise à perpétuité à ses descendans? Non, certainement, puisque cette supposition est détruite par l'arrêt du Conseil, en date du 9 août 1706 (1), qui déclare ce droit de représentation attaché à la terre, & non à la personne.

Voudroit-on que ce droit de représentation eût été déferé par la Noblesse aux possesseurs de certains fiefs? Cette supposition ne peut être admise, puisque ce droit de représentation a très-souvent passé d'un fief à l'autre, & qu'il a même changé de diocèse.

---

(1) Lois municipales de Languedoc, tome 1<sup>er</sup>, page 351.

Il me paroît que , dans la première supposition , la Noblesse d'un diocèse ou district devoit être rentrée dans le droit de nommer un autre représentant , à l'extinction de la ligne ; & dans la seconde , toutes les fois que le fief est passé sur la tête d'un individu qui , par sa qualité , ne peut pas en jouir lui-même. D'après cela , & sous quelque rapport que ce droit soit considéré , il me paroît étonnant qu'il puisse être transmis à prix d'argent , sans le consentement de ceux qui y ont intérêt , & que le nouveau titulaire doit représenter.

De plus , si un Baron , représentant la Noblesse , réunit sur sa tête plusieurs baronnies , il ne peut entrer que pour une , & le représentant des autres baronnies est au choix du Président ( 1 ) , d'après les réglemens du 26 novembre 1768 ; d'où il s'ensuit que le droit de représentation ayant été attaché , dans des temps reculés , soit à la personne , soit à la terre du Baron , ce droit seroit interverti toutes les fois qu'un Baron accaparant à prix d'argent plusieurs baronnies , les représentans de la Noblesse se trouveroient nommés par

---

(1) *Idem* , tome 1<sup>er</sup> , page 593 , art. 5.



le Président, qui est de l'Ordre du Clergé.

Il paroît, par une délibération des Etats du 9 décembre 1777 (1), que la Noblesse du Velai est celle de la province qui a le plus long-temps joui du droit d'être représentée aux Etats par un Député par elle nommé, & qui y avoit entrée en même temps que M. le Vicomte de Polignac, Baron de ce diocèse.

Les Commissaires nommés par les Etats pour vérifier les objets qui étoient la matière de cette délibération, après avoir vérifié les anciens procès verbaux des Assemblées, observèrent, « que dans les temps reculés où » cette Assemblée n'avoit point encore la » forme qu'elle a reçue depuis, & qui est suivie, le nombre des Députés de la Noblesse n'étoit pas déterminé d'une manière fixe, & que, dans cette époque, les Nobles du Velai étoient dans l'usage de députer aux Etats, où le Député porteur de leur procuration étoit reçu, ainsi que M. le Vicomte de Polignac, ou son envoyé, avec cette différence que le Vicomte de Polignac recevoit une lettre du Roi pour

---

(1) Lois municipales de Languedoc, tome 1<sup>er</sup>, page 353 & suiv.



» assister à cette Assemblée ; qu'on ne sauroit  
 » disconvenir que les Nobles du Velai n'aient  
 » joui de cette prérogative , puisque le ré-  
 » glement fait par les Etats assemblés au pont  
 » Saint-Esprit le 13 novembre 1520, ordonne  
 » que la procuration des Nobles du pays du  
 » Velai seroit expédiée pendant la tenue de  
 » l'assiette ; ce qui n'a pas néanmoins empê-  
 » ché que depuis ce règlement M. le Vicomte  
 » de Polignac ne soit entré seul aux Etats  
 » pour le pays du Velai , en vertu des Lettres  
 » du Roi.

» Qu'à l'égard de ce qu'on oppose que  
 » cette prérogative des Nobles dudit pays  
 » forme , à leur égard , une partie du droit  
 » public , qui ne peut pas être prescrit , on  
 » peut dire qu'il y a été dérogé par le règle-  
 » ment de 1612, qui a déterminé la forme  
 » de l'Ordre de la Noblesse , tel qu'il subsiste  
 » aujourd'hui dans cette Assemblée , &c. »

Il est prouvé , par cette délibération , que  
 la forme de la représentation de la Noblesse  
 aux Etats n'a pas toujours été la même ; que  
 les changemens successivement introduits  
 n'ont été confirmés , en 1612 , que par une  
 délibération de ces mêmes Etats assemblés  
 sous une forme bien différente de celle éta-

blie par Philippe le Bel, confirmée par ses successeurs, & qui avoit été suivie pendant plusieurs siècles. Malgré cela, ces Commissaires crurent, de bonne foi, que ce règlement avoit pu priver cette même Noblesse d'une prérogative qui tient au droit public.

En 1650, la Noblesse du Vivarais fit une tentative pour rentrer dans cette prérogative; plusieurs Gentilshommes s'étant *syndiqués*, présentèrent une requête à M. le Comte du Roure, Lieutenant General pour le Roi dans la province; ce Seigneur ayant cru devoir la renvoyer à M<sup>rs</sup>. les Barons de Tour, ces derniers trouvèrent qu'elle n'étoit fondée *que sur des prétextes specieux; pour les obliger à consentir à cette nouveauté*; sur quoi les Syndics menaçant de se pourvoir au Conseil, le Baron de Tour se hâta de présenter cette entreprise aux Etats, comme contraire aux anciens usages, & d'une *pernicieuse conséquence pour toute la province, qui pourroit, par contagion, donner quelque envie à la Noblesse des autres diocèses d'en faire de même, &c.* Sur quoi il fut délibéré, *que pour contenir ledit pays de Vivarais dans l'ancien ordre, la province donnera toute assistance à MM. les Barons de Tour, pour la conservation de leurs droits,*

*formes, & anciens usages (1); mais il manque à cette délibération d'y avoir énoncé à quelle date remontoient ces formes & anciens usages; date qui ne peut être antérieure à 1612, puisque la délibération ci-dessus rapportée prouve que c'est le règlement de cette année qui a déterminé la forme de l'Ordre de la Noblesse, tel qu'il subsiste aujourd'hui dans cette assemblée.*

Le Velay & le Vivarais n'étoient pas les seuls districts de la province dans lesquels la Noblesse jouissoit anciennement du droit d'entrer à l'assiette du diocèse, lorsque tous les Ordres également imposés y délibéroient en commun; & d'après le rédacteur des lois municipales de la province (2), on ne peut douter « que les principaux Seigneurs du » diocèse n'y fussent aussi appelés; & on voit, » en 1434, quatre Seigneurs du diocèse de » Saint-Papoul réclamer d'une répartition » faite dans ce diocèse, sur le fondement qu'ils » n'y avoient pas été appelés suivant l'usage, » & qu'il en étoit résulté une surcharge pour » quelques communautés de leur mouvance». Ce même rédacteur cite un arrêt du Parle-

---

(1) Lois municipales du Languedoc, t. 4, page 585.

(2) *Idem*, discours du tome 4, page 27.

ment, féant à Poitiers, du 14 août 1434, qui se trouve aux archives du Roi à Montpellier.

Ce même droit ou usage est encore attesté par le *cahier des doléances des gens des trois Etats du pays de Languedoc, de l'année 1424, aux archives des Etats* (1).

*Que la dicta aida acor-  
dada se devefisca per  
l'Estat commu per senes-  
saussies & cascuna senes-  
saussia per las diocesas  
que ly sont : & en cascuna  
senessaussia se meta un  
Recebedor general à la  
nominatio d'els trameses  
de cascuna senessaussia &  
los trameses de la princi-  
pal vila de cascuna dio-  
cesa nommon & meton lo  
Recebedor particular d'a-  
quela diocesa, & après los  
Senhors, Capitols, Cos-  
sols, & autres Adminis-  
trados de la principal vila  
de cascuna diocesa, apel-  
lat alguns principals Sen-  
hors ho los procurados*

Que ladite ayde octroyée  
soit départie sur l'Etat com-  
mun par sénéchaussées, &  
dans chaque sénéchaussée  
sur les diocèses qu'elles  
renferment, & qu'en cha-  
que sénéchaussée il soit  
établi un Receveur général  
à la nomination des Dépu-  
tés de chaque sénéchaussée,  
& les Députés de la prin-  
cipale ville de chaque dio-  
cèse nommeront & établi-  
ront le Receveur particu-  
lier de leur diocèse, ensuite  
les Seigneurs, Capitouls,  
Consuls, & autres Admi-  
nistrateurs de la principale  
ville de chaque diocèse, après  
avoir appelé certains prin-  
cipaux Seigneurs, ensemble

---

(1) *Idem*, note B du discours, page 26.

*d'els locs principals de* les Députés des principaux  
*cascuna diocesu ayssi com* lieux de chaque diocèse ,  
*es estant acostumat d'ayssi* tout comme il a été accou-  
*entras devisifcan entre els* tumé par ci-devant , dépar-  
*la portio & quota que lor* tant entre eux la quote-  
*pertocara.* part qui les concernera.

Les changemens introduits dans la forme de la représentation des communes ont procuré la prépondérance dans cet Ordre à la classe des citoyens , dont la plus grande partie des biens étant considérés comme meubles , ne contribuent que peu ou point aux besoins pécunieux de la société ; & cet Ordre se réunissant au Clergé qui contribue encore moins que lui , les avis ou oppositions des représentans de la Noblesse qui connoïtroient ses vrais intérêts , ne sont plus d'aucun poids.

On a vu ci-dessus que dans les premiers temps les députations du Tiers - Etat étoient faites par vigueries ou judicatures royales ; pour lors il n'étoit aucune des municipalités de ces ressorts , qui pût être exclue de voter pour le choix du Député , & sur les instructions dont il devoit être chargé ; actuellement ce droit n'appartient plus qu'à certaines communautés privilégiées.

Dans les temps auxquels les contributions étoient réparties d'après les papiers des estimes , sur tous les biens , de quelque nature qu'ils



fussent ; & que les biens meubles étoient même plus chargés que les immeubles ; dans les temps encore où les biens appartenant aux habitans des bonnes villes étoient plus chargés que ceux du *plat pays* (1), il convenoit que le nombre des Représentans des villes fût à ceux du *plat pays*, en proportion des quote-parts des contributions respectives ; actuellement le *plat pays* contribue bien plus que les villes ; malgré cela, les villes diocésaines, quoique peu considérables, envoient deux Députés aux Etats, & il n'y en a qu'un pour tout le *plat pays* du diocèse, quelque étendu qu'il soit.

Les avantages du Commerce forment en général l'intérêt particulier des villes , & la plus grande partie des biens de leurs habitans sont des richesses mobilières ; tout comme les avantages de l'Agriculture forment l'intérêt particulier des habitans du *plat pays*, dont la plus grande partie des biens consistent en biens-fonds. D'après cela, l'intérêt des premiers est de rejeter la plus grande partie des contributions sur les biens-fonds, & diminuer la quote-part des biens meubles ; &

---

(1) Voyez ci-dessus, page 82.

la prépondérance est en leur faveur, en ce que les communes de chaque diocèse n'ayant qu'une voix dans les Etats par ses trois Députés, elle se trouve formée par les deux Députés de la ville ; & la représentation du *plat pays* devient pour lors illusoire.

On m'objectera peut-être que les villes renferment plusieurs habitans qui ne possèdent que des biens-fonds ; qu'importe si ce n'est pas dans cette classe que sont choisis les Députés aux Etats ? Il est en Languedoc plusieurs villes qui sont obligées, ou dans l'usage, de choisir ces Députés dans certaines classes de citoyens ; mais je n'en connois aucune où ce soit dans la classe des plus forts contribuables en biens-fonds.

Dans plusieurs villes, ces députations, comme le premier consulat, sont dévolues à la Robe & au Commerce, & il suffit que l'Avocat, Médecin, ou Négociant, soient domiciliés à la ville depuis cinq ans, quelle que soit la quote-part des contributions qu'ils acquittent, comme on le voit par une délibération des Etats du 31 octobre 1778 (1).

---

(1) Lois municipales de Languedoc, tome 1<sup>er</sup>, page 434 & suiv.

Dans le *plat pays* ces députations, qui étoient anciennement faites par vigueries ou judicatures royales, ne le sont plus que par certaines communautés de *tour*, & dont la députation est dévolue au premier Consul par les réglemens des Etats (1); dans plusieurs communautés, la nomination de ces premiers Consuls appartient à des Seigneurs ecclésiastiques (2) ou laïques (3), qui étant eux-mêmes Représentans nés du Clergé ou de la Noblesse, nomment encore plusieurs Représentans du Tiers-Etat, même dans différens diocèses.

Le réglemant qui attribue la députation aux premiers Consuls des villes & communautés de *Tour* dans le diocèse, est, à ce qu'il me paroît, contraire au droit commun, qui veut que chacun puisse choisir le représentant chargé de ses intérêts; & il me paroît encore bien extraordinaire que celui qui est choisi pour un objet, doive l'être nécessairement pour tous les autres, de quelque nature qu'ils soient, & quelque différence qui

---

(1) *Idem*, voyez depuis la page 371, jusques à 412 & suiv.

(2) *Idem*, pages 398, 407, 408 & suiv.

(3) *Idem*, pages 402, 409 & suiv.

existe entre les divers objets qui nécessitent la représentation.

Le premier motif de ce règlement est que les Députés du Tiers-Etat représentent d'une manière plus parfaite le vœu de leur Ordre ; mais ce motif n'est pas du moins rempli à l'égard des communautés dont le Seigneur nomme les Consuls, qui sont pour-lors les Officiers de police du Seigneur, & non les représentans de la communauté, & qui, malgré cela & d'après cette nomination, se trouvent aux Etats les Représentans de toutes les communautés de leur diocèse.

D'après le rédacteur des lois municipales de la province (1), « on ne trouve rien » dans les anciens monumens connus qui » nous apprenne quelles étoient les communautés de chaque diocèse qui furent d'abord appelées à la répartition, ni si la quotité de leur affouagement, la quantité de leur contingent dans l'imposition diocésaine, fut regardée comme la seule mesure de leur droit à cet égard ». Mais on voit par l'Histoire qu'il a été des temps où

---

(1) Lois municipales du Languedoc, discours du tome 4, page 26 & suiv.

les députations aux Assemblées générales étant faites par vigueries ou judicatures royales, il n'étoit pour lors aucune communauté qui n'y prît part. Ce droit est actuellement attaché au premier consulat de certaines communautés, & ce sont vingt-trois Consuls des bourgs ou villages de la province, dont le plus grand nombre est nommé par des Seigneurs ecclésiastiques ou laïques, qui représentent aux Etats environ 2800 communautés du *plat pays* de Languedoc, qui supportent la plus grande partie des contributions.

Le second motif de ce règlement (1) est que ceux qui supportent la peine & les charges du consulat, profitent des avantages de la députation & des épices ou montres attachées à l'entrée aux Etats; mais n'y ayant aucune communauté qui ne paye des gages à ses Consuls, & sur 2800 communautés, n'y en ayant qu'un si petit nombre qui entre aux Etats, quoiqu'elles aient toutes des premiers Consuls; ce motif me paroît devoir être de peu de conséquence, & il peut en résulter de très-pernicieuses, en ce qu'il présente aux Députés du Tiers-Etat ce même droit d'en-

---

(1) Voyez ci-dessus, page 220, les notes sous le n°. 1.



trée comme un avantage particulier & personnel indépendant du bien public.

Tous ces divers changemens introduits dans la forme démocratique des Assemblées établies par Philippe le Bel au commencement du quatorzième siècle, les ont peu à peu changées en la forme aristocratique qu'elles ont actuellement; il n'est personne qui ignore combien l'aristocratie pèse sur les individus qui n'ont aucune part aux administrations d'une pareille nature, & combien ceux dont elles sont composées peuvent facilement être induits en erreur par l'ambition, l'amour-propre, & l'intérêt particulier, malheureusement attachés à la nature humaine. On ne sauroit assigner à d'autres causes la différence qui existe en Languedoc entre la jurisprudence de droit & celle de fait dans la répartition des contributions; différence qui se trouve indifférente aux uns, & avantageuse aux autres, qui rejette toutes les contributions sur les biens-fonds roturiers, en allégeant d'autant les quote-parts que les biens-meubles devroient supporter, comme on le voit, en comparant la forme actuelle de la répartition à celle des temps reculés.

Par une suite naturelle de l'aristocratie, les administrations, sous cette forme, ambition-

nant tout ce qui peut étendre leur pouvoir, tendent toujours à accroître leur autorité ; l'esprit de corps, des préventions bien ou mal fondées, se déguisant sans cesse sous l'apparence du bien public, dévient à tout autre le zèle & les talens nécessaires pour la direction des affaires publiques. Trop jalouses de leur pouvoir pour le partager, elles ne laissent à d'autres ce qu'elles ne peuvent faire par elles-mêmes, qu'à titre de subrogation & comme toujours fait sous leur autorité ; & ce n'est que d'après cela qu'on peut considérer les assemblées diocésaines comme *émantées directement de la première* (1).

Si on les considéroit dans leur origine, tant dans leur forme, que relativement aux objets dont s'occupoient les Assemblées générales & particulières, on ne pourroit pas dire que les dernières émanent des premières, puisque c'étoit dans les Assemblées diocésaines qu'étoient élus & nommés les Députés qui devoient former l'Assemblée générale.

Quant à l'objet qui étoit le motif de leur Assemblée, pendant plus de deux siècles,

---

(1) Lois municipales, tome 4, discours, page 1<sup>re</sup>. & suiv.

celui des Etats Généraux de Languedoc étoit la seule répartition des contributions sur les sénéchaussées & diocèses (1), & ce ne fut qu'en 1567 qu'ils connurent des frais communs de la province (2), & en 1586, que la province imposa, pour la première fois, à raison des ponts & chaussées (3).

Pendant plus de deux siècles, la répartition sur les diocèses étant faite par l'Assemblée générale de la province, les Assemblées diocésaines, composées d'individus vraiment intéressés, départoient la quote-part de chaque diocèse sur les communautés, comme on le voit par le cahier des doléances des Etats de l'année 1424, ci-dessus, page 216. Leur premier soin étoit l'égalité dans la répartition des contributions, & elles étoient libres sur le choix des moyens propres à y parvenir; elles s'occupaient ensuite de tout ce qui avoit rapport au bien commun du diocèse. D'après le rédacteur des lois municipales de la province, « dès le milieu du quinzième siècle, » on voit des administrations diocésaines

---

(1) *Idem.*

(2) Voyez ci-dessus, page 201.

(3) Lois municipales, tome 1, page 295.

» contracter , en corps de diocèse , des obligations communes pour pourvoir à des besoins communs ; on les voit agir en justice , pour défendre les limites de leur territoire diocésain ». Il cite une commission du Roi Charles VII , du 13 avril 1452 , pour la réformation du Languedoc (1).

Depuis que la forme démocratique des Assemblées de la province a été insensiblement changée en aristocratie ; depuis que les Etats arrêterent les tables de répartition qui sont encore suivies , & que , malheureusement pour les possesseurs des biens-fonds , on adopta , dans les diocèses & dans les communautés , la forme de répartition actuellement en usage , les Assemblées diocésaines n'existent plus que pour la forme ; & quand bien même les Etats leur laisseroient quelque chose à délibérer , la forme & la durée de ces Assemblées excluent nécessairement toute idée de délibération. C'est d'après cela qu'elles sont aujourd'hui considérées comme une émanation des Etats ; ce qui est fondé sur ce qu'elles ne peuvent rien faire , pas même corriger les inégalités de la répartition sur

---

(1) *Idem* , tome 4 , Discours , page 29.

les communautés, sans la permission des Etats.

Quelque étendu que soit un diocèse, quels que soient les objets qui doivent être présentés & soumis aux délibérations de l'Assemblée, elle ne dure qu'un jour. Lorsqu'il est fixé, les premiers Consuls des villages, qui entrent tous les ans ou par tour, se rendent à l'Assemblée, sans savoir de quoi il sera question, les objets à délibérer ne leur étant jamais communiqués d'avance,

L'Assemblée commence par assister à la messe; après quoi, rendue dans la salle préparée pour cela, le Seigneur Evêque ou son Grand-Vicaire président, parle un peu. Le Syndic du diocèse, après les éloges d'usage, communique ensuite à l'Assemblée les objets à délibérer aussi succinctement qu'il est possible, parce qu'il n'y a pas de temps à perdre; à quoi succède le tour du Greffier, qui lit rapidement les délibérations qui y sont relatives, & qui sont écrites tout au long sur son registre. L'heure du dîner approche; elle est même passée pour une grande partie des Membres de l'Assemblée, qui ont encore dix écus à prendre chez le Trésorier pour leurs épices, & qui veulent aller coucher chez eux. La moindre contrariété dans les avis prolonge



geroit une Assemblée qui doit être terminée dans une séance, & déplairait, à coup sûr, à ceux qui ont rédigé les délibérations; le premier qui voudroit être d'un avis contraire, craint de n'être pas suivi par d'autres; ne trouvant pas, dans son avis particulier, des avantages considérables pour lui, il est facilement induit à les croire modiques pour le diocèse en général; peu accoutumé de parler en public, sur-tout dans une Langue qui peut ne pas lui être familière, comme on le voit dans un grand nombre des premiers Consuls des villages de Languedoc, il craint d'être hué. Quoi faire dans de pareilles circonstances, malgré les meilleures volontés possibles? Il ne reste qu'à opiner sans mot dire, aller ensuite dîner, & recevoir dix écus. Voilà, en peu de mots, l'histoire des Assemblées diocésaines.

Ces Assemblées ne s'occupant plus de l'égalité dans la répartition sur les communautés, qui est la même dans le plus grand nombre des diocèses depuis plus de deux siècles; & étant assujetties à suivre tout ce qui leur est prescrit par les Etats, leurs délibérations ne peuvent avoir pour objet que les frais communs au diocèse, dont les Etats leur permettent de s'occuper, & les suppli-

ques que les diocèses peuvent avoir à présenter aux Etats. Mais ces objets étant arrêtés d'avance, les Membres de l'Assemblée sont réduits à opiner du bonnet. Comment pourroit-on changer les délibérations lors de l'Assemblée, dans le temps que dans certains diocèses le Greffier n'y porte pas même son écriture, & que les délibérations n'y sont point signées par ceux qui y assistent.

Si les délibérations sur les divers objets ne sont pas rédigées dans l'Assemblée à fur & mesure qu'ils sont proposés, on ne peut pas dire qu'elles soient le résultat de l'Assemblée, bien moins encore si elles le sont par des personnes qui ont des intérêts particuliers, opposés aux avantages du *plat pays*; & ne pouvant être que par ceux à qui le Syndic communique, d'avance & par écrit, les objets à délibérer, ces délibérations ne peuvent être rédigées que par le Seigneur Evêque ou son Grand-Vicaire président, le Baron ou son Député, & les Consuls de la ville diocésaine.

Il n'est en Languedoc qu'un petit nombre d'Evêques qui assistent aux Assemblées diocésaines; les Grands-Vicaires des autres, souvent étrangers au diocèse & même à la province, n'ont, ni par eux-mêmes, ni par ceux

qu'ils représentent , aucun intérêt aux frais communs des municipalités diocésaines. Il y a un tiers des diocèses de la province , qui n'ont point de Barons ; dans tous , les Députés de la Noblesse ont été exclus des Assemblées ; & les premiers Consuls des communautés du *plat pays* n'y assistant plus que pour la forme , ce ne peut être que sous la dictée des Consuls ou Députés de la ville diocésaine , commissaires nés du diocèse , & du Syndic , toujours habitant de la ville , que ces délibérations sont rédigées. D'après cela , il n'est pas étonnant que les biens-meubles aient cessé d'être assujettis ( en tout ou en partie ) aux contributions , comme ils l'étoient ci-devant , sur-tout si l'on fait attention que les avantages du commerce formant , en général , l'intérêt des villes , leurs Députés en ont un particulier à rejeter tout le poids des contributions sur les immeubles ou biens-fonds.

Si les changemens ci-dessus détaillés , qui se sont peu à peu introduits dans la forme des administrations municipales de la province , ne sont pas la principale cause de l'inégalité dans les répartitions des contributions , cette cause me paroît du moins bien vraisemblable , & je ne saurois en indiquer d'autres ,

après avoir vu que tout autant que la première forme a subsisté, c'est-à-dire, plus de deux siècles, pendant tous les temps auxquels les membres de l'Assemblée avoient le même intérêt à l'égalité, les Etats de Languedoc s'en sont constamment occupés; mais qu'après que les tables de répartition sur les diocèses, & de ces derniers sur les communautés, ont été arrêtées; depuis que le droit de représentation a été regardé comme une propriété en faveur des individus qui en jouissent, c'est-à-dire, depuis environ deux siècles, non seulement les Etats n'ont rien fait dans les vues de rétablir l'égalité, mais s'opposent encore à ce que les Assemblées des diocèses la réparent sur les communautés de leur ressort.

Quand bien même cette inégalité seroit peu considérable, il suffiroit qu'elle fût injuste, pour devoir nécessairement être corrigée; mais combien plus, lorsqu'on voit des communautés dont les tailles s'élèvent à plus que le double de l'afferme des fruits décimaux, & d'autres où les tailles ne sont pas la moitié de ces mêmes fruits (1); ce qui forme la

---

(1) Voyez les états à la suite des présentes observations.

proportion d'un à quatre, d'où il s'ensuit que dans la même province, & sous la même administration établie dans son origine pour maintenir l'égalité dans la répartition, il y a des communautés d'un égal revenu qui sont cotisées l'une 1000 liv. & l'autre 4000 liv., ou dans d'autres proportions intermédiaires à cette première.

On trouve dans les délibérations des Etats les motifs qui perpétuent & aggravent cette inégalité.

« Extrait des délibérations des Etats Géné-  
 » raux de la province de Languedoc, du 24  
 » janyier 1731 (1).

» Le sieur Favier, Syndic général, a dit,  
 » que l'Assemblée connoît la nécessité de  
 » maintenir les anciens tarifs sur lesquels les  
 » diocèses font les départemens de leur con-  
 » tingent des impositions de la province, par  
 » la juste crainte que leur changement n'en-  
 » traîne de plus grands inconvéniens que  
 » ceux dont on se plaint, qu'il n'entraîne  
 » encore des fautes plus grandes dans les  
 » nouveaux, & que la dépense pour une

---

(1) Lois municipales de Languedoc, tome 1, page  
 815 & suiv.



» nouvelle estimation ou recherche de la  
 » valeur de toutes les terres d'un diocèse,  
 » ne l'accable, au lieu de contribuer de le  
 » mettre en regle, & en état de mieux payer  
 » ses impositions; d'autant mieux que la ré-  
 » volution ordinaire de toutes choses expo-  
 » seroit toutes les vingt-cinq à trente années  
 » à de nouveaux changemens, puisqu'il est  
 » certain que, dans cet espace de temps, les  
 » terres qui étoient bonnes deviennent mé-  
 » diocres ou mauvaises; & sur ces motifs  
 » l'Assemblée a toujours rejeté les plaintes  
 » qu'on a portées contre eux.

» Il est vrai ( ajoute le sieur Favier ) que  
 » sur des circonstances particulières, prises du  
 » mauvais état des tarifs, de leurs rantes, de  
 » l'enlèvement ou de l'égarement d'une partie  
 » des feuilles, & enfin de la difficulté pres-  
 » que insurmontable de continuer les dépar-  
 » temens sur l'ancien, les Etats consentirent,  
 » en 1690, à un nouveau tarif pour le dio-  
 » cèse de Narbonne, &c. . . Mais l'Assem-  
 » blée connoissant les mauvaises conséquences  
 » de ce second exemple, s'il étoit toléré, dé-  
 » libéra, le 31 janvier 1718, qu'il convenoit  
 » mieux de s'en tenir aux anciennes délibé-  
 » rations des 30 janvier 1672 & 21 février  
 » 1673, qui ne l'avoit pas voulu permettre,

» &c. . . . & l'examen des pièces qui lui  
 » ont été remises par le Syndic de ce dio-  
 » cèse, l'a encore confirmé dans la proposi-  
 » tion qu'il a l'honneur de faire à l'Assem-  
 » blée, puisqu'il paroît que les communautés  
 » plaignantes ne sont pas plus chargées  
 » qu'elles l'étoient en 1565; ce qui prouve  
 » à tout égard l'injustice de leurs plaintes.

» Sur quoi il a été délibéré, que sans s'ar-  
 » rêter aux plaintes des communautés, &c. . .  
 » les départemens des impositions du diocèse  
 » d'Alby continueront d'être faits sur le tarif  
 » de ce diocèse; & que les syndics généraux  
 » se pourvoiront au Conseil pour faire auto-  
 » riser la présente délibération ».

La décision des Etats du 21 février 1673,  
 citée dans la délibération ci-dessus, admet  
 une pareille opposition, sur le fondement  
 que cette nouvelle recherche causeroit beau-  
 coup de frais, & ne produiroit aucune utilité,  
*parce que le cadastre sur lequel on a fait*  
*depuis long-temps le département des im-*  
*positions, a été fait avec connoissance de cause*  
*depuis longues années (1).*

---

(1) Lois municipales de Languedoc, tome 5, page  
 321 & suiv.

Il résulte du rapport du sieur Favier, qu'à dans vingt-cinq à trente années, les terres changeant de qualité, la répartition ne peut plus être faite avec égalité sur les mêmes tarifs, qu'il est cependant d'avis de maintenir; ces changemens, dans un aussi court espace de temps, doivent nécessairement être bien plus considérables après deux cents ans; malgré cela, son principal motif pour admettre l'opposition, est, *que les communautés paignantes ne sont pas plus chargées qu'elles l'étoient en 1565.*

Les plaintes & les récriminations de ces communautés n'étoient pas fondées sur ce qu'elles avoient été trop chargées en 1565, ni que l'allivrement établi en 1565 eût été augmenté, mais bien en ce que leurs terres ayant diminué de qualité, & celles des autres communautés du même diocèse ayant augmenté, les proportions entre la valeur des fonds & l'allivrement auquel ils étoient assujettis, devoient être rétablies.

Ce grand motif & celui pris de la décision des Etats du 21 février 1673, *parce que le cadaastre, sur lequel on a fait depuis longtemps le département des impositions, a été fait avec connoissance de cause depuis longues années, me paroissent en contradiction avec*

l'usage des Etats qui accordent tous les ans à certains individus favorisés par des préférences particulières, des indemnités motivées, à raison des pertes réelles ou chimériques, passagèrement éprouvées sur leurs biens-fonds, dans le temps que ces mêmes Etats refusent à des communautés considérables la permission de réparer à leurs dépens des tarifs qui les assujettissent depuis environ deux siècles à des surcharges intolérables.

Le motif de crainte, que la dépense pour la nouvelle estimation ou recherche de la valeur de toutes les terres d'un diocèse ne l'accable, au lieu de contribuer à le mettre en règle & en état de mieux payer ses impositions, me paroît des plus frivoles : dans le fait, les communautés, dont l'allivrement seroit augmenté par le nouveau tarif, ne seroient pas accablées, puisqu'elles ne payeroient que leur quote-part exacte des contributions; & quand bien même on voudroit faire supporter tous les frais du nouveau tarif aux communautés qui sont trop chargées, elles n'en seroient pas accablées, puisqu'il suffiroit pour cela de leur faire payer pendant quelques années les mêmes sommes qu'elles payent actuellement. Il est de notoriété publique que peu d'années suffiroient pour que cet excédent acquit-

tât les frais de ce tarif , & ce ne seroit que pour un temps qu'elles supporteroient une surcharge, qui , d'après les raisonnemens du sieur Favier & les décisions des États , doit subsister à perpétuité , à moins que les rats ne dévorent l'ancien tarif , ou que le Greffier du diocèse , qui en est le détenteur , n'en égare plusieurs feuilles.

Reste encore les motifs *par la juste crainte que leur changement n'entraîne de plus grands inconvéniens que ceux dont on se plaint, qu'il n'entraîne encore des fautes plus grandes dans les nouveaux.* Quant à ceux-là, de deux choses l'une ; si les tarifs dont il s'agit ont été bien faits dans leur temps , comment & sur quel fondement peut-on dénier à ceux qui pourroient en être chargés aujourd'hui , l'intégrité & les talens de ceux qui les arrêterent il y a plus de deux cents ans ; s'ils ont été mal faits , on ne peut pas courir de plus grands risques , & il me paroît que de la même intégrité & des mêmes talens , éclairés par l'expérience de deux siècles , on peut & on doit même attendre plutôt le bien , que craindre le mal ; & si de pareils motifs de crainte peuvent être admis dans les administrations , ne doit-on pas s'attendre à voir perpétuer tous les abus , quelque contraires & opposés qu'ils soient au bien public.



Tous les motifs ci-dessus détaillés me paroissent si insuffisans pour autoriser l'inégalité de la répartition , qui , d'après la forme actuelle , existe en Languedoc , que j'aimerois tout autant celui qu'on attribue à certaines personnes , lorsqu'on dit (1) : « Je sais bien » que , par un raffinement dont les questions de » l'économie politique sont très-susceptibles , » on conteste quelquefois jusqu'à l'utilité » d'une répartition exacte : cette juste portion , dit-on , en rendant le poids des » tributs plus supportable , ne sert qu'à faciliter au Gouvernement le moyen de les » augmenter , au lieu que la surcharge de » certaines portions , en entretenant les plaintes & les réclamations , devient une sauvegarde générale ».

La conduite des Etats , dans le département de certaines parties de l'impôt , paroît tendre à l'adoption de ce dernier faux principe sur l'égalité de la répartition ; une administration aussi éclairée que celle de la province ne peut pas ignorer qu'il est des diocèses , des communautés , & des particuliers qui sont surchargés , relativement aux autres ; malgré cela,

---

(1) De l'Administration des Finances , tome 1<sup>er</sup> , page 331.

les frais des municipalités, dont tous les individus profitent également, sont tous, quelque considérables qu'ils soient, rejetés sur les tailles.

Lorsque les besoins de l'Etat nécessitent un nouvel impôt, tel que les vingtièmes, ou autres, les Etats de Languedoc se hâtent d'offrir des abonnemens que je crois avantageux à la province en général, mais qui sont très-onéreux à ceux qui, étant déjà surchargés dans la répartition des tailles, le sont encore dans la répartition du nouvel impôt, puisque l'abonnement est porté sur les tailles.

Dans quelques circonstances, les Etats, ne considérant les tailles que relativement à ceux qui sont surchargés, ont pris d'autres moyens qui ont successivement occasionné un impôt de vingt sous sur chaque muid de vin qui seroit recueilli dans la province, quoiqu'il n'y ait pas des vignes dans toutes les communautés; une contribution extraordinaire sur les communautés qui ont des biens patrimoniaux, quoiqu'un grand nombre de communautés n'en jouisse pas; & enfin des vingtièmes sur les maisons de certaines communautés, sans faire attention que les vignes, biens patrimoniaux, & les maisons des communautés gratifiées d'un rôle des vingtièmes, sont allivrées

sur les compoix , & que , pouvant être surchargées quant aux tailles , elles le sont encore à raison de l'abonnement des vingtièmes , & que , de plus , elles payent encore ces mêmes vingtièmes : mais je n'ai rien trouvé qui indiquât que les Etats eussent pris aucun arrêté tendant à rétablir sur les biens-meubles les quote-parts des contributions qu'ils acquittoient autrefois à la décharge des tailles sur les immeubles. Ce moyen étoit bien plus simple , puisqu'il suffisoit d'ordonner la rédaction d'un compoix cabaliste dans chaque communauté , & qui fût en même temps uniformément fait dans toute la province.

On a vu ci-dessus , page 117 , qu'après que les Etats eurent arrêté les tables de répartition , & que les diocèses rédigerent leurs livres des recherches sur les immeubles ou biens-fonds , on avoit fixé dans les villes & diocèses la quote-part des contributions qui devoit être portée sur les facultés mobilières , marchandises , gains & industries , & que les Etats avoient ordonné en 1551 à leur Syndic général d'intervenir dans les procès qu'avoient , à raison de ce , certains diocèses , afin que la coutume ancienne fût observée & gardée.

N'ayant rien trouvé à ce sujet depuis cette époque , & les biens-meubles n'étant plus que  
peu

peu ou point cotisés, cette inertie des Etats & des Assemblées diocésaines sur un objet aussi considérable, me parut surprenante. Je cherchai à m'en instruire auprès du Syndic d'un des diocèses de la province, par conséquent initié dans cette partie. Il me dit que si les biens-meubles n'étoient pas cotisés, comme je prétendois qu'ils devoient l'être, c'étoit la faute des communautés ou municipalités particulières, non celle des Etats, ni des Assemblées diocésaines. Je lui représentai que cela pouvoit être dans les temps auxquels les contributions étoient réparties d'après les papiers des eslimes ; mais qu'après que cette forme avoit été changée, les diocèses avoient déterminé la quote-part qui devoit être portée sur ces biens, & que les Etats avoient chargé, en 1551, leur Syndic général d'intervenir dans les procès qu'avoient, *à raison de ce, certains diocèses*. Il me paroissoit que les Etats & les Assemblées ou Assiettes des diocèses devoient veiller à ce que *la coutume ancienne & observée de cotiser & imposer pour ledit capage, fût observée & gardée*.

Ce Syndic, pressé de partir dans ce moment pour aller accompagner le Seigneur Evêque à la visite d'un grand chemin de nouvelle

construction, me renvoya, pour toutes instructions, à un Arrêt de la Cour des Aides de Montpellier, en date du 14 août 1771, portant règlement pour la communauté d'Anduze, en me disant qu'il renfermoit la jurisprudence de droit, qui devoit être actuellement suivie en Languedoc, sur la cotisation des biens meubles, & qu'il seroit rendu commun à toutes les communautés qui le demanderoient; mais ce n'étoit pas me dire, comme je le demandois, pourquoi les Etats & les Assemblées diocésaines, qui veillent avec tant d'attention sur les intérêts particuliers aux communautés, qui examinent si scrupuleusement les comptes particuliers de leurs Administrateurs, tant en recette qu'en dépense, & sans l'agrément desquelles les communautés ne peuvent pas refaire leur compoix ou tarif; pourquoi enfin ces mêmes Etats, qui si souvent ne savent où placer certaines augmentations dans les contributions, ne suivent pas un moyen aussi simple qu'il est de droit naturel, & qui produiroit des sommes immenses dans la province, & pour cela ne demandent pas, qu'étant rendu commun à toutes les communautés, elles fussent toutes tenues de s'y conformer?

Ne pouvant mieux faire, je parcourus



l'arrêt que ce Syndic m'exhiba avant de partir, & mon étonnement fut extrême lorsque je vis qu'il étoit non seulement bien éloigné du droit naturel & des anciens usages de la province, mais qu'il renfermoit encore des dispositions, qui, paroissant favorables aux possesseurs des immeubles, sont impraticables dans le fait, comme on peut s'en convaincre par une courte analyse.

Extrait d'un arrêt de la Cour des Aides du 14 août 1771, portant règlement pour la cotisation des cabaux & industries dans la communauté d'Anduze (1).

« Vu la requête présentée à la Cour par les  
 » Consuls modernes de la ville d'Anduze,  
 » tendante à ce qu'il soit permis à la communauté d'Anduze de faire procéder à un  
 » nouveau compoix cabaliste ; en conséquence, fixer, par l'arrêt de règlement qui  
 » interviendra, les principes & les règles  
 » que ses Députés doivent suivre dans la  
 » confection dudit compoix cabaliste, &  
 » dans le comestement, afin de lever tous

---

(1) Voyez le recueil des Edits, Déclarations, Arrêts, & Ordonnances pour l'année 1771 pour la province de Languedoc.

» doutes & toutes les difficultés, fixer ceux  
 » qui sont assujétis au compoix cabaliste &  
 » ceux qui peuvent ne l'être pas ; & pour  
 » les objets à compesier , outre ceux qu'il  
 » plaira à la Cour de déterminer par son  
 » arrêt , il y fait mention expresse , 1°. des  
 » rentes viagères sur le Roi , & d'où qu'elles  
 » procèdent d'ailleurs , & de quelle manière  
 » qu'elles soient établies ; 2°. des rentes per-  
 » pétuelles sur les Aides & Gabelles , & sur  
 » les autres revenus du Roi , sur les états des  
 » provinces & autres états , sur la Compagnie  
 » des Indes & autres Compagnies , sur les  
 » communautés & corps , quels qu'ils soient ;  
 » 3°. des censives , rentes foncières , & tous  
 » autres droits ruraux , comme aussi tous les  
 » autres objets qui doivent y être compesiés ;  
 » fixer la forme en laquelle ledit compoix  
 » cabaliste doit être fait , & de quelle manière  
 » les industries doivent être fixées ; l'ordon-  
 » nance de soit montré au Procureur géné-  
 » ral du Roi , &c..... a ordonné , &c. que  
 » les Consuls feront procéder chaque année  
 » à la faction d'un compoix cabaliste dans  
 » lequel seront compris les cabaux , bétail  
 » gros & menu , meubles lucratifs , argent  
 » à rente constituée , pension ou intérêts &  
 » industrie des artisans & autres habitans de

» ladite ville, de quelque qualité & condi-  
 » tion qu'ils soient..... Ordonne que dans  
 » l'assemblée du Conseil politique & ren-  
 » forcé, il sera procédé, à la pluralité des  
 » voix, à la nomination de quatre prudhom-  
 » mes experts &... lesquels après avoir prêté  
 » serment &.... procéderont à l'estimation &  
 » cotisation desdits cabaux, meubles lucra-  
 » tifs, bétail gros & menu, & autres objets  
 » ci-dessus énoncés, auquel effet tous les  
 » habitans seront tenus de déclarer auxdits  
 » experts la quantité, qualité, & valeur de  
 » leurs cabaux, meubles lucratifs, & dettes  
 » actives, & lesdits experts se transporteront  
 » pour recevoir lesdites déclarations dans les  
 » maisons, boutiques, & métairies des con-  
 » tribuables sans aucune exception, où ils  
 » se feront exhiber les marchandises, cabaux,  
 » bétail gros & menu, titres & papiers con-  
 » cernant les rentes, pensions, & dettes ac-  
 » tives, &c.... Les cabaux, meubles lucra-  
 » tifs, bétail gros & menu, argent à rente,  
 » pensions ou intérêts, à proportion du tiers  
 » du compoix terrier; en sorte que trois  
 » cents livres en cabal seront allivrées de  
 » même que cent livres en fonds d'héritage;  
 » & à l'égard de l'industrie, le plus également  
 » qu'il se pourra ».

Cet arrêt ordonne encore que les rentes perpétuelles & foncières seront allivrées sur le compoix terrier.

Quoique dans le fait les biens meubles ne soient actuellement que peu ou point cotisés, ils devroient cependant l'être d'après la jurisprudence de droit, récemment fixée par cet arrêt, qui me paroît en même temps bien opposé à ce principe du droit commun, qui veut que chacun contribue en proportion des avantages qu'il retire de la société; & je ne puis comprendre sur quel fondement cette Cour des Aides a fixé leur allivrement à deux tiers moins que la même valeur en fonds d'héritage, sans faire attention que ces mêmes biens étoient ci-devant allivrés, partie plus d'un cinquième, & les autres un quart en sus de la même valeur, en fonds d'héritage (1).

Suivant M. Espagne, Avocat en la Cour des Comptes, Aides, & Finances de Montpellier (2), les motifs de cette fixation sont

---

(1) Voyez l'extrait du livre des estimés à la suite des présentes observations.

(2) Voyez le Dictionnaire de Jurisprudence & des Arrêts par M. Prost de Royer, au mot Allivrement : tome 4, page 257 & suiv.

les risques & les cas fortuits de perte ou de diminution, que peuvent éprouver les biens de cette nature.

Il me paroît que pour apprécier ces motifs, il faut considérer si les estimations & allivrement des biens sont faits & arrêtés relativement aux produits à venir, ou à ceux des années précédentes.

Dans les compoix terriers, les estimations & allivrement sont fixés d'après les produits ou revenus des années à venir; puisqu'on n'y comprend que les biens-fonds, relativement à la qualité de leur sol; qu'on ne doit y allivrer en outre que les rentes perpétuelles, & que ces compoix ou tarifs sont considérés comme devant subsister des siècles entiers.

Dans les compoix cabalistes qui doivent être faits tous les ans, on ne cotise ou on ne doit cotiser que les biens meubles présumés être jouis par les contribuables de l'année précédente, & dont le produit ou revenu, déjà rentré en leurs mains, n'a plus de risques à courir; ce qui les assujettit indispensablement à la contribution; & si ces biens venoient à se perdre dans cette même année, ils n'y seroient pas assujettis l'année d'après: en effet, les rentes constituées à prix d'argent



& les pensions viagères ne peuvent pas être cotisées avant qu'elles existent par acte ; les dernières sont ordinairement payées d'avance ; & les premières ne peuvent avoir été établies sans avoir joui à l'avance des fonds dont elles proviennent ; & quand bien même ceux sur qui elles sont cotisées n'en jouiroient que depuis peu , & de quelque manière qu'elles leur fussent parvenues , c'est une dette qu'ils acquitteroient au lieu & place du précédent possesseur.

Quant au bétail gros & menu , il est assuré qu'on ne le cote que relativement aux années précédentes , puisque , les agneaux , veaux , & poulains ne sont pas compris dans le compoix cabaliste , quoiqu'ils soient nés avant qu'il soit fait.

Il ne reste que les marchandises & autres objets de commerce , dont la cotisation doit être faite d'après l'état où elles sont à cette époque , & doit être augmentée ou diminuée tous les ans , relativement à leur augmentation ou diminution ; ce ne sont par conséquent que les fonds dont le contribuable jouit depuis un an , ou les produits de ces fonds rentrés en ses mains , qui sont imposés , & non les produits à venir ; cette cotisation est dans le cas d'un impôt territorial , perçu en

nature à la récolte des fruits, dont la quantité seroit déterminée d'avance, mais dont la quantité ne peut être fixée qu'à la récolte; & quand bien même on accorderoit quelques mois de délai aux contribuables pour la remise de la quantité qui auroit résulté de l'abondance ou de la stérilité, on ne diroit certainement pas que cet impôt portât sur des produits à venir, exposés à des risques & à des cas fortuits qui peuvent les diminuer & même les anéantir.

D'après ce petit nombre de considérations bien simples, il me paroît que les produits des biens-fonds cotisés d'avance sur le compoix terrier, sont exposés à des risques & cas fortuits; & que ceux des biens meubles, cotisés & allivrés sur le cabaliste, n'y sont pas exposés, puisqu'ils ne sont estimés & allivrés qu'après leur rentrée dans les mains des contribuables.

Les dispositions de cet arrêt qui paroissent favorables aux possesseurs des biens-fonds, sont impraticables dans le fait, en ce qu'elles prescrivent l'allivrement des biens meubles en proportion du compoix terrier; il faudroit pour cela que dans le compoix terrier les fonds d'héritages fussent allivrés, relativement à leur valeur, d'après leur revenu, ou au

prix auquel ils pourroient être portés dans la vente ; mais tant que les biens en fonds d'héritage ne seront allivrés sur le compoix terrier que relativement à la qualité de leur sol & aux différens genres de culture auxquels ils sont destinés au moment où le compoix terrier est fait , cette disposition n'est pas praticable.

On dira peut-être que les prudhommes experts nommés par la communauté connoissent le prix commun des différentes qualités du sol de leur communauté ; mais il auroit fallu pour lors déterminer quelle étoit la qualité du sol qui devoit servir de base à leur opération , puisqu'il existe , dans le plus grand nombre des communautés , des disproportions très-sensibles entre l'allivrement des différentes qualités du sol & la valeur réelle des mêmes qualités , qui , dans certaines communautés , sont divisées en neuf classes.

Ces disproportions sont encore bien plus considérables relativement aux différens genres de culture auxquels les fonds de même qualité se trouvent destinés. Je connois des communautés dans lesquelles les tables du compoix , depuis peu arrêtées , ne l'ont été qu'après de longs débats & des discussions vivement soutenues , & qui , sous l'autorité de la

Cour des Aides , ont enfin fixé l'allivrement des septérées de terre en champs de première qualité , à un sou six deniers ; en vigne , à quatre sous six deniers ; en pré , à quatorze sous , quoique la même contenance & qualité du sol ne puisse être portée , dans le plus haut prix des ventes ou estimations , qu'à 200 livres la septérée du champ , en vigne à 400 livres , & en pré 1000 livres ; d'où il résulte que si les prudhommes experts prenoient pour base l'allivrement des champs , ils porteroient à neuf deniers l'allivrement de trois cents livres en biens-meubles , à un sou un denier & demi celui des vignes , & enfin celui des prés à un sou quatre deniers huit dixièmes.

Les Consuls d'Anduze avoient demandé que la Cour des Aides statuât *de quelle manière les industries doivent être fixées* : cette Cour se contenta d'ordonner , & à l'égard de l'industrie , *le plus également qu'il se pourra*.

Ordonner que l'industrie sera cotisée aussi également qu'il se pourra , n'est pas déterminer de quelle manière elle doit être fixée ; cette incertitude & celle qui résulte des proportions entre la valeur réelle des qualités du sol & l'allivrement auquel elles sont assujetties dans le compoix terrier qui devroit servir de base pour la faction du com-

poix cabaliste , jointes à l'intérêt particulier des possesseurs des biens meubles , rendent impraticables les dispositions de cet arrêt, dans le même temps qu'il paroît les assujettir à la contribution.

Dans des observations sur la contribution des biens-meubles , le même M. Espagne dit (1) :

« L'imposition *cabaliste* ou mobilière étant  
 » vicieuse de sa nature ( *ordre naturel & essen-*  
 » *tiel des sociétés politiques* ) , on sent  
 » qu'elle doit infecter la forme de la répar-  
 » tition , quelque tempérament qu'on y ait  
 » apporté , avec quelque sagesse qu'elle ait  
 » été ordonnée ; on n'a point ici de règle  
 » fixe , on n'a point d'évidence , on doit  
 » tomber dans l'arbitraire : l'égalité propor-  
 » tionnelle s'évanouit , & il en résulte con-  
 » séquemment des surcharges , des réclama-  
 » tions continuelles , des abus toujours renaîs-  
 » sans , des inconvéniens irrémédiables. Une  
 » semblable imposition ne nous a pas été  
 » transmise par les Romains, quoi qu'en disent

---

(1) Voyez le Dictionnaire de Jurisprudence , par M. Prost de Royer , au mot Allivrement , tome 4 , page 269.



» Philippy & d'Espeisses; elle s'est introduite  
 » dans la province de Languedoc vers le  
 » milieu du quatorzième siècle, dans des cir-  
 » constances où l'Etat touchoit à sa ruine, &  
 » elle y a été admise à titre de subvention  
 » extraordinaire. Elle est même encore incon-  
 » nue dans le plus grand nombre des com-  
 » munautes. Elle a été supprimée, par exemple,  
 » à Toulouse par arrêt du Conseil du 16 no-  
 » vembre 1715 ; le non usage l'a abolie en  
 » quelque sorte à Montpellier ; mais cette  
 » ville a cependant conservé l'imposition de  
 » l'industrie ; enfin on la trouve en vigueur  
 » dans la Provence & le Dauphiné ».

Si tous les faits énoncés dans cette bril-  
 lante apologie en faveur de la suppression de  
 l'imposition cabaliste étoient vrais, il faudroit  
 de nécessité y souscrire ; mais si la plupart  
 d'entre eux sont contredits par d'autres faits  
 dont l'évidence ne sauroit être contestée ,  
 cette apologie doit céder à l'imposition *cab-*  
*liste*.

En avançant que *l'imposition cabaliste ou*  
*mobiliaire étant vicieuse de sa nature , &c...*

M. Espagne cite un traité que je ne connois  
 pas ; mais j'ai toujours cru , avec bien d'au-  
 tres , qu'il étoit de droit naturel que chacun  
 des individus dont est composée une société ,

contribuât aux besoins communs , en proportion des avantages que cette même société lui procure.

Il ajoute , *on n'a point ici de règle fixe , on n'a point d'évidence , &c. &c.* Cet article ne porte pas sans doute sur les rentes constituées à prix d'argent , sur les intérêts viagers ou autres , puisque la *règle & évidence* est établie par acte public ; il ne porte pas non plus sur le bétail gros & menu , puisque dans le plus grand nombre des communautés qui en ont conservé l'usage , ce bétail gros & menu est cotisé & allivé par tête , & que les prudhommes experts n'ont qu'à compter le troupeau , s'ils soupçonnent d'infidélité la déclaration du propriétaire.

Les marchandises & autres objets de commerce sont les seuls biens qui pourroient être exposés à l'arbitraire ; mais cet arbitraire est entièrement à la charge du contribuable , puisqu'il ne tient qu'à lui de le faire disparaître , en représentant ses livres aux prudhommes experts qui sont chargés de la confection de ce compoix.

On objectera peut-être que ce moyen est impraticable , en ce qu'exposant au jour l'état de la fortune de certains négocians , une pareille inquisition anéantiroit le commerce ;

mais ce ne seroit qu'un vain prétexte qui ne peut être avancé qu'autant qu'on confondroit les avantages du commerce en général, avec l'intérêt particulier de quelques négocians.

*Une semblable imposition ne nous a pas été transmise par les Romains, quoi qu'en disent Phillipy & d'Espeisses.* Sans m'arrêter à chercher qui, de ces deux Jurisconsultes ou de M. Espagne, est le mieux fondé dans son opinion, je crois que ce n'est pas dans les cendres de cette Nation qu'il faut fouiller pour se procurer des notions & des règles pour distinguer le juste de l'injuste en matière d'impositions, sur-tout dans les temps auxquels elle possédoit paisiblement les Gaules; & je crois encore, avec bien d'autres, qu'elle n'imposa les commerces les plus infames, qu'après avoir assujetti à la contribution ceux qui étoient plus honnêtes.

*Elle s'est introduite dans la province de Languedoc vers le milieu du quatorzième siècle.* L'ordonnance de Saint Louis, ci-dessus rapportée page 72, prouve qu'en 1269 les biens meubles devoient être allivrés. Beaumanoir nous apprend que les biens meubles étoient allivrés à la taille, & qu'une fausse déclaration de la part du propriétaire l'expo-

soit à la confiscation de ces mêmes biens. En 1303 le Roi Philippe le Bel, d'après l'avis des Prélats & Barons de son Royaume, établit un subside du cinquième des revenus & du vingtième de la valeur des meubles; cette imposition mobilière n'a donc pas commencé vers le milieu du quatorzième siècle, & si elle y a été admise à titre de subvention extraordinaire, elle a cela de commun avec toutes les autres contributions qui n'étoient pas à titre de *cens*, comme je l'ai déjà dit page 41 & suiv.

*Elle est même encore inconnue dans le plus grand nombre des communautés. On pourroit croire, d'après cela, qu'il est des communautés qui n'ont jamais admis cette imposition; mais indépendamment des preuves contraires ci-dessus, les livres des estimés du quinzième siècle, l'ordonnance de Henri II, & le cahier des Etats de 1551, où il est dit, que le syndic de la province interviendrait, &c.... afin que la coutume ancienne & observée, de cotiser & imposer pour ledit capage, fût observée & gardée, prouvent que si cette imposition n'est pas actuellement connue, c'est parce qu'elle a cessé d'être en usage; & qu'il est arrivé ce que prévoyait M. Prost de Royer, lorsqu'après avoir rap-*  
porté

porté des maximes infiniment précieuses en matière d'impositions royales & d'octrois municipaux, il a dit (1) : car s'il en étoit autrement, des administrateurs foibles ou complaisans d'une part, & de l'autre, des hommes puissans dégraderoient le revenu public, & perdroient entièrement les principes inviolables, établis chez toutes les Nations éclairées, sur l'impôt & les charges publiques. Les exemples que M. Espagne cite à l'égard des villes de la province, les plus considérables en richesses mobilières, ne le prouvent que trop.

#### §. X I V.

##### *Forme actuelle de répartition.*

Après avoir développé toutes les causes qui, à ce que je crois, ont introduit ou favorisé des changemens dans la forme de la répartition, & l'inégalité qui en est résultée, il reste à voir quelle est sa forme actuelle, tant dans les provinces où elle est considérée

---

(1) Dictionnaire de Jurisprudence, tome 3, page 761, au mot Air.



comme personnelle, que dans celles où elle est réelle.

Depuis environ trois siècles cette forme est la même dans les provinces de taille personnelle ; avec quelque égalité que la répartition soit faite, elle y est regardée comme arbitraire : de cela seul, il résulte des plaintes & des réclamations continuelles ; cette funeste dénomination entrave l'industrie, arrête les progrès de l'Agriculture, engage les contribuables à cacher leur aisance, & à retarder, autant qu'ils le peuvent, le paiement de leur quote-part, par la crainte que leur exactitude ne serve de motif pour l'augmenter. Il est inutile de retracer ici ce qui est dit ci-dessus sur cette forme, qui, en 1481, étoit la même dans tout le Royaume.

Dans les provinces de taille réelle, notamment en Languedoc, la forme actuelle de répartition ne remonte pas à des temps aussi reculés, & ce n'est même que peu à peu & insensiblement qu'elle est parvenue à l'état actuel ; on a vu ci-dessus quelle en étoit la forme dans son origine en 1530 ; mais elle est bien peu connue aujourd'hui, si elle ne l'est que par les éloges qu'on lui prodigue ; je vais la détailler le moins mal qu'il me sera possible, & si je ne puis mieux faire,

je suis du moins assuré de la vérité de tous les faits que j'avancerai.

La répartition des impositions royales & municipales, frais communs, &c. . . est encore faite dans la province sur les diocèses, d'après les tables ou tarifs arrêtés en 1350.

Il est très-peu de diocèses dont le compoix, cadastre, ou recherches qui servent à la répartition des mêmes impositions sur les communautés, soient renouvelés depuis le seizième siècle.

La répartition dans les communautés sur les individus dont elles sont composées, est faite d'après des compoix qui sont refaits plus souvent, & il y a, ou devoit y avoir, dans les communautés, deux compoix; l'un *terrier*, qui ordinairement subsiste plus d'un demi-siècle, quelquefois même le siècle entier; le second est le compoix *cabaliste*, qui doit être refait tous les ans dans les communautés qui en ont conservé l'usage.

Dans le droit, & d'après la jurisprudence de la Cour des Aides de Montpellier, le compoix *terrier* devoit comprendre l'estimation & allivrement de tous les fonds de terre, maisons, & autres bâtimens, rentes foncières & autres droits ruraux imposés *in traditione fundi*; dans le fait, ces mêmes compoix,

autorisés par la Cour des Aides, ne contiennent que l'estimation & allivrement des biens-fonds, & laissent à l'écart les *rentes foncières & autres droits ruraux*.

Dans le droit, & d'après la même jurisprudence, le compoix cabaliste devoit contenir l'estimation & allivrement des meubles lucratifs, tels que les rentes constituées à prix d'argent, sur qui qu'elles soient établies, les rentes ou intérêts viagers, les marchandises qui sont dans le commerce, le bétail gros & menu, & enfin tous les *avoirs mobiliers* dont l'industrie retire des profits.

Dans le fait, ce compoix ne comprend, dans le petit nombre des communautés qui l'ont conservé, que le bétail gros & menu, & l'industrie personnelle; & *par ce moyen*, dit un Jurisconsulte du dernier siècle, *ON REND LA SUEUR DES HOMMES TRIBUTAIRE*. Despeisses, tit. 2, art. 10, n<sup>o</sup>. 1 (1).

L'annonce de la réfaction du compoix terrier est, dans toutes les communautés, le signal de la division & la vraie cause d'une

---

(1) Voyez le Dictionnaire de Jurisprudence & des Arrêts par M. Prost de Royer, au mot Allivrement, tome 4, page 269.

infinité de procès. Ceux qui prévoient une augmentation d'allivrement, la reculent autant qu'il leur est possible, & ce sont ordinairement les plus riches & les plus accrédités des habitans; & lorsqu'enfin, après une infinité de retards, la communauté a délibéré qu'il doit être refait, cette délibération doit être agréée par l'Assemblée diocésaine, quoiqu'elle n'ait aucun intérêt à cette refaction, tout comme les Etats n'en ont point à la refaction des recherches d'un diocèse sur les communautés. Il faut ensuite que la communauté obtienne la permission de la Cour des Aides, & soit autorisée par M. l'Intendant à faire les frais de ce nouveau compoix.

Tous ces préalables étant remplis, la communauté, assemblée en corps, détermine & fixe la table du compoix, c'est-à-dire, la proportion de l'allivrement auquel chaque propriété doit être assujettie, relativement à la qualité de son sol & aux différentes productions des biens-fonds au moment où le compoix est fait.

Pour pouvoir fixer cette table avec égalité, il faudroit une suite d'observations bien suivies & des calculs très-exacts; mais c'est de quoi on s'occupe peu. Il y auroit un autre moyen plus simple, qui consisteroit à suivre

dans l'allivrement les proportions qui se trouvent dans les prix ordinaires des ventes ou estimations , tant à raison de la qualité du sol , que des productions : ce dernier moyen n'est pas généralement adopté.

Si l'on fait attention à ce que les biens des contribuables de la même communauté ne sont pas dans la même proportion , tant dans les qualités du sol , que dans le genre des productions , on sera convaincu qu'ils ont tous des intérêts opposés dans la fixation de cette table , & qu'ils doivent faire tous leurs efforts pour rejeter le poids de la contribution sur les qualités & nature des biens dont ils sont le moins pourvus ; ce qui occasionne de longs débats , qui retardent , des années entières , la réfaction du compoix , & jusqu'à ce que les intérêts particuliers & les intrigues aient rassemblé le plus grand nombre des voix.

Toutes les communautés ne divisent pas les qualités du sol & le genre de culture ou production dans le même nombre de classes ; elles varient même là-dessus lors de la réfaction de leurs compoix. En général , elles forment de quatre à neuf classes pour les champs , & de trois à quatre pour les fonds qui sont en vignes , olivettes , prés & jardins. Dans les



campagnes, les maisons ont toutes le même allivrement dans chaque communauté, par canne ou toise carrée de leur sol; dans les villes, on distingue les différens quartiers ou moulons.

L'allivrement, qui est facilement convenu sur le champ de première qualité, sert ordinairement de base pour l'allivrement des classes inférieures, qui sont quelquefois au nombre de huit; mais les proportions d'une classe à l'autre sont arbitrairement fixées, puisqu'on ne suit ni le prix des ventes ou estimations sur les ventes, ni le montant des produits d'après des observations qui devroient être faites avec toute l'attention & l'exactitude possibles.

Il est moins aisé de convenir sur les quote-parts d'allivrement qui doivent être imposées sur les premières qualités des fonds en vigues, olivettes, prés & jardins; parce que la plus grande partie des contribuables ont là-dessus des intérêts divers, & qu'on ne suit ni règle ni proportion relative aux champs. De tous les compoix que je connois, il n'en est aucun dans lequel ces proportions soient les mêmes; & , dans le fait, on peut aisément connoître, d'après ces tables, quelles sont les qualités des biens de ceux qui ont

le plus contribué à leur fixation. Quant aux classes inférieures aux premières qualités de ces biens, on suit ordinairement, & à peu de chose près, les mêmes proportions qui ont été suivies à l'égard des champs.

Dans les villages ou communautés de la campagne, les maisons & autres bâtimens sont allivrés à un taux déterminé par canne carrée de leur sol, sans avoir aucun égard aux proportions de cet allivrement avec celui des autres biens-fonds de la même communauté, ni à la valeur réelle de ces objets; il est des communautés où les maisons sont excessivement allivrées, & d'autres où elles le sont très-peu.

Lorsque cette table est enfin fixe, & que l'adjudication a été faite au moins disant, l'entrepreneur, accompagné des indicateurs nommés par la communauté, arpente & lève le plan de toutes les possessions particulières; & c'est ordinairement celle de toutes les opérations pour la réfaction d'un compoix, qui est la mieux faite. Après quoi, deux estimateurs, aussi nommés par la communauté, vont les parcourir, pour les répartir dans les différentes classes dont l'allivrement est fixe, qui dans certaines communautés se trouvent au nombre de vingt-cinq.

Indépendamment des défauts de proportion dans l'allivrement des différentes classes, la forme dans laquelle on l'assigne annonce combien peu on doit compter sur son exactitude. Ces deux estimateurs, qui sont toujours choisis dans d'autres communautés, quelquefois éloignées de celle où ils doivent opérer, ne sont pas toujours dans le cas de connoître les qualités particulières de chaque terrain, qui, sur-tout en Languedoc, varient d'une communauté à l'autre : les différentes classes n'étant respectives que dans la même communauté, il faudroit qu'ils en connussent toutes les possessions, avant que de pouvoir assigner dans quelle classe l'une d'elles doit être rangée. Les différens états de l'atmosphère plus ou moins favorables à certaines qualités du terrain, une bonne ou mauvaise culture, & une infinité d'autres circonstances peuvent facilement les induire en erreur; malgré toutes ces considérations, ils assignent irrévocablement à quelles classes doit être rangée la première possession sur laquelle ils opèrent; & les parcourant toutes rapidement, soit que la contenance en soit considérable ou non, ils y trouvent ordinairement de toutes les qualités dont la Table fait mention, & déterminent, sans hésiter, la conte-

nance de chacune de ces qualités, du moment que l'Arpenteur leur a dit la contenance totale. C'est là cette cotisation qu'on regarde comme exempte d'arbitraire, & qu'on attribue cette dénomination à la cotisation d'une rente constituée par acte public.

Quand bien même cette estimation & cotisation seroit faite avec toute l'égalité possible, ce ne pourroit être que pour le moment auquel elle est faite, puisque, suivant même M. Favier, zélé défenseur de la stabilité des compoix, *la révolution ordinaire de toutes choses exposeroit, tous les vingt-cinq ou trente ans, à de nouveaux changemens, puisqu'il est certain que dans cet espace de temps, les terres qui étoient bonnes, deviennent médiocres ou mauvaises; & ces changemens, ordinaires, à l'égard des champs, sont bien plus rapides & bien plus vivement ressentis par les propriétaires des biens-fonds en vignes & oliviers.*

Une vigne complantée sur une possession dont la qualité du sol seroit rangée dans les classes les plus inférieures des champs, se trouve-t-elle en bon état à l'époque de la réfaction du compoix? elle sera allivrée, dans certaines communautés, trois fois comme le champ de première qualité. Le laps du

temps, les intempéries des saisons, le bas prix accidentel des denrées, ou même une maladie ou un procès qu'aura le malheur d'essuyer le propriétaire, le réduisent souvent à l'impossibilité de la cultiver comme elle devroit l'être : cette vigne dépérit ; les fruits ne suffisant pas pour payer les travaux, il faut de nécessité l'arracher, & il ne reste au propriétaire qu'un mauvais champ qui paye trois fois comme ceux de première qualité, jusqu'à ce que le complot soit refait, c'est-à-dire, souvent plus d'un demi siècle.

Ces infortunés propriétaires ne trouvent pas à vendre cette partie de leur bien, parce que la première attention des acquéreurs se porte sur cette surcharge ; ils sont encore obligés de laisser ce terrain en friche, ou de le cultiver avec peu d'espoir de produit, pendant quatre ou cinq ans avant de replanter la vigne, cultiver ensuite la jeune vigne tout autant d'années avant qu'elle ne donne des fruits. Tous ces inconvéniens exposent les acquéreurs à payer des impôts considérables pendant dix années, à avancer tous les frais des cultures, dans l'espoir éloigné de jouir des produits de cette vigne, dans le temps que des vignes voisines & du plus grand produit, étant plantées depuis la fac-



tion du compoix , ne sont pas allivrées le dixième du champ de première qualité.

Ces mêmes propriétaires ne peuvent pas abandonner cette partie de leur bien , parce que tout ce qu'ils possèdent dans la même communauté répond de la totalité de leur allivrement ; ce qui les réduit à la triste alternative d'abandonner tout , ou de végéter toute leur vie dans l'indigence ; & il suffit qu'une de leurs possessions change de qualité par des causes auxquelles il n'est pas en leur pouvoir de parer , pour que la surcharge qu'ils éprouvent les mette hors d'état , non seulement de rétablir la partie détériorée , mais encore de retirer tous les avantages possibles des autres parties de leur bien , lorsqu'une meilleure forme de répartition pourroit leur procurer les moyens de réparer leur malheur , & épargneroit aux habitans de la même communauté la surcharge qu'ils éprouvent par l'abandon des biens que certains particuliers sont quelquefois obligés de faire.

Le dépérissement des plantations d'oliviers , qui dans certaines communautés sont excessivement allivrées , relativement à leur produit , est moins subordonné , en général , au laps du temps , que celui des vignes ; mais le défaut de culture & celui des engrais in-

dispensables fair le même effet sur elles que sur les vignes ; & elles sont, de plus , exposées à périr par l'intempérie des saisons. Il n'est point de particulier , ayant des oliviers , qui n'en perde tous les ans , malgré tout le soin qu'il est possible d'en avoir ; & il en est beaucoup sur des fonds hors d'état de produire des grains , à raison de la mauvaise qualité de leur sol.

Lors de l'estimation & fixation de l'allivrement de ces plantations sur les compoix , on n'a point égard à la qualité du sol , mais bien à la grosseur du tronc de l'arbre , à l'étendue de ses branches , & aux apparences de production. Toutes les autres possessions sont allivrées , d'après leur qualité , à une quote-part fixée par septérée. Quant aux plantations d'oliviers , c'est le nombre d'arbres qui forme la septérée. D'après cela , soit que la diminution des oliviers soit partielle , ou qu'elle soit occasionnée en entier par le froid , comme il n'arrive que trop souvent , il ne reste qu'un mauvais champ au propriétaire , qui , jusques à la refaçon du nouveau compoix , est assujetti à payer la taille des oliviers qui n'existent plus.

On objectera peut-être que cette perte & diminution sont à la charge des propriétaires ,

qui pourroient la prévenir, en plantant tous les ans quelques oliviers, tout au moins suffisamment pour en entretenir le même nombre ; mais cette objection ne pourroit être fondée, qu'autant qu'il seroit possible de trouver des oliviers à planter ; & elle ne le seroit même pas, lorsque les plantations entières périssent par le froid, parce que la diminution du revenu & la surcharge des tailles réduiroient le plus grand nombre des propriétaires à l'impuissance de le faire.

Le seul moyen en usage pour se procurer des oliviers, est d'en acheter déjà plantés sur d'autres possessions, que des besoins pressans obligent les premiers propriétaires de vendre ; & bien s'en faut que cette transplantation soit favorable à la multiplication de l'espèce : car il est de notoriété publique qu'en général il en périt un quart, & qu'il s'écoule plus de dix ans avant que ceux qui réussissent puissent produire autant qu'ils le faisoient ci-devant.

Il seroit possible d'en avoir à de moindres frais ; il ne faudroit pour cela que conserver les rejetons qui poussent en grand nombre au pied de l'arbre, sur-tout lorsque les branches en ont été desséchées par le froid ; mais il faudroit en même temps qu'il n'y eût aucun

troupeau dans les cantons où croissent les oliviers. Jusques-là ce moyen est impraticable. D'un autre côté, l'utilité de la proscription des troupeaux en faveur des oliviers se trouve balancée par la nécessité des engrais dans les terrains les plus propres à ce genre de production ; & c'est à cette cause qu'on doit attribuer l'entière destruction des oliviers dans des communautés qui en étoient couvertes avant 1709, & la diminution successive dans celles qui en ont encore.

L'établissement des pépinières, qui seroit le seul moyen propre à multiplier les oliviers, en conservant les troupeaux, n'a pas encore été mis en usage. Il seroit à désirer que l'administration de la province s'en occupât. Il est étonnant que dans une province où on trouve, à chaque pas, des pépinières en arbres de pur agrément ou d'utilité particulière, on n'en voie pas une en oliviers, dont l'utilité seroit générale, en ce qu'ils seroient allivrés sur les compoix.

---

## §. X V.

*Sur l'attachement à la forme actuelle de répartition.*

En réfléchissant sur les inconvéniens & les abus de la forme actuelle de la répartition de l'impôt, ci-dessus détaillée, on doit facilement apercevoir qu'il en résulte de très-grandes inégalités; ces inégalités sont démontrées, lorsqu'on voit dans les provinces de taille réelle certaines communautés dont la quote-part des impositions est plus que double du produit des fruits décimaux; & d'autres où elle n'est pas la moitié de ce même produit: dans les premières, la dixme prélevée, & distraction faite des frais de culture & d'exploitation, ces communautés se trouvent cotisées plus des quatre neuvièmes de leur revenu; les dernières, après avoir prélevé la dixme & les mêmes frais de culture, ne se trouvent pas cotisées un neuvième; de plus, les mêmes inégalités existant dans la répartition des communautés sur les individus dont elles sont composées: parmi celles qui sont surchargées, quelques-uns payent plus de la moitié de leur revenu; tandis que dans celles qui



qui sont allégées, il en est qui ne payent pas le vingtième de leur revenu.

Je crois avoir indiqué les causes de cette inégalité ; mais il est moins aisé de manifester celles qui ont laissé subsister depuis si long-temps une disproportion aussi considérable entre les membres d'une même société : par quelle fatalité une administration aussi éclairée que celle de la province de Languedoc , a-t-elle pu ne pas s'en apercevoir ? ou, si elle l'a connue , pourquoi ne l'a-t-elle pas corrigée ?

Les seules causes qu'on pourroit en présumer, sont l'habitude ou les difficultés qu'on prévoit à faire un compoix ou cadastre général de la province , en suivant les formes adoptées dans ceux des diocèses & communautés ; dans le vrai , cette forme est impraticable en ce que les allivremens étant fixes d'après la qualité du sol , & les différentes qualités devant être respectives entre elles dans toute l'étendue de la province , il faudroit que les mêmes estimateurs la parcourussent en entier ; & quand bien même on s'en tiendroit aux arpentemens déjà faits ; les observations sur les qualités du sol , les différens genres de production , les avantages ou désavantages résultans de la position des diffé-

rens lieux, & les retards inévitables, occasionnés par l'intempérie des saisons, leur permettroient tout au plus de parcourir quatre communautés par mois; par conséquent il s'écouleroit environ soixante années avant qu'ils eussent parcouru deux mille huit cents communautés dont est composée la province: outre qu'on ne peut pas espérer un terme aussi réculé dans la vie de ces estimateurs, il est encore certain que, tous les vingt-cinq ou trente ans, les terres changent de qualité; il faudroit donc recommencer ce cadastre avant de le finir.

Ce cadastre ne peut point être fait d'après les moyens qui servirent à fixer, en 1530, les tables ou tarif de répartition de la province sur les diocèses où il est encore suivi, il y avoit alors, dans chaque communauté, des livres ou papiers d'estime, sur lesquels tous les biens meubles ou immeubles, *par qui qu'ils fussent jouis ou possédés*, étoient allivrés relativement à leur valeur, ou revenu; actuellement les compoix des communautés ne renferment que l'allivrement d'une partie des biens immeubles, non d'après leur revenu, mais d'après les qualités d'un sol dont on ne connoît aucune proportion avec celles du sol des autres communautés même les plus voisines.

Quand bien même cette forme de répartition ne seroit pas entièrement impraticable, qu'on pourroit parvenir à lever tous les obstacles, à surmonter à grands frais toutes les difficultés qui s'y opposent; s'il doit en résulter dans peu les mêmes inconvéniens, n'est-il pas à propos d'y renoncer? & si, en rassemblant ce qu'il y a de mieux dans les anciennes formes de répartition on pouvoit parvenir à rédiger sans frais un compoix ou tarif général, établir un impôt unique, le répartir avec égalité, le percevoir aux moindres frais possibles; impôt dont les formes pussent se prêter à une diminution lorsque les circonstances le permettoient, à une augmentation lorsqu'elles l'exigeroient, des formes enfin qui réunissent tous les avantages de celles qui ont précédé, sans en avoir les inconvéniens; pourquoi ne pas les adopter?

L'annonce d'un seul & unique impôt, réparti avec égalité, perçu à peu de frais, & dont le produit égaleroit celui de tous ceux actuellement existans, n'est considéré dans ce siècle-ci comme un objet de pure spéculation, que parce qu'on confond ordinairement l'unité de l'impôt avec l'unité de l'objet à imposer; ce qui a produit différens plans de répartition, tous étayés par des calculs qui

n'ont convaincu personne , parce que laissant tous quelque chose à désirer , il étoit bien difficile de persuader aux propriétaires ou consommateurs ( des objets cotisés à leur gré ) qu'ils gagneroient au change ; il répugne à tout homme de payer pour un autre.

Pour bien faire, « il faudroit (1) pouvoir  
 » réduire tout au seul impôt territorial , de  
 » manière que son produit fût suffisant, que l'a-  
 » griculture & les propriétés n'en souffrissent  
 » pas , & que le particulier , portant *son avoir*  
 » dans son portefeuille , ne trouvât pas le  
 » moyen d'échapper à la contribution que  
 » chacun doit à l'Etat dans lequel il vit ;  
 » jusqu'à cette découverte , il faut bien , en  
 » France comme en Angleterre , percevoir  
 » les impôts subsistans. La justice distributive  
 » doit en soutenir la perception avec exac-  
 » titude, sans quoi la dégradation du produit  
 » d'un impôt subsistant amenera la création  
 » d'un autre ».

On a reconnu dans tous les temps la nécessité d'un compoix ou cadastre général dans le Royaume pour la répartition de l'impôt.

---

(1) Voyez le Dictionnaire de Jurisprudence & Arrêts, par M. Prost de Royer , tome 1<sup>er</sup> , page 739 , au mot *Assise*.

Ce projet, souvent renouvelé & chaque fois abandonné, est, par cela seul, regardé comme impraticable par la multitude. On a cru (1) « que pour adopter une marche » sage, il falloit d'abord diviser en deux » classes les différentes charges publiques » auxquelles les habitans de la France sont » assujettis; que dans l'une il falloit ranger » tous les droits dont la constitution ne pou- » voit être changée que d'une manière uni- » forme & générale, & qu'on devoit com- » prendre dans l'autre tous les impôts dont » la modification & la répartition ne devoient » pas, du moins nécessairement, être abso- » lument pareilles dans chaque province ».

On a placé dans la première classe les droits sur l'importation & exportation des marchandises, sur les objets de consommation, sur tous ceux de fabrication, ceux de contrôle, & autres du même genre.

Dans la seconde, toutes les impositions sur les terres & sur les facultés personnelles, comme les vingtièmes, la taille, la capitation, les corvées, & même quelques droits locaux, tels que ceux connus sous les noms

---

(1) Traité de l'Administration des Finances, tome 1<sup>er</sup>, page 220 & suiv.



d'aides des villes. « En effet (ajoute-t-on),  
 » ce qui importe à l'Etat & aux rapports es-  
 » sentiels de toutes les parties du royaume,  
 » les unes envers les autres, c'est que la part  
 » de chaque province à ces mêmes contri-  
 » butions soit réglée d'une manière juste ;  
 » mais l'unité de forme n'intéresse point  
 » l'ordre général ».

Que « lorsqu'en s'occupant de la réforme  
 » de ces sortes d'impôts ou d'autres d'un  
 » genre semblable, on voudra que le bien  
 » dont on aura conçu l'idée, soit le résultat  
 » d'un règlement uniforme & général, on  
 » éprouvera constamment, & les difficultés  
 » inhérentes aux circonstances particulières  
 » de chaque province, & toutes celles qui  
 » naîtront, tantôt d'un attachement à d'an-  
 » ciens usages, tantôt d'un esprit de défiance  
 » sur les vues fiscales de l'administration ;  
 » enfin l'attente probable de laisser en peu  
 » de temps le Gouvernement, entretiendra  
 » toutes ces oppositions ».

Il résulte de tout cela que, quoique les  
 formes puissent être différentes, l'égalité  
 doit toujours être la base de toute répartition  
 d'impôt. D'après ce principe fondamen-  
 tal, l'égalité dans la répartition doit l'em-  
 porter sur les *circonstances particulières* à

*chaque province, & l'attachement à d'anciens usages. Cette égalité ne peut être établie & maintenue que par une nullité de forme.*

Si la quote-part des contributions doit être proportionnelle aux avantages que les différens individus de la société en retirent, c'est-à-dire, au revenu des biens dont la société assure & garantit la propriété ou l'usage, elle ne peut être fixée que d'après l'évaluation des avantages ou revenus dont jouissent les différens individus dont elle est composée. Quelles que soient les formes de cette estimation, elles doivent toutes se rapporter à un produit en nature, soit denrées, ou argent. Quel que soit le mode qu'on adopte, dès qu'il existe des revenus en argent & en denrées, il faut nécessairement les réduire à un de ces termes ; sans quoi, il ne seroit pas possible de fixer la quote-part des contributions que les biens ou revenus de ces différens genres doivent supporter, & il n'en est point de plus simple que de les réduire en livres tournois, qui sont les mêmes dans tout le royaume.

*Les circonstances particulières à chaque province ne peuvent influer que sur le plus ou moins de revenu de certains objets qui, étant les mêmes en apparence, donnent,*

dans diverses provinces, des produits différens, à raison de certaines *circonstances particulières* ; mais il reste toujours qu'un revenu de cent livres tournois, en Bretagne, doit être cotisé comme le même revenu en Languedoc.

*L'attachement à d'anciens usages* ne peut être qu'un vain prétexte en faveur de l'inégalité. S'il existoit un *ancien usage* dont il résulât une parfaite égalité, bien loin d'être détruit, il devrait être adopté & suivi dans toutes les provinces, districts, ou sociétés particulières dont est composée la monarchie ; comme ceux qui ont introduit ou favorisé l'inégalité, doivent être également proscrits. Ces usages ne peuvent porter que sur la forme de répartir & percevoir l'impôt, sur l'exemption de certains objets, ou celle de certaines personnes.

Si avec différentes formes de répartir & percevoir l'impôt, l'égalité peut être établie & maintenue, l'unité devient indifférente ; mais, jusqu'à cette découverte, tous ces anciens usages sont des abus qu'on ne sauroit assez s'empresse de détruire.

Il n'en est pas de même de l'exemption de certains objets, ou de différentes personnes ; ces derniers usages sont trop opposés à l'éga-

lité, pour qu'ils puissent subsister plus longtemps. N'est-il pas, en effet, ridicule de voir qu'un Prince du Sang paye, en Languedoc, la taille des biens qu'il y possède, & que, dans d'autres provinces, de petits individus puissent acquérir l'exemption par l'acquisition d'une charge, qui, portant l'intérêt de leur finance, rejette, de plus, leur quote-part des contributions sur leurs concitoyens.

On objectera peut-être que ces *anciens usages* remontent à l'époque de la *réunion* de diverses provinces à la monarchie, & ont été une condition expresse de la *réunion*. Une pareille allégation est anéantie par la seule expression *réunion*, qui suppose nécessairement qu'elles avoient été précédemment unies. Par cette prétendue désunion, les habitans de ces provinces n'avoient pas cessé d'être sous la domination des Rois de France, puisque, lorsqu'ils avoient à se plaindre de leurs Ducs ou Comtes, ils les citoient devant la Cour du Roi; ils n'étoient pas obligés de s'armer en faveur de leur Duc, Comte, &c., contre le Roi, leur Seigneur suzerain; mais ils étoient obligés de le faire, lorsqu'ils étoient appelés par le Roi pour la défense de l'Etat & le soutien des droits de sa couronne. La

durée du service personnel qu'ils devoient à leurs Ducs, Comtes, &c., étoit limitée dans le bail à fief noble, comme les cens & les tailles l'étoient par le roturier. Lors même de cette prétendue désunion, on distinguoit *la taille comtale, de la taille impériale* (1); on ne pouvoit par conséquent réunir à la couronne que ce qui en avoit été détaché; & c'est d'après cela que le Jurisconsulte Caseneuve a écrit : *Nos Rois ont dans leurs Etats deux sortes de dominations, l'une royale, & l'autre féodale, &c.* (2). Cette dernière domination étoit seule dans le cas d'être réunie à la couronne, & ces prétendus traités de réunion, ne pouvant pas porter sur la première, les habitans de ces provinces ne peuvent en tirer des privilèges contraires au bien public & aux avantages de la société en général. La réunion de la province de Guienne prouve ces vérités.

En 1369, les habitans de la Guienne, accablés par les impôts que levoit sur eux le Prince de Galles, leur Duc, en portèrent des plaintes au Roi de France, comme Sei-

---

(1) Voyez ci-dessus.

(2) Voyez ci-dessus.



gneur fuzerain de la Guienne, & interjetèrent un appel en forme au parlement de Paris. Les trois Ordres de l'Etat, assemblés par Députés, décidèrent que le Roi devoit accueillir cet appel, & que si le Roi d'Angleterre en prenoit occasion de lui déclarer la guerre, elle seroit injuste. Ce que le sage Roi Charles V prévoyoit arriva ; la guerre fut déclarée.

La confiscation de ce duché étant une suite de cette felonie, il se trouvoit par-là réuni de plein droit à la couronne ; & cette province se trouvoit en même temps assimilée à toutes celles qui n'avoient plus de Ducs, Comtes, &c., & dans lesquelles les deux dominations étoient réunies.

Cette réunion de droit ne fut effectuée en entier qu'après une guerre de plus de quatre-vingts années, qui épuisa d'hommes & d'argent les autres provinces, pour soutenir le fait & cause de celle de Guienne ; & les Anglois en ayant été chassés peu à peu, il ne leur resta, pendant un assez long espace de temps, que la ville de Bordeaux. Jusques-là, point de traité, point de conditions de réunion. Sur quoi auroit-on pu en faire ? Ce n'étoit pas à l'égard de la domi-

nation royale , dont ils n'avoient jamais été séparés , puisque les habitans de la Guienne en réclamoient l'autorité dans toute sa plénitude , & que la féodale n'a aucun rapport avec les contributions nécessaires à la société en général , & dont tous les individus retirent des avantages.

Ne seroit-il pas bien extraordinaire que la province de Guienne prétendit aujourd'hui , sous le vain prétexte de cette réunion , être en droit de conserver , dans la forme de répartition , d'*anciens usages* incompatibles avec une égalité respective aux autres provinces , qui , pendant près d'un siècle , prodiguèrent leur sang & leurs biens pour l'arracher à la tyrannie du Duc qui l'opprimoit , & pour lui procurer l'ineestimable avantage d'être réunie sous la domination immédiate de nos Rois ; une pareille prétention doit être regardée comme ridicule. On peut en dire autant de toutes les autres provinces.

Il n'en est pas de même quant à la forme de perception sur les individus. Cette forme pourroit être différente , sans préjudicier à l'égalité dans la répartition ; les différentes provinces , diocèses , ou municipalités pourroient affranchir certains biens ou personnes de

contribution, elles pourroient encore la percevoir sous différentes formes, soit en nature, ou en argent, & à différens termes les plus convenables aux circonstances locales; comme en Provence, où, lorsque les impositions sont réparties d'après un cadastre, sous le nom d'affouagement, il est libre aux communautés de répartir & percevoir la quote-part des individus qui les composent, par une cotisation en argent ou en nature des productions; mais l'égalité dans la répartition sur les provinces, diocèses, & communautés, ne pouvant être établie & maintenue que par une unité de forme dans les estimations des avantages & revenus dont elles jouissent, & cette égalité faisant partie du droit public, les *circonstances particulières à chaque province & l'attachement à d'anciens usages* ne sauroient prévaloir contre ce droit public, de tous les temps imprescriptible.

Ces dernières assertions forment la jurisprudence des cours souveraines du royaume, & sont enseignées par tous les Jurisconsultes. M. Prost de Royer, après avoir rapporté un arrêt du Parlement d'Aix, qui assujettit l'Ordre de Malthe au droit de *réve* & de *piquet*, & autres droits établis ou à établir,

tant pour la ville d'Aix, que pour les autres communautés du pays, ajoute (1) :

« Nous avons transcrit cet arrêt en entier,  
 » parce qu'il confirme des maximes infini-  
 » ment précieuses en matière d'impositions  
 » royales & d'octrois municipaux. La pre-  
 » mière est que nul n'est affranchi de l'impôt  
 » établi par le Souverain pour le soutien de  
 » l'Etat, ou par les provinces & villes, avec  
 » la permission du Roi, pour l'entretien de  
 » la dépense commune ; la seconde, que la  
 » souveraineté peut bien accorder des exemp-  
 » tions & privilèges, mais qu'ils sont une  
 » grace révocable à volonté ; la troisième,  
 » qu'à l'égard des exemptions venant du  
 » rachat ou de l'abonnement, on peut les  
 » faire cesser, en indemnifiant, s'il y a lieu ;  
 » la quatrième, que les traités faits par les  
 » provinces & les villes ne peuvent se sou-  
 » tenir, qu'autant qu'ils ne nuisent pas à la  
 » communauté, au bien public. Car, s'il en  
 » étoit autrement, des Administrateurs foibles  
 » ou complaisans, d'une part, & de l'autre,  
 » des hommes puissans dégraderoient le re-

---

(1) Dictionnaire de Jurisprudence, tome 3, page  
 761, au mot Aix,

» venu public , & perdroient entièrement les  
» principes inviolables, établis chez toutes les  
» Nations éclairées, sur l'impôt & les charges  
» publiques ».

Il résulte de toutes les observations ci-dessus , que l'égalité doit être la base de toute répartition d'impôt , subside, ou contributions dont la société en général & tous les individus en particulier retirent des avantages ; que nul bien , nul individu ne peut ni ne doit en être excepté , & qu'il a été des temps auxquels aucun bien , aucun individu n'en étoient affranchis ; que quoique les formes de ces répartitions aient été différentes, elles avoient toujours pour but cette même égalité ; qu'on a cru y parvenir par divers moyens , & que , quoiqu'ils eussent tous l'égalité en vue, l'intérêt particulier a , de tous les temps , cherché & su profiter des circonstances pour faire tourner ces mêmes changemens à son avantage ; mais que les privilèges contraires au bien public étant révocables à volonté , & les traités consentis par la société , les provinces , & autres municipalités particulières , ne pouvant se soutenir d'après le droit commun & la jurisprudence des Cours souveraines , qu'autant qu'ils ne nuisent pas à la communauté , au bien public , rien ne sauroit



s'opposer au rétablissement de cette même égalité.

Il est de fait que l'égalité ne peut être rétablie & maintenue que par une unité de forme dans les estimations des avantages dont la société assure la propriété à tous ses membres, & qu'indépendamment de la société générale, désignée sous le nom de Nation, il en est de particulières, subdivisées jusqu'à la municipale, dont les intérêts obligent à des dépenses qui doivent être supportées par ceux qui en retirent les avantages; ce qui nécessite autant de cadastres qu'il existe de sociétés particulières subordonnées à la générale; il ne reste par conséquent qu'à établir & fixer dans quelles formes tous ces cadastres graduels peuvent être rédigés.

Ils ne peuvent l'être dans les formes adoptées dans les provinces de taille réelle pour les cadastres des diocèses & communautés; une pareille forme étant impraticable pour une province, elle l'est bien plus pour le cadastre général du royaume.

Quant bien même il existeroit dans toutes les communautés du royaume des cadastres ou compoix rédigés dans les formes usitées dans les communautés des provinces où la taille est réelle, on ne sauroit en tirer un cadastre

cadastre général des provinces & du royaume, parce que les propriétés n'y sont cotées que relativement à la qualité de leur sol, & que cette qualité ne se rapporte qu'aux fonds de la même communauté. Il n'en seroit pas de même si toutes les propriétés étoient cotées d'après leur valeur ou revenu en livres tournois, comme elles l'étoient dans les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, & 16<sup>e</sup> siècles.

Lorsque dans les premiers de ces siècles les communautés demandoient une réparation de feux, les Commissaires qui en étoient chargés, examinoient les livres ou papiers des *estimes* & ceux des tailles *négociales* & *particulieres*, qui avoient été rédigés conformément à l'ordonnance de Saint-Louis, aux usages qui nous ont été transmis par Beaumanoir, & tels enfin qu'ils ont existé jusqu'au seizième siècle; ils connoissoient par-là quel étoit le nombre des individus jouissant de dix livres en sus du revenu, qui étoient renfermés dans la même communauté, & c'est d'après cet examen qu'ils fixoient le nombre des feux.

Quand on abandonna la forme de répartition par feu, & qu'on voulut rédiger, en 1491, un cadastre ou compoix général du royaume, les Commissaires qui en furent

chargés , devoient , conformément à leurs instructions , examiner tous ces *papiers* ou *livres* faits depuis seize ans : quoique divisés en quatre bandes , ils devoient travailler uniformément. Il y a apparence qu'ils ne devoient parcourir le royaume que pour s'assurer de l'exactitude de ces *livres* ou *papiers* , ou les réduire plus facilement à un allivrement uniforme ; sans cela leur opération auroit pu être faite sans déplacer ; il auroit suffi d'obliger toutes les communautés de remettre leur livre d'estime au bureau du diocèse , la somme totale de chacun d'eux auroit formé l'article de la communauté dans les estimés du diocèse , celle du diocèse dans la province , & enfin celle de la province dans le cadastre général du royaume.

Rien n'indique que ces Commissaires fussent chargés de faire procéder à des arpentemens , à des estimations , & on trouva surprenant qu'ils eussent employé une année entière à un travail qu'on avoit jugé devoir être fini dans deux mois (1).

Lorsque la province de Languedoc arrêta , en 1530 , les tables ou tarif de répartition ,

---

(1) Tome 5 , page 118.

encore suivies aujourd'hui , elles ne purent l'être que d'après les mêmes livres ou papiers des estimés , puisqu'après avoir été faites par le seul Greffier des Etats ( *Bertrandi* ) , peu de jours suffirent à la vérification qui fut faite par les Consuls de huit villes de la province (1) ; ce qui exclut nécessairement toute idée d'arpentement & estimation préalable des qualités du sol ; de plus , toutes les Ordonnances , Edits & Déclarations des Rois , depuis qu'on avoit abandonné la répartition par feu jusqu'à cette époque , avoient ordonné que la répartition seroit faite d'après les papiers ou livres des estimés , & rien n'indique qu'on ait fait usage d'autres moyens.

Ces moyens étoient bien simples ; une expérience de près de trois siècles nous a appris qu'on avoit pu parvenir à leur en substituer d'autres , puisqu'on voit dans l'*Histoire des Finances* plusieurs travaux commencés pour effectuer de grands changemens dans l'assiette des tailles , qui n'ont eu aucun effet , &c. . . . (2). Pourquoi ne pas reprendre

---

(1) Voyez ci-dessus , page 112.

(2) Administration des Finances , tome 1 , chap. 14 , page 223.

la forme de ces *livres* ou *papiers* d'estime en ce que les biens y étoient cotisés relativement à leur valeur réelle, d'après leur produit, soit en nature ou argent, puisque c'est le seul moyen propre à parvenir à l'égalité dans la répartition, & qu'indépendamment des autres avantages qui en résulteroient, il peut être pratiqué sans frais avec la même facilité qu'on fait le rôle de la capitation, & sans qu'on puisse le soupçonner d'être arbitraire.

## §. X V I.

*Estimation des biens.*

L'évaluation de tous les revenus & produits du sol d'une communauté est, à peu de chose près, toute faite par le produit de la dixme ecclésiastique, qui est affermée à prix d'argent dans le plus grand nombre de communautés; & dans le petit nombre de celles où elle ne l'est pas (parce que les Titulaires ne l'ont pas voulu), il n'est aucun habitant de la paroisse & lieux circonvoisins, qui ne sache positivement à quelle somme elle peut être portée; dans les lieux où les rétributions à l'Eglise sont à d'autres termes, il est aisé de les réduire à la dixme.



Les fruits & revenus des biens - fonds étant assujettis à la dixme ecclésiastique, par des usages qui varient dans les différentes communautés même les plus voisines, la dixme de ces fruits non assujettis peut également être évaluée en argent; & ces deux produits réunis & multipliés par dix doivent exactement donner le produit de tous les biens-fonds susceptibles d'être imposés à une quote-part quelconque en nature de fruits.

Quoique ces sommes donnent la totalité du produit du sol, elles sont bien au dessus du revenu réel des habitans dont les communautés sont composées, puisqu'il faut en prélever les frais de culture, d'exploitation, &c... qui en général doivent être évalués à la moitié de ces produits : en effet, on voit dans plusieurs domaines qui forment eux seuls un décimaire particulier, le prix de l'affirme du décimaire s'élever au cinquième de celle du domaine, & souvent même la surpasser.

Si tous les biens à cotiser dans une société étoient du même genre, la déduction des frais ne seroit pas nécessaire, parce que les proportions des produits apparens ou réels en seroient toujours les mêmes; mais dès qu'il est des biens dont le produit est fixe & assuré sans aucuns frais, & qu'il en est d'autres dont

les frais indispensables absorbent la moitié des produits, il faut nécessairement déduire les frais des derniers, ou ne les cotiser que la moitié des premiers ; & c'est sans doute d'après cela ( & cette déduction n'étant point en usage ) qu'on voit dans l'ordonnance de Saint-Louis de l'année 1269, & *valor immobilium appretiabitur ad medietatem mobilium in assisâ predictâ tullia* (1).

L'évaluation de tous les autres biens meubles ou immeubles, qui ne sont nulle part assujettis à la dixme ecclésiastique, est dans le cas d'être faite avec la même facilité, quoique le détail en soit plus étendu ; on doit ranger dans cette classe les rentes seigneuriales ou foncières, & autres redevances rurales, établies *in traditione fundi* ; les rentes constituées à prix d'argent, sur lesquelles soient établies, perpétuelles ou viagères ; les maisons ou autres biens qui sont dans le cas de ne pouvoir être évalués qu'en argent, relativement à leur valeur reçue, c'est-à-dire au prix auquel ils pourroient être vendus ; les meubles lucratifs, marchandises, dettes actives, & généralement tous les avoirs

---

(1) Voyez ci-dessus.

Dans ce genre, énoncés dans l'arrêt de règlement de la Cour des Aides du 14 août 1771, ci-dessus rapporté page 243, & autres qui étoient ci-devant assujettis à l'imposition.

1°. *Les rentes seigneuriales ou foncières, & autres redevances rurales établies IN TRADITIONE FUNDI*, sont certainement à même d'être facilement évaluées : quand bien même les premières ne seroient pas affermées en totalité dans une communauté, il est peu d'habitans qui ne sachent à quelle somme cette même totalité peut être portée ; & si elle l'étoit au-dessus du produit réel, il ne tiendrait qu'au Seigneur de la faire réduire, en communiquant les baux à fiefs ou reconnoissances ; quant aux secondes, leur produit énoncé par acte est de notoriété publique : d'après les anciens usages & divers arrêts de la Cour des Aides, toutes ces rentes devroient être allivrées dans les compoix terriers.

2°. *Les rentes constituées à prix d'argent sur qui qu'elles soient établies, perpétuelles, ou viagères*. Ces dernières rentes sont encore, comme les premières, dans le cas d'une évaluation déjà faite par les actes qui les établissent ; la seule difficulté qu'on pourroit éprouver seroit qu'elles ne fussent pas connues ; mais indépendamment qu'elles le sont

en général, rien ne s'oppose à ce que ceux qui en jouissent & ceux qui les payent, ne soient tenus de les déclarer sous des peines pécuniaires, encourues par leur silence, lors de la rédaction du cadastre ou compoix; & on ne sauroit se récrier contre la rigueur de ces peines, parce que la quote-part de chaque individu aux besoins de la société, est une propriété publique, & qu'un attentat sur les propriétés particulières étant puni par des peines afflictives & infamantes, il seroit bien extraordinaire que celui qu'on feroit sur la propriété publique ne pût être puni par des peines pécuniaires bien plus légères que les premières, ces peines étoient depuis le règne de Saint Louis jusqu'au seizième siècle, la confiscation des objets non déclarés; & les biens de cette nature devroient être allivrés dans le compoix cabaliste d'après la jurisprudence de la Cour des Aides.

3°. *Les maisons ou autres biens qui sont dans le cas de ne pouvoir être évalués qu'en argent, relativement à leur valeur réelle, c'est-à-dire, au prix auquel ils pourroient être vendus.* Les biens de cette nature sont actuellement allivrés dans les compoix terriers d'après une évaluation quelconque, dans laquelle on n'a égard qu'à l'étendue du sol, ce qui la

rend évidemment défectueuse ; ils sont très-souvent estimés par Experts convenus entre parties , ou nommés par autorité de justice ; ces dernières évaluations n'ont jamais été soupçonnées d'arbitraire , parce qu'elles portent sur un objet réel & apparent , & que les Experts ont égard à la situation des lieux , & aux avantages qui en résultent en faveur des propriétaires ; cette seconde forme est par conséquent préférable à la première ; elle est adoptée pour les champs , vignes , &c. , pourquoi ne pas l'adopter pour ces mêmes objets ?

Cette évaluation seroit encore bien moins arbitraire si elle étoit faite par la communauté assemblée en corps : il n'est aucun habitant de la même paroisse , sur-tout dans les campagnes , qui ne connoisse , d'une manière très-rapprochée , la valeur des objets de cette nature qui sont possédés par ses concitoyens ; il n'en est aucun qui osât lui donner une valeur différente de l'opinion publique.

Qu'on adopte l'une ou l'autre de ces deux formes , il est assuré que le résultat en seroit plus rapproché de la valeur réelle , qu'en allivrant les biens relativement à l'étendue de leur sol ; & l'évaluation en seroit bien plutôt faite , puisqu'il ne faudroit pour cela que



parcourir la liste de tous les propriétaires de pareils biens , & l'écrire à la suite. Cette opération est dans le cas d'être faite pour la première fois avec la même facilité que le rôle de la capitation , & d'autant plus que dans la capitation on cotise les facultés des contribuables d'après des apparences qui peuvent être trompeuses , & qu'en l'autre les apparences sont réelles. Elle seroit bien plus aisée dans les suites , puisqu'il ne faudroit changer tous les ans que l'évaluation des biens du petit nombre des propriétaires entre les mains desquels ils auroient augmenté ou diminué depuis l'année précédente ; la totalité de la capitation à répartir sur les habitans de la même communauté étant dans le cas de varier tous les ans , il faut , qu'indépendamment des variations apparentes que peuvent éprouver les biens des contribuables , ils se ressentent tous de l'augmentation ou diminution sur la totalité.

4°. *Leurs meubles lucratifs , marchandises , dettes actives , & généralement tous les avoirs dans ce genre , énoncés dans l'arrêt de règlement de la Cour des Aides du 14 août 1771 , & autres qui étoient ci-devant assujettis à l'imposition.*

Les biens en capitaux & effets de com-

merce étoient allivrés , dans le quinzisième siècle , un quart en sus de la même valeur en fonds de terre ; depuis le règne de Saint-Louis , jusqu'à ce qu'on fixât , dans le seizième siècle , la quote-part *des deniers du Roi & communs des villes & diocèses* qui devoient être imposés sur ces mêmes biens , les propriétaires d'iceux étoient obligés de les déclarer sous la foi du serment ; dans le cas d'une fausse déclaration , leur parjure étoit puni par la confiscation de ces mêmes biens , & ils étoient assujettis à communiquer leurs livres des deux précédentes années. Lorsqu'on fixa ensuite la quote-part que ces biens devoient supporter relativement aux autres , on avoit sans doute en vue d'épargner à ces propriétaires les parjures & les confiscations qui en étoient les suites ; actuellement ces propriétaires , dispensés du serment & de la confiscation , sont obligés , d'après la jurisprudence de la Cour des Aides , de représenter aux prudhommes experts qui se transportent chez eux , les marchandises , cabaux , titres & papiers concernant les dettes actives , &....

Il seroit beau de voir les propriétaires de ces biens aller , leurs livres à la main , se soumettre à une cotisation suivant la première

forme ; mais je doute fort qu'elle fût goûtée dans celle-ci ; la seconde est impraticable , attendu les inégalités qui en résultent ; la troisième n'existe que dans le droit , & n'est nulle part suivie dans le fait.

Mais de ce que nos mœurs & nos usages ont changé , il ne s'ensuit pas que les capitalistes & les négocians ne doivent rien à la société dont ils sont membres ; ils ne jouissent de ces biens & de tous les agrémens qui procurent les fortunes les plus brillantes , qu'à l'abri du sang & des trésors que cette même société prodigue journellement pour accroître , étendre , & protéger le commerce , par conséquent assurer la fortune des négocians ; ils sont les plus intéressés des citoyens à la manutention de la société dans laquelle ils vivent , en ce que le pillage des marchandises & l'abolition des dettes ont été de tous les temps les suites de la révolution des Empires. Les propriétaires des biens-fonds ont moins de risques à courir dans la dissolution de la société , en ce que les conquérans , quelque barbares qu'ils aient été , leur ont toujours conservé la plus grande partie de leurs biens ; ils ont à la vérité imposé des tributs , mais quoique conquérans , ils étoient

forcés de laisser à ces mêmes propriétaires de quoi vivre, sans quoi ils n'auroient régné que sur des déserts.

On s'est aperçu en divers temps que les propriétaires de ces mêmes biens ne contribuoient pas en proportion des autres membres de la société ; de là , l'établissement des impôts sous le nom des traites , douanes , entrées , sorties , apposition de plombs , transits , &c. &c. , qui ont occasionné une infinité de maux , sans procurer aucun bien ; qui ont gêné le commerce , retardé les opérations , sans assurer la bonne foi qui devoit être son caractère distinctif , & qui ont enfin assujéti à des impôts excessifs , absorbés par des frais de régie , de recette , &c. &c. , impôts qui retombent sur le cultivateur & le consommateur , puisqu'il est de fait que l'établissement d'un droit de deux pour cent sur un objet d'exportation , occasionne un rabais de cinq sur la vente du cultivateur , premier propriétaire , & qu'il en est de même quant à l'achat qu'il est obligé de faire de ceux d'importation ; par conséquent le tout est à la charge des propriétaires des biens-fonds , parce que le Négociant retrouve sur les augmentations à son profit , ce à quoi pourroit se porter sa consommation particulière ; & c'est d'après

cela que les habitans de la sénéchaussée de Carcassonne donnèrent, en 1332, 150,000 l. (3,185,312 liv. 10 sous) pour l'affranchissement d'une gabelle de douze deniers (environ 21 sous 3 den.) qui avoit été établie par Philippe le Bel sur chaque double pièce de drap qui se fabriquoit dans cette sénéchaussée, & que tous les Ordres en supportèrent leur quote-part.

Quoique la première forme ne puisse pas être adoptée aujourd'hui, que la seconde soit impraticable, & que la troisième, en activité dans le droit, soit en désuétude dans le fait, & quelque difficile qu'il paroisse d'établir une forme de répartition sur les biens de cette nature qui leur assignent une quote-part proportionnelle aux biens-fonds, redevances rurales, rentes constituées, & autres de pareille nature, je ne crois pas qu'il soit impossible d'y parvenir, & c'est ce que je développerai, après avoir détaillé la forme du cadastre sur ces derniers biens.



## §. XVII.

*Nouvelle forme de l'évaluation.*

D'après tout ce que j'ai dit sur la facilité des moyens d'évaluation, les biens & revenus de tous les habitans d'une communauté, rien n'est plus simple que la forme dans laquelle elle doit être faite, pour pouvoir en tirer des cadastres ou compoix des différens districts ou diocèses, sénéchaussées, provinces, & enfin du royaume, puisqu'il ne faut, pour cela, que reprendre la forme des papiers ou livres des estimés en usage depuis le règne de S. Louis jusqu'au seizième siècle, & d'après lesquels on rédigea, en 1491, un cadastre général du royaume ; mais cette forme ne doit & ne peut être suivie qu'en ce que tous les biens-meubles ou immeubles y étoient allivrés relativement à leur valeur ou revenu. Dans tout le surplus, elle est minutieuse, très-compiquée, & même impraticable aujourd'hui, quant à la partie des biens en dettes actives & marchandises.

Pour avoir une évaluation exacte de tous les autres biens & revenus de tous les habi-

tans d'une communauté, il suffiroit d'adresser à toutes les municipalités particulières, des ordres précis pour que, dans un délai fixe & d'après des instructions bien détaillées, elles fussent obligées de dresser un état rempli sur la minute qui leur en seroit envoyée, contenant :

1°. Le produit des dixmes ecclésiastiques, d'après les baux d'affermé, ou l'évaluation de cette dixme, si elle n'est pas affermée;

2°. L'évaluation à prix d'argent de la dixme de tous les biens & fruits susceptibles de la payer en nature, mais qui n'y sont pas assujettis, d'après des usages particuliers des différens lieux.

La somme de ces deux produits, multipliée par quatre & demi pour les premiers, & cinq pour les derniers, doit donner exactement le produit réel des revenus de tous les biens-fonds d'une communauté, déduction faite des frais de culture; & ce n'est que pour la première fois qu'il seroit nécessaire de la faire ainsi sur le produit de la dixme; car, dans les suites, & d'une année à l'autre, le produit & revenu de ces biens-fonds seroit démontré par la perception des contributions, comme je le prouverai ci-après.

3°. L'évaluation & estimation à prix d'argent de toutes les maisons, cours, jardins, & autres objets qui sont allivrés sur les compoix terriers, mais qui ne sont pas susceptibles d'être cotisés en nature des fruits, pour le vingtième de cette somme être porté comme produit ou revenu de ces mêmes biens.

4°. L'estimation & réduction en argent de toutes les rentes & redevances féodales, d'après les baux actuels d'affirme, ou ce à quoi elle peuvent être portées, dans le cas où elles ne seroient pas affermées en totalité.

5°. Le produit de toutes les rentes foncières & perpétuelles établies, *in traditione fundi*, sur les biens situés dans l'étendue de la communauté.

6°. Le produit de toutes les rentes perpétuelles à prix d'argent, intérêts, & autres de pareille nature, établies par acte public, qui se trouvent appartenir aux habitans de la communauté, rentes ou intérêts, qui, d'après les arrêts de règlement de la Cour des Aides, doivent être allivrées sur les compoix cabalistes, & que les propriétaires seroient tenus de déclarer, sous des peines pécuniaires.

7°. Le produit de toutes les rentes ou

intérêts viagers appartenant aux habitans de la communauté, que ceux qui en jouissent, seroient tenus de déclarer, sous les mêmes peines pécuniaires.

D'après la jurisprudence actuelle de la Cour des Aides, ces rentes ou intérêts devroient être allivrés dans les compoix cabalistes; mais je crois qu'à quelque terme ou condition qu'ils soient établis, ils ne devroient être évalués que relativement à cinq pour cent de leur capital.

En ajoutant à tous ces revenus le produit de la dixme ecclésiastique, on auroit tous ceux des biens-meubles ou immeubles de la même communauté, dont la totalité doit former l'article de cette communauté dans le cadastre du district, & successivement celle du district dans celui de la sénéchaussée, &c., jusqu'au cadastre général du royaume, qui ne seroit composé que des totalités des revenus de chaque province.

D'après ce plan, la répartition de toutes les contributions nécessaires à l'Etat, à la société en général, pourroit être faite avec facilité; mais, pour être assuré de son égalité, il faut l'être sur l'exacritude de tous ces différens cadastres. C'est cette exacritude que je tâcherai d'établir dans l'examen particulier

& détaillé des moyens & des formes à employer dans leur rédaction, en commençant par ceux des municipalités particulières ou communautés.

Deux formes se présentent naturellement pour la rédaction de ce cadastre ou état des revenus des habitans d'une communauté ; la première, en usage de tous les temps, est d'en charger des estimateurs ou prud'hommes experts ; la seconde est qu'elle soit faite par la communauté assemblée en corps. Je crois cette dernière préférable ; pour écarter tout soupçon d'inexactitude de la part de la communauté, & l'empêcher de chercher à s'alléger, il suffiroit d'ordonner que cet état fût dressé en présence d'un Député de chacune des quatre communautés les plus voisines. Ce Député, nommé à cet effet par sa communauté, seroit dans le cas de connoître les biens & revenus de celle où il seroit appelé, aussi bien que ses propres habitans les mieux instruits ; il auroit encore un intérêt particulier à ce que cette communauté ne fût pas allégée ; sans quoi, les frais de la municipalité du district rejailliroient sur les communautés dont il seroit membre & député.

Le produit des biens-fonds compris sous les deux premiers numeros, étant de noto-



riété publique , non seulement dans les communautés voisines , mais encore bien loin aux environs , on ne sauroit présumer de l'inexactitude dans leur évaluation.

Il n'en est pas de même quant aux biens renfermés sous le n°. 3 , *maisons , cours , jardins , & autres objets qui sont allivrés sur les compoix terriers , mais qui ne sont pas susceptibles d'être cotisés en nature des fruits.*

L'évaluation de ces derniers biens est la seule qui pourroit être soupçonnée d'inexactitude ; mais ce soupçon sera effacé , si on fait attention que cette appréciation étant faite par la communauté assemblée en corps , tous les individus dont elle est composée ont un intérêt particulier à ce que nul ne soit allégé ; & que , ne pouvant opiner sur les objets qui les intéresseroient en particulier , ni sur ceux de leurs parens ou alliés , ils ne manqueroient pas de réclamer une égalité proportionnelle sur les biens de ceux qui auroient opiné dans la précédente appréciation. De ce concours il ne peut que résulter une égalité proportionnelle dans l'évaluation de ces biens.

On pourroit craindre encore que , quoique dans une égalité proportionnelle , cette évaluation ne fût au dessous de la valeur réelle

de ces objets , & ne tournât par-là à l'avantage de toute la communauté , en diminuant sa quote-part des contributions.

Mais cette crainte sera dissipée , si on fait attention , 1°. que cette évaluation ne devant être faite que d'après la valeur de ces objets dans les lieux où ils sont situés , & leur valeur réelle devant être fixée d'après les prix auxquels ils pourroient être portés dans la vente , ce même prix doit servir de base ; 2°. qu'il n'est point de ville , bourg , ou même petit village , où on ne voie des maisons , ou autres objets , depuis peu vendus à des prix qui sont de notoriété publique , tant à l'égard des habitans , que des quatre Députés des communautés voisines , qui devroient être présens ; 3°. qu'on y en voit à des prix différens , & que ne pouvant être évalués au dessous , à moins qu'ils n'eussent éprouvé des détériorations sensibles , en partant de ces évaluations toutes faites par des actes publics , l'égalité proportionnelle à laquelle tous les habitans sont intéressés , ne pourroit que porter au plus juste prix l'estimation de ces divers objets.

L'évaluation de tous les biens & revenus , tels que les *rentes & redevances féodales* , celles *foncières & perpétuelles* , les *rentes*

constituées à *prix d'argent*, & les *intérêts viagers*, n'est certainement pas dans le cas d'être soupçonnée d'inexactitude ; elle pourroit tout au plus l'être d'ignorance sur l'existence des biens de cette nature ; mais indépendamment qu'ils sont en général connus, & quand bien même les peines pécuniaires décernées contre les propriétaires qui ne les déclareroient pas, seroient jugées insuffisantes, il n'y auroit qu'à les étendre à tous les redevables, qui les acquitteroient sans être assurés de la déclaration & cotisation qui en auroit été faite.

Après avoir développé & établi les formes dans lesquelles peut être faite l'évaluation & estimation des biens & revenus d'une communauté, il resté à fixer en quelle forme cet état ou cadastre doit être rédigé, pour pouvoir en former l'article de la communauté dans le cadastre du district, & servir en même temps à une répartition exacte de la quote-part des contributions de la communauté, sur les individus dont elle est composée.

---

*Forme du nouveau cadastre.*

Cet état ou cadastre devoit être divisé en autant de chapitres qu'il existe de différences dans la nature des biens; & chaque chapitre en autant d'articles qu'il est dans chaque communauté d'individus propriétaires de ces biens.

Le premier devoit renfermer, 1°. l'évaluation de la dixme ecclésiastique en autant d'articles qu'il existe de bénéfices ou décimaires particuliers, en énonçant leur dénomination, & s'ils sont possédés par le Clergé séculier ou régulier, & ce d'après les baux actuels d'afferme, ou cette même évaluation d'après l'opinion publique, si elle n'est pas affermée; 2°. à quelle somme pourroit être portée la dixme des fruits qui n'y sont pas assujettis d'après les usages des différens lieux, avec l'énonciation des différens fruits; 3°. à quelle somme se porte le produit de la dixme, multiplié par quatre & demi, qui doit donner le revenu réel de tous les biens & fruits assujettis à la dixme; 4°. à quelle somme se

porte le produit & revenu des fruits non assujettis à la dixme ecclésiastique qui doit résulter de l'évaluation de cette dixme multiplié par cinq.

Une note à la suite de ce chapitre , devoit contenir séparément & en quatre articles , l'évaluation du revenu de la partie des biens-fonds appartenant au Clergé séculier , à celui régulier , & à la Noblesse , non pour fixer la quote-part des contributions , mais bien celle de l'intérêt que le Clergé & la Noblesse ont au bien public.

Le second chapitre devoit contenir non-seulement le nom , surnom , & qualité de tous les propriétaires des biens ruraux situés dans l'étendue de la communauté , en autant d'articles séparés ; mais encore les différentes possessions qui ne sont pas susceptibles d'être cotisées en nature de fruits appartenant au même individu ; l'estimation de chacune d'elles en particulier , & la totalité du revenu appartenant à chaque propriétaire qui doit être cotisé sur sa tête.

Le troisième devoit également énoncer les noms , surnoms , & qualités des seigneurs propriétaires des rentes & redevances féodales ; ceux des fiefs & leur évaluation d'après le



revenu réel, & non d'après les prix auxquels ces fiefs pourroient être portés dans la vente.

Le quatrième, après les noms & qualités des propriétaires des rentes foncières, devoit énoncer la quantité & qualité de chaque rente, l'objet sur lequel elles sont établies leur évaluation en argent, & la totalité du produit de toutes celles qui seroient trouvées appartenir au même individu.

Tous les biens ci-dessus étant considérés comme immeubles, doivent être cotés dans les communautés où ils sont situés; & les suivans, considérés comme biens meubles doivent l'être dans les communautés où résident les propriétaires de ces biens.

Le cinquième chapitre des biens meubles devoit énoncer en autant d'articles qu'il est de propriétaires & de différentes rentes, 1°. le nom & qualité des propriétaires; 2°. sur qui sont constituées ces rentes perpétuelles; 3°. la date de leur établissement, & si elles ont éprouvé des réductions; enfin leur produit réel & la somme totale de celles appartenant au même individu.

Le sixième & dernier devoit également énoncer les nom & qualité des propriétaires des rentes, & intérêts viagers sur qui ils sont

établis , la date de leur établissement , le capital qu'ils représentent , pour le vingtième en être porté en revenu.

Ce cadastre devoit être terminé par un tableau , qui , énonçant les différentes natures des biens , fit connoître à quelle somme est portée le revenu de chacun d'eux en particulier , dont la totalité forme celle du revenu de tous les biens de la communauté , qui doit servir de base pour la répartition des contributions , & qui , énonçant encore les quoteparts de ces mêmes biens appartenant à chacun des Ordres de la société , fixât celle de l'intérêt particulier de chacun de ces Ordres , au bien & aux avantages de cette même société ; & c'est ce tableau qui doit seul former l'article de la communauté dans le cadastre du district.

Pour rendre plus sensible tout ce que dessus sur la forme dans laquelle devoit être rédigé ce cadastre , je crois devoir joindre ici une minute de ce même cadastre , dans laquelle j'ai établi les divisions des chapitres pour chaque nature des biens qui doivent y être renfermés ; j'ai cru encore , dans les mêmes vues , devoir employer des sommes imaginaires dans les évaluations & dans le tableau.

Ce cadastre étant ainsi rédigé pour la pre-

mière fois, il y auroit peu à faire pour le maintenir, puisqu'il ne faudroit pour cela qu'ajouter dans le second chapitre les maisons construites, & en retrancher celles qui seroient incendiées ou écroulées : dans les cinquième & sixième, les rentes nouvellement établies ou éteintes ; car, quant aux biens énoncés dans le premier chapitre, la forme de la perception démontreroit d'une année à l'autre les variations qu'ils pourroit éprouver, comme on le voit ci-après.

## §. X V I I.

*Sur l'étendue que devroient avoir les districts, sénéchaussées, & provinces.*

Avant que de passer aux cadastres des districts, il convient d'examiner comment ces districts devroient être formés, pour qu'il en résultât la plus parfaite égalité dans la répartition des contributions, la facilité dans leur perception, & la forme la plus avantageuse au bien public dans l'administration de leurs municipalités. Cette forme doit résulter des différens avantages de celles qui ont ci-devant existé.

Dans les premiers temps, les assemblées

pour la répartition des contributions n'étoient formées que d'un petit nombre de communautés ; quelquefois même elles traitoient séparément l'une de l'autre avec les Commissaires du Roi. Le Clergé, la Noblesse, & les autres privilégiés contribuant pour lors séparément des communes, leurs Assemblées & leurs abonnemens avec les Commissaires étoient formés, quant aux premiers, par diocèses, & , à la Noblesse, par sénéchaussées.

Lorsque les Commissaires du Roi, qui ordinairement étoient les Sénéchaux, assembloient toutes les communes de leur ressort, ces Assemblées étoient divisées par vigueries ou judicatures royales, dont les Députés divisoient entre eux la quote-part des subsides établis sur la sénéchaussée, comme on le voit dans celle de Toulouse, en 1348 (1).

Lorsque le Gouverneur de la province assembloit les trois Ordres de la province, ou seulement les communes, les députations & les répartitions étoient encore faites par vigueries ou judicatures royales. Telles furent celles de 1365, 1368 (2) ; & ce ne fut qu'en

---

(1) Tome 4, livre 31, n°. 30, page 267.

(2) Tome 4, livre 32, pages 327, 336.

1444 que les Etats demandèrent, dans leur cahier des doléances, que la répartition fût faite par diocèses (1).

Suivant Dom Vaissette, ce changement fut occasionné par l'usage adopté d'affirmer par diocèses les impositions établies sur les consommations. Le Rédacteur des lois municipales de la province est d'une opinion contraire ; mais il reste toujours, d'après les doléances des Etats, que cet usage n'étoit pas généralement suivi ; car, s'il l'eût été, les Etats n'auroient pas demandé l'établissement de ce qui existoit déjà. Ces deux opinions pourroient, ce me semble, être conciliées, en ce qu'il pouvoit arriver que des diocèses peu étendus fussent renfermés en entier dans la même viguerie.

Quelles que soient les causes de ces changemens, il en a résulté des abus & des inconvéniens très-considérables. Jusques-là les Receveurs particuliers étoient nommés par l'Assemblée ; ils ne le furent plus que par les seuls Députés de la ville diocésaine ; & ces Députés, Commissaires nés de tout le diocèse,

---

(1) Tome 5, livre 36, n°. 6, page 6.



attirèrent à eux l'administration de toute la municipalité diocésaine.

Lorsque les députations étoient faites par vigueries , toutes les communautés du ressort concouroient au choix du Député , & pouvoient choisir l'individu le plus propre à faire valoir & soutenir leurs intérêts. Cette première forme, gênante pour ceux qui vouloient tout faire eux seuls, fut insensiblement abolie ; la députation fut dévolue à certaines communautés, & dans les communautés au premier Consul ; dès lors les rentes & les biens réputés meubles , qui forment la principale richesse des habitans des villes, ont cessé d'être assujettis aux contributions, dont tout le poids a été porté sur les immeubles, qui sont la principale richesse des habitans du plat pays ; & toutes les ordonnances, tous les arrêts de réglemeut, rendus depuis cette époque, n'ont pu rétablir l'ordre dans cette partie.

Le crédit des différens Seigneurs ecclésiastiques ou laïques influa vraisemblablement beaucoup sur le choix de ces communautés privilégiées, dont les premiers Consuls, leurs Officiers de police, & par eux nommés, sont aux Etats les représentans nés de toutes les communautés d'un diocèse. Ce droit de no-

mination est aujourd'hui considéré comme une propriété en faveur du Seigneur ; les émolumens attachés à l'entrée aux Etats ou à l'Assiette, sont encore une propriété en faveur de l'individu gratifié d'un premier chaperon. Il est, à la vérité, tenu de demander à la communauté une procuration qu'elle ne peut lui refuser, & dont il peut se passer, puisqu'un acte de demande lui en tient lieu. D'après cela, toutes les propriétés particulières l'ont emporté sur la propriété publique, puisque le droit d'avoir un représentant chargé de leurs intérêts a été enlevé au plus grand nombre des communautés, & que, dans un grand nombre de celles qui en ont encore, le droit de le choisir & le nommer appartient au Seigneur.

Ces changemens ont éloigné de l'administration diocésaine ( du moins quant aux communautés dont les Consuls sont nommés par le Seigneur ) un grand nombre d'individus dont le zèle & les talens auroient pu procurer les plus grands avantages, & dont l'éloignement a laissé le champ libre aux Commissaires nés du diocèse.

Il en a encore résulté d'autres inconvéniens, en ce que l'inégalité de l'étendue des diocèses expose ceux qui sont peu considérables,

à supporter, ainsi que les autres, tous les frais que nécessitent une municipalité diocésaine, tels que les frais d'assemblée, les émolumens du Syndic, appointemens de l'Ingénieur, gains de l'Entrepreneur chéri par l'Administration, &c..... & que, dans les diocèses étendus, les parties éloignées de la capitale, peu connues de ses Administrateurs, languissent dans l'attente d'un regard favorable, & que n'ayant personne pour faire connoître leurs besoins, elles contribuent tous les ans à des sommes considérables, prodiguées à de légères utilités en faveur des communautés bien plus riches qu'elles.

Il est en Languedoc des diocèses qui ne renferment pas quarante communautés ; il en est d'autres qui en ont six fois autant ; les divisions par vigueries ou judicatures royales étoient moins inégales. Ces divisions subsistent dans l'administration des domaines ; car les hommages rendus au Roi, les dénombremens des fiefs énoncent encore dans quelle viguerie ou châellenie ils sont situés : ces anciennes divisions sont connues dans la plus grande partie des diocèses de la province, sous les noms de viguerie, district, quartier, mande, &c. &c. C'étoient les Députés de ces vigueries qui, dans les Assemblées générales, faisoient

faisoient la répartition du subside sur les sénéchaussées & vigueries, & celle de la viguerie sur les communautés dont elle étoit composée ; il existoit pour lors des assemblées par vigueries, dont les Députés formoient celle de la sénéchaussée & des Assemblées ou Etats de la province, qui étoient formées par les Députés de toutes les vigueries.

Il existe actuellement en Languedoc des Assemblées des diocèses, dans lesquelles les Commissaires nés sont tout, & où les communautés du diocèse ne prennent part que par des Députés nés d'un petit nombre d'entre elles, qui n'y assistent même que pour la forme ; des Assemblées par sénéchaussées, qui, pendant la tenue des Etats, sont formées par tous les Députés d'une même sénéchaussée, pour ce qui concerne les intérêts particuliers dans la province, & enfin l'Assemblée générale, sous le nom d'Etats, qui est formée par l'Evêque, un Baron, deux ou trois Députés des villes, & un d'une communauté de chaque diocèse. Dans les deux dernières de ces Assemblées, le Clergé, qui ne contribue en rien aux frais de la province, a la présidence, le tiers des voix, & le droit de remplir à son choix les places vacantes parmi les Députés des autres Ordres ; les

villes, qui contribuent le moins qu'elles peuvent, c'est-à-dire, bien peu, ont un autre tiers des voix. D'après cela, il est inutile de compter les voix de la Noblesse & des autres Députés du plat pays.

Suivant ce qui précède, on connoissoit, dans les premiers temps, une Assemblée générale de province, & des Assemblées par sénéchaussées & vigueries; aujourd'hui il existe des Assemblées de province, de sénéchaussée, & de diocèse; c'est toujours le même nombre; mais, dès qu'il a résulté des abus des changemens de forme dans ces Assemblées, rien ne sauroit s'opposer au rétablissement de cette première forme, qui, sans changer la gradation actuelle, procureroit des avantages inappréciables.

On objectera peut-être que ce rétablissement attenteroit aux propriétés particulières; que l'entrée aux États est un droit inhérent à la dignité d'Evêque dans la province; que plusieurs Barons ont acheté, à deniers comptans (& à des personnes qui ne pouvoient pas en jouir elles-mêmes), le droit de représenter la Noblesse; que les Députés des villes sont en possession de diriger à leur gré la municipalité diocésaine; mais il manque à tout cela des preuves qui autorisent la pres-



tription contre le droit public ; car si une pareille allégation pouvoit être admise , il n'est point d'abus qui ne pût être couvert par cette redoutable égide.

On invoquera peut-être encore les usages de la province , les privilèges , le traité de réunion ; car que n'invoque-t-on pas à l'appui d'une mauvaise cause ! Mais toutes ces allégations seroient encore vaines , puisque n'existant pas d'Assemblées d'Etats avant le quatorzième siècle , leur forme ne sauroit remonter au dessus ; que leur première forme étoit bien différente de l'actuelle ; que les privilèges cessent d'exister , du moment qu'ils deviennent onéreux à ceux qui en jouissent ; & , à moins qu'on ne prouvât que ces privilèges sont particuliers aux cinquante communautés qui députent aux Etats , il est assuré que les 2750 restantes dans la province de Languedoc renonceroient volontiers à ces privilèges , pour reprendre l'ancienne forme ; & les usages actuels ne sont pas bien anciens , puisque la délibération des Etats , ci-dessus rapportée , page 214 , prouve que c'est un règlement des Etats de l'année 1612 , qui a fixé leur forme actuelle.

Pour rétablir l'administration dans la forme la plus avantageuse au bien public , il n'est

pas nécessaire de suivre exactement les divisions des anciennes vigueries , pour en former autant de municipalités dont les Députés devroient composer les Assemblées des sénéchaussées & de la province ; il suffiroit de rendre le choix des Députés à ceux qui y ont intérêt , & que ces Députés fussent choisis parmi les individus qui y en ont le plus ; que le nombre des Députés , & par conséquent leurs voix , fût en proportion avec l'intérêt que ceux qu'ils représentent ont à l'objet qui nécessite la représentation. Or voilà ce qui n'existe pas actuellement dans les Etats de la province , puisque la pluralité des voix appartient aux Ordres de la société , qui n'ont que peu ou point d'intérêt à l'égalité dans la répartition , & qui peuvent même en avoir de contraires.

Il faudroit que ces vigueries, châtelainies, districts, ou telle autre dénomination sous laquelle on voudroit les former, eussent assez d'étendue pour que les frais de leurs municipalités fussent moins sensibles, & qu'elles n'en eussent pas trop pour que les frais de leurs Assemblées fussent moins considérables; il faudroit encore rendre plus faciles la répartition & la perception des contributions; choisir, dans les communautés dont elles se-

roient formées, des Députés mieux en état de connoître le zèle & les talens de celui qui seroit chargé de les représenter dans les Assemblées générales de la province; il faudroit enfin qu'il existât une égalité aussi rapprochée que les circonstances locales pourroient le permettre entre l'étendue de ces districts, pour que les Députés de chacun d'eux aux Etats de la province eussent un intérêt à peu près égal.

Je crois que pour remplir ces vues, ces districts devroient être formés d'environ trente-cinq communautés, c'est-à-dire, au dessus de trente & au dessous de quarante; ce qui permettroit aux Députés de toutes les communautés d'assister à l'Assemblée du district, en partant & revenant coucher le même jour chez eux. Quelque fréquentes que fussent ces Assemblées, tous les Députés pourroient être défrayés de leurs dépenses, comme ils l'étoient dans le seizième siècle (1), sans qu'il en coûtât autant aux communautés, que leur coûtent actuellement les frais des assiettes des diocèses, qui ne tiennent qu'une séance inutile tous les ans, dont les frais, sans y

---

(1) Voyez ci-dessus, page 200.

comprendre ceux des États, se portent, dans la province, à 195,579 livres 8 deniers (1).

Il est très-peu de diocèses dans lesquels la forme & la composition de ces Assemblées soient les mêmes, & les différences remarquables qui existent entre elles, plus ou moins éloignées du droit public, prouvent que les changemens dans ces formes, originairement les mêmes, ont été amenés au point où ils en sont, d'après des intérêts particuliers, & qu'il ne peut qu'en avoir résulté des abus.

Dans certains diocèses, les Députés de toutes les communautés entrent à l'assemblée, & votent sur tout ce qui a rapport à l'Assemblée & à leurs intérêts communs. Dans d'autres, toutes peuvent envoyer des Députés qui n'assistent qu'à l'ouverture, à la lecture des réglemens, des commissions, & qui se retirent avant la délibération qui est dévolue dans certains diocèses à des Députés fixes & toujours les mêmes; dans d'autres, par tour; & il en est où ils peuvent assister jusqu'à la fin, sans y avoir voix délibérative.

Il en est encore où toutes les communautés

---

(1) Lois municipales de la province, tome 4, page 269 & suiv.

entrent par tour, & d'autres, dont le diocèse étant divisé par districts ou quartiers, toutes les communautés du quartier entrent à leur tour pour chacun d'eux, & où ce tour est déterminé par le nombre des communautés de chaque district, dans lequel on voit, en outre, des communautés, sous le nom de chef de quartier, qui entrent tous les ans.

Il en est enfin dont l'Assemblée n'est composée que par un petit nombre de communautés toujours les mêmes; d'autres divisées par quartiers, dont le nombre des communautés, toujours les mêmes, est fixe dans chaque quartier, sans égard à son étendue.

Quant aux Ordres de la société dont sont composées ces Assemblées, il est des diocèses dans lesquels la Noblesse n'entre pas; d'autres dont le Clergé est exclu; on en voit où le Clergé a dix voix, la Noblesse dix-huit, & où le Tiers-Etat n'en a que trois (1).

Parmi ces diversités de formes, presque aussi multipliées que les diocèses, il en est certainement une préférable aux autres: pourquoi ne pas la chercher, l'adopter, & la suivre

---

(1) Lois municipales de la province, tome 4, page 354 & suiv.



dans tous les autres ; & cette forme ne peut être que celle qui se trouve plus rapprochée du droit commun , en ce qu'il veut que chacun puisse choisir le représentant chargé de ses intérêts ; & que la représentation dans les différens Ordres soit en proportion de l'intérêt qu'ils ont à l'objet qui nécessite la représentation.

Il seroit bien singulier qu'on invoquât aujourd'hui des circonstances locales à l'appui de ces usages , & qu'on prétendit que ces circonstances rendroient aptes à l'administration toutes les communautés de certains diocèses , & que , dans d'autres , il n'y en eût qu'un petit nombre ; que , dans plusieurs diocèses , la Noblesse ne pût point y entrer , & que , dans d'autres , elle eût la pluralité des voix par des Députés nés , qui souvent en ont acheté le droit à des individus qui ne pouvoient pas en jouir eux-mêmes.

Tout ce qu'on pourroit dire se réduiroit à ce qu'il a été des temps auxquels toutes les municipalités d'un diocèse ont cédé à certaines d'entre elles le droit de représentation ; que tous les différens Ordres des mêmes diocèses ont consenti à ce que l'un d'eux eût la prépondérance ; que , dans les différens Ordres , la représentation a été dévolue à certains

individus, Députés nés, par leur élévation à des dignités ou charges qui ne sont point à la nomination de l'Ordre ; que, dans celui de la Noblesse, la représentation a été dévolue à certains individus, avec pouvoir d'en vendre le droit à prix d'argent, & de l'anéantir même, toutes les fois qu'ils jugeroient à propos de le vendre à des individus qui ne pourroient pas en jouir eux-mêmes.

De pareils traités, n'existant pas, ne sauroient être allégués ; & , quand bien même ils existeroient, ils ne pourroient se soutenir, d'après la jurisprudence des Cours souveraines ( attestée par M. Prost de Royer ) (1), toutes les fois qu'ils seroient contraires au droit & au bien public.

Après avoir établi les formes des cadastres des districts, sénéchaussée, provinces, & de celui du Royaume, je rechercherai & développerai quelle devoit être la forme & la composition de toutes les Assemblées qui y sont relatives, pour qu'il en résulte l'égalité dans la répartition des impôts, la facilité dans leur perception, & l'économie dans les frais de cette même perception.

---

(1) Voyez ci-dessus.

L'Assemblée du district, composée par un Député à cet effet nommé par chacune des communautés dont seroit formé , s'occuperait de l'exacritude des cadastres particuliers de chaque communauté, dont doit être formé le cadastre du district, & chaque individu de l'Assemblée auroit un intérêt particulier à ce qu'aucune ne fût allégée ; elle s'occuperait ensuite de la rédaction de son cadastre, & n'auroit, dans les années suivantes, sur cette partie, qu'à surveiller à l'exacritude des corrections, ou augmentations, ou diminutions qu'éprouveroient les cadastres des communautés, qui devroient ensuite être portées sur le sien, & former l'article du district dans le cadastre de la sénéchaussée.

Les estimations & évaluations des revenus de tous les biens du district étant faites dans les cadastres particuliers des communautés, il n'en reste plus à faire dans ce dernier cadastre ; & il suffiroit qu'il renfermât en autant d'articles qu'il seroit de communautés , le tableau de chacun de ces cadastres particuliers, qui, énonçant la totalité des revenus de chaque nature des biens, & celle de ceux qui sont possédés par chacun des ordres de la société, établit la totalité des revenus des biens de la même communauté ; il faudroit

encore que ce cadastre fût terminé par un tableau, dans la même forme que ceux sur les cadastres des communautés, & qui, portant sur tous les revenus du district, serviroit à former son article dans le cadastre de la sénéchaussée.

Une minute de ce cadastre ci-joint, sous le n°. 2, *cadastre de district*, contenant en trois articles les tableaux des revenus de trois communautés, suivis de celui de la totalité des revenus de ces communautés, pourra rendre plus sensible ce que j'ai dit sur cette forme.

Les villes ne devoient point être comprises dans un même district avec les communautés du plat pays; ainsi que la ville de Toulouse est séparée de son diocèse, elles devoient avoir à elles seules un article dans le cadastre de la sénéchaussée dans laquelle elles se trouvent situées; le motif en est pris de ce que leurs intérêts sont bien différens de ceux des communautés du plat pays: les principales richesses des villes consistant en biens meubles, elles ont pour objet principal le commerce; celles de la campagne consistant en biens-fonds, leurs propriétaires doivent tourner toutes leurs vues à l'accroissement de l'agriculture & du produit des terres.

Dans les premiers temps, & lorsque les

députations aux Etats Généraux étoient faites par vigueries, les habitans des villes étoient bien plus chargés que ceux du plat pays; puisque dans les Etats Généraux tenus à Paris le 6 février 1357, le revenu désigné sous le nom de *feu* étant le même, soixante-cinq feux dans les villes étoient autant cotisés que cent dans le plat pays (1); & que d'après ceux de la Languedoil, tenus à Compiègne le 4 mai de l'année suivante, soixante & dix feux dans les villes le furent autant que cent dans le plat pays (2).

Lorsqu'on abandonna la répartition par feu, & qu'elle n'étoit plus faite vers la fin du quinzième siècle, que d'après les livres ou papiers des estimés, les rentes & biens meubles qui forment la principale richesse des habitans des villes, étoient allivrés un quart en sus des biens-fonds, & aucun n'étoit excepté; mais lorsqu'on eut encore abandonné cette forme; que les députations aux Etats, & les répartitions furent faites par diocèses

---

(1) Recueil des Ordonnances des Rois par M. Secousse, tom. 3, Préface, page 71 & suiv.

(2) Recueil des Ordonnances par M. Secousse, tome 3, page 219 & suivantes.



dont les Députés des villes firent les Commissaires nés; que la Noblesse fut écartée de l'assemblée de l'assiette; que le Clergé, contribuant séparément des Communes, n'eut plus aucun intérêt à l'égalité dans la répartition; & que, d'après tous ces moyens, les Députés des villes eurent acquis la prépondérance dans les délibérations, non seulement les rentes & biens meubles cessèrent d'être assujettis à la contribution, mais encore la plupart des villes ont trouvé le moyen d'établir des contributions à leur profit sur les habitans des communautés du plat pays qui les environnent.

Les municipalités des villes nécessitent des dépenses considérables; après que les rentes & les biens meubles eurent cessé d'y contribuer, il n'étoit pas possible que ces dépenses fussent supportées par les immeubles en biens-fonds; pour lors les villes faisant valoir la nécessité de ces dépenses & la prétendue impossibilité d'y suffire, ont obtenu la permission d'établir à leur profit certains droits d'entrée & de sortie sur diverses consommations ou marchandises, dont sont exceptées non seulement celles qui proviennent du sol de la municipalité, mais encore celles qui, provenant du sol d'une autre communauté,

appartiennent aux habitans de la ville; d'après cela, les habitans du plat pays, qui n'ont point d'autre débouché pour certains objets, que de les porter vendre à la ville, sont obligés d'acquitter ces droits, sans espoir de retour, sans quoi ils ne pourroient pas soutenir, dans la vente, la concurrence des habitans de la ville, co-propriétaires des biens dans leur même communauté.

Si on fait encore attention que celui qui vend ou achete sans déplacer de chez lui, est le maître de ses marchandises ou argent, & que celui que la nécessité oblige d'aller vendre ou acheter hors de chez lui subit toujours la loi du premier; on sera convaincu que les habitans du plat pays acquittent la plus grande partie de ces droits à leurs dépens, & que c'est une contribution que la ville a établie & perçoit sur eux.

Passant aux cadastres des sénéchaussées, on voit que leur rédaction est bien simple & facile, puisqu'ils doivent être formés par les résumés des cadastres des villes & des districts. Tout ce qui est dit ci-dessus sur la forme de ces derniers cadastres devant être appliqué à ceux des sénéchaussées, il est inutile de le répéter; il n'y auroit qu'à substituer au nom des communautés qui forment

les articles dans le district, les noms des villes & des districts qui doivent former les articles dans celui de la sénéchaussée ; & ce cadastre, comme tous les précédens, devoit être terminé par un tableau ou résumé de tous les revenus de la sénéchaussée, à l'effet de former son article dans celui de la province.

Les mêmes motifs qui nécessiteroient que l'étendue des districts fût d'environ trente-cinq communautés, exigent encore que l'arrondissement des divisions, sous le nom de sénéchaussées ou autres, fût d'environ quinze districts, dont les articles, joints à ceux des villes qui se trouveroient situées dans le même arrondissement, formeroient de vingt à vingt-cinq articles dans le cadastre de la sénéchaussée.

Dans les premiers temps, la répartition dans le Royaume étant faite par sénéchaussées, les Députés des villes & vigueries, qui en composoient l'Assemblée, départoient entre eux les quote-parts qui les concernoient. Lorsque les Assemblées générales de la province, formées par la réunion des Députés qui composoient l'Assemblée de la sénéchaussée, furent devenues plus fréquentes, la répartition des contributions étoit encore faite par cette Assemblée sur les sénéchaussées dont

L'Assemblée particulière les départoit ensuite sur les villes & vigueries, ou sur les diocèses, quand on eut adopté cette dernière forme, comme on le voit dans le cahier des Etats de l'année 1424 (1).

Actuellement on ne connoît plus de cadastre de sénéchaussée; il seroit cependant d'une nécessité indispensable qu'il y en eût pour la répartition des contributions, & notamment pour celle des frais de la municipalité de la sénéchaussée, bien plus considérables que ceux de la province, puisqu'ils comprennent tous ceux de la construction & entretien des chemins, ponts & chaussées qui passent dans différens diocèses sans sortir de la sénéchaussée, frais dont la répartition est actuellement faite en suivant la proportion entre les diocèses, d'après les tables arrêtées en 1530 pour la répartition de la province sur les diocèses, table dont l'inégalité est prouvée ci-dessus.

Les cadastres des provinces seroient encore bien plus simples que ceux des sénéchaussées, puisqu'ils ne devoient être formés que d'autant d'articles qu'elles renfermeroient de

---

(1) Voyez ci-dessus, page 216.

sénéchaussées composées d'environ quinze districts, dont chacun le seroit par environ trente-cinq communautés; d'après cela la province de Languedoc, une des plus étendues du royaume, renfermeroit cinq sénéchaussées; dans celles qui n'en renfermeraient qu'une, le cadastre de la sénéchaussée seroit celui de la province.

Il conviendrait bien mieux de réunir les petites provinces & diviser celles qui sont trop étendues, pour que les frais particuliers aux municipalités provinciales fussent moins sensibles aux premières, & qu'elles eussent toutes un intérêt à peu près égal au bien & aux avantages de la société en général.

Les divisions des provinces n'ont pas toujours existé telles qu'elles sont aujourd'hui, relativement à la répartition des contributions, & des frais particuliers aux municipalités provinciales. En 1386, le Rouergue, le Querci étoient compris dans la municipalité de Languedoc (1); en 1467, les diocèses d'Auch, Lombès, & Couserans étoient

---

(1) Voyez ci-dessus, page 35.



encore de la même municipalité (1). On n'a pas toujours fait la répartition des subsides généraux d'après les divisions des provinces, puisqu'en 1491 le royaume n'étoit divisé, point cette répartition, qu'en quatre généralités; savoir, de Languedoil, de Languedoc, d'OutreSeine, & de Normandie (2); d'après la recherche générale du royaume, qui fut faite à cette époque; celle de Languedoc, composée de la province de ce nom, du Dauphiné, du Lyonnais, Forez, Rouergue, partie du Limousin, & de la plus grande partie de la Guienne, fut allégée de vingt mille livres sur l'aide ordinaire: si les divisions ont été souvent & considérablement changées, pourquoi ne pourroient-elles pas l'être encore, sur-tout dès que ces nouveaux changemens n'auroient pour but que la correction des abus qui ont été les suites des premiers?

D'après les faits ci-dessus rapportés, on ne sauroit opposer à de pareilles réunions ou divisions, des usages prétendus jolis de tous

---

(1) Tome 5, livre 35, n°. 54, page 34. Preuves du même volume, page 36.

(2) Voyez ci-dessus, page 27.

les temps, bien moins des traités de réunion à la couronne, qui ne peuvent porter que sur la domination féodale ; on ne pourroit alléguer que des privilèges postérieurs aux lettres patentes de Charles VI, en 1383, à la rédaction du cadastre général du royaume, en 1491 ; privilèges toujours révocables à volonté. Que de traités particuliers qui ne peuvent se soutenir qu'autant qu'ils ne sont pas préjudiciables au bien public & aux intérêts de la société en général ! & quand bien même les divisions des provinces resteroient telles qu'elles sont, on ne pourroit opposer ces usages, privilèges & traités, à une unité de forme dans la rédaction de ces cadastres, puisqu'elle a existé après eux, & que l'égalité dans la répartition ne peut être établie & maintenue, sans cette unité de forme dans les différens cadastres du royaume. Pour que le contraire eût lieu, il faudroit, d'après les considérations ramenées dans les lettres patentes de Charles VI, ci-dessus citées, que les contributions ne fussent établies que pour la garde & défense d'une partie des citoyens ; & si ceux qui ont été ci-devant assujettis à des Seigneurs particuliers, devoient moins contribuer, *dure chose seroit que ceux qui*

*sont francs , fussent de pire condition que les autres (1).*

En suivant la forme de tous ces cadastres particuliers , celui du royaume devrait être formé par autant d'articles , qu'il renferme de provinces , dont chaque article indiqueroit la totalité des revenus ; le tableau de ce cadastre général présenteroit , d'une manière précise , la totalité des revenus des biens de chaque nature ; celle de ceux qui appartiennent à chacun des Ordres de la société ; & enfin la totalité des revenus des biens de tout le royaume ; il n'y manqueroit que celle des biens-meubles en capitaux & effets de commerce , qui , à ce que je crois , peut y être insérée sous une forme dont j'ai ci-devant renvoyé le développement à leur article dans le cadastre général du royaume.

D'après ce qui est ci-dessus , notamment page 300 & suiv. les biens de cette nature doivent être assujettis à la contribution. La difficulté ne consiste que dans l'évaluation exacte de ces biens , pour pouvoir leur assigner une quote-part proportionnelle à ceux des autres

---

(1) Voyez ci-dessus , page 63.

natures, & la répartir avec égalité sur les différens individus qui en sont les propriétaires. Avant d'en venir là, il est à propos d'observer que, pour si peu qu'ils fussent cotisés, la société en retireroit plus qu'elle ne le fait, puisque les propriétaires de ces biens n'acquittent les contributions établies sur les objets de commerce, que pour la partie de leur consommation particulière, & le surplus étant, en grande partie, absorbé par les frais de régie, de recette, & qu'à quelque somme que cette cotisation fût portée, les propriétaires de ces biens y gagneroient beaucoup, en ce qu'ils seroient dispensés des avances pour les droits de traite, douanes, entrées, sorties, appositions des plombs, transits, &c. & les retards qui en sont les suites.

Le seul moyen pour l'évaluation des biens & capitaux dans le commerce, est un relevé des bureaux des douanes. Ce moyen est indiqué par M. de Basville, Intendant de la province de Languedoc, qui, dans ses mémoires pour servir à l'histoire de cette province, les porte à 45,916,225 livres. Ce relevé est au dessous de la valeur de ces biens, en ce que les objets qui ne sont pas assujettis à des droits, n'y sont point enregistrés; que

L'appât du gain encourage la fraude & multiplie la contrebande ; ce qui ne seroit pas, si des bureaux, sous la dénomination de contrôle du commerce, placés dans tous les lieux où ils seroient jugés nécessaires, enregistreroient *gratis* tout ce qui entreroit ou sortiroit, d'après les *connoissemens* ou lettres de voiture qui suivent ces marchandises, & dans lesquelles, à l'énonciation des objets, devroit être jointe leur évaluation.

Les Négocians, leurs Commissionnaires, les Conducteurs des marchandises n'auroient qu'un intérêt bien éloigné à déguiser la vérité, & à éviter cet enregistrement, puisque la confiscation de ces effets ne devroit être portée que sur le commerce général du royaume ; ils devroient y être assujettis sous la foi du serment ; &, s'ils y contrevenoient, ils seroient dans le cas d'être considérés comme voleurs publics, & condamnés à des peines afflictives & infamantes ; mais jamais ils ne devroient l'être à la confiscation des marchandises qui peuvent appartenir à autres que ceux qui auroient dû les déclarer ou évaluer, & que souvent ils n'ont pas encore payées.

Bien loin que l'établissement de pareils bureaux fût à charge à l'Etat en général, & en particulier au commerce, ils seroient



avantageux à l'un & à l'autre ; à l'Etat, en ce qu'ils donneroient à connoître la totalité des biens & capitaux dans le commerce, pour pouvoir les assujettir à la contribution ; au commerce, en ce qu'au moyen d'un seul impôt, il seroit débarrassé des entraves auxquelles il est assujetti à raison de tous ceux existans, & que cet impôt ou contribution seroit toujours en proportion de l'augmentation ou diminution du commerce, & en ce que la forme & le régime sous lequel ils devroient être établis, diminueroient de beaucoup l'importation des objets des manufactures étrangères, & augmenteroient l'exportation de celles nationales. Les avantages de l'Etat & de la société en général sont évidens ; il ne reste qu'à développer ceux du commerce.

Le commerce gagneroit beaucoup à ce que l'importation des objets & matières de production étrangère, nécessaires à la consommation du Royaume ou à ses manufactures, à raison du commerce extérieur, & l'exportation de toutes les productions du sol & des manufactures nationales, fussent enregistrées sans frais ; & il gagneroit encore plus à ce que l'importation des objets fabriqués dans les manufactures étrangères, & l'exportation des matières ou productions nationales

qui peuvent être ouvrées dans les manufactures, fussent assujettis aux plus forts droits; il faut pour cela des bureaux, & ces mêmes bureaux, pour exiger les droits sur certaines marchandises, enregistreroient les autres *gratis*.

Depuis que les avantages du commerce ont été pris en considération par les chefs des sociétés, & que les nations voisines ou rivales dans cette partie en font l'objet des traités particuliers, la fixation de ces droits d'entrée & de sortie n'est plus à la disposition arbitraire de l'une d'elles; mais rien ne s'oppose à ce qu'après la fixation d'un tarif respectif à une quotité déterminée pour cent, chacune de ces nations n'en établisse la perception dans la forme qu'elle juge la plus convenable à ses intérêts; il est un moyen bien simple pour que le produit des droits sur les importations fût portée au plus haut point, & que cette importation fût moins considérable: il suffiroit pour cela que la perception en fût faite à l'entrée du royaume, sur un *connoissement* exact bien détaillé, suivi d'une évaluation; que ce *connoissement*, évaluation, & acquit des droits suivit les productions des manufactures étrangères dans toutes les mains des Négocians où elles pourroient passer, jusques à leur consommation;

& que les Négocians entre les mains de qui elles seroient, fussent tenus de les représenter à tous les acheteurs & autres qui demanderoient à les voir.

D'après ce moyen, les marchandises étrangères, ne pouvant pas circuler dans l'intérieur, sans être suivies de cette première évaluation & de l'acquit des droits d'entrée, elles ne pourroient plus être évaluées à bas prix lors de cet acquit, parce que, quoique le Négociant fût le maître de ces marchandises, & pût en demander ce qu'il voudroit, les acheteurs, maîtres de leur argent, & qui n'aimeroient pas à être les dupes, se fixeroient sur cette première évaluation, & lui laisseroient ce qu'il voudroit vendre trop cher, pour se pourvoir des manufactures nationales; il en résulteroit encore que certains Négocians ne pourroient pas donner comme étrangères les plus belles productions de nos manufactures, qu'ils décrient par-là, en même temps qu'ils font sur elles des profits immenses, à raison du goût décidé de certains individus pour tout ce qu'on leur dit étranger, quoique souvent ils soient hors d'état de comparer & de juger par eux-mêmes entre les productions étrangères & nationales.

On objectera peut-être que les marchan-

elles entrées dans le royaume en balles ou caisses considérables , sont ensuite divisées entre un grand nombre de Négocians en détail ; mais rien n'empêche qu'une copie du premier connoissement, évaluation, & acquit, collationnée & paraphée sans frais par un bureau de douane, ou par le chef d'une chambre de Commerce ( établie comme je le dirai ci-après ), ne suive la plus petite partie de ces marchandises entre les mains de tous les Négocians où elles peuvent passer ; & on ne sauroit se récrier contre tous les soins que cela occasionneroit, & les peines qui seroient les suites d'une inexactitude à cet égard, si on fait attention qu'il est du plus grand intérêt , pour la société en général & le commerce en particulier, d'établir toutes les entraves possibles au commerce des objets de manufacture étrangère.

Un relevé fait à la fin de chaque année de tous les bureaux de contrôle du commerce seroit connoître la valeur de tous les objets qui ont été en activité dans le cours de l'année, dont le revenu fixe, à cinq pour cent, devroit former le premier article dans le cadastre général du royaume.

Les commerçans ne pourroient pas se récrier sur ce qu'on couferoit des revenus

incertain, puisque ce ne seroient que des revenus censés rentrés en leurs mains, & ne le seroient même qu'à raison de cinq pour cent d'un capital, qui, en marchandises, est évalué parmi eux à dix pour cent; & en argent, considéré comme marchandise sur laquelle il n'y a point à perdre, à six pour cent; & ce relevé étant fait tous les ans, ils ne seroient jamais dans le cas d'éprouver des surcharges. En supposant que la valeur des effets & des capitaux dans le commerce fût portée par ce relevé à un milliard, le premier article du cadastre du royaume porteroit en revenus du commerce cinquante millions.

Tous les autres articles, au même nombre des provinces, devroient être rédigés dans la même forme que celle établie pour les cadastres des districts, sénéchaussées, & provinces, que je crois inutile de retracer ici, & le tableau de résumé présenteroit, d'une manière aussi exacte que précise, la totalité des revenus du royaume, celle de ceux de chaque nature des biens, & celle de ceux possédés par chacun des Ordres de l'Etat qui établissent la proportion de l'intérêt que chacun d'eux a au bien & aux avantages de la société.



D'après de pareils cadastres, la répartition des contributions ne pourroit être faite qu'avec la plus parfaite égalité ; mais il faudroit en même temps que cette répartition ou assise des contributions fût faite en quotité du revenu, & non au sou la livre.

Dans les premiers temps, la répartition & assise des tailles étoit faite par quotité du revenu, puisque le jurisconsulte Beaumanoir, contemporain de Saint Louis, dit : *Se il devoit payer de cent livres dix livres, &c.* (1). En 1303, le Roi Philippe le Bel ayant assemblé, pour la première fois, les Prélats & Barons de son royaume, établit, de leur avis, un subside du cinquième des revenus & du vingtième de la valeur des meubles (2). En 1304, le Clergé & la Noblesse accordèrent le cinquième de leurs revenus (3), & en 1358, le subside sur le Clergé & la Noblesse pour la rançon du Roi Jean étoit encore en quotité des revenus (4) sur les communes ou Tiers-Etat ; elle étoit faite par feu.

---

(1) Voyez ci-dessus, page 76.

(2) Voyez ci-dessus, page 21.

(3) Voyez ci-dessus page 22.

(4) Voyez ci-dessus, page 30.

A cette dernière époque, les privilèges ayant cessé de contribuer à part, & étant tous cotisés avec les communes, on adopta pour tous la forme en usage pour le Tiers-Etat. Si on avoit repris la forme établie par Philippe le Bel pour tous les Ordres, & suivie jusques alors pour le Clergé & la Noblesse, & qu'elle eût été suivie jusqu'à nos jours, la quote-part des revenus, fixée pour la contribution, n'auroit jamais été dans le cas d'augmenter, parce qu'étant toujours en proportion des revenus, elle auroit suffi à tous les besoins de l'Etat. On adopta une forme opposée; sans faire attention que l'augmentation dans la valeur des denrées & celle des monnoies pourroit être dans des proportions différentes, comme il est arrivé; & perdant de vue le revenu réel, on chercha à donner aux biens une valeur idéale, pour assujettir à une plus forte contribution ceux qui, par leur nature, n'exigeoient pas autant de soins, ou étoient moins exposés à des événemens contraires. De là, l'origine des allivremens sur les livres d'*estime*, d'après lesquels un revenu de trois cents livres devoit être allivré six livres, sept livres cinq sous, & même sept livres dix sous, suivant la différente nature des biens dont il provenoit, & on aban-

donna enfin cette forme , pour cotiser , dans certaines provinces , sur des aperçus incertains , & dans d'autres , d'après des allivremens relatifs aux qualités des biens , sans aucun égard à leur revenu réel.

Le produit des contributions établies sur la société étant de suite employé à l'achat des mêmes denrées ou marchandises qui ont été ou qui seront vendues par les premiers propriétaires pour les acquitter , ces contributions , quoiqu'acquittées en argent , doivent nécessairement augmenter ( indépendamment d'autres circonstances ) , non en proportion de la valeur des monnoies , mais en proportion de la valeur des denrées ; & c'est ce qui arriveroit , si les contributions étoient établies & assises en une quotité quelconque du revenu , & qu'aucun n'en fût excepté. Un exemple pris dans les temps reculés peut rendre cette vérité sensible.

En 1358 , dernière époque à laquelle les privilégiés étoient cotisés séparément du Tiers-Etat , & où on abandonna entièrement la répartition par quotité du revenu , la contribution sur ce dernier Ordre , dans la province de Languedoc , fut 1,451,000 moutons d'or , qui , à cinquante-deux au marc , & le marc d'or étant à 78 livres 15 sous , se portoit à

2,197,427 livres 12 sous 7 deniers sept treizièmes tournois ; actuellement le marc d'or étant à 828 livres 12 sous , cette dernière somme représente 23,121,126 livres 19 sous 10 deniers neuf treizièmes , de nos jours.

Mais il s'en faut de beaucoup que cette somme puisse représenter la première relativement aux besoins de la société ; pour que cela fût , il faudroit que la valeur des denrées & autres objets , à l'achat desquels ces contributions sont employées , n'eût augmenté que dans la même proportion. En 1340 , le blé ne s'étoit pas élevé à Narbonne au dessus de sept sous le setier ; on voit , par des procès verbaux sur les évaluations des denrées dans ce même diocèse , postérieurs à 1360 , que la valeur du blé y étoit portée à dix sous le setier ; actuellement il le seroit à plus de douze livres. L'augmentation de la valeur des denrées étant dans la proportion d'un à plus de vingt-quatre , & celle sur les monnoies d'un à moins de onze ; il s'en faut par conséquent de plus de treize vingt-quatrièmes , que 23,121,126 livres 19 sous 10 deniers neuf treizièmes , de nos jours , ne représentent 2,197,427 livres 12 sous 7 deniers sept treizièmes tournois de ces temps reculés : il faudroit pour cela 52,738,263 livres.

De pareilles observations, faites en différens lieux & à différentes époques, me paroissent le seul moyen propre à fixer l'augmentation qu'ont éprouvée les impôts ; mais il faut encore , pour cela , distraire du montant actuel des contributions ce qui concerne les frais des municipalités particulières , n'avoir égard qu'à ce qui entre ou est censé entrer au trésor royal ; calculer , comme si tous les biens, tous les individus y étoient assujettis, ainsi qu'ils l'étoient dans ces temps reculés ; il en résulteroit certainement que les dépenses de l'Etat , de la société générale, par conséquent les contributions, sont moindres aujourd'hui, qu'elles ne l'étoient dans des temps où l'on croit qu'elles étoient modiques.

Du moment que la répartition fut faite sur des allivremeus, il devint très-difficile de s'apercevoir d'où provenoit l'augmentation sur la quote-part individuelle des citoyens ; ceux qui, étant en place, ou qui, par leur ascendant sur des administrateurs foibles ou ignorans, avoient en même temps un intérêt particulier à en affranchir certains biens, certains individus, ont su profiter des circonstances ; il n'en est pas de plus favorables, que des troubles intérieurs, ou des guerres dispendieuses ;



dieuses ; le peuple , ordinairement séduit par les premières apparences , regardoit ces motifs comme l'unique cause de l'augmentation ; il n'observoit pas , & personne ne lui faisoit observer que l'augmentation successive dans la valeur des denrées ou marchandises la nécessaire ; & que l'exemption de certains biens ou individus étoit la seule cause de la surcharge. Ceux qui avoient trouvé les moyens d'exemption ; ont toujours été les premiers à se récrier contre l'énormité des subsides ; le peuple les a regardés , par cela seul , comme ses protecteurs , ses anges tutélaires ; ce qui ne seroit pas arrivé , si la répartition avoit continué à être faite par quotité de revenu , parce que cette forme , suivant toujours l'augmentation dans la valeur des denrées , auroit en même temps fait apercevoir que la surcharge ne provenoit que de ces exemptions. La célèbre maxime de Charlemagne , *docendus est populus ; non sequendus* , ne sauroit être mieux appliquée que sur le fait des contributions.

## §. XVII.

*Sur la répartition & perception.*

D'après ces dernières observations, il me paroît que la meilleure forme possible de répartition seroit par quotité de revenu; 1°. en ce qu'en suivant cette ancienne forme, la même quotité suffiroit aux besoins de la société, soit que la valeur des denrées ou marchandises augmentât ou diminuât; 2°. en ce que la quotité imposée sur le royaume, provinces, sénéchaussées, districts, municipalités, étant connue de tous, les exemptions particulières ne pourroient plus s'introduire sans qu'elles fussent sensibles aux derniers individus, & qu'un cri général ne s'élevât contre elles.

On a cru qu'il convenoit que l'impôt sous la dénomination *taille*, & tous ceux qui portent sur les propriétés, fussent fixés d'une manière invariable. L'Auteur d'un Ouvrage imprimé en 1780 (1), après avoir dit,

---

(1) Voyez Essai sur la dernière Révolution de l'Ordre Civil en France, en 3 volumes. Londres, 1780, tome 2, pages 126, 127 & suiv.

« On a de nos jours éclairci la matière de  
 » l'impôt d'après des principes lumineux  
 » & patriotiques , qui tôt ou tard feront loi  
 » dans toute société civilisée où l'on voudra  
 » que les hommes soient heureux , &c. » ;  
 divise ensuite les contributions nécessaires à  
 la société en impôt direct & indirect ; le pre-  
 mier porte sur les propriétés , & le second  
 comprend , selon lui , toutes les autres im-  
 positions de quelque nature quelles soient , &  
 quelque nom qu'on leur donne.

« L'impôt indirect ( ajoute-t-il ) a toujours  
 » dépendu de la volonté souveraine de nos  
 » Rois ; ainsi les profits sur la fabrique des  
 » monnoies , les droits d'entrée & de sortie ,  
 » ceux d'importation & d'exportation , les  
 » droits sur différens objets de consommation  
 » & sur les denrées , ont été de tous temps  
 » fixés , établis , augmentés , comme il a plu  
 » aux Rois de France. Nous ne parlons pas  
 » du domaine & des droits féodaux qui en  
 » sont la suite ; tout cela est encore dans la  
 » disposition absolue du Souverain ».

Malgré ces autorités , j'ose croire que l'im-  
 pôt indirect est celui qui devrait être le pre-  
 mier fixe , & que l'impôt direct n'étant que  
 le complément des sommes nécessaires aux  
 besoins de la société , doit varier suivant les

circonstances ; telle étoit l'opinion générale dans les premiers temps, puisque l'impôt indirect sur les consommations étant toujours le même , on voit que l'impôt direct augmentoit ou diminuoit d'une année à l'autre , suivant les circonstances ; & que dans l'impôt direct , sous le nom de *taille* , on distinguoit la taille comtale de l'impériale , & que la dernière , indéterminée , n'avoit rien d'odieux ni de servile comme la première.

Reprenant la répartition des contributions d'après ces dernières vues , & sur un cadastre rédigé dans la forme ci-dessus détaillée , il faudroit soustraire des sommes nécessaires aux besoins de la société le produit de cet impôt indirect , qui , suivant les états des Finances ci-dessus cités , se porte à 262,270,000 l. déduction faite des frais de recouvrement ; en supposant que les besoins de l'Etat nécessitassent une contribution de . . . . il resteroit . . . . à départir sur tous les revenus de la société , dont il faudroit encore déduire ce à quoi se porteroient les économies sur les frais de perception , d'après un nouveau plan.

Le cadastre général du royaume donnant à connoître d'une manière précise la totalité des revenus de la société , ce produit , divisé par la somme à imposer , indiqueroit la quote-

part qu'ils doivent supporter , qui , étant la même , suffiroit à jamais aux besoins de l'Etat , puisque son produit seroit , dans tous les temps , en proportion de valeur des denrées ou marchandises à l'achat desquelles les contributions sont employées , & qui diminueroit en proportion de l'augmentation des impôts indirects , & de la diminution de la dette nationale , par le décès ou le remboursement des créanciers

Le cahier de répartition du royaume sur les provinces , devroit énoncer , en premier lieu , la totalité des sommes nécessaires aux besoins de l'Etat , le produit de l'impôt indirect , & ce qui resteroit à répartir sur les revenus de la société , qui par conséquent formeroit l'impôt direct.

Un second chapitre de ce même cahier devroit énoncer la totalité de tous les revenus particuliers des membres de la société , la division de cette somme par celle de l'impôt direct ; d'où il résulteroit la quotité du revenu dont seroit formée la contribution.

Tous les articles suivans dans ce cahier , en même nombre que ceux du cadastre général du royaume , peuvent être formés par une seule ligne , qui , énonçant la totalité des revenus particuliers dans chaque province ,



assigneroit sur chacune d'elles la quotité de leur contribution, d'après la proportion fixée pour tout le royaume.

Le premier article de ce livre ou cahier de répartition sur le royaume, étant, comme dans le compoix général, celui du commerce, & l'égalité respective dans la répartition sur les différens individus propriétaires des biens de cette nature paroissant plus difficile, je crois devoir commencer par chercher & développer la forme propre & particulière à ces biens.

On a vu ci-dessus qu'il étoit très-facile de connoître la valeur de tous les biens & capitaux en activité dans le commerce, par un relevé des bureaux établis à cet effet, qui, nécessaires pour la perception des droits sur les objets qui doivent y être assujettis, enregistreroient tous les autres sans frais; cela suppose que les bureaux particuliers remettroient leur relevé à un bureau général dans chaque province, ou autres arrondissemens plus ou moins étendus, suivant qu'il seroit jugé le plus convenable; que le bureau général de chaque province ou arrondissement remettrait au bureau général du royaume le relevé de la province ou arrondissement; & que c'est de la totalité de ces derniers relevés que seroit for-

mé l'article du commerce dans le cadastre général du royaume.

Lorsque le conseil ou comité formé par le Roi pour la rédaction du cadastre général du royaume , & la répartition de l'impôt direct sur le commerce & les provinces , auroit fixé la quote-part qui devoit être portée sur ce premier article , la répartition sur la classe des citoyens propriétaires des biens de cette nature devoit leur être confiée , comme aux seuls compétens pour la faire avec égalité.

Il faudroit pour cela qu'il fût établi dans chaque ville une chambre ou conseil du commerce , à qui on donneroit des arrondissemens ; que cette chambre fût formée par des individus élus à la pluralité des suffrages par tous les Négocians de la ville & arrondissement , dans une assemblée générale convoquée à un jour fixe & déterminé pour toutes les années , & qu'elle fût composée d'un Président , un Syndic , & un nombre de Conseillers relatifs à l'étendue de l'arrondissement de la chambre , & à celle de son commerce.

Un certain nombre de Députés de ces chambres particulières du commerce , relatif à la quote-part de leurs contributions , devoit former une chambre générale du commerce de la province ou autre arrondis-

sement ; & en suivant cet ordre , la chambre générale du commerce du royaume seroit formée par les Députés des chambres des provinces.

Cette chambre générale seroit chargée de départir la quote part de l'impôt direct , concernant le commerce , sur les chambres des provinces , & ces dernières sur les chambres particulières des villes & arrondissemens de leur ressort ; les connoissances particulières qu'elles auroient pour le faire avec égalité , pourroient encore être aidées & dirigées par les relevés des bureaux de douane , qui leur seroient communiqués.

La répartition par ces dernières chambres sur les individus paroît moins aisée à faire , les relevés des bureaux de douane ne pouvant pas leur servir pour diriger les départeurs ; mais indépendamment que cette chambre seroit dans le cas de connoître l'étendue du commerce de chacun des Négocians de son arrondissement , il y auroit un moyen propre à éviter les surcharges ; il consisteroit à ce que les Négocians qui voudroient se plaindre ne pussent le faire qu'après avoir communiqué leurs livres , tenus en conformité des ordonnances , à des commissaires que la chambre nommeroit pour cela , qui pourroient même n'être pas Négocians , &

qui , assujettis au secret sous la foi du serment , certifieroient à la chambre , sous la même foi , que la taxe sur l'individu plaignant excède la quotité imposée sur le commerce.

On a reconnu de tous les temps combien il seroit avantageux au commerce que les Négocians ne pussent point changer & altérer leurs livres ; & ce sont ces avantages qui ont motivé les sages dispositions contenues dans les dix articles du troisième titre de l'Ordonnance du Commerce , du mois de mars 1673. Ces dispositions n'ont rien de gênant pour les Négocians , puisqu'elles ne consistent qu'à faire parapher leurs livres *sur le premier & dernier feuillet , par l'un des Consuls , dans les villes où il y a juridiction consulaire , & dans les autres , par le Maire ou l'un des Echevins , sans frais ni droits , &c...*

Les lois ne sont ordinairement regardées que comme des conseils , lorsque leur infraction n'assujettit point à des peines. L'article 11 du titre 11 n'inflige que des peines éloignées , & dans un avenir incertain , en prescrivant que les Négocians qui , lors de leur faillite , ne représenteront pas leurs registres & journaux signés & paraphés comme dessus ,

*pourront être réputés banqueroutiers frauduleux. L'article 12 ajoute : les banqueroutiers frauduleux seront poursuivis extraordinairement & punis de mort.*

Dans ces textes précis de l'Ordonnance, & les livres des Négocians n'étant pas signés & paraphés, sur mille banqueroutes, il n'en est pas une qui ne pût & ne dût être réputée frauduleuse ; mais sur mille n'y en ayant pas une qui soit poursuivie comme telle, les Négocians se dispensent de cette formalité qui est des plus essentielles ; & dès qu'il ne leur en coûteroit rien pour la remplir, ils ne pourroient avoir en vue que de se réserver la facilité de composer des livres à leur guise, le cas d'une faillite arrivant.

Il n'en seroit pas de même s'ils ne pouvoient se plaindre d'une surcharge qu'autant qu'ils auroient rempli ces formalités, parce que cette surcharge pouvant revenir tous les ans, ils se trouveroient obligés de tenir leurs livres en règle.

A ce premier avantage, si essentiel au bien du commerce en général, il en seroit joint un second qui ne le seroit guère moins, en ce que l'état de la fortune des Négocians seroit établi & fixé d'après l'opinion publique de tous ceux de la même ville & arron-



dissement , & que la quote-part de leur contribution seroit le seul renseignement qu'auroient à prendre ceux qui , habitant des villes éloignées , sont dans le cas de se lier avec eux à raison des affaires de commerce , & qu'on ne seroit pas dans le cas d'être induit à erreur par des apparences de fortune qui très-souvent cachent une faillite prochaine.

Les fonctions de ces différentes chambres de commerce doivent être bornées à la seule répartition de l'impôt ; & du moment que leurs cahiers , en même nombre qu'il se trouveroit de communautés dans leur arrondissement , seroient arrêtés , elles devroient en faire la remise aux différens Maire ou Echevins , pour que la levée en fût faite par l'entrepreneur de chaque communauté.

La répartition étant faite sur les provinces par le conseil ou comité ci-dessus , l'Assemblée de la province seroit ensuite la répartition de la quote-part de cet impôt direct sur les sénéchaussées ou districts dont elle seroit formée , préalablement distraction faite des produits des impôts indirects qui peuvent être perçus par la province , comme l'équivalent , en Languedoc & autres , qui ne pourroient cependant être établis ou conservés , qu'autant que leur perception ne seroit point

préjudiciable aux intérêts des autres provinces du royaume ; ce qui formeroit le premier chapitre du cahier de répartition des provinces.

Le second chapitre énonceroit toutes les dépenses & frais utiles & nécessaires à la municipalité provinciale , qui , ajoutées à l'impôt direct , formeroient la totalité des sommes à imposer.

Le troisième chapitre renferméroit l'énonciation de la totalité des revenus particuliers dans la province ; sa division , par la totalité des sommes à imposer ; ce qui indiqueroit la quotité de revenu nécessaire pour remplir la contribution envers la société générale , & pour fournir aux frais de la municipalité provinciale.

Tous les articles suivans dans ce cahier , en même nombre que la province se trouveroit renfermer de sénéchaussées , ou de villes & districts , si elle n'étoit formée que par une sénéchaussée , énonceroient la totalité des revenus de la sénéchaussée , ville , ou district , & la somme à laquelle se porteroit la quotité de revenu qui lui seroit imposée.

Les cahiers de répartition des sénéchaussées sur les villes & districts ; ceux de ces

derniers sur les municipalités dont ils seroient formés , doivent être les mêmes que ceux des provinces ; il me paroît inutile de répéter sur chacun d'eux ce qui est dit ci-dessus sur les cahiers de répartition des provinces.

Il n'en est pas de même de la répartition des municipalités particulières sur les individus dont elles sont composées ; jusques-là , la répartition par quotité de revenu , avec toutes les fractions nécessaires pour la faire avec égalité , peuvent & doivent être réduites en espèces numéraires ; mais des municipalités particulières sur les individus , les fractions ne doivent pas être moindres d'une demi-unité , ce qui suffit pour que la répartition puisse être faite avec égalité , & que la perception en soit plus aisée , étant faite en nature du revenu , comme elle doit l'être.

La répartition des sénéchaussées sur les villes & districts , & celle de ces derniers sur les communautés du plat pays étant faite , il ne reste qu'à répartir les contributions sur les individus habitant ou ayant des biens dans les villes & autres municipalités ; & les cahiers de répartition , à cet effet peu différens , mais plus étendus que ceux du royaume , provinces , sénéchaussées , & districts , doi-

vent être uniformes dans tout le royaume ; ils doivent , comme les premiers , énoncer , en trois chapitres qui leur serviroient de préliminaire , la fixation détaillée & en totalité de tous les revenus patrimoniaux des communautés , & le reliquat des comptes du Receveur de l'année précédente , dont les sommes doivent être portées en moins imposé ; celle de toutes les dépenses utiles & nécessaires à la municipalité , qui doivent être ajoutées aux contributions à répartir ; & enfin le troisième & dernier devoit énoncer la totalité des revenus de tous les particuliers habitant ou possédant des biens dans la communauté ; la division de cette somme , par celle à répartir , dont le résultat fixeroit la quotité de revenu nécessaire pour remplir la contribution.

J'ai dit ci-dessus que les fractions des unités dans les quotités de revenu sur les cahiers de répartition , jusques & inclus celui du district , étant en numéraire , pouvoient être suivies & divisées jusqu'à ce qu'on atteindroit à la plus parfaite égalité ; ce qui ne pouvoit avoir lieu dans les cahiers des communautés sur les individus : je crois qu'il est à propos de développer les motifs de cette différence.

Il n'est aucun de tous ces premiers cahiers de répartition , qui , comme les cadastres d'après lesquels ils doivent être faits, fussent dans le cas de contenir quarante articles ; la répartition & la perception doivent être faites en espèces numéraires : la première de ces opérations est peu compliquée , & les inconvéniens qui résultent dans la seconde , par les fractions qui peuvent se trouver au-dessous des plus petites monnoies en usage , seroient peu sensibles tant au receveur qu'aux contribuables.

Il n'en est pas de même à l'égard des cahiers de répartition des communautés sur les individus ; & quoique les revenus susceptibles d'acquitter leur quote-part en nature de fruits , ne soient pas dans le cas d'y être compris , ces cahiers , tout comme les cadastres d'après lesquels ils seroient formés , sont dans le cas de renfermer un très-grand nombre d'articles ; car indépendamment d'un article pour chaque propriétaire , il seroit encore à propos que sur chacun d'eux , les revenus des biens de chaque nature fussent distingués par autant d'articles , ce qui nécessiteroit des fractions à l'infini , & qui , augmentant les difficultés d'une répar-



tion exacte , seroient encore très - incommodes dans la perception.

De plus , ce qui ne seroit que difficile ou incommode à l'égard de la répartition & perception en espèces numéraires , devient impraticable , quant à celle en nature des fruits , en ce que les poids , mesures ou autres formes d'en déterminer la quotité , ne sont point susceptibles de pareilles fractions dans la perception.

Quoique les fractions dans les quotités du revenu ne soient portées que jusqu'à demi-unité , la répartition n'en seroit pas faite avec moins d'égalité , puisqu'elle porteroit également sur les revenus qui acquitteroient la contribution en nature des fruits , comme sur ceux qui l'acquitteroient en argent.

La surcharge occasionnée par l'excédant de ce qui seroit nécessaire pour la quotité des contributions imposées sur la communauté , & qu'il faudroit lever de plus pour atteindre à cette demi-unité , seroit peu considérable , & ne seroit que momentanée , puisqu'cet excédant , qui resteroit entre les mains du premier Receveur , seroit porté en moins imposé l'année d'après. Un exemple rendra ces vérités sensibles.

La

La minute ou projet de cadastre porte la totalité des revenus à 69,807 livres. En supposant que les sommes à répartir sur les propriétaires des biens dont elle est composée fussent 7756 liv. 6 s. 8 den. — 8241 liv. 2 sous 1 denier — ou 8725 liv. 17 sous 6 deniers, les quotités du revenu seroient un neuvième, un huitième & demi ou un huitième. La différence d'une de ces trois sommes à l'autre n'étant que 484 liv. 15 sous 5 deniers, cet excédent ne pourroit jamais s'élever à cette dernière somme, il seroit toujours moindre; & étant porté en moins imposé l'année d'après, cette avance, peu sensible aux individus propriétaires, seroit compensée par l'avantage d'y avoir moins de fractions dans les cahiers de perception, quant à la contribution en numéraire, & de pouvoir acquitter en unités celle en nature des fruits.

L'évaluation du revenu & produit des biens qui ne sont pas susceptibles d'acquitter leur quote-part des contributions en nature de fruits, étant fixée sur les cadastres d'après le revenu réel qui n'est grevé d'aucuns frais, ces biens ou revenus doivent être assujettis en entier à la quotité déterminée d'après la totalité des revenus & celle des sommes à imposer.

Le revenu des biens susceptibles d'acquitter leur quote-part en nature de fruits , est également fixé sur le cadastre , après en avoir prélevé les frais de culture & d'exploitation; ces frais y sont évalués à la moitié des productions , ce qui réduit le revenu réel à la moitié des fruits provenans des biens de cette nature. La quotité imposée sur ceux qui ne nécessitent pas ces mêmes frais , ne doit par conséquent être imposée que sur la moitié des fruits ; ou , ce qui est bien plus simple , il ne doit être imposé que la moitié de cette même quotité sur la totalité des productions : d'où il résulte que la quotité sur les revenus en nature des fruits seroit toujours fixée par unités. C'est d'après ces principes qu'est rédigée la minute ou projet d'un livre de répartition & perception ci-joint , sur le cadastre , qui se trouve à la fin de cet Ouvrage.

La perception de l'impôt en nature des fruits, ce projet si simple & si avantageux à tous les contribuables , ayant été rejetée par l'avant dernière Assemblée des Notables , il peut paroître surprenant qu'un petit individu de la société ose réclamer contre cette décision , & je n'aurois osé pas l'entreprendre , si je n'étois rassuré par la certitude que ce seroit là le

vœu général des contribuables , qui sont dans le cas de pouvoir acquitter ainsi les contributions , & que les motifs apparens de la décision contraire ne peuvent lui être opposés.

Ces motifs sont , en grande partie , la difficulté de trouver des fermiers , les frais que nécessiteroit une pareille régie , & les inconvéniens qui résulteroient , lorsque les régisseurs seroient dans le cas de vendre ces denrées en concurrence avec les propriétaires agriculteurs ; mais tous ces motifs n'existeront plus , si on fait attention 1°. qu'il est des communautés dont le produit de la dixme est le double du montant des impositions , & qu'en étant d'autres , dont les contributions s'élèvent au double de la dixme , ces deux produits seroient très-rapprochés l'un de l'autre , si la répartition des contributions étoit faite avec égalité ; 2°. que si tous les biens étoient assujettis à la contribution , relativement à leur produit , la quote-part de ceux qui payeroient en fruits pourroit diminuer de moitié ; 3°. que le produit de la dixme ecclésiastique est très-avantageusement affermé dans tout le royaume , excepté dans un petit nombre de bénéfices

que les titulaires veulent régir par eux-mêmes.

D'après ces dernières observations, on ne peut douter que la perception en nature de fruits ne soit praticable & avantageuse aux contribuables ; on ne peut par conséquent attribuer la décision de l'Assemblée des Notables qu'à ce qu'aucun n'avoit éprouvé combien il en coûte aux cultivateurs pour convertir leurs denrées en argent, à l'effet d'acquitter une contribution fixée indépendamment de leurs récoltes. Il ne reste qu'à développer une forme de perception qui puisse réunir à tous les autres avantages, celui de faire connoître les inégalités qui pourroient s'introduire dans la répartition, & les corriger avec facilité d'un année à l'autre.

Les livres de répartition & de perception étant rédigés dans les communautés, il faudroit ouvrir des enchères dans chacune d'elles, à l'effet de recevoir les offres & surdettes de tous ceux qui voudroient en entreprendre la perception, & s'obliger de remettre au terme qui seroit fixé, & entre les mains du Receveur du district, la quote-part de la même communauté, d'acquitter aux termes indiqués les frais particuliers à la municipalité, & de



remettre l'année d'après à l'entrepreneur de la perception, le reliquat qui pourroit rester entre ses mains.

Il est de fait que la concurrence entre les fermiers des fruits décimaux porte leur valeur au plus haut prix : étant affermés pour plusieurs années, ils ont de bien moindres risques à courir à l'égard de l'affermé des contributions faite pour une année, peu avant la récolte, dont une grande partie du produit seroit en numéraire à l'abri des événemens. Le seul à craindre seroit la grêle ; mais il est rare qu'elle emporte tous les fruits, & dans le cas où une indemnité lui seroit due, elle lui seroit payée l'année d'après par la communauté, si elle étoit peu considérable, par le district, si elle étoit au dessus d'une quotité déterminée, & graduellement par la sénéchaussée, province, & même tout le royaume, relativement aux quotités auxquelles elle pourroit s'élever.

La quotité des revenus déterminée par la communauté, d'après son cadastre pour le montant de ses contributions, ne pouvant être à de moindres termes qu'une demi-unité, il y auroit toujours un excédant plus ou moins considérable ; & c'est sur le montant de ces quotités déterminées que doivent commencer les

enchères & surdites jusqu'à quelque somme qu'elles puissent s'élever. Cet excédant, quel qu'il fût, étant porté en moins imposé l'année d'après, il ne seroit aucun individu propriétaire des biens dans la communauté, qui n'eût intérêt à ce qu'il fût porté au plus haut point, puisqu'il seroit obligé ( quoiqu'il ne le fût pas ) de payer à cet entrepreneur la quotité déterminée par la communauté.

La totalité des contributions sur les biens & revenus qui les acquitteroient en numéraire, étant fixée & déterminée sur les livres de répartition & perception, d'après le revenu réel énoncé dans le cadastre, il ne resteroit par conséquent que celle sur les fruits qui seroient susceptibles d'augmenter ou diminuer dans les enchères. Cette augmentation ou diminution annuelle serviroit de règle pour la répartition des districts sur les communautés de leur arrondissement, & ce ne seroit que pour la première fois ( comme je l'ai déjà dit ) que l'évaluation des revenus acquittant la contribution en nature des fruits, seroit faite sur le produit des fruits décimaux; car dans les suites ce revenu seroit indiqué par ce à quoi se porteroient les enchères dans chaque communauté, en sus de ce qui seroit fixé

par le préambule de ce même livre, puisque cet excédant ne pouvant être porté sur la cotation en numéraire, il faudroit qu'il le fût sur les fruits.

La perception des contributions étant ainfi faite sur toutes les communautés par des entrepreneurs volontaires qui seroient chargés de remettre la quote-part de chaque communauté au Receveur du district, il en coûteroit peu pour faire parvenir toutes ces sommes au Trésor Royal, puisque le Receveur du district remettroit à celui de la sénéchaussée, celui-ci au Receveur général de la province, & ce dernier au Trésor Royal, la quote-part de la province, & acquitteroit tous les frais de la municipalité provinciale.

On a reconnu de tous temps, notamment lors de l'ordonnance rendue à Compiègne le 14 mai 1358, ei-dessus rapportée page 80 & suivantes, que les frais de perception absorboient la plus grande partie de l'impôt, lorsque les Receveurs n'en étoient pas nommés par les contribuables, ce qui a engagé la province de Languedoc à se maintenir le plus long-temps qu'il lui a été possible dans l'usage de nommer tous ses Receveurs, comme on le voit par la délibération ci-des-

sur rapportée, page 216. Quelque nombreux que paroissent devoir être ces Receveurs, & quelque considérables que fussent leurs appointemens, on va voir qu'il en résulteroit une très-grande économie, relativement aux frais actuels,

D'après tous les états des finances, les frais de recouvrement des impôts sous le nom de taille, vingtièmes, & capitation, se portent à 12,600,000 liv.

Si en suivant mon plan, le royaume étoit divisé en districts d'environ trente-cinq communautés, il se trouveroit environ mille districts. Une rétribution de 2400 liv., accordée à chaque Receveur seroit certainement suffisante, & se porteroit pour tout le royaume à 2,400,000 liv.

En suivant toujours le même plan, le royaume seroit à peu près divisé en soixante-dix sénéchaussées. Une somme de six mille livres accordée au Receveur de chacune d'elles seroit certainement suffisante, & se porteroit, pour tout le royaume, à 420,000 l.

Quand bien même on ne réuniroit pas toutes les petites provinces au point de leur donner l'étendue des plus considérables, quand bien même il se trouveroit en exister

vingt , aux Receveurs desquelles on accorderoit 24,000 liv. d'appointemens par an , cela ne se porteroit pour tout le royaume qu'à 480,000 liv.

Toutes ces sommes réunies ne s'élevant qu'à celle de 3,300,000 livres , il y auroit une économie de 9,300,000 livres sur les frais actuels , à quoi il faudroit ajouter les 7,500,000 livres de frais de contrainte , saisie , exécutions qui n'ont jamais lieu contre les contribuables riches , mais bien contre les cultivateurs , parce que souvent ils ne trouvent pas à vendre leurs denrées , & sont forcés , par les contraintes , de les donner à vil prix , & d'en payer encore les frais ; ce qui n'arriveroit pas s'ils pouvoient acquitter la contribution en nature des fruits.

L'adoption de mon plan est le seul moyen pour pouvoir parvenir à la suppression des impôts les plus onéreux au peuple par l'inégalité de leur répartition , qui les fait porter sur le pauvre comme sur le riche , tels que les gabelles , impôt d'autant plus odieux qu'il porte inégalement sur les différentes provinces du royaume.

Les provinces des grandes & petites gabelles consomment à peu de chose près le tiers



du sel qui l'est dans tout le royaume ; elles payent pour cela 63,690,000 livres. Ces sommes sont employées aux besoins de l'Etat : les autres provinces profitent des avantages qui en résultent, sans y contribuer.

On objectera peut-être qu'on ne peut supprimer les gabelles sans supprimer aussi la ferme du tabac , parce que les frais des employés pour ces deux objets seroient les mêmes pour un seul : dans pareille circonstance il n'y a qu'à supprimer le tout ; un droit de vingt sous par livre du tabac qui entretoit dans le royaume s'élèveroit à 20 millions , & l'Etat épargneroit 23 millions que coûte la régie de ces fermes ; l'armée des gardes & employés s'occuperoit à autre chose plus utile à la société ; les légions des contrebandiers , qui , commençant par-là , finissent ordinairement par devenir fripons , seroient encore obligés de s'occuper à des choses utiles & honnêtes ; enfin cet impôt réparti aujourd'hui avec tant d'inégalité , le seroit relativement aux facultés des contribuables ; la perception n'en coûteroit rien , puisque les Receveurs du premier impôt auroient des appointemens fixes , indépendans de l'augmentation numérique de leur recette.

L'objet de mon travail , de mes recherches n'étant autre que l'utilité & l'avantage de mes concitoyens , tous mes vœux seront remplis si j'ai pu y atteindre. La société assemblée en jugera ; si je l'ai manqué , la persuasion inépuisable de la pureté de mes intentions fera ma consolation , & ce seroit avec plaisir que j'en verrois un autre plus heureux que moi profiter de mes recherches & de mon travail , pour en former un plan préférable au mien.

**F I N.**

# T A B L E

## DES PARAGRAPHES.

§. I. <sup>r</sup> <i>ORIGINE de l'impôt</i>	page 5
§. II. <i>Taille personnelle,</i>	10
§. III. <i>Taille réelle relative à la société en général,</i>	13
§. IV. <i>Taille réelle relative aux frais des municipalités,</i>	31
§ V. <i>Confusion de la taille impériale avec la taille comtale,</i>	36
§. VI. <i>Ancienne répartition de l'impôt,</i>	49
§. VII. <i>Sur l'égalité de la répartition dans tout le Royaume,</i>	65
§. VIII. <i>Origine des prétendus privilèges du Clergé,</i>	122
§. IX. <i>Forme actuelle de répartition sur le Clergé,</i>	167
§. X. <i>Origine de la prétendue nobilité réelle ou personnelle,</i>	174
§ XI. (par erreur le XII.) <i>Cause de l'affranchissement des rentes &amp; biens-meubles,</i>	180

T A B L E , &c. 381

- §. XII. ( par erreur le XIII. ) *Affranchissement de certains biens , occasionné par le changement des formes dans l'Administration ,* 187
- §. XIII. ( par erreur le XIV. ) *Forme actuelle de répartition ,* 257
- §. XIV. ( par erreur le XV. ) *Sur l'attachement à la forme actuelle de répartition.* 272
- §. XV. ( par erreur le XVI. ) *Estimation des biens ,* 292
- §. XVI. ( par erreur le XVII. ) *Nouvelle forme de l'évaluation ,* 303
- §. XVII. ( par erreur le XVI. ) *Forme du nouveau cadastre ,* 311
- §. XVIII. ( par erreur le XVI. ) *Sur l'étendue que devroient avoir les districts , sénéchaussées , & provinces ,* 315
- §. XIX. ( par erreur XVII. ) *Sur la répartition & perception ,* 354

Fin de la Table.

T A B L E

XII. (Page 10) ...  
XIII. (Page 11) ...  
XIV. (Page 12) ...  
XV. (Page 13) ...  
XVI. (Page 14) ...  
XVII. (Page 15) ...  
XVIII. (Page 16) ...  
XIX. (Page 17) ...  
XX. (Page 18) ...  
XXI. (Page 19) ...  
XXII. (Page 20) ...  
XXIII. (Page 21) ...  
XXIV. (Page 22) ...  
XXV. (Page 23) ...  
XXVI. (Page 24) ...  
XXVII. (Page 25) ...  
XXVIII. (Page 26) ...  
XXIX. (Page 27) ...  
XXX. (Page 28) ...  
XXXI. (Page 29) ...  
XXXII. (Page 30) ...  
XXXIII. (Page 31) ...  
XXXIV. (Page 32) ...  
XXXV. (Page 33) ...  
XXXVI. (Page 34) ...  
XXXVII. (Page 35) ...  
XXXVIII. (Page 36) ...  
XXXIX. (Page 37) ...  
XL. (Page 38) ...  
XLI. (Page 39) ...  
XLII. (Page 40) ...  
XLIII. (Page 41) ...  
XLIV. (Page 42) ...  
XLV. (Page 43) ...  
XLVI. (Page 44) ...  
XLVII. (Page 45) ...  
XLVIII. (Page 46) ...  
XLIX. (Page 47) ...  
L. (Page 48) ...  
LI. (Page 49) ...  
LII. (Page 50) ...  
LIII. (Page 51) ...  
LIV. (Page 52) ...  
LV. (Page 53) ...  
LVI. (Page 54) ...  
LVII. (Page 55) ...  
LVIII. (Page 56) ...  
LIX. (Page 57) ...  
LX. (Page 58) ...  
LXI. (Page 59) ...  
LXII. (Page 60) ...  
LXIII. (Page 61) ...  
LXIV. (Page 62) ...  
LXV. (Page 63) ...  
LXVI. (Page 64) ...  
LXVII. (Page 65) ...  
LXVIII. (Page 66) ...  
LXIX. (Page 67) ...  
LXX. (Page 68) ...  
LXXI. (Page 69) ...  
LXXII. (Page 70) ...  
LXXIII. (Page 71) ...  
LXXIV. (Page 72) ...  
LXXV. (Page 73) ...  
LXXVI. (Page 74) ...  
LXXVII. (Page 75) ...  
LXXVIII. (Page 76) ...  
LXXIX. (Page 77) ...  
LXXX. (Page 78) ...  
LXXXI. (Page 79) ...  
LXXXII. (Page 80) ...  
LXXXIII. (Page 81) ...  
LXXXIV. (Page 82) ...  
LXXXV. (Page 83) ...  
LXXXVI. (Page 84) ...  
LXXXVII. (Page 85) ...  
LXXXVIII. (Page 86) ...  
LXXXIX. (Page 87) ...  
LXXXX. (Page 88) ...  
LXXXXI. (Page 89) ...  
LXXXXII. (Page 90) ...  
LXXXXIII. (Page 91) ...  
LXXXXIV. (Page 92) ...  
LXXXXV. (Page 93) ...  
LXXXXVI. (Page 94) ...  
LXXXXVII. (Page 95) ...  
LXXXXVIII. (Page 96) ...  
LXXXXIX. (Page 97) ...  
LXXXXX. (Page 98) ...  
LXXXXXI. (Page 99) ...  
LXXXXXII. (Page 100) ...



# EXTRAIT

## DU LIVRE DES ESTIMES

D U

### CAPITOULAT DE LA DAURADE,

*Fait en l'année mil quatre cent cinquante-huit.*

---

**E**NSIEGUEN se las instruccions & avísaments faitas sur las estimas & liuraments fazedors dels bens heretages & rendas que tenen los Cintadas Manans & Habitans de Tolosa & autres dedias la vila & gardiage de Tolosa à la honor de Dieu & del Rey nostre Sobira Senhor & per lo be & utilitat de laditabila de Tolosa & de la causa publica faitas per Messenhor de Capitol de Tolosa de l'an mil quatre cents cinquante-hueyt al mes de Février.

Et premierement, los Capitols tots ensemps ou la plupart faran las estimas de mandament & per autaritat de Messenhors los Generals & en los letras & facultas

**S'**ENSUIVENT les instructions & formes dressées sur les estimas & allivremens à faire des biens ou rentes que tiennent les Citoyens, Manans & Habitans de Toulouse, ou autres, dans la ville & gardiage de Toulouse, à l'honneur de Dieu & du Roi, notre Souverain Seigneur, tant pour le bien & utilité de ladite ville de Toulouse, que de la cause publique, arrêtées par Messieurs du Capitole de Toulouse, l'an mil quatre cent cinquante-huit; au mois de Février.

Premièrement, les Capitouls en Corps, ou le plus grand nombre d'entre-eux, estimeront, du mandement & de par l'autorité de Messieurs les Généraux des

dels Habitans de la present Ciutat & Borc de Tolosa & de Tolosa & dels autres tenens & possidens bes en aquela appellats & empresens ambels los Deputats & elegits de calcun estament de Tolosa & juxta lo nombre elegit per losdits Capitols losquals tots ensemps & calcun dels jurara en las mas de mōs dits Senhors los Generals sur las cros & te igitur de be & lialment estimar los dessus dits Habitans & autres tenens & possidens bens dedins la vila & gardiage desdits & que ben & lialment faran lasditas estimas segon la forma jos escriura rot odi favor raucor prest pagaria delaissat & juraran losdits Capitols & estimadors de ben & lialment revellar & denunciar tots los bens que tendran & posedaran que sian estimadors cessant tot fraut & barat & aisso sus pena de confiscacio dels dits bens que nou denunciaran ne revelaran a larbitre desdits Senhors de Capitol & dels autres Senhors estimadors per convertir à las reparations de la villa.

Aides, tant les biens & facultés des habitans de la présente Cité & Bourg de Toulouse, que ceux des autres biens tenans & possesseurs en icelle, en appelant avec eux les Députés à cet effet élus dans les différens quartiers de Toulouse, & dans le nombre élu par lesdits Capitouls, lesquels tous en Corps, ou chacun d'eux en particulier, jureront entre les mains de Nosseigneurs les Généraux sur la croix du *te igitur*, de bien & exactement estimer les susdits habitans & autres possesseurs & bien tenans dans la ville & gardiage susdits, & que bien & exactement ils feront les susdites estimés suivant la forme ci-dessous écrite, après s'être dépouillés de toute haine, faveur, rancune & animosité; & de plus, les susdits Capitouls & Estimateurs jureront de bien & exactement déclarer & révéler tous les biens qu'ils auront & posséderont qui sont sujets à l'estimation, toute fraude & dol cessant; & cela, sous peine de confiscation des susdits biens qu'ils ne déclareront & ne révéleront pas à l'arbitre des susdits Seigneurs du Capitole, & des autres Seigneurs Estimateurs, pour être em-

Item. Que, tota persona que aja hostal en que habito sestimara lodit hostal segon la valor & comuna estimation & en apres se prendra lo cinquantio de vertadera valor so es a sabe de cinquanta liuras una rebatur tots cargs & oblias grossas de cinq ensus.

Item. Que tots autres hostals obradors bordas sestimaran a la stima dessus dita & semblablement hon prendra per stimar lo cinquantena liura so es de cinquanta liuras uno rebatuts tos los carges coma dessus.

Item. Totas oblias grossas & menudas en Senhor o sans Senhor que seran dins la vila o gardiage de Tolosa seran estimadas aprex degut & seran metudas a la stima de quaranta liuras una liura contar la valor & prex just que se poyra vendre.

Item. Totas terras vinhas hortos borias bosigas albaradas & tots autres heretages que seran dedins lo gardiage de Tolosa seran estimadas segon lo loc on seran assituados & lor valor & lors tenentiers

ployés aux frais des réparations de la ville.

Item. Que toute personne ayant une maison dans laquelle il habite, ladite maison sera estimée suivant le prix & commune estimation, sur quoi il sera pris le cinquantième du juste prix, ce qui est, savoir, de cinquante livres une déduction faite de toutes les charges & grosses rentes de cinq en sus.

Item. Toutes autres maisons, ateliers, granges, seront estimées à l'estime susdite; & il sera également pris cinquante livres; ce qui est de cinquante livres, une déduction faite de toutes charges comme dessus.

Item. Toutes rentes grosses & menues seigneuriales ou foncières qui se trouveront établies dans la ville ou gardiage de Toulouse, seront estimées à leur vrai prix, & seront allivrées à l'estime de quarante livres, une livre en portant l'estimation au prix auquel elles pourroient être vendues.

Item. Toutes terres, vignes, jardins, champs, défrichemens, plantations d'arbres, & tous autres héritages qui se trouveront dans le gardiage de Toulouse, seront estimés à leur juste va-

4  
de aquelas seran teuguts de  
revelar & de lor donar prex  
affi que los estimadors puelean  
plus justament stimar & seran  
stimadas segon comuna sti-  
matio & metut en estima lo  
cinquantena liura deduzits  
tots cargs coma dessus.

Item. Tots Senhors Ca-  
valiers Doctors Nobles Of-  
ficiers Clercs Bogesas Mar-  
chands Menestralz & tots  
autres de quana condicio  
que sian ajan à dire & de-  
clarar als estimadors tot aur  
argent perlas peyras precio-  
sas joyels vaissela daur &  
d'argent que han per Mar-  
chandar draps lanas pas-  
tels & autres Marchandises  
per vendre & comprar quin-  
has que sian & tots los ca-  
bals & remetran las Recog-  
noissansas de dos ans de  
pardavant de lasquels Mar-  
chandises & cabals estimats  
à prex degut se rebattran del-  
dita prex las trentenas parts  
& seran metuts à l'estima la  
quarantena so es de qua-  
ranta liuras una.

Item. Que tots Capelas

leur, d'après les lieux où ils  
seront situés. Les possesseurs  
desquelles seront tenus de  
déclarer & de leur donner un  
prix pour que les Estimateurs  
puissent les évaluer avec plus  
de connoissance de cause, &  
elles seront estimées d'après  
la commune estimation, &  
allivrées la cinquantième  
livre, déduction faite de  
toutes charges comme dessus.

Item. Tous Seigneurs,  
Chevaliers, Docteurs, No-  
bles, Officiers, Clercs,  
Bourgeois, Artisans, & tous  
autres de quelque condition  
qu'ils soient, seront tenus de  
dire & déclarer aux susdits  
Estimateurs, tout l'or, ar-  
gent, perles, pierres pré-  
cieuses, joyaux, vaisselle  
d'or & d'argent qu'ils pos-  
sèdent, marchandises, draps,  
laines, pastels, & autres  
marchandises pour vendre &  
acheter, quelles que ce soit  
qu'ils possèdent, & généra-  
lement tous leurs avoirs, &  
remettront les Livres & Re-  
gistres des deux précédentes  
années, desquelles mar-  
chandises & avoirs estimés à  
leur vrai prix, il sera fait  
déduction de la trentième par-  
tie, & seront allivrées à la  
quarantième; ce qui est de  
quarante livres une.

Item. Que tous Prêtres &

3  
& Clercs que son & demoran dedins ladita Ciutat & gardiage de Tolosa estimaran tots los bens que tenent & que son contribuables coma los autres Habitans exceptat lo personal.

Item. Que tot homme que aja comprat blat o vi per vendre & mercadejar fara provision de son hostal feita deguda stimatio & avaluacio lo quaranto fo es de quaranta liuras una sera metuda en estima.

Item. Que tot homme que ajo en comendo o en companhia aur ou argent monedat o à monedar ou autres joyels per mercadejar vendre o comprar aja à certificar als dits Estimadors & sera estimat coma dessus.

Item. Que tot homme que aja buous vaquas vedels oueilhas motos eguas rossis muls ou mulas o autres bestials quinha que se fian en gazalha o autrement per noirir o engraisser & dedins lo gardiage fora lo bestial de la propria labor & laurença & necessaria à sos propres usages que los aja à dire & revelar als dits Estimadors losquals seran estimat coma os autres

Clercs qui résident dans ladite Cité & Gardiage de Toulouse, estimeront tous les biens qu'ils possèdent, & qui sont contribuables comme les autres habitans, excepté le personnel.

Item. Que tout homme qui aura acheté du blé ou vin pour vendre & négocier, fera provision de sa maison, & après avoir fait une juste appréciation & évaluation, la quarantième, ce qui est de quarante livres une, sera allivree en estime.

Item. Que tout homme qui aura en commandite ou en compagnie de l'or, ou argent monnoyé ou à monnoyer, ou autres joyaux pour négocier, vendre ou acheter, le déclarera auxdits Estimateurs, qui l'estimeront comme dessus.

Item. Que tout homme ayant bœufs, vaches, veaux, brebis, moutons, jumens, chevaux, mulers, mules, ou autres bestiaux quels qu'ils soient, en colonne partiaire ou autrement, pour nourrir & engraisser dans le Gardiage, excepté les bestiaux de ses propres travaux, & labourage & nécessaire à ses propres usages, sera tenu de les déclarer auxdits Estimateurs, lesquels bestiaux seront



Marchandises dessus dites.

Item. Que tout homme que aia molhe & sa molhé aia bes daquela mobles o immobles & sestimaran à la forma que dessus an los bes de sou marit sobre ladite forma & en sou nom.

Item. Que tout homme que aia enfans frayres sors o autres personas quinhas que fian ambel & aytalas personas ajans bens que se dejan estimar losdits bens declarara & revelara & sestimaran sur lo nom daquels de qui seran.

Item. Que tous Marchands ajant à notificar & revelar als Estimadors los cabals que au & la part que lors factors & mancips hyan en los dits obradors & bailar los recognoissances faites de dos ans en sa & sestimaran come dit es dessus en cas que non las boulguessen Bailar seran stimats selon comuna forma & opinio de los bes auzits quatre bezis.

allivrés sur les estimes comme les autres marchandises susdites.

Item. Tout homme marié, dont la femme aura des biens meubles ou immeubles, ils seront estimés dans la forme que dessus, tout comme les biens de son mari, d'après ladite forme, & en son nom.

Item. Que tout homme ayant des enfans, frères, sœurs, ou autres personnes quelles qu'elles soient, demeurant avec lui, & icelles personnes ayant des biens qui soient dans le cas d'être estimés, sera tenu de les déclarer, & lesdits biens seront allivrés sur le nom de ceux à qui ils appartiendront.

Item. Que tous Marchands soient tenus de faire connoître & déclarer aux Estimateurs les biens & avoirs qu'ils ont, & la portion qui concerne leurs Facteurs & Associés dans le commerce, & de remettre leurs livres écrits de deux ans en dessous, & seront estimés comme dit est dessus; & dans le cas où ils ne voudroient pas les remettre, ils seront estimés suivant la commune forme, & opinion de leurs biens, après avoir oui quatre voisins.

Item. Que tota persona que aja blat o vis & sal se ajan estimar à la forma & la maniera de las oblias grossas so es segon bertadiera valor de aquels & la quarantena patt sera metuda en estima como dit es.

Item. Que à càscun fian defalcats cargts de oblias grossas o ambits alimens o autras cargas enquerida la veritat à la cognoissance desdits Estimadors & Capitoul de la partida ont se fara.

Item. Que se nequna persona creissia o marniaua de bes & apres las estimas o per comprar o per laissar o autrament que lo Capitoul de la partida am los Estimadors que dessus enquerida la veritat ajan estimar & reformar en ladita que dessus rotas begadas que ne seran requerits.

Item. Que tots foratals que ajan bes en la vila o gardiage de Tolosa pagaran segon las estimas dessus ditas per fons tant solamen & non per cabage.

Item. Que tota persona

Item. Que toute personne qui aura du blé, vin & sel, lesdites denrées seront estimées aux taux & à forme des grosses rentes, c'est-à-dire, d'après la vraie valeur desdites denrées, & la quarantième livre sera allivrée en estime comme dessus.

Item. Qu'à un chacun sera faite la déduction des charges, grosses rentes, pensions alimentaires, ou autres charges, dont la vérité parviendra à la connoissance des Estimateurs & Capitoul, de la partie où l'on estimera.

Item. Que si quelque personne vient à croître ou diminuer de biens après les Estimes, soit en achetant, abandonnant ou autrement, le Capitoul du quartier, avec les Estimateurs ci-dessus, à qui la connoissance de la vérité en parviendra, seront tenus d'estimer & réformer, en la forme ci-dessus, toutes les fois qu'ils en seront requis.

Item. Que tous habitans forains qui auront des biens dans la Ville ou Gardiage de Toulouse, paieront, d'après les allivremens & estimes susdites pour les fonds, tant seulement, & non pour cabage.

Item. Que toute personne

que festimara al Capitolat on sera al tems de la estimatio aqui pagara pauzat que en apres se muda en autre Capitolat totas vets no pagara que en un loc.

Item. Que tota persona que aja valent dets liuras festimara & de dets en jots liuras sera mes per nichit.

Item. Que que se apaira que aquel o aquels que festimaran no denonciarán be & lialement sos bes que losdits bes que nou seran denunciats sian confiscats & encaruts à larbitre de Messenhors de Capitols en temps en los Estimadors lo puefcan estimar & metre en stima bertardiera & raisonable.

Item. Que rota persona que sera mandada per venir à cause de festimar & no voltra venir que los Capitols en losdits autres Estimadors apeters dos plus prep, das vests daquela persona o autres, cognoissent las facultats estimara sos bes à la forma dessus dita.

Item. Que los Capitols

qui sera allivree dans le Capitoulat où elle résidera à l'époque de l'estimation, y paiera sa cote-part, dans le cas qu'elle vint ensuite à se changer dans un autre Capitoulat ; toutefois elle ne paiera qu'en un seul lieu.

Item. Que toute personne qui aura la valeur de dix livres ( 88 liv. 2 sols 8 d.  $\frac{3}{4}$  ) sera allivree ; mais de dix livres en dessous il sera couché pour n'y avoir lieu.

Item. Que s'il paroît que celui ou ceux qui seront estimés viennent à ne pas déclarer exactement leurs biens, lesdits biens qui ne seront pas déclarés, soient saisis & confisqués au jugement de Messieurs du Capitole assemblés, pour que les Estimateurs puissent les estimer, & allivrer un taux vrai & raisonnable.

Item. Que toute personne qui, étant mandée venir à raison de son estimation & allivrement, ne voudra comparoître, les Capitouls avec les susdits autres Estimateurs, après avoir appelé deux des plus proches voisins de cette personne, ou autres connoissant ses facultés, estimeront ses biens en la forme susdite.

Item. Que les Capitouls

& Estimadors festimaran tots  
premierement à la guisa dessus  
dita apelats & presents los  
autres Capitols & Estimadors  
quand l'un d'eux festimara  
chacun en son endreit.

Item. Que d'ayssy avant  
lasdites estimas se fassent &  
se repararan de cinq en cinq  
ans.

Le présent a été extrait  
mot pour mot par le Greffier  
Dérempteur desdites Estimes,  
soussigné. A Toulouse, le  
premier Avril 1788.

VIREBENT.

& Estimateurs s'estimeront  
& allivreront les premiers en  
la forme susdite, après avoir  
appelé, & en présence des  
autres Capitouls & Estima-  
teurs, quand l'un d'eux s'esti-  
mera chacun en son quar-  
tier.

Item. Qu'à l'avenir les pré-  
sentes Estimes soient faites,  
& se répareront de cinq en  
cinq ans.



---

*ÉTAT & relevé du produit des fruits décimaux , d'après les baux d'afferme , & celui des impositions réparties sur différentes Communautés de la Province de Languedoc , qui prouve l'inégalité de la Répartition.*

**L**ES fruits décimaux de la Communauté d'Aragon , au Diocèse de Carcassonne , se portent , déduction faite de la dîme des terres nobles possédées par le Seigneur de cette Communauté , à la somme de 2784 liv.

Les impositions , sans y comprendre les frais de la Municipalité , s'élèvent , la dernière année 1783 , à 5863 liv. 11 sols 4 den. ; par conséquent cette Communauté paye plus des quatre neuvièmes de son revenu ; c'est-à-dire , la moitié du produit des biens-fonds , déduction faite des frais de culture & exploitation.

Les impositions sur la Communauté de Capetan , au Diocèse de Narbonne , s'élevoient , l'année 1787 , à 46358 liv. 1 s. 4 d. Le produit des fruits décimaux ne se porte pas à vingt mille livres. Cette Communauté est dans le cas de payer en taille plus de la moitié de son revenu.



Ces deux Diocèses ne sont pas les seuls où l'on voye des Communautés accablées sous le poids de l'inégalité; on en trouve dans le plus grand nombre, notamment dans ceux de S. Pons & d'Alby; dans ce dernier, M. le Vicomte de Boisseson paye douze cents livres pour la taille des biens qu'il possède dans la Communauté de Valence, qui sont affermés deux mille livres, sur lesquelles il n'en retire que huit cents.

Passant ensuite aux Communautés qui sont allégées dans la répartition, on voit dans la même Province la Communauté de Cugnaux, Diocèse de Toulouse, n'être imposée que 3972 l. 3 s. 1 d., dans le temps que l'affermé des fruits décimaux s'élevait à 17400 liv.; d'où il résulte que cette Communauté ne contribue pas d'un dix-huitième de ses revenus, quittes des frais de culture & d'exploitation.

Cette Communauté n'est pas la seule qui soit allégée; celle de Portet, au même Diocèse, n'est imposée que 7048 liv., quoique l'affermé des fruits décimaux soit portée à 20000 liv.: par conséquent elle ne contribue pas pour un quatorzième de ses revenus.

*(The page contains faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side.)*

[illegible]

N<sup>o</sup>. I. PROVINCE DE  
 CADASTRE  
 COMMUNAUTÉ. SÉNÉCHAUSSEE DE  
 DISTRICT DE  
 COMMUNAUTÉ DE

CHAPITRE PREMIER.

*Produit & Revenu des Biens-Fonds qui peuvent & doivent acquitter la Contribution en nature des Fruits.*

ARTICLE PREMIER. Les Fruits Décimaux de la présente Paroisse, appartenans au Curé, sont affermés deux mille livres, ci. . . . .

ART. II. Ceux du Prieuré Saint-Laurent, possédé par un Religieux - Bénédictin, deux mille quatre cents livres, ci . . . . .

ART. III. Le Prieuré de . . . . . appartenant à l'Abbaye de . . . . . est affermé trois mille deux cents livres, ci . . . . .

ART. IV. La partie des Fruits Décimaux appartenant au Seigneur Evêque, est affermée quinze cents livres, ci . . . . .

ART. V. Le Prieuré de . . . . . appartenant au Chapitre de l'Eglise Cathédrale, est affermé mille deux cent-cinquante livres, ci. . . . .

ART. VI. La Dîme des Légumes, Fourrages & autres Fruits, qui d'après les usages de la présente Communauté, ne sont pas assujettis à la Dîme, peut être évaluée à la somme de huit cents livres.

ART. VII. Les 10350 livres, produit de la Dîme, multipliées par quatre & demi, donnent pour le produit des Fruits des Biens-Fonds qui y sont assujettis, quarante-six mille cinq cent soixante-quinze livres, ci. . . . .

ART. VIII. D'après l'évaluation des Fruits qui ne sont pas assujettis à la Dîme, qui se monte à 800 livres; cette somme multipliée par cinq, donne pour le produit & le revenu de ces mêmes Fruits, quatre mille livres, ci. . . . .

PRODUITS particuliers.	TOTALITÉ du Produit des Fruits.
2000 l.	
2400	
3200	10350 l.
1500	
1250	
46575	
4000	50575



les usages de la présente Communauté, ne sont pas assujettis à la Dîme, peut être évaluée à la somme de huit cents livres.

ART. VII. Les 10350 livres, produit de la Dîme, multipliées par quatre & demi, donnent pour le produit des Fruits des Biens-Fonds qui y sont assujettis, quarante-six mille cinq cent soixante-quinze livres, ci. . . .

46575

ART. VIII. D'après l'évaluation des Fruits qui ne sont pas assujettis à la Dîme, qui se monte à 800 livres; cette somme multipliée par cinq, donne pour le produit & le revenu de ces mêmes Fruits, quatre mille livres, ci. . . .

4000

50575

TOTAL du Produit des Fruits. . . . .

60925 l.

# ADDITION au Chapitre Premier.

*Produit des Biens-Fonds possédés par les différens Ordres de la Société.*

Le Produit & Revenu des Biens-Fonds possédés par le Clergé Séculier, se porte à la somme de deux mille livres, ci. . . . .

2000 l

Celui du Clergé régulier, huit cents livres, ci. . . . .

800

De la Noblesse, six mille livres. . . . .

6000

Reste pour le Tiers-Etat, quarante-deux mille cinq cent soixante-quinze livres, ci. . . . .

42575

## CHAPITRE II

*Maisons & autres Biens - Fonds qui ne peuvent point être cotisés en nature des-Fruits.*

		EVALUATION des Biens-Fonds.	PRODUIT des fonds.
ARTICLE PREMIER. M <sup>e</sup> . Pierre	Prêtre, un Moulin		
situé à	estimé six mille livres, ci	6000 l.	300 l.
ART. II. Pierre	une Maison, Cour & Jardin joignant,		
le tout situé à	estimé deux mille livres, ci.	2000	100
Plus, une Bergerie située à	estimée mille deux cents		
livres, ci.		1200	60
Plus, un Bois situé à	estimé huit cents livres, ci.	800	40
ART. III. Noble Simon	une Maison, Cour, Jardin,		
Ecurie, le tout contigu & situé à	estimé trois mille		
cinq cents livres, ci		3500	175
Plus, un Jardin situé à	estimé cinq cents livres, ci.	500	25
ART. IV. Les Religieux de l'Abbaye de	une Grange &		
Jardin situés à	estimés mille cinq cents livres, ci.	1500	75
Plus, un Terrain en pâturage pour les bestiaux, & petit Bois joignant, le			
tout situé à	estimé mille deux cents livres, ci.	1200	60
ART. V. André	une Maison située à		
estimée six cents livres.		600	30
TOTAL du Revenu des Biens énoncés en ce Chapitre.			865 l.

### ADDITION au Chapitre I I.

Le Revenu des Biens possédés par le Clergé Séculier, est de trois cents livres, ci.	300 l.
Celui Régulier, cent trente - cinq livres, ci.	135



## A D D I T I O N au Chapitre I I.

Le Revenu des Bieus possédés par le Clergé Séculier, est de trois cents livres, ci. . . . .	300 l.
Celui Régulier, cent trente - cinq livres, ci. . . . .	135
De la Noblesse, deux cents livres, ci. . . . .	200
Reste pour le Tiers-Etat, deux cents trente livres, ci. . . . .	230

## C H A P I T R E I I I.

### *Rentes & Redevances Féodales.*

P R O D U I T  
des  
Redevances  
féodales.

A R T I C L E P R E M I E R. La Seigneurie du présent lieu appartenant au Seigneur, Evêque de . . . . .		1000 l.
A R T. I I. Noble Pierre . . . . . le Fief de . . . . . situé dans la présente Communauté, dont les Revenus se portent à cinq cents livres, ci. . . . .		500
Le Fief de . . . . . en pariage avec le Roi, cent livres, ci. . . . .		100
		1600 l.

## SUITE DU CHAPITRE III.

### Rentes & Redevances Féodales.

	Produit des Redevances Féodales.
ARTICLE III. Le Fief & Seigneurie de Religieux de l'Abbaye de . . . . .	1600 l.
ART. IV. Le fief de Charles . . . . .	320
rapportant année commune deux cent-cinquante livres, ci . . . . .	250
<b>TOTAL du Revenu des Rentes Féodales.</b>	<b>3170 l.</b>

### ADDITION au Chapitre III.

Le Revenu des Biens énoncés dans ce Chapitre appartenant au Clergé Séculier, est de . . . . .	2000 l.
Au Clergé Régulier. . . . .	320
A la Noblesse. . . . .	600
Reste pour le Tiers-Etat. . . . .	250

## CHAPITRE IV.

### Rentes Foncières & Perpétuelles.

ARTICLE PREMIER. Le Chapitre de l'Eglise Collégiale de . . . . .	
possède dans la présente Communauté, une Rente de quarante setiers Bled, établie sur le Moulin de . . . . .	480
Plus, une Rente de deux cents livres sur la Mairie de . . . . .	200
Plus, une Rente de cinquante livres sur la Maison de . . . . .	50
ART. II. Les Religieux de l'Abbaye de . . . . .	
sur le Domaine de . . . . .	300
Plus, autre Rente de trente livres, sur la Maison de . . . . .	30
ART. III. Ambroise . . . . .	
possède une Rente de huit cents livres sur la . . . . .	800

Plus, une Rente de deux cents livres sur la Métairie de	ci.	200
Plus, une Rente de cinquante livres sur la Maison de	ci.	50
ART. II. - Les Religieux de l'Abbaye de	une Rente de trois cents livres	
sur le Domaine de	ci.	300
Plus, autre Rente de trente livres, sur la Maison de	ci.	30
ART. III. Ambroise	possède une Rente de huit cents livres sur la	
Métairie de	appartenant à	ci. 800
ART. IV. Noble Louis	une Rente de cinquante livres, établie sur	
une Maison appartenant à	ci.	50
Plus, autre Rente de douze livres, sur un Jardin appartenant à	ci.	12
TOTAL du Revenu des Rentes Perpétuelles.		1922 l.

#### ADDITION au Chapitre I.V.

Les Rentes énoncées en ce Chapitre appartenant au Clergé Séculier, sont	
de sept cent-trente livres, ci.	730 l.
Au Clergé Régulier, trois cent-trente livres, ci.	330
A la Noblesse, soixante-deux livres, ci.	62
Au Tiers-Etat, huit cents livres, ci.	800



## CHAPITRE V.

*Rentes constituées à prix d'argent.*

		PRODUIT des Redevances féodales.
<b>ARTICLE PREMIER.</b> M <sup>e</sup> . Antoine	Prêtre, possède une Rente constituée de cinq	
cents livres, établie sur le Clergé, en l'année	provenant de capital de dix mille livres, ci.	500 l.
Plus, une autre Rente de deux cents livres sur les Gabelles, provenant du capital de		
quatre mille livres; ci.		100
Plus, autre Rente de cent-cinquante livres sur l'Hôtel-de-Ville de	provenant	
du Capital de six mille livres, réduite à deux & demi pour cent, ci.		150
<b>A R T. II.</b> Noble Thomas	une Rente de trois cents livres sur les Fermes-	
Générales, provenant du capital de six mille livres, ci.		300
Plus, autre Rente de soixante & quinze livres, sur la Province de Languedoc, provenant		
du capital de trois mille livres, réduite à deux & demi pour cent, ci.		75
<b>A R T. III.</b> André	une Rente de trois cent-cinquante livres sur la	
Compagnie des Indes, ci.		350
<b>T O T A L</b> du Revenu énoncé en ce Chapitre.		1575 l.

### A D D I T I O N au Chapitre V.

Le produit des Rentes appartenant au Clergé Séculier, est de huit cent-		
cinquante livres, ci.		850 l.
Celui de la Noblesse.		375
Au Tiers-Etat, trois cent-cinquante livres, ci.		350

## C H A P I T R E V I.

*Rentes & Intérêts viagers qui doivent être cotisés sur le capital, à cinq pour cent.*

		PRODUIT du Capital de la Rente à 5 pour cent.
<b>ARTICLE PREMIER.</b> M <sup>e</sup> . Pierre	Prêtre, une Rente viagere	
de mille livres sur la Province de Languedoc, provenant du capital de dix mille livres, ci.		500 l.
Plus, une Rente de huit cent livres sur	place, à huit pour cent sur	
deux têtes, provenant du capital de dix mille livres, ci.		500
<b>A R T. II.</b> Noble Jacques	une Rente viagere de quatre cents livres,	
sur	provenant du capital de quatre mille livres, ci	200

*Rentes & Intérêts viagers qui doivent être cotisés sur le capital, à cinq pour cent.*

de la Rente  
à 5 pour cent.

<b>ARTICLE PREMIER.</b> M <sup>e</sup> . Pierre Prêtre, une Rente viagere		
de mille livres sur la Province de Languedoc, provenant du capital de dix mille livres, ci.		500 l.
Plus, une Rente de huit cent livres sur place, à huit pour cent sur		
deux têtes, provenant du capital de dix mille livres, ci.		500
<b>ART. II.</b> Noble Jacques une Rente viagere de quatre cents livres,		
sur provenant du capital de quatre mille livres, ci		200
Plus, autre Rente de cent-cinquante livres sur l'Hôpital de provenant		
du capital de mille cinq cents livres, ci.		75
<b>ART. III.</b> Philippe une Rente de cent-cinquante livres, sur		
provenant du capital de mille cinq cents livres, ci.		75
<b>TOTAL</b> du produit à cinq pour cent des capitaux énoncés en ce sixième		
& dernier Chapitre, ci.		1350 l.

#### ADDITION au Chapitre VI.

Le Produit à cinq pour cent des Rentes énoncées dans ce Chapitre, appartenant au Clergé Séculier, ci.	1000 l.
A la Noblesse, deux cent-soixante-quinze livres, ci.	275
Au Tiers-Etat, soixante & quinze livres, ci.	75



# T A B L E A U

*Du Cadastre de la présente Communauté de  
article dans le Cadastre du District de* *pour servir à former son*

## D I F F É R E N T E N A T U R E D E B I E N S .

Différents Ordres, Propriétaires des Biens.	Revenu en Dime Ecclesiasti- que.	Revenu des Biens- Fonds cotisés en nature des Fruits.	Revenu des Biens- Fonds cotisés en argent.	Revenu en Rentes & Redevances Féodales.	Revenu en Rentes Foncières & Perpetuelles	Revenu en Rentes Perpetuelles à prix d'argent.	Evaluation des Rentes & Intérêts viagers.	Total du Revenu des Proprié- taires des différents Ordres.
Clergé Séculier. . . . .	4750 l.	1200 l.	300 l.	2000 l.	730 l.	850 l.	1000 l.	10830 l.
Clergé Régulier. . . . .	5600	800	135	320	330	.....	.....	7185
Noblesse. . . . .	.....	6000	200	600	62	735	275	7512
Tiers-Etat. . . . .	.....	42575	230	250	800	75	75	44280
<b>TOTAL des Biens de différente nature. . . . .</b>	<b>10350</b>	<b>50575</b>	<b>865</b>	<b>3170</b>	<b>1922</b>	<b>1375</b>	<b>1350</b>	<b>69807</b>

N<sup>o</sup>. II.  
CADASTRE  
de  
DISTRICT.

PROVINCE DE  
SÉNÉCHAUSSEE DE  
DISTRICT DE

DIFFÉRENTE NATURE DE BIENS.

COMMUNAUTÉ  
de

Différents Ordres, Propriétaires des Biens.	Revenu en Dime Ecclesiasti- que.	Revenu des Biens- Fonds cotisés en nature des Fruits.	Revenu des Biens- Fonds cotisés en argent.	Revenu en Rentes & Redevances Féodales.	Revenu en Rentes foncières & perpétuelles	Revenu en Rentes perpétuelles à prix d'argent.	Évaluation des Rentes & Intérêts viagers.	Total du Revenu des Proprié- taires des différents Ordres.
Clergé Séculier. . . . .	4750 l.	2100 l.	300	2000 l.	730 l.	850 l.	1000 l.	10830 l.
Clergé Régulier. . . . .	5600	800	135	330	330	.....	.....	7185
Noblesse. . . . .	.....	6000	100	600	62	735	275	7512
Tiers-Etat. . . . .	.....	43575	230	250	800	75	75	44380
<b>TOTAL des Biens de différente nature. . . . .</b>	<b>10350</b>	<b>50575</b>	<b>865</b>	<b>3170</b>	<b>1922</b>	<b>1575</b>	<b>1350</b>	<b>69107</b>

Les Revenus Patrimoniaux de la Communauté, font. . . . . 1055

ARTICLE II.

COMMUNAUTÉ  
de

Clergé Séculier. . . . .	6500 l.	500 l.	950 l.	.....	800 l.	450 l.	650 l.	9850 l.
Clergé Régulier. . . . .	2150	.....	300	800	.....	.....	400	3750
Noblesse. . . . .	.....	4000	2000	500	2000	250	.....	8750
Tiers-Etat. . . . .	.....	39350	86	.....	785	2865	864	43850

COMMUNAUTÉ  
de

Clergé Séculier. . . . .	6500 L.	500 L.	950 L.	800	800 L.	450 L.	650 L.	9850 L.
Clergé Régulier. . . . .	3150	300	800	2000	250	400	3750	
Noblesse. . . . .	4000	2000	500	785	2865	864	8750	
Tiers - Etat. . . . .	39250	86	1300	3585	3565	1914	43850	
TOTAL des Biens de différente nature. . . . .	8750	43750	3336	1300	3585	3565	1914	66100

ARTICLE III.

COMMUNAUTÉ  
de

Clergé Séculier. . . . .	1000 l.	80 l.	60 l.	. . . .	100 l.	350 l.	. . . .	1590 l.
Clergé Régulier. . . . .	5000	1000	250	800	. . . .	. . . .	1000	10050
Noblesse. . . . .	. . . .	4562	500	115	400	. . . .	250	5827
Tiers-Etat. . . . .	. . . .	23358	5000	. . . .	863	2500	1115	31846
TOTAL des Biens de différente nature. . . . .	6000	30000	5810	915	1363	2850	3375	50313



# T A B L E A U

*Du présent Cadastre du District de  
le Cadastre de la Sénéchaussée de*

*pour servir à former son article dans*

## DIFFÉRENTE NATURE DE BIENS.

Différents Ordres , Propriétaires des Biens.	Revenu en Dime Ecclesiasti- que.	Revenu des Biens- Fonds cotisés en nature des Fruits.	Revenu des Biens- Fonds cotisés en argent.	Revenu en Rentes & Redevances Féodales.	Revenu en Rentes foncières & perpétuelles	Revenu en Lentes perpétuelles à prix d'argent.	Evaluation des Rentes & Intérêts viagers.	Total du Revenu des Proprié- taires des différents Ordres.
Clergé Séculier. . . . .	12150 l.	2780 l.	1310 l.	2000 l.	1630 l.	165 l.	1650 l.	11270 l.
Clergé Régulier. . . . .	11850	2800	685	1910	330	. . .	2400	11985
Noblesse. . . . .	. . . . .	14562	2700	1215	1462	67	515	11089
Tiers - Etat. . . . .	. . . . .	105183	5316	250	2448	577	2064	120976
<b>TOTAL des Biens de différente nature. . . . .</b>	<b>25100</b>	<b>124315</b>	<b>10011</b>	<b>5385</b>	<b>6870</b>	<b>799</b>	<b>6639</b>	<b>186810</b>

# N°. III.

## CAHIER DE RÉPARTITION DE COMMUNAUTÉ.

### PROVINCE DE SÈNECHAUSSEE DE DISTRICT DE COMMUNAUTÉ DE

#### CHAPITRE PREMIER.

*Sommes à imposer sur la présente Communauté.*

##### ARTICLE PREMIER.

D'après l'état arrêté par l'Assemblée du District, la somme de huit mille sept cent vingt-cinq livres dix-sept sous six deniers, ci. . . . . 8725 l. 17 s. 6 d.

##### ARTICLE II.

Pour les gages du premier Consul, la somme de vingt-quatre livres, ci. . . . .	24 l.	
Pour chacun des autres deux Consuls, celle de quinze livres, ci. . . . .	30	
Pour les gages du Valet consulaire, douze livres, ci. . . . .	12	
Pour le Régent des Ecoles publiques, la somme de cent cinquante livres, ci. . . . .	150	33 l.
Au Carillonneur, quinze livres, ci. . . . .	15	
Pour les affaires imprévues, suivant la permission de Mgr. l'Intendant, cent livres, ci. .	100	

Total des sommes à imposer. . . . . 9056 17 6

#### CHAPITRE II.

*Sommes qui doivent être portées en moins imposées*

##### ARTICLE PREMIER.

La somme de cent quatre livres douze sous, provenant du reliquat de compte du Collecteur de la précédente année, ci. . . . . 104 l.

##### ARTICLE II.

Plus, le produit du four bannal affermé par acte du premier de l'an 1785, à la somme de huit cent livres, ci. . . . . 800

Plus, la somme de deux cent cinquante-cinq livres, provenant de la rente du pré appartenant à la Communauté, ci. . . . . 255



*Sommes qui doivent être portées en moins imposé*

ARTICLE PREMIER.

La somme de cent quatre livres douze sous, provenant du reliquat de compte du Collecteur de la précédente année, ci . . . . . 104 12

ARTICLE II.

Plus, le produit du four bannal affermé par acte du premier de l'an 1785, à la somme de huit cent livres, ci . . . . . 800 1152

Plus, la somme de deux cent cinquante-cinq livres, provenant de la rente du pré appartenant à la Communauté, ci . . . . . 255

ARTICLE III.

Ce qui réduit les sommes à imposer & répartir sur les revenus de la présente Communauté, à celle de sept mille huit cent quatre-vingt-dix-sept livres dix-sept sous six deniers, ci . . . . . 7897 l. 17 s. 6 d.

CHAPITRE III.

Les revenus de la présente Communauté s'élevant à soixante-neuf mille huit cent sept livres, & les sommes à imposer étant 7897 livres 17 sous 6 deniers, c'est-à-dire plus du neuvième du revenu, mais moins qu'un huitième & demi de ce même revenu, c'est sur cette dernière quotité que seront ouvertes les enchères, pour l'adjudication en être faite à celui ou ceux qui en feront la condition meilleure, & ce le . . . . . jour du mois de Mai prochain.

Fait & arrêté dans le Conseil & Assemblée de la présente Communauté le, &c. . . . .

Le . . . . . jour du mois de Mai, fixé pour l'adjudication de la susdite quotité du huitième & demi, le sieur . . . . . : dernier enchérisseur, ayant porté cette même quotité à la somme de 8125 livres (1), le bail lui en a été consenti par la

(1) L'excédent de 227 liv. 2 sous 6 den. à quoi a été porté le huitième & demi des revenus dans les enchères en sus des sommes nécessaires pour acquitter la contribution, doit être porté en moins imposé l'année suivante, & ne peut porter que sur les fruits, puisque la contribution sur les biens qui doivent l'acquitter en argent, est fixé d'après le cadastre; & cet excédent doit servir chaque année à l'évaluation du produit des fruits, qui, la première année, a été faite d'après la dixme ecclésiastique.

Communauté, aux termes, clauses & conditions énoncées dans le procès verbal des susdites enchères & adjudication, il sera en conséquence remis, délivré & payé, tant en fruits qu'en argent, audit sieur . . . . adjudicataire, ou à ses agens & préposés, par tous les habitans & propriétaires des biens situés dans la présente Communauté, le huitième & demi de tous les fruits & revenus, d'après la table suivante.

## CHAPITRE PREMIER DU CADASTRE.

### ARTICLE PREMIER.

Tous les décimateurs payeront & remettront à l'adjudicataire susdit, le huitième & demi de leurs fruits décimaux, & la dix-septième partie des fruits provenans des biens-fonds qui sont attachés à leur bénéfice.

### ARTICLE II.

Tous les habitans & propriétaires des biens-fonds payeront & remettront la dix-septième partie des fruits provenant de leurs biens.

## CHAPITRE II.

### ARTICLE PREMIER.

M. Pierre . . . . Prêtre, pour un revenu de trois cents livres, est cotisé trente-cinq livres cinq sous dix deniers, ci . . . . .

Revenu.	Contribution.
300	35 l. 5 s. 10 d.

### ARTICLE II.

Pierre . . . . pour un revenu de deux cents livres, est cotisé vingt-trois liv. dix sous sept den. ci. . . . .

200	23 10 7
-----	---------

### ARTICLE III.

Noble Simon . . . . pour un revenu de deux cents livres, est cotisé vingt-trois livres dix sous sept deniers, ci . . . . .

200	23 10 7
-----	---------

### ARTICLE IV.

Les Religieux de l'Abbaye de . . . . pour un revenu de cent trente-cinq livres, sont cotisés quinze livres dix-sept sous sept deniers, ci . . . . .

135	15 17 7
-----	---------

### ARTICLE V.

André . . . . pour un revenu de trente livres, est cotisé trois livres dix sous sept deniers, ci . . . . .

30	3 10 7
----	--------

## CHAPITRE III.

### ARTICLE PREMIER.

Le Seigneur Evêque de . . . . pour un revenu de deux mille livres, est cotisé deux cent trente-cinq livres cinq sous dix deniers, ci . . . . .

2000	235 5 10
------	----------

### ARTICLE II.

Noble Pierre . . . . pour un revenu de six cents livres, est cotisé soixante-dix livres onze sous huit deniers, ci . . . . .

600	70 11 8
-----	---------

### ARTICLE III.

Les Religieux de l'Abbaye de . . . . pour un revenu de trois cents vingt livres, sont cotisés trente-sept livres douze sous dix deniers, ci . . . . .

320	37 12 10
-----	----------



## CHAPITRE III.

### ARTICLE PREMIER.

Le Seigneur Evêque de . . . . pour un revenu de deux mille livres, est cotisé deux cent trente-cinq livres cinq sous dix deniers, ci . . . . .	2000		235		10
--	------	--	-----	--	----

### ARTICLE II.

Noble Pierre . . . . pour un revenu de six cents livres, est cotisé soixante-dix livres onze sous huit deniers, ci . . . . .	600		70		11 8
--	-----	--	----	--	------

### ARTICLE III.

Les Religieux de l'Abbaye de . . . . pour un revenu de trois cents vingt livres, sont cotisés trente-sept livres douze sous dix deniers, ci . . . . .	320		37		13 10
---	-----	--	----	--	-------

### ARTICLE IV.

Le sieur Charles . . . . pour un revenu de deux cent cinquante livres, est cotisé vingt-neuf livres huit sous deux deniers, ci . . . . .	250		29		8 2
--	-----	--	----	--	-----

## CHAPITRE IV.

### ARTICLE PREMIER.

Le Chapitre de l'Eglise de . . . . pour un revenu de sept cent trente livres, est cotisé quatre-vingt-cinq livres dix-sept sous sept deniers, ci . . . . .	730		85		17 7
--	-----	--	----	--	------

### ARTICLE II.

Les Religieux de l'Abbaye de . . . . pour un revenu de trois cent trente livres, sont cotisés trente-huit livres seize sous cinq deniers, ci . . . . .	330		38		16 5
--	-----	--	----	--	------

### ARTICLE III.

Ambroise . . . . pour un revenu de huit cents livres, est cotisé quatre-vingt-quatorze livres deux sous trois deniers, ci . . . . .	800		94		2 3
---	-----	--	----	--	-----

### ARTICLE IV.

Noble Louis . . . . pour un revenu de soixante deux livres, est cotisé sept livres cinq sous neuf deniers, ci . . . . .	62		7		5 2
---	----	--	---	--	-----

## CHAPITRE V DU CADASTRE

### ARTICLE PREMIER.

M. Antoine . . . . Prêtre, pour un revenu de huit cent cinquante livres, est cotisé cent livres, ci

850

100 L.

### ARTICLE II.

Noble Thomas . . . . pour un revenu de trois cent soixante-quinze livres, est cotisé quarante-quatre livres deux sous trois deniers, ci . . . . .

375

44 2 3

### ARTICLE III.

André . . . . pour un revenu de trois cent cinquante livres, est cotisé quarante-une livres trois sous six deniers, ci . . . . .

350

41 3 6

## CHAPITRE VI.

### ARTICLE PREMIER.

M. Pierre . . . . Prêtre, pour un revenu de dix-huit cents livres en viager, est cotisé cent dix-sept livres douze sous onze deniers, ci . . . . .

1800

117 12 11

### ARTICLE II.

Noble Jacques . . . . pour un revenu de cinq cent cinquante livres en viager, est cotisé trente-deux livres six sous onze deniers, ci . . . . .

550

32 6 11

### ARTICLE III.

Philippe . . . . pour un revenu de cent cinquante livres en viager, est cotisé huit livres seize sous quatre deniers, ci . . . . .

150

8 16 4

Total . . . . .

1044 8 5



